



Le pari du président Diouf

Même s'il n'y avait guère de doute possible quant aux résultats, les élections présidentielle et législatives du dimanche 28 février au Sénégal n'étaient pas une simple formalité. Dans une Afrique où l'image du « chef » doit être forte et autoritaire, M. Abdou Diouf a pris un risque politique en acceptant la critique d'une opposition qui ne l'a pas ménagé. Il avait aussi à redouter des violences, car, malgré la vieille tradition démocratique du Sénégal, ses habitants pouvaient se laisser entraîner par des passions qu'attisait la présence d'un nombre inhabituel de candidats.

Le pari du chef de l'Etat sur la sagesse de ses concitoyens était d'autant plus risqué que la campagne a eu lieu dans un climat socio-économique assez pesant. Comme les autres pays africains de quelque poids, le Sénégal est engagé dans un programme d'austérité et de remise en ordre des entreprises publiques demandées par la Banque mondiale et le FMI pour le rachat de la dette. Le blocage des salaires des fonctionnaires, la perspective de nouveaux licenciements à l'occasion de certaines privatisations, la nécessaire adaptation des prix agricoles aux dures lois du marché, n'étaient pas de nature à faciliter la tâche d'un président sortant qui s'était interdit de faire des promesses trop difficiles à tenir.

M. Abdou Diouf a toujours joué de la bonne réputation de son régime, « vitrine de la démocratie en Afrique », pour obtenir de l'étranger les concours financiers dont il a besoin. Même les Américains se sont intéressés à un scrutin qui changeait des parades en vogue dans les républiques bananières. En laissant s'exprimer ses adversaires avec une liberté jamais déglée dans le passé, le chef du Parti socialiste a renforcé le crédit international dont il entend se servir pour sortir son pays d'une relative misère.

L'entourage du président sénégalais dément les rumeurs selon lesquelles il aurait l'intention de briguer le poste de secrétaire général de l'ONU au terme de son second mandat. On fait valoir, à Dakar, qu'un ancien chef d'Etat ne peut, de par la nature de ses responsabilités passées, se porter candidat à une telle fonction, si prestigieuse soit-elle.

Quoi qu'il en soit, le successeur de M. Senghor compte bien tirer profit de son image de libéral pour faire entendre sa voix dans le concert des nations. Alors qu'il était président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, il fit, en octobre 1985, un voyage remarqué dans les pays voisins de l'Afrique du Sud, avant de dénoncer l'apartheid à la tribune des Nations unies. Conscient du rôle que peut jouer l'Afrique noire modérée dans l'évolution de l'attitude de l'Occident à l'égard de l'Afrique, il n'a pas l'intention d'en rester là.

Il faudrait maintenant que l'opposition surmonte l'amertume d'une défaite qu'elle sera tentée d'attribuer à la fraude. Deux des candidats à l'élection présidentielle entendaient seulement profiter de la campagne pour s'exprimer. Un autre, M. Abdoulaye Wade, se posait en challenger crédible en raison de l'importance de son parti. Il apparaît au pouvoir d'engager un véritable dialogue avec ses adversaires élus au Parlement, et ce n'est pas la partie la plus facile du pari sur la démocratie.

(Lire nos informations page 46.)

M 0147 - 0301 0 - 4,50 F



3790147004500 03010

Le débat sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN

Menaces sur le consensus entre l'Elysée et la majorité en matière de défense

A la veille du sommet de l'alliance atlantique, le mercredi 2 et le jeudi 3 mars à Bruxelles, des menaces pèsent sur le consensus entre l'Elysée et la majorité en matière de défense. M. Mitterrand a officiellement son hostilité à la modernisation des armes nucléaires à très courte portée de l'OTAN et à la doctrine de la riposte graduée, dans deux entretiens que publient, le lundi 29 février, « Ouest-France » et l'hebdomadaire américain « US News and

World Report ». M. Chirac, qui se rendra à Bruxelles en compagnie du président de la République, tiendra une conférence de presse mardi sur la politique étrangère. M. Barre avait demandé, dès dimanche soir : « Est-ce que vous avez lu la presse étrangère, où on ne cesse d'opposer les positions du président et celles du premier ministre sur le sommet de l'OTAN ? Est-ce que vous croyez qu'un pays peut vivre longtemps dans une équivoque pareille ? »

Même si l'on connaissait depuis quelques mois la pensée de M. Mitterrand, les déclarations que vient de faire le président de la République constituent un véritable pavé dans la mare. Elles visent en premier lieu à réaffirmer haut et clair la prééminence du chef de l'Etat en matière de défense et de sécurité, ce qui n'a jamais été contesté par M. Chirac mais ce qui ne fera pas forcément plaisir au premier ministre, qui va accompagner M. Mitterrand à Bruxelles.

D'autant moins que quelques nuances existent, sur les sujets abordés, entre les deux hommes, même s'il est peu probable que

M. Chirac se lance dans une polémique à ce sujet. Dès dimanche dernier, en tout cas, il a réuni les ministres intéressés par le sommet de Bruxelles - MM. Jean-Bernard Raimond, Edouard Balladur et André Giraud - pour définir « la position du gouvernement ». Tout en s'abstenant de commentaires officiels, on fait remarquer à Matignon que la prise de position de M. Mitterrand contre la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN est quelque peu paradoxale dans la mesure où la France n'est pas concernée par cette décision. Elle a été prise en 1983, à Montebello,

au Canada, par les seuls membres de l'organisation militaire intégrée.

Certains observateurs, proches de la majorité, font aussi remarquer que la condamnation de la riposte graduée par M. Mitterrand ne changera pas grand-chose à l'affaire, puisque la France a sa propre doctrine en la matière.

Les déclarations de M. Mitterrand, quoi qu'il en soit, s'inscrivent dans un paysage passablement flou à deux jours du sommet de Bruxelles.

JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite page 4.)

Un entretien avec M. Balladur

« Les parités du franc et des grandes monnaies européennes sont bonnes »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, passe en revue les problèmes d'actualité : OPA, crise de la Bourse, privatisations, situation du franc. Il revient sur son projet de réforme du système monétaire international.

« Les récentes OPA n'ont-elles pas mis en lumière la fragilité des noyaux durs, composés d'un grand nombre de sociétés ayant chacune une relative faible participation ? Les différents membres composant les noyaux ne risquent-ils pas de s'opposer les uns les autres, comme on l'a vu récemment à l'occasion de l'OPA sur la Société générale de Belgique ? »

Ayant été critiqué comme je l'ai été pour avoir, lors des privatisations, constitué ces noyaux stables, je constate aujourd'hui que tout le monde en vient à l'idée qu'ils sont indispensables. Permettez-moi de me réjouir de cette conversion tardive.

« Pour les entreprises qui viennent d'être privatisées, l'on ne peut pas parler de fragilité, et cela pour deux raisons : la première est que les noyaux stables dont elles ont été pourvues étaient assez substantiels, de 20 à 30 % de leur capital ; la seconde

est qu'à l'occasion de la baisse de la Bourse ces noyaux ont été plutôt renforcés.

« Mais il est vrai que, sauf pour les sociétés récemment privatisées, il n'existe pas pour les principaux actionnaires d'une société d'obligation de conserver pendant un certain temps leur participation.

« Deux préoccupations sont à prendre en considération. La première est de protéger la continuité des entreprises ainsi que les intérêts de leurs actionnaires et de leurs salariés. La seconde est de faire en sorte que les sociétés ne deviennent pas des vases clos, fermés à toute évolution, à toute alliance, à tout regroupement. Or est la bonne mesure entre ces exigences contradictoires ? Cela dépend évidemment des circonstances.

« Quelle est, à ce sujet, votre doctrine ? »

« En cette matière comme en beaucoup d'autres, il faut se garder d'être doctrinaire. Je commencerais par vous dire qu'il serait dangereux que l'Etat s'érige en juge des bonnes et des mauvaises OPA. Dans tous les cas, le premier devoir de l'Etat est d'assurer la parfaite information des actionnaires, et donc la transparence des opérations visant à prendre le contrôle d'une entreprise sur le marché. Les autorités boursières doivent faire

respecter les règles du marché, le principe étant qu'il ne doit pas y avoir d'OPA dans le vague et dans le flou.

« Mais je voudrais ajouter deux réflexions. Première réflexion : il faut bien se convaincre que le temps est passé où l'on pouvait, contre la volonté des salariés, procéder à des regroupements forcés. Le dialogue entre les actionnaires d'une entreprise, ses dirigeants et son personnel est d'une très grande importance. Cela est vrai à tout moment, mais cela s'applique aussi à ceux qui, de l'extérieur, aspirent à devenir actionnaires d'une entreprise.

« Deuxième réflexion - qui, elle, peut avoir un aspect juridique : la question de la réciprocité. C'est ainsi que l'on constate en Europe que, dans les pays de tradition germanique - Allemagne, Pays-Bas, Suisse - les législations ou l'organisation du capital rendent difficiles les offres publiques d'achat. En revanche, en Angleterre, comme dans l'ensemble des pays anglo-saxons, le jeu est ouvert. La position de la France est intermédiaire. Sans doute faudra-t-il réfléchir à cette situation pour l'instauration du grand marché intérieur dans la Communauté.

Propos recueillis par
PAUL FABRA
et FRANÇOIS SIMON.
(Lire la suite page 2.)

Reprise de la « guerre des villes » entre l'Iran et l'Irak

Deux missiles sur Bagdad après le bombardement de Téhéran

PAGE 46

Débat en Israël

Faut-il interdire à la presse l'accès aux territoires occupés ?

PAGE 5

Espagne : modernisation des chemins de fer

Alstom sur les rangs pour la fourniture d'un TGV

PAGE 41

La campagne de M. Barre

Les centristes, absents ; les léotardiens, omniprésents

PAGE 9

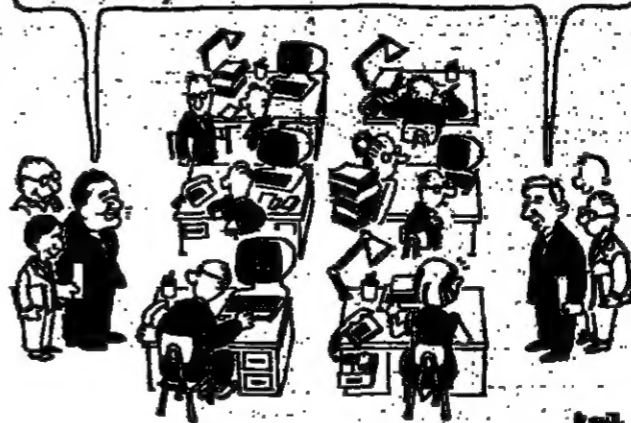
Réforme des études de droit

L'autonomie pédagogique des universités remise en cause

PAGE 12

La bataille pour la société Générale de Belgique

BONJOUR, JE SUIS VOTRE FUTUR PATRON !



Contre-offensive de M. De Benedetti

PAGE 42

ÉCONOMIE

Le déficit des échanges industriels

Le déficit des échanges industriels de la France repose la question de la compétitivité des entreprises nationales face à la concurrence étrangère et renforce le débat sur la parité du franc, à la veille de l'élection présidentielle. Les uns prônent une dévaluation compétitive qui, selon eux, « accroît les exportations, dynamise la production et crée des emplois ». Les autres défendent la stabilité de la monnaie, dénonçant « la recherche de solutions industrielles et commerciales de facilité » au moment du renforcement de l'Europe.

■ La chronique de Paul Fabra :

« Le rapport Boiteux et le malentendu de 1992 ».

Pages 37 à 40

Le sommaire complet se trouve page 46

La clôture des Jeux d'hiver

Les leçons de Calgary

CALGARY
de notre envoyé spécial

Rendez-vous à Albertville en 1992. Les XV^e Jeux olympiques d'hiver de Calgary se sont achevés, dimanche 28 février. Au cours de la traditionnelle cérémonie de clôture - un western sur glace auquel ont participé les plus grands patineurs des dernières décennies - Ralph Klein, le maire de la principale ville de l'Alberta, a transmis le drapeau des Jeux d'Oslo - tradition qui a commencé en Norvège en 1952 -

au maire d'Albertville, M. Henri Dujol. Dans quatre ans, la Tarentaise sera confrontée aux mêmes types de problèmes que ceux qu'a connus la cité pétrolière canadienne.

Calgary a passé seize jours que les « pétro-bois » ne sont pas près d'oublier. Pendant deux semaines cette ville indolente a subi le rythme trépidant des Jeux olympiques.

ALAIN GIRAUDDO.

(Lire la suite page 17
et nos informations page 15.)

ALAIN DEVAQUET

L'AMIBE ET L'ÉTUDIANT

Université et Recherche : l'état d'urgence.

336 pages - ISBN 2 7561 0032 0

EDITIONS ODILE JACOB

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 185 pes. ; Gr.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 6 400 ¥ ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; République Fédérale, 12,00 sc. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

كتاب من الأصل

Débats

Un entretien avec M. Edouard Balladur

(Suite de la première page.)

— Vous avez prétendu qu'une opération comme celle de la Générale de Belgique ne pourrait pas se produire en France. Que signifie ce nationalisme à propos d'offres d'achat venant de partenaires européens ?

— A nouveau, mon propos était de montrer le bien-fondé des nouveaux statuts... Nos concitoyens peuvent avoir le sentiment que les choses évoluent vite, peut-être même trop vite. Aussi, tantôt sommes-nous critiques pour notre prétendu nationalisme, quand on ne favorise pas le regroupement de différentes entreprises sous l'égide étrangère; tantôt, on nous accuse d'être trop libéraux.

— Le nombre extrêmement réduit d'opérations à l'occasion desquelles j'ai fait jouer la réglementation des investissements étrangers — en deux ans, moins d'une vingtaine de cas sur quatre mille dossiers déposés dans mes services — m'autorise à dire que la France est une terre d'accueil des investissements étrangers et de récusier le reproche de nationalisme. Une de nos dernières opérations était la reprise de Martell par l'entreprise canadienne Seagram. En ce qui concerne les entreprises ressortissant à un État de la Communauté européenne, je n'ai, en principe, pas les moyens de m'opposer aux opérations qui sont le fait d'investisseurs véritablement communautaires, sauf lorsqu'elles concernent la défense nationale et la santé publique.

MATIF, privatisations et taux d'intérêt

— A la lumière de l'expérience récente, on peut se demander si certains des mécanismes introduits à Paris sous prétexte d'offrir de nouveaux instruments de couverture pour les risques ne poussent pas à la spéculation et à l'instabilité ?

— C'est effectivement un risque. C'est pourquoi j'ai demandé à M. Deguen de présider une commission qui doit mener une réflexion d'ensemble sur les nouveaux marchés, les nouveaux instruments et les modifications qu'il y aurait éventuellement lieu d'apporter aux règles actuelles. Elle me remettra son rapport d'ici quelques semaines. Mais soyons clairs, on ne peut protéger chacun contre tout et contre lui-même. Si certaines entreprises ont pu connaître des déboires sur le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), c'est peut-être qu'elles voulaient profiter de gains financiers à une période où l'on croyait que ce genre d'opérations permettait de gagner à tout coup.

— Existe-t-il, en dehors de la COGEMA, d'autres sociétés qui auraient essayé de lourdes pertes et auraient été éventuellement victimes d'opérations frauduleuses ?

— J'ai demandé que les grandes entreprises du secteur public fassent procéder à des

— Et la presse ?

— C'est un problème particulier, puisqu'il existe une loi spécifique sur cette profession qui limite la propriété étrangère.

— La réforme de la Bourse qui vient d'être promulguée a été conçue à un moment où le marché était en pleine euphorie. N'y a-t-il pas contradiction entre, d'une part, une politique de déréglementation financière et, d'autre part, le souci de défendre les intérêts d'un large actionariat populaire ?

— L'actionariat populaire est une conquête économique et sociale, dans la mesure où il doit conduire à une plus grande diffusion de la propriété et à une meilleure adhésion des citoyens à l'activité économique. Ma préoccupation est de définir avec plus de précision les obligations qui doivent s'imposer à tous les acteurs du marché financier. C'est ainsi que la réforme de la Bourse a accru les responsabilités et les pouvoirs des autorités boursières, notamment en matière de déontologie et de discipline du marché. Les pouvoirs de la COB ont été également renforcés.

— Je rappelle que la loi sur l'épargne a accru la transparence des opérations en abaissant les seuils à partir desquels la déclaration d'une participation dans une société devient obligatoire. Ces seuils sont maintenant de 5 %, 10 %, 20 %, 33 % et 50 %. Enfin, j'ai pris plusieurs initiatives pour faciliter l'exercice de leurs droits par les petits actionnaires, qu'il s'agisse du vote par correspondance, des possibilités d'action en justice ou de la diminution des droits de garde de leurs titres.

— Puisque nous parlons de privatisations, permettez-moi de vous indiquer que, pour la première fois depuis le 28 octobre 1987, le cours moyen des actions de l'ensemble des sociétés privatisées a retrouvé le jeudi 25 février le prix moyen des offres publiques de vente. Personne ne peut savoir comment les cours évolueront à l'avenir mais cela montre que les épargnants ont eu raison de ne pas se laisser aller, contrairement à ce qui leur était parfois conseillé, à des ventes précipitées.



M. Edouard Balladur

— La France reste aujourd'hui, malgré les deux ajustements monétaires auxquels le gouvernement Chirac a procédé depuis son arrivée au pouvoir en mars 1986, une zone de taux d'intérêt élevés. Peut-on espérer un abaissement significatif des taux dans un avenir proche ?

— Avant de répondre à la question sur les taux d'intérêt, je voudrais d'abord vous parler de la situation du franc. Permettez-moi de vous dire, à propos de la dévaluation du franc à laquelle nous avons dû procéder dans les quinze jours de la nomination du gouvernement, au début d'avril 1986, qu'il s'agit davantage de la quatrième dévaluation socialiste que d'une opération dont nous porterions la responsabilité. Il s'agissait

Parité du franc et indépendance de la Banque de France

— Revenons aux taux d'intérêt, si vous le voulez bien.

— Ma réponse est que plus le franc sera fort, plus on pourra baisser les taux d'intérêt. Mais les opérateurs ne se sont pas encore convaincus des réalités de la désinflation.

— Comparons les taux d'intérêt en France et à l'étranger. Nous constatons que les taux nominaux aussi bien à court terme qu'à long terme ne sont, en France, guère plus élevés qu'ils ne le sont aux États-Unis : 7,18 % pour le jour le jour, 9,12 % pour le taux obligataire à dix ans contre, respectivement, 6,62 % et 8,20 %. En revanche, les taux sont au Royaume-Uni, au Canada et en Italie plus hauts qu'en France. Ce n'est qu'en Allemagne et au Japon que, parmi les grands pays, on constate des taux nominaux nettement plus bas. Comme l'inflation est en France plus faible qu'elle ne l'est dans la plupart des autres pays — le chiffre de janvier le confirme encore — les taux réels apparaissent aujourd'hui (taux nominaux moins taux d'inflation) un peu plus élevés chez nous qu'ils ne le sont dans certains autres grands pays industrialisés.

— Toute notre action consiste à persuader les marchés de la

de tirer les conséquences infléchissables de la gestion précédente.

— J'observe que, depuis avril 1986, la valeur du franc par rapport à l'ECU est demeurée stable, malgré la revalorisation du deutschemark depuis lors. Je constate aussi que le franc a parfaitement tenu sa parité au cours des derniers mois, et que le couple directeur franco-deutschemark a permis à l'ensemble monétaire européen de bien fonctionner. J'ajoute que nous avons déjà remboursé tous les concours utilisés en octobre et novembre 1987 pour apaiser les tensions qui s'étaient manifestées dans le SME.

— Personne ne conteste que notre gestion s'est rapprochée des critères européens et a même, sur certains points, fait mieux. Tel est le cas pour la lutte contre l'inflation, la réduction du déficit budgétaire et la maîtrise des coûts unitaires de production, qui augmentent désormais moins fortement en France qu'en Allemagne. Tous ces facteurs sont des facteurs positifs. Cela ne veut pas dire qu'il ne nous reste pas à fournir de grands efforts. Nous devons continuer à renforcer la compétitivité de notre économie pour relancer nos exportations, et donc l'activité et l'emploi.

— A cet égard, je voudrais remettre à leur place l'inflation, le scepticisme, les doutes qui ont accompagné l'intention exprimée par le gouvernement de faire de la France, d'ici à la fin du siècle, la puissance la plus dynamique en Europe. Je rappellerai simplement qu'en 1980 la balance des paiements française et la balance des paiements allemande étaient l'une et l'autre en déficit, celui-ci étant plus important pour l'Allemagne. Depuis lors, l'Allemagne a redressé sa situation et est aujourd'hui largement excédentaire, alors que la France accuse un léger déficit. Les efforts qu'ont faits les Allemands, nous pouvons nous aussi les accomplir. Aucune fatalité ne condamne la France à une balance commerciale déficitaire.

— Revenons à la parité du franc et à l'indépendance de la Banque de France.

— Quand vous parlez de la parité durable de la parité du franc, cela signifie-t-il que vous estimez inutile une réévaluation du deutschemark ou de telle autre monnaie au sein du SME ?

— Je considère qu'actuellement les parités relatives du deutschemark, du franc et des autres grandes monnaies européennes sont bonnes, solides et qu'elles correspondent aux réalités économiques. L'exclus totallement qu'il soit nécessaire de procéder à un ajustement. Une telle opération serait contraire aux intérêts du pays, contraire à la stratégie de désinflation qui est la nôtre et ne serait pas justifiée : notre compétitivité monétaire à l'intérieur du système monétaire européen est bonne.

— Vous n'avez pas donné suite au projet qui faisait partie du programme initial du gouvernement de pourvoir la Banque de France d'un statut d'indépendance. Ce refus ne rend-il pas plus difficile la réalisation de la proposition que vous avez faite récemment de créer une banque centrale européenne ?

— Si l'on y regarde de près, on s'aperçoit qu'aujourd'hui l'indépendance quasi constitutionnelle dont jouit la Bundesbank est parvenue à la création d'une banque centrale européenne. Autrement dit, plus une banque centrale serait autonome, plus elle répugnerait à la coopération européenne. N'y aurait-il pas ainsi une contradiction à accorder à la Banque de France un statut d'indépendance apparentement plus grand qu'aujourd'hui et à remettre immédiatement en cause cette indépendance en plaçant notre institut d'émission sous la houlette d'un organisme européen ?

— Quels que soient leur mérite et leur caractère novateur, vos propositions dans ce domaine laissent un certain sentiment de malaise. Les Allemands considèrent l'indépendance de leur institut d'émission comme un des piliers de leur système économique et une raison primordiale de son succès. Dans la mesure où la politique française

Système monétaire et rôle de l'or

— Ce n'est pas seulement en Allemagne que la croissance est faible. En France, elle reste insuffisante pour résorber le chômage. Sommes-nous condamnés à cette situation ?

— Une grande partie des maux que nous connaissons depuis quinze ans tient au mauvais fonctionnement du système monétaire international. En particulier, l'Europe est victime de la revalorisation globale de ses monnaies vis-à-vis du dollar et des monnaies qui lui sont rattachées. C'est une entrave à ses exportations et donc à son activité économique. Il faut, bien entendu, renforcer le SME, étant donné que nous faisons plus de la moitié de nos échanges avec nos partenaires européens. Mais il faut aussi progresser dans la réforme du système monétaire international afin que les parités entre les grandes monnaies du monde ne soient pas constamment perturbées.

— Ce n'est pas d'aujourd'hui que la France réclame une remise en ordre dans ce domaine. Cependant la doctrine française, c'est le moins qu'on puisse dire, a quelque peu changé à travers les ans. C'est ainsi qu'en 1976 la France a souscrit à la réforme qui interdisait pour l'avenir toute déflation de la valeur des monnaies en or, alors que le général de Gaulle plaçait en faveur d'un retour à l'étalon-or. A quelle école vous rattachez-vous ?

— Effectivement, les idées françaises ont quelque peu évolué. Je distinguerai deux périodes. La France, à la suite du général de Gaulle, s'est faite le champion d'un système monétaire objectif reposant sur un certain nombre d'idées simples : mécanismes automatiques pour le règlement des déficits, référence à un étalon commun des valeurs. Plus tard, la France a, comme les autres pays, subi les inconvénients des changes flottants et a proposé d'y remédier par une meilleure concertation internationale, telle que la surveillance des grandes économies à partir d'une batterie d'indicateurs économiques sur la base desquels les grands pays se fixent des objectifs communs et coordonnent leurs politiques.

— Pour ma part, je me sens beaucoup plus proche de la première « école française ». Certes, les accords de Louvre, qui ont en fait mis fin au système des changes flottants, étaient indispensables ; j'aurais mauvaise

vue à consolider l'ancrage de la RFA dans l'ensemble occidental, ne convient-il pas de tenir compte de cet aspect des choses ?

— Il faut savoir ce que l'on veut : si l'on est partisan de la coordination européenne, cela passe par la possibilité pour une instance européenne d'imposer certaines décisions aux banques centrales. Mais si l'on peut parler de succès monétaire pour la RFA, qu'en est-il du succès économique ? Le fond des choses est que l'Allemagne fédérale, à cause de sa faiblesse démographique, peut, du moins le croit-elle, se contenter d'une croissance faible. Nous avons besoin d'une croissance substantielle. C'est la raison pour laquelle, dans mes dernières propositions sur le renforcement du SME, j'ai insisté sur la nécessité pour les gouvernements d'arrêter en commun des objectifs de croissance et de ne pas hésiter à prendre les mesures nécessaires pour que ces objectifs soient atteints, lorsque telle ou telle politique paraît trop peu expansive.

— Je n'ai pas voulu proposer un plan achevé de réforme du SME. J'ai souhaité faire une proposition de méthode et évoquer les principales options qui s'offrent aux gouvernements en les classant par ordre de contraintes croissantes sur les souverainetés nationales : amélioration des accords de Louvre ; création d'un système mondial inspiré du système monétaire européen ; choix d'un étalon de référence, qui pourrait être un panier de grandes monnaies auquel s'ajouterait l'or. Mais je n'ai pas voulu entrer dans le détail des multiples modalités techniques que l'on peut envisager.

— Mon sentiment est effectivement que l'or pourrait être l'un des éléments de définition d'un nouvel étalon objectif et stable. J'en veux pour preuve l'importance que continue de revêtir la détention de réserves d'or par les banques centrales. Mais je ne souhaite pas me prononcer plus avant sur les modalités exactes qui pourraient être retenues. J'ai suggéré que la communauté internationale confie à un petit groupe d'experts éminents le soin d'éclairer sa route.

— Propos recueillis par PAUL FABRA et FRANÇOIS SIMON

Un témoignage qui vient éclairer d'un jour nouveau la personnalité de Hess.



Pastor Charles A. Gabel
Aumônier français à la prison de Spandau

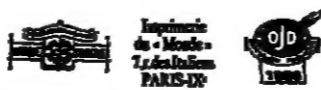
Conversations INTERDITES avec Rudolf Hess

1977-1986

PLON

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81



Reproduction interdite de tous les articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principales activités de la société :

« Les rédacteurs du Monde »,
Société civile

Société anonyme
des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sala

ABONNEMENTS

BP 507 09

75442 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messenger)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 300 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse délégués en province : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmartre, 75007 Paris

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléx MONDPUB 246 136 F

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

URSS : le secrétaire général en première ligne

M. Gorbatchev sort pour l'instant grand de l'épreuve arménienne mais va devoir prendre de délicates décisions

MOSCOU
de notre correspondant

Comment expliquer que sous toutes les latitudes et tous les régimes les grands mouvements collectifs retrouvent, comme instinctivement, les mêmes gestes, les mêmes rythmes, les mêmes sourires ? Ce « V » de la victoire qu'une semaine durant les manifestants d'Erevan ont dessiné à deux doigts, bras tendus dans le ciel d'Arménie, on aurait cru celui de Pologne.

Ces slogans rapides, échauffés, repris à perte de vue, de bande-rouleau en bande-rouleau, ont eu d'un coup d'un mai 1968, au moment où les manifestants ne pouvaient pas même se recouvrir de grappes humaines, le « pas de provocation ! » constamment repris au micro et la l'oghorrée insomnieuse qui suit les grands silences. Cette assurance, enfin, tranquille, débinaire et heureuse, d'une foule qui paraît ne rien craindre, c'était celle des Portugais de la révolution des œillets.

Alors, quand on a vu ces quelques images discrètement tournées en noir et blanc jeudi dernier et diffusées depuis dimanche soir 28 février par la chaîne de télévision ABC, on comprend mieux encore que M. Gorbatchev se soit résolu à monter en première ligne dans la crise arménienne. Cela lui a fait prendre un risque : au pis, d'avoir à endosser un éventuel échec, au mieux de voir se tourner immédiatement vers lui l'armée de plainpains du continent soviétique. Mais il n'avait pas d'autre choix.

Contre une foule comme celle-ci, on ne fait pas tirer sans que les conséquences du bain de sang soient totalement imprévisibles — et cela d'autant plus qu'il ne s'agit pas de « l'importation » de la révolution des nations de l'Union soviétique, mais de ces Arméniens qui partagent avec les juifs la chance d'être veillés par une diaspora attentive, solidaire et capable de se faire entendre aussi bien à Washington que dans toutes les grandes capitales européennes.

Face à cette foule ardente, totalement calme et déterminée, qui réclamait une « session extraordinaire du Soviet suprême », criait que « l'autodétermination n'est pas de l'extrémisme » et proclamait avec autant d'espérance que de défi que « le Karabakh teste la « perestroïka », il n'y avait qu'un seul dirigeant soviétique qui puisse tenter d'instaurer la confiance d'un dialogue.

C'était M. Gorbatchev pour la simple raison qu'il incarne une volonté de changement dont l'Arménie vient de prouver qu'elle est plus qu'amplement partagée par une population trop facilement décrite comme abêtie par soixante-dix ans de lendemains qui chantent et de présent qui pleure.

Non seulement le secrétaire général a donc fait lire aux Arméniens, le vendredi 26 février, un conciliant appel à la raison (le Monde daté 28-29 février), mais il a également reçu le même jour au Kremlin deux grands noms de la culture arménienne, la poétesse Sylvia Kapoutikian et l'écrivain Zori Balyan, tout droit

Bref, que des choses aimables, mais accompagnées d'un long développement sur le fait que cette crise n'en constituait pas moins un coup de couteau dans le dos pour la « perestroïka » et que si la solution à trouver devait être équitable, il faudrait un mois pour la définir. Respectés pour leur intégrité et leur talent, mais nullement militants de quoi que ce soit, encore moins partisans du tout ou rien, et reçus, qui plus est, trois heures durant par M. Iakovlev — l'homme le plus proche du secrétaire général au sein du bureau politique — les deux écrivains ont parfaitement compris le message.

Zori Balyan, en début d'après-midi, devant ceux des manifestants

ment à la mi-février de la quasi-totalité des élus et des responsables du parti dans la région.

On peut imaginer des demi-solutions (évoquées, semble-t-il, par M. Gorbatchev devant ses deux interlocuteurs de vendredi), qui seraient la diffusion de la télévision arménienne dans la région, l'instauration de liens pédagogiques entre les écoles du Karabakh et d'Arménie et la restauration enfin des monuments arméniens dans la région autonome. Tout cela serait accueilli avec satisfaction, mais il est douteux que cela suffise.

Or, deuxième problème pour M. Gorbatchev, la manifestation de la semaine passée ne s'est pas dispersée sans rien laisser derrière elle. Une multitude de comités d'organisation locaux se sont créés à l'ombre du comité d'organisation central et ont couvert la République d'un réseau de petits soviets dans lesquels on retrouve, au demeurant, nombre de militants du parti et d'élus « officiels ». Le moins remarquable d'entre eux n'est évidemment pas celui des vétérans d'Afghanistan, qui menace de renvoyer médailles et livrets militaires à Moscou si le Karabakh ne redevient pas arménien.

Dense ou lâche (on l'ignore à Moscou), ce réseau existe et dote en République de l'URSS d'un embryon de représentation à l'égard de laquelle il va bien falloir prendre des décisions, qui, audacieuses ou classiques, seront de toute manière coûteuses.

Troisième problème : les événements arméniens, après la multiplication des derniers mois de troubles ou incidents nationalistes, viennent rappeler à quel point il sera difficile de poursuivre la politique d'ouverture sans s'exposer à une explosion de revendications et d'initiatives. L'économie soviétique, la perestroïka et M. Gorbatchev ont besoin d'un peuple qui redevienne acteur du destin de l'empire russe, mais les acteurs ont pour inconvénient de ne pas seulement travailler, mais de parler aussi.

L'une des premières mesures prises la semaine dernière par le comité d'organisation d'Erevan a été de mettre totalement à l'index la consommation d'alcool : du super-gorbatchévisme.

BERNARD GUETTA.

L'appel du catholicos au chef du Kremlin

Le catholicos Vazken I^{er}, chef spirituel de l'Arménie soviétique, avait adressé, dès le 25 février, à M. Gorbatchev un message dans lequel il écrivait notamment :

« Ces derniers jours, les citoyens de l'Arménie soviétique, avec à leur tête des savants, des académiciens, des écrivains, des artistes, des étudiants d'instituts, des travailleurs et des ouvriers, plus de 200 000 personnes, ont manifesté à Erevan en exigeant que le problème du rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie trouve une solution légale, selon les prévisions de la Constitution de l'Union soviétique se rapportant à l'autodétermination [...] »

« Nous recevons plusieurs lettres, télégrammes et appels téléphoniques, surtout de nos évêques et organisations religieuses et culturelles de l'étranger, qui, au nom de plus de 2 millions d'Arméniens de la diaspora, demandent notre entremise auprès des hautes autorités de l'Union soviétique afin qu'une solution équitable soit trouvée au problème du Karabakh arménien [...] »

« Nous sommes très inquiets de la situation de crise existante. Nous avons eu des informations qui relatent qu'il y a des victimes au Karabakh et que des monuments religieux historiques ont été saccagés. » Notre peuple et nous tous sommes toujours fidèles à la fraternité des nationalités de l'Union soviétique et sur la base de l'amitié inébranlable, historiquement prouvée à l'égard du peuple russe. Nous vous prions d'apporter votre aide pour parvenir à une décision juste [...] »

« PRECISION. — Une ligne a malencontreusement disparu dans l'article de Charles Ujevicz. Un passé d'affrontements et de sang, à propos de la population du Karabakh (le Monde daté 28-29 février) : il fallait lire : le Karabakh est peuplé de 165 000 Arméniens et 59 000 musulmans en 1919.

PORTUGAL

Les syndicats se mobilisent contre la libéralisation des modalités de licenciement

LISBONNE
de notre correspondant

L'Union générale des travailleurs (UGT), de tendance socialiste et social-démocrate, a lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 28 mars. Cette décision, prise le vendredi 26 février, sera probablement soutenue par la Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP), proche du Parti communiste, qui se réunira en séance plénière jeudi. Les deux grandes centrales syndicales entendent ainsi protester contre un projet de loi visant à libéraliser les modalités de licenciement, qu'ils considèrent comme « une atteinte aux droits élémentaires des travailleurs ».

Parmi les aspects les plus controversés de ce texte figure la possibilité donnée aux patrons de licencier un salarié jugé « inadapté » aux conditions de travail de l'entreprise. « Il s'agit d'un principe totalement subjectif », souligne l'UGT, qui ouvre le chemin à l'arbitraire et place tous les Portugais dans la hantise du chômage.

Le projet prévoit, certes, le recours devant les tribunaux. Mais un jugement favorable au travailleur licencié n'entraînera pas pour autant la réintégration automatique du salarié. Celui-ci pourra, en effet, bénéficier d'une simple indemnisation si les magistrats estiment que la réintégration serait susceptible de nuire au bon fonctionnement de l'entreprise.

Pour le gouvernement, la nouvelle législation s'aligne sur les normes en vigueur dans la Commu-

nauté européenne. Selon les syndicats, en revanche, on ne peut appliquer des règlements aussi rigides dans un pays économiquement en retard par rapport à ses partenaires de la CEE. Au Portugal, le régime de sécurité sociale reste très rudimentaire et un grand nombre de salariés disposent exclusivement d'un contrat de travail à court terme, généralement de six mois, éventuellement renouvelable.

Fort de sa majorité absolue au Parlement, le gouvernement social-démocrate de M. Cavaco Silva n'éprouvera théoriquement aucune difficulté à faire approuver son projet. La question risque pourtant de se compliquer : socialistes et démocrates-chrétiens vont sans doute saisir cette occasion pour relancer leurs attaques contre un exécutif qu'ils accusent d'« incompétence » et de « népotisme ». Le terrain est d'autant plus propice que ces propositions provoquent des remous parmi les syndicalistes sociaux-démocrates, ainsi que des réactions négatives de la part de l'Eglise catholique.

Dans l'entourage même du président de la République, on estime que le projet « contient certains articles inacceptables ». Aussi, M. Mario Soares pourrait-il s'opposer à sa promulgation immédiate, soit en saisissant le tribunal constitutionnel, soit en usant de son droit de veto. Dans un cas comme dans l'autre, la « cohabitation » à la portugaise connaîtrait sa première crise majeure.

JOSÉ REBELO.

TURQUIE

Démission de M. Inonu, président du Parti populiste social-démocrate

ANKARA
de notre envoyé spécial

La démission, le dimanche 28 février, de M. Erdal Inonu de la présidence du Parti populiste social-démocrate (SHP), principale formation de l'opposition, illustre les difficultés de la gauche turque depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 : la dissolution du Parti républicain du peuple l'a privée non seulement de la direction charismatique de Bülent Ecevit, mais également de sa vocation à incarner seul de manière monolithique et indiscutable l'héritage modernisateur d'Atatürk, le père fondateur de la République. Seul parti de gauche parmi les trois partis autorisés à se présenter aux élections de 1983, le Parti populiste devait en 1985 fusionner avec le Parti social-démocrate. En mai 1986, M. Inonu était élu à la présidence du nouveau parti, le SHP.

Fils de Ismet Inonu, deuxième président de la République et compagnon d'armes d'Atatürk, Erdal Inonu, professeur de physique nucléaire, nouveau venu à la politique, avait réussi à assurer à son parti 99 sièges avec 24 % des voix lors des élections de novembre dernier, qui l'avaient confirmé dans son mandat de député d'Izmir. Il n'a pourtant jamais disposé de l'autorité nécessaire pour s'opposer à la multiplication des fractions à l'intérieur de son parti, un « attrape-tout à gauche », selon ses adversaires du parti de la gauche démocratique de M. Ecevit.

Les prisonniers de Diyarbakir

La « question kurde » avait récemment approfondi ces divisions, M. Inonu avait ouvertement manifesté sa désapprobation à l'égard du soutien trop militant de certains députés à la grève de la faim des prisonniers de Diyarbakir.

Un congrès extraordinaire du parti procédera, le 13 mars, à l'élection d'une nouvelle direction. M. Deniz Baykal, un ancien collaborateur de M. Ecevit, passe pour favori à la présidence. La situation nouvelle a d'ores et déjà relancé le débat sur la nécessité de l'union de la gauche : on n'exclut pas un retour de M. Ecevit qui avait pourtant annoncé son intention de se retirer de la politique à la suite de son échec aux élections de novembre.

MICHEL FARRÈRE.



venus d'Erevan. Pendant plus d'une heure, le chef du puissant Parti communiste de l'Union soviétique s'est entretenu avec deux simples citoyens d'une des plus petites marches de son empire. Que leur a-t-il dit ?

Rendez-vous dans un mois

Que le comité central avait en effet en son sein, mardi dernier, de qualifier d'« extrémistes » les manifestants d'Erevan et qu'il avait d'ailleurs retiré ce mot de son vocabulaire à lui ; qu'il était heureux qu'il ne se soit pas produit de violence et qu'aucune action illégale n'ait été commise ; qu'il comprenait que la dimension nationale était très importante pour un petit peuple ; qu'il connaissait bien les Arméniens, n'avait que sympathie pour eux et qu'il respectait leur diaspora, qui considère l'Arménie comme sa patrie, conserve des liens avec elle et qui vient de l'« invader » lui-même de lettres et télégrammes.

tants qui ne s'étaient pas encore dispersés, puis Sylvia Kapoutikian, en fin de soirée à la télévision, ont donc tous deux appelé samedi à donner du temps à M. Gorbatchev, à reprendre le travail et à comprendre surtout que le secrétaire général n'est pas entouré que d'amis.

Entre ces deux interventions, le comité d'organisation (coiffé par sept personnalités arméniennes, dont le président de l'Académie des sciences) avait lancé un ordre de dispersion en bonne et due forme, mais suivi — l'histoire n'est pas finie — de la convocation pour le 26 mars d'un « meeting national » sur cette même place de l'Opéra à Erevan. Il s'agira bien sûr d'examiner alors la solution que le secrétaire général a promise pour dans un mois. Dimanche il n'y avait plus dans les rues d'Erevan que des groupes de discussion et non plus une mer humaine. Pour l'instant M. Gorbatchev sort vainqueur et grand de l'épreuve puisqu'il a su démontrer du sang-froid, une autorité morale que ses pairs peuvent lui envier et une habileté politique à laquelle rien ne l'avait préparé dans les usages soviétiques. Tous jours d'une discrétion brejnevienne sur ces « événements » d'Arménie, la presse soviétique n'y fait d'ailleurs allusion que pour souligner que l'intervention de M. Gorbatchev (toujours pas publiée en dehors d'Arménie) a rétabli le calme, que le travail (dont il n'avait jamais été dit qu'il ait été interrompu) a repris et qu'Arméniens et Azerbaïdjanais s'aiment comme jamais dans l'« internationalisme socialiste ».

Deux morts, une quinzaine de blessés

Cela en devient d'autant plus aberrant que les Soviétiques auraient en conséquence plutôt tendance à penser que c'est exactement l'inverse qui se passe, quand ce n'est pas précisément le cas. A court et moyen terme il est en revanche vrai que rien dans cette affaire n'est réelle vaine ment rose pour M. Gorbatchev.

Premier problème. Il lui faut trouver en quatre semaines une solution à ce dossier du Karabakh alors même qu'il accepte une modification de la carte soviétique ouvrirait la porte à d'immenses revendications de ce type et que refuser le rattachement à l'Azerbaïdjan de cette région d'Azerbaïdjan est devenu aujourd'hui plus difficile. Il y a eu les récentes exactions contre les habitants de la région (deux morts et une quinzaine de blessés, selon un responsable du quotidien d'Erevan Komounist, il y a tout le poids de la discrimination qu'ont ressentie les Arméniens du Karabakh depuis leur rattachement à l'Azerbaïdjan en 1923. Il y a surtout la force du mouvement qui a éclaté soudain — après des mois et des mois de préparation et de bascule-

De nouvelles révélations sur la chute de Béria

Malgré les difficultés actuelles de M. Gorbatchev, la recherche historique en URSS ne se heurte plus aux tabous d'autrefois. Le rapport, plutôt « censuré », et prudent prononcé par M. Gorbatchev, le 2 novembre dernier, sur l'histoire du régime, n'a pas figé la situation ni arrêté les recherches des historiens, comme certains le craignent, mais permis, au contraire, de nouvelles et intéressantes recherches. En témoignent non seulement la réhabilitation officielle de Boukharine, mais aussi les articles publiés par divers journaux depuis le début de cette année sur Lysenko, le charlatan de la génétique, sur Vychinski, le procureur des procès staliniens, plus récemment sur Bérine, le dernier chef de la police politique stalinienne.

Sur ce dernier sujet, successivement la Gazette littéraire, la Komounistika Pravda et Nedelia, le supplément hebdomadaire des levestes, viennent de publier des témoignages nouveaux, notamment de M. Sergo Mikoyan, le fils du vétéran du Politburo des années 30 à 60, et de Florid Bourdetski, ancien collaborateur de Khrouchchev.

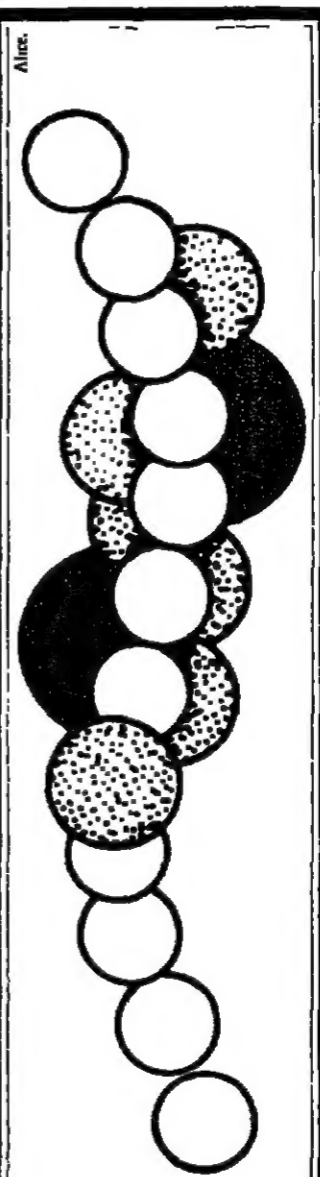
Tout en confirmant que l'ensemble des successeurs de Staline, après la mort du dictateur en mars 1953, redoutaient de voir Béria s'emparer du pouvoir, ces témoins rapportent que tous tremblaient devant lui : Vorochilov, qui craignait qu'une crise ne conduise à une guerre, mais surtout Malenkov, qui, tout en ayant donné son accord pour poser le « cas Béria » à une réunion du Politburo à la fin de juin 1953, fut incapable d'ouvrir la bouche à cette séance. Ce fut

Khrouchchev qui prit la parole sans y être convié, dénonçant aussitôt « l'activité fractionniste de l'agent impérialiste Béria ». Ce dernier, raconte Khrouchchev à Bourdetski, chercha aussitôt à s'emparer de sa serviette, qui contenait un revolver. Mais, ajoute-t-il, deux militaires, qui attendaient dans l'antichambre, entrèrent aussitôt pour le désarmer.

Mais les récits divergent sur l'identité et le rôle des militaires. Selon M. Sergo Mikoyan, il s'agissait d'une série de maréchaux et de généraux, qui emmenèrent le prisonnier en un lieu sûr de la garnison de Moscou. Selon Nedelia, l'un d'eux n'était autre que le maréchal Joukov, le vainqueur de Berlin. C'est dans sa voiture, ainsi que dans celle du maréchal Boulganine, ministre de la défense, que se cachèrent les membres du groupe chargé d'opérer l'arrestation, afin de déjouer la surveillance de la garde du Kremlin, contrôlée par Béria.

Quant au procès de l'ancien chef de la police, on savait déjà qu'il eut lieu du 18 au 23 décembre de la même année (ce fut « trop rapide », dit aujourd'hui M. Mikoyan), mais il n'avait pas été dit à l'époque que Béria refusa de plaider coupable, et qu'il fit même une grève de la faim pendant onze jours. A la fin, toutefois, le condamné « craqua » : il demanda pardon à genoux devant le peloton d'exécution, que commandait le maréchal Bortski, futur commandant des forces aériennes.

M. T.



LES STRATÉGIES DE L'EMBRYON

Par Alain Prochiantz

Quelles sont les parts du génétique et de l'épigénétique dans le développement de l'individu ? L'homme est-il en train d'acquiescer la capacité de créer de nouvelles espèces et d'en diriger l'évolution ? Alain Prochiantz pose ici les termes et les enjeux de ces questions.

Collection « Frontières Théoriques » dirigée par Georges Bachelard et Dominique Lecourt. 100 pages - 1987.

puif

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

مكتبة الجامعة الأردنية
رقم تسجيل 68037
إلى قسم
التسجيل
الكتاب 3988

Europe

CHYPRE : composé d'hommes neufs
et de technocratesLe nouveau gouvernement de M. Vassiliou
est chargé de promouvoir l'unité du peupleNICOSIE
de notre correspondant

La réalisation du programme des « cent premiers jours » constitue l'objectif principal du nouveau gouvernement de Chypre, présenté le dimanche 28 février par le président de la République, M. Georges Vassiliou, élu une semaine plus tôt. Inconnus pour la plupart du grand public, les onze ministres représentent toutes les tendances politiques et idéologiques du pays : le centre, la droite, le camp socialiste et la gauche. Deux des onze membres du cabinet étaient ministres précédemment. Il s'agit du chef de la diplomatie, M. Georges Iacovou, qui est resté dans ses fonctions, et de M. Christodoulos Veniamin, le ministre de l'intérieur qui démissionna de son poste de ministre de la défense dans le gouvernement de M. Kyprianos jusqu'en 1985.

Dans un discours-programme prononcé devant l'Assemblée nationale, le nouveau président de la République a invité les membres du gouvernement, qui sont pour la plupart des hommes neufs et des technocrates, à travailler pour la consolidation de l'unité du peuple. Il a annoncé une série de mesures visant à renouveler la vie politique, économique et sociale avec pour objectif principal la solution du problème de la division de Chypre, en tenant compte des propositions des Nations unies et des accords au sommet conclus entre l'archevêque Makarios et M. Rauf Denktaş en 1977 et entre M. Kyprianos et M. Denktaş en 1979 — autrement dit une solution qui assurera l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et le non-alignement de la République de Chypre. Pour être acceptée, a-t-il ajouté, tout règlement du problème doit prévoir le retrait de l'île des troupes et des colonies turques, l'application des principes fondamentaux et des garanties internationales solides excluant toute intervention unilatérale à Chypre.

Le chef de l'Etat a affirmé qu'il jugerait nécessaire une entrevue, le plus tôt possible, avec le premier ministre turc, M. Ozal, « à la date

et au lieu choisis par M. Ozal ». Le leader chypriote turc, M. Denktaş, avait récemment exprimé le souhait de rencontrer M. Vassiliou. Celui-ci avait alors souligné qu'il acceptait de s'entretenir avec M. Denktaş, en tant que « chef de la communauté turque de l'île » et non en tant que « président de la République turque du nord de Chypre ».

Le nouveau président a mis en lumière les rapports privilégiés qui existent avec son homologue grec et a souligné que le pays poursuivra sa politique de non-alignement. Le maintien à son poste du ministre des affaires étrangères montre d'ailleurs que les orientations de Chypre ne changeront pas sur ce point.

Cependant, M. Georges Vassiliou devra faire face à de nombreuses difficultés. Sur le plan intérieur, il sera confronté à une machine gouvernementale pesante ; à l'extérieur, des problèmes très graves attendent du fait de l'insuccès de la politique d'expansion de la Turquie. Le gouvernement d'Ankara, clé de la solution du problème de Chypre, changera-t-il de politique, notamment à la suite de la récente rencontre Papandréou-Ozal à Davos en Suisse ? Seul le temps permettra de répondre à cette question.

DIMITRI ANDRÉOU.

Le nouveau cabinet

Premier ministre : M. Georges Vassiliou.
Ministre des affaires étrangères : M. Georges Iacovou.
Intérieur : M. Christodoulos Veniamin.
Défense : M. Andreas Alfionis.
Agriculture et ressources naturelles : M. Andreas Gavrilidis.
Commerce et industrie : M. Takis Neomittas.
Santé : M. Panikos Papageorgiou.
Communications et travaux publics : M. Nikos Protopapas.
Finances : M. Georges Symiatis.
Éducation : M. Andreas Filippou.
Travail et sécurité sociale : M. Takis Christofilidis.
Justice : M. Christodoulos Chrysanthou.

Deux déclarations de M. Mitterrand sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN

L'urgence n'est pas de moderniser mais de réduire
les armements au plus bas niveau possible
déclare le président de la République

M. François Mitterrand, dans un entretien accordé à *Ouest-France* et au magazine américain *US News and World Report* publié lundi 29 février, réitère ses critiques contre la riposte graduée de l'OTAN et explique pourquoi il estime plus urgent pour la sécurité de l'Europe d'avancer sur la voie du désarmement plutôt que de moderniser certains types d'armes nucléaires, comme l'ont réclamé récemment plusieurs dirigeants des pays membres de l'OTAN, dont notamment M^{rs} Thatcher.

« Alors, que pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, les deux blocs s'engagent dans un processus de désarmement, il serait paradoxal et inopportuniste de surmonter. Recherchons l'équilibre au plus bas niveau possible », dit le président de la République, et encore : « L'urgence, pour la sécurité de l'Europe, est de négocier l'équilibre des forces conventionnelles. Lorsqu'on lui fait remarquer qu'un débat oppose actuellement au sein de l'OTAN les partisans de l'élimination des armes

nucléaires à très courte portée stationnées en Europe (une majorité d'Allemands notamment) aux partisans de la modernisation de ces armes, le président de la République répond : « J'ai cru comprendre qu'il y avait un certain accord entre le président américain et le chancelier allemand pour éviter de poser cette question en termes antagonistes. »

M. Mitterrand s'en prend, d'autre part, à la stratégie de la « riposte graduée », qui est celle de l'OTAN et que le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, a encore défendue récemment, lors de sa dernière tournée en Europe. « Ce n'est pas à Reykjavik que [la crédibilité de la dissuasion américaine] a été amoindrie, mais lors de la définition, il y a déjà vingt-six ans, et de l'adoption par l'OTAN, il y a vingt et un ans, de la stratégie dite de « riposte graduée », dont le contenu n'est plus exactement conforme à la théorie de la dissuasion. Quant au désarmement, il est complémentaire de la dissuasion. La dissuasion est faite pour empêcher la guerre ; le

désarmement a pour objet de réduire les risques de la guerre. Tout cela est convergent. »

Au journaliste qui fait valoir que, sans la riposte graduée, les Américains risquent d'avoir à échanger Washington ou New-York pour Berlin, ce que beaucoup jugent inacceptable, le président répond : « J'ai bien compris cela. C'est cette analyse qui a conduit le général de Gaulle à opter pour une stratégie nucléaire autonome de la France. De ce point de vue, on en est toujours là. On pourrait très bien comprendre que les États-Unis d'Amérique ne veuillent pas supporter les conséquences d'une guerre nucléaire sur leur sol. Mais ne parlons plus alors de dissuasion. La dissuasion n'est effective que si aucun des deux camps n'ose déclencher une guerre ou même brandir la menace de guerre, parce qu'il en redoute les conséquences pour lui-même. S'il ne les redoute pas, la guerre devient possible : chacun spéculerait sur le degré de flexibilité à partir duquel une guerre nucléaire pourrait se déclencher. La stratégie, comme en 1914-1918, comme en 1939-1945, ne sera alors qu'une stratégie du champ de bataille, ce qui me paraît catastrophique. »

L'accord de Washington sur l'élimination des missiles à moyenne portée n'entraîne pas, selon M. Mitterrand, de « découplage » entre les États-Unis et l'Europe, « mais la stratégie de la riposte graduée crée une incertitude qui pourrait conduire ». « Le problème qui se pose aux États-Unis à l'égard de l'Europe est un problème politique majeur, mais simple. Ou bien ils considèrent que l'Europe demeure un élément indispensable de leur propre sécurité, que l'Europe représente un facteur nécessaire à l'équilibre du monde et à ses valeurs historiques, ou bien ils ne le considèrent plus. Ou bien les États-Unis considèrent qu'ils ont un rôle planétaire ou ils ne le veulent plus. Le choix leur appartient. Je continue de croire à leur solidarité, mais

je préfère m'exprimer franchement. »

Le président de la République fait droit d'autre part à l'hostilité de la République fédérale d'Allemagne envers les armes nucléaires à courte portée dont elle est la cible : « On peut et on doit la comprendre. Mais, ajoute-t-il, « les Allemands ne doivent pas oublier non plus que leurs alliés sont eux-mêmes à la portée des armes nucléaires stratégiques ».

Menaces sur le consensus
entre l'Élysée
et la majorité
en matière de défense

(Suite de la première page.) Les déclarations de M. Mitterrand, qui qu'il en soit, s'inscrivent dans un paysage passablement flou à deux jours du sommet de Bruxelles. A la demande du chancelier Kohl, les Américains seraient en effet d'accord pour ne pas soulever, pendant le sommet, la question de la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN, dont beaucoup sont stationnées en RFA. M^{rs} Thatcher sera-t-elle de cet avis alors qu'elle a déjà pris position très clairement pour cette modernisation tout en émettant les plus grands doutes à l'égard de la coopération militaire franco-allemande et les plus grandes inquiétudes à l'égard d'une dérive neutraliste ouest-allemande ?

C'est une telle dérive, fait-on remarquer à l'Élysée, que M. Mitterrand cherche à éviter par ses déclarations qui sont à inscrire dans le prolongement des propos qu'il tint pendant son récent voyage en RFA, et qui visaient à rassurer les Allemands sur l'utilisation des armes françaises à courte portée. A Londres, comme dans certains secteurs de la majorité, on est persuadé que, loin d'ancrer la RFA à l'Ouest, une telle attitude ne peut qu'encourager les nombreuses forces ouest-allemandes qui, arguant de la politique de désarmement de M. Gorbatchev, vont chercher de plus en plus ouvertement une désintégration de l'Europe occidentale.

JACQUES AMALRIC.

Cinq priorités

Le projet de modernisation des armes nucléaires à courte portée de l'OTAN comporte cinq priorités :

- 1) Un missile aéroporé (air-sol), avec une portée de 350 à 400 kilomètres, qui armerait les chasseurs-bombardiers américains stationnés en Europe, comme le F-111, en attendant d'équiper des F-15, transformés pour l'attaque au sol, et des avions Tornado britanniques ;
- 2) Un missile sol-sol amélioré et dérivé de l'actuel Lance (120 kilomètres de portée), pour atteindre des distances entre 250 et 400 kilomètres ;
- 3) Un nouveau modèle de batterie d'artillerie capable de tirer des obus nucléaires ;
- 4) Un missile tactique sol-sol apte à atteindre la profondeur du dispositif adverse, en complément des lance-roquettes multiples (ce qu'on appelle couramment les « corpes de Staline » de la dernière guerre mondiale) qui sont déjà en service en Europe ;
- 5) Une nouvelle munition larguable d'avion.

En 1983, à Montebello, au Canada, les ministres de la défense des pays membres de l'OTAN (dont le français) avaient fixé à environ 4 000 le nombre de ces armes nucléaires à courte portée (au lieu de 6 000 précédemment) et prescrit que la modernisation devait, en urgence, pour les quinze années à venir, porter sur le projet de Super Lance et de missile aéroporé. Selon les éventualités retenues, le financement de ces programmes a été évalué entre 30 et 45 milliards de dollars.

Amériques

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : après une semaine d'émeutes

Le président Balaguer augmente d'un tiers le salaire minimum

SAINT-DOMINGUE
(République dominicaine)
correspondance

Confronté à une vague d'agitation croissante, qui a fait cinq morts et vingt blessés parmi les manifestants, le président de la République dominicaine, M. Joaquín Balaguer, a annoncé, le samedi 27 février, une augmentation de 33 % du salaire minimum. Né au début de la semaine dernière dans le Cibao, une région agricole du centre de la République caribéenne, le mouvement de protestation contre la vie chère s'était étendu spontanément à d'autres provinces.

Au fil des jours, les affrontements entre jeunes manifestants, parfois armés de cocktails Molotov, et brigades anti-émeutes ont pris un tour de plus en plus violent. Quatre des manifestants ont été tués par balles à Azua et San-Juan-de-la-Magana (sud du pays) et un autre a péri asphyxié par des tirs de gaz lacrymogènes à Nagua (nord).

Organisée en comités de quartier, la population des régions en grève exige la baisse des prix des produits de première nécessité et la satisfaction de revendications locales : réfection d'une route, branchement du courant électrique, adduction d'eau. L'inflation, galopante depuis trois mois du fait de la rapide dévaluation du peso dominicain, nourrit le mécontentement.

Après avoir menacé, jeudi, les émeutiers en annonçant que le gouvernement utiliserait « toute la force militaire de l'Etat », le président Balaguer a fait d'importantes concessions, samedi, à l'occasion de la fête nationale dominicaine. Ce conservateur, âgé de quatre-vingts ans, a promis que le salaire minimum des employés publics passerait le premier avril de 300 à 400 pesos (de 60 à 80 dollars).

Pour financer cette décision, il a annoncé un gel du programme de grands travaux qu'il avait engagés depuis sa réélection en mai 1986.

« Une mesure pénible », a déclaré le président Balaguer qui souhaitait couronner sa longue carrière politique — débutée sous la dictature de Trujillo — par une série d'œuvres monumentales.

Ces concessions qui s'accompagnent d'un profond remaniement du cabinet suffiront-elles à apaiser les esprits ? L'opposition politique fait tout pour calmer le jeu. « La déstabilisation du système démocratique par les conséquences catastrophiques pour le pays », a affirmé, vendredi, M. José Francisco Peña Gómez, le président du Parti révolutionnaire dominicain (PRD), membre de l'Internationale socialiste, qui a demandé à ses militants de ne pas participer aux « actes de vandalisme ». Mais, comme le souligne un diplomate occidental, « les mouvements de protestation sont très largement spontanés et la plupart des manifestants ne sont pas salariés ».

JEAN-MICHEL CAROIT.

● PÉROU : trente morts dans un naufrage. — Trente personnes sont mortes noyées, jeudi 25 février, dans le naufrage d'un navire sur le fleuve Apurimac, dans la province de La Mar (sud-est du Pérou), a-t-on appris samedi de source officielle. Selon la police, le naufrage est dû à une fausse manœuvre du commandant, qui a heurté un rocher. — (AFP.)

PANAMA : sans illusions et dans la confusion

L'opposition tente une grève générale

Tout d'abord, le lundi 29 février, à Panama, pour l'opposition, qui a appelé la population à la grève générale pour protester contre la destitution du président Delvalle, qui avait tenté de « congédier » l'homme fort du pays, le général Noriega.

Déjà dimanche, une manifestation d'une centaine de personnes a eu lieu dans le centre de la capitale, aux cris de « grève ! » et « justice ! ». Les manifestants s'étaient rendus par milliers dans les églises pour écouter le message de leurs évêques. Un message implicite en faveur d'une enquête sur les accusations portées contre le général Noriega (accusé de trafic de drogue aux États-Unis et accusé dans son pays de complicité d'assassinat politique et de fraude électorale). Toutefois la hiérarchie religieuse a prêché l'apaisement.

Si les dirigeants de la Croisade civique, formée par les organisations d'opposition qui réclament depuis l'été dernier la démission du général Noriega, ont renouvelé leur appel à la grève générale, c'est presque sans illusions. En effet, la direction du Parti républicain, troisième formation politique du pays, à laquelle appartient justement le président déchu Delvalle, est allée jusqu'à apporter dimanche son soutien au général Noriega, en précisant qu'elle entendait rester dans la coalition gouvernementale. Quant à l'ex-président Delvalle, il a disparu de sa résidence dans la nuit de vendredi à samedi, au nez et à la barbe des mil-

itaires qui le « protègent », pour, selon ses proches, aller « se mettre en lieu sûr » quelque part au Panama. Cela a suscité les rumeurs les plus déconcertantes sur son arrestation, sa fuite et même son extradition vers les États-Unis. Pour ajouter encore à la confusion, presque simultanément dimanche, le nouveau président panaméen, M. Solís de Palma, indiquait que si son prédécesseur était localisé, il serait officiellement arrêté et extradité, tandis que, pour calmer le jeu, M. Noriega déclarait pour sa part que M. Delvalle « était un homme libre » et ne craignait rien.

Quoi qu'il en soit, il semblerait que le principal danger pour l'homme fort de Panama reste Washington, de plus en plus empêtré dans ce qui fait figure à tout le moins de crise régionale. Le président Reagan a eu beau écarter toute rumeur d'intervention contre l'homme resté belliqueux au Congrès, et plusieurs sénateurs américains se sont prononcés en faveur d'un embargo commercial contre Panama. Enfin selon des informations citées ce lundi par le *New York Times*, le président Reagan s'apprêterait à déconcerter, mardi 1^{er} mars, le Panama comme un des principaux pays qui refusent de prendre les mesures nécessaires contre le trafic de la drogue. En vertu d'une loi adoptée en 1986, les États-Unis s'autorisent à prendre des sanctions économiques et militaires contre les pays qui ne coopèrent pas dans la lutte anti-droque. — (AFP, Reuters, AP.)

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS -
BRÉSILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
TEL. 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

Paris-Tokyo sans escale, JAL prend l'air 4 fois par semaine.

A partir d'avril 88, mardi, mercredi, vendredi, samedi, 4 vols sans escale par semaine pour apprécier le service unique de la JAL.



JAPAN AIR LINES

Téléphone Réservations 42.25.85.05

Proche-Orient

Les affrontements dans les territoires occupés et la tournée du secrétaire d'Etat américain

Le rôle de l'OLP dans la révolte est difficile à apprécier

JERUSALEM
de notre envoyé spécial

La révolte dans les territoires occupés va bientôt entrer dans son quatrième mois, sans que quiconque puisse percevoir le moindre signe d'une fin prochaine. La violence est partout, en Cisjordanie et à Gaza, suivant un schéma d'extension difficilement prévisible. La grève, partielle, des commerçants se poursuit avec la même constance ; les affrontements éclatent soudainement en un point ou un autre des territoires, transformant en quelques minutes une route, un village, un camp, un quartier à première vue paisible en un champ de bataille. Le nombre de morts par balles s'est sensiblement accru, puisque trente-deux au moins des soixante-quatorze morts de la révolte ont été tués au cours du seul mois de février.

Plus la violence paraît installée dans une spirale sans fin, plus l'éventualité d'un dialogue semble reculer, plus se pose la question de la place de l'OLP dans la révolte, et moins il est facile d'y répondre d'une façon tranchée.

« Nous agissons, ils parlent pour nous », indique-t-on de source palestinienne. « Nous », ce sont les militants des divers mouvements faisant partie de l'OLP et représentés dans les territoires occupés. « Ils », ce sont les dirigeants de l'extérieur. En d'autres termes, aux militants de l'intérieur, les « activistes » dont parlent les Israéliens — et que ceux-ci chiffrent à deux ou trois mille —

le soin de décider des actions locales, telles que les manifestations ; de celles qui s'accompagnent le plus souvent de jets de pierres, débouchent invariablement sur de violents heurts avec l'armée.

Ces militants sont constitués en « comités locaux », comprenant un délégué de chacun des principaux groupes représentés dans le camp, le village ou la ville, précède-t-on de source palestinienne. Ils s'agit essentiellement du Fatah (principale composante de l'OLP), du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) et du Parti communiste. Mais, assure-t-on encore de source palestinienne, le souplesse de l'organisation — jusqu'à aujourd'hui, tout au moins — réside dans l'autonomie de chacun des mouvements, prioritaire sur l'appartenance à un « comité ».

Un groupe, explique-t-on, pourra ainsi ne pas participer à une action décidée par un comité local s'il en conteste l'opportunité et fera porter son effort sur une autre initiative. Cette absence de toute centralisation, de tout « appareil », permet une adaptation efficace aux différentes situations pouvant se présenter et aux conditions locales. A plusieurs reprises, des manifestations prévues n'ont pas eu lieu, les militants locaux s'apercevant à la dernière minute que les circonstances ne s'y prêtaient pas ou que les manifestants survenaient coura trop de risques.

Quant aux dirigeants palestiniens « de l'extérieur », leur rôle consiste surtout, poursuit-on de même source, à soutenir le mouvement sur les plans financier et diplomatique, plutôt qu'à « donner des ordres à ceux de l'intérieur ».

La mystérieuse « direction unifiée »

Grèves et répression commencent à coïncider chez un nombre de Palestiniens. Les Israéliens ne s'y sont pas trompés : ils ont d'ores et déjà renforcé leur contrôle sur les mouvements de fonds. Ainsi, par exemple, la somme que chaque chauffeur de camion entrant en Cisjordanie à partir de la Jordanie est autorisé à transporter a été considérablement réduite. De plus, un haut fonctionnaire de l'administration des territoires occupés confiait récemment, sans toutefois vouloir entrer dans les détails, que les autorités avaient commencé à intercepter des transferts de fonds à destination de la Cisjordanie. Sur place cependant, l'un des effets immédiats de la réforme aura été de créer un mouvement de solidarité accru, propre à alléger le fardeau financier des plus touchés.

Le résultat des tentatives du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, pour rassembler des personnalités palestiniennes des territoires occupés, atteste par ailleurs de l'influence de l'OLP. Quinze de ces personnalités avaient été présentées ; aucune n'est venue à l'American Colony, cet hôtel de

Jérusalem-Est (arabe), où le chef de la diplomatie américaine a finalement dû se résoudre à lire une adresse aux Palestiniens devant les seuls micros des journalistes. Anxieux, les responsables de l'OLP avaient clairement fait connaître leur opposition à une telle rencontre. Il n'est pas certain que cette opposition ait été aussi largement partagée dans les territoires où on veut bien le dire de source palestinienne en Cisjordanie.

Restent de larges zones d'ombre dans la conduite des événements depuis près de trois mois, depuis ce 8 décembre qui vit l'embarquement spontané — pratiquement tout le monde s'accorde aujourd'hui à le reconnaître — des camps de réfugiés de Gaza. Ainsi, de cette mystérieuse « direction unifiée du soulèvement » qui a signé huit tracts appelant à diverses manifestations, notamment à une semaine d'action à l'occasion de la visite de M. Shultz (une semaine de grèves et d'affrontements au cours de laquelle treize Palestiniens ont été tués). Le mystère de cette « direction » reste, à ce jour, entier, l'authenticité de certains des huit tracts ayant même pu être mise en doute par certains Palestiniens.

En tout état de cause, il est quasiment impossible de trouver à l'heure actuelle un seul manifestant qui ne se réfère pas à l'OLP, de même qu'il serait particulièrement difficile de trouver beaucoup de Palestiniens pour désavouer les manifestations, toutes générations confondues.

YVES HELLER.

M. Shultz a « expérimenté ses idées » au Caire, à Damas et à Amman

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz a déclaré, le dimanche soir 28 février à Jérusalem, que ses entretiens de la journée au Caire avec le président égyptien Hosni Moubarak avaient été « très satisfaisants et utiles ». Il a indiqué qu'il « expérimentera les mêmes idées » lors de ses prochaines rencontres lundi à Amman. Les observateurs au Caire, cités par l'AFP, affirment cependant que la visite de M. Shultz n'a vraisemblablement pas eu de résultats tangibles.

Au terme de près de trois heures d'entretiens avec le président égyptien, en présence du premier ministre Atef Sedki et du ministre des affaires étrangères Esmat Abdel Meguid, M. Shultz avait qualifié de « constructive » sa visite au Caire, ajoutant qu'il avait discuté avec ses interlocuteurs égyptiens « plus ou moins en détail » de la réalisation d'une « paix globale », ce qui implique, avait-il dit, la prise en compte des revendications de « tous les pays concernés, des problèmes de sécurité, du peuple palestinien et de ses aspirations et de ses droits légitimes ».

Le ton des discussions égypto-américaines a été donné dimanche en début d'après-midi par la radio du Caire au moment où commençaient les entretiens. « La mission de paix des Etats-Unis n'a pas encore atteint le niveau requis par la nation arabe », avait notamment dit le commentateur égyptien, ajoutant que « les Israéliens n'auraient jamais en le courage de rejeter tout effort de paix, s'ils ne continuaient pas de jouer de relations privilégiées avec les Etats-Unis ».

Le secrétaire d'Etat, qui s'était rendu successivement samedi à Amman et à Damas avant de regagner Jérusalem dans la soirée, avait informé dimanche matin les dirigeants israéliens du contenu de ses conversations dans ces deux capitales. « C'est une mission compliquée, mais non sans espoir », a déclaré à l'issue de l'entretien M. Shimon Pérez. « Je ne veux pas minimiser les difficultés. Mais nous ne sommes pas au point mort », a-t-il ajouté.

« Nous ne sommes parvenus à aucun accord »

A Damas, aucun accord n'a été enregistré. « J'ai eu de bonnes discussions avec le président Assad et M. Farouk Al Chareb, le chef de la diplomatie syrienne, mais nous ne sommes parvenus à aucun accord », a déclaré M. Shultz.

La presse syrienne a souligné, de son côté, le désaccord syro-américain en déclarant que « les idées américaines n'aboutissent pas à une solution, ne sont pas justes et globales et que la conférence internationale efficace est la meilleure formule pour parvenir à une paix juste et globale ». Toutefois, une source responsable syrienne a affirmé à l'AFP que le « dialogue reste possible ».

Pour le directeur général de la présidence du conseil israélien, M. Yossi Ben Aharon, « M. Shultz s'est jusqu'à présent contenté de recueillir les points de vue en présence à Jérusalem, Amman et Damas à propos de son initiative, sans entrer dans le vif du sujet ».

A Amman, le premier ministre Zeid Rifai a relevé, à l'issue des entretiens de M. Shultz avec le prince héritier Hassan, « la franchise, le sérieux et la volonté de faire aboutir les efforts internationaux pour l'établissement d'une paix juste et globale ». Il a toutefois réaffirmé, devant le conseil des ministres, « des solutions partielles ou séparées et l'attachement à la tenue d'une conférence internationale de paix ».

Entre-temps, à Tunis, M. Yasser Arafat a déclaré que seule une délégation palestinienne formée par l'OLP pourra rencontrer M. George Shultz. Selon le chef de l'OLP, une telle délégation, composée de personnalités « de l'intérieur et de l'extérieur » des territoires occupés, a déjà été constituée et est prête à se rendre dans n'importe quelle capitale arabe, européenne et même aux Etats-Unis. Le secrétaire d'Etat américain en a été informé « par des canaux arabes et amis », mais n'a donné jusqu'ici aucune réponse.

Un débat relancé par l'« affaire CBS »

Faut-il interdire à la presse l'accès à la Cisjordanie et à Gaza ?

JERUSALEM
de notre correspondant

Devant le bureau du premier ministre, la pancarte est brandie à bout de bras par des manifestants portant la croix rouge des militants du Gush Emunim (extrême droite) : « Médias israéliens, vous êtes les ennemis de l'Etat ». Au lendemain d'un week-end sanglant — neuf Palestiniens tués du vendredi 26 au samedi 28 février, — ce slogan vengeur résonne un débat qui n'a pas cessé depuis le début des événements dans les territoires occupés : faut-il ou non interdire à la presse étrangère et israélienne, l'accès à la Cisjordanie et à Gaza ?

La polémique a naturellement rebondi avec « l'affaire CBS », ce témoignage filmé sur un passage à tabac dans la région de Naplouse, enregistré par une équipe de la chaîne américaine dont le cameraman était israélien (le Monde daté 28-29 février). Selon le Jérusalem Post, « ces images-là sont celles qui ont le plus mal à l'Etat depuis le début des troubles dans les territoires ».

Le conseil des ministres en a débattu lors de sa réunion hebdomadaire, dimanche 28 février. Et comme ce fut déjà le cas au cours des deux derniers mois, il s'est trouvé de nombreux ministres du Likoud (droite) pour vouloir interdire la Cisjordanie et Gaza à la presse. A en croire la radio israélienne, la suggestion a été formulée

par M. Modai, ministre sans portefeuille.

Pour des raisons diverses, cette proposition n'a, jusqu'à présent, jamais été retenue. La mesure ne ferait qu'accentuer un peu plus la dégradation de l'image d'Israël aux Etats-Unis ; elle soulèverait une tempête dans la presse israélienne ; enfin, elle ouvrirait la porte à un flot d'informations essentiellement fondées sur d'inévitables rumeurs. Et puis, comment isoler des régions quotidiennement parcourues dans les deux sens par des centaines d'Israéliens et des milliers de Palestiniens ? Le conflit en Cisjordanie et à Gaza ne ressemble ni à celui de Malouines ni à celui de La Grenade, pour reprendre les deux exemples les plus souvent cités par les partisans de l'interdiction, qui font valoir que ces deux régions de lous britanniques et Américains n'avaient pas hésité, eux, à limiter sur ces terrains, la présence des journalistes.

« Il est impossible de fermer les territoires à la presse », a commenté, pour sa part, le général Mitzna. Responsable militaire de la Cisjordanie, cet ancien kibboutz, démissionnaire du commandement qu'il occupait pendant l'affaire du Liban, s'est employé ce week-end à tenter de calmer l'émotion suscitée par l'affaire de Naplouse (dont les scènes les plus dures n'ont pas été diffusées par la télévision israélienne). Les quatre soldats coupables sont dans une prison militaire, a-t-il dit ; ils seront traduits en cour martiale ; un officier a été démis de ses fonctions. Les deux Palestiniens victimes des coups, Ossamah et Wahid Goudi, ont été libérés par le général Mitzna lui-même après avoir passé la nuit de jeudi à vendredi en détention.

Exaspération

Ossamah Goudi a déclaré : « Un des soldats ne s'est pas contenté de frapper. Il nous a dit : « J'ai déjà tué des Arabes, je vais vous tuer ». Il se souvient, en revanche, d'un autre soldat qui s'est, au contraire, mis à pleurer en voyant les deux Palestiniens ensanglantés. Après avoir été frappés (sans toutefois souffrir de

fractures), les deux jeunes gens ont été conduits, l'un dans une prison, où il affirme avoir été de nouveau battu, « la tête couverte d'une capote », l'autre dans un centre de détention à Naplouse, où, dit-il, « se trouvaient des Palestiniens en plus mauvaise condition encore ».

En dépit d'innombrables témoignages non équivoques, le général Mitzna estime que le cas de Naplouse reste une « exception ». Il a rappelé que des consignes précises avaient été données aux soldats (qui, eux, assurent au contraire que les ordres sont peu clairs) et il a affirmé que « l'Etat ne se transformerait pas en une armée de voyous ».

L'émotion du commandant en chef de la Cisjordanie n'est pas forcément partagée par toute la société israélienne. Deux formations de la droite, le parti Teliya et le parti national religieux disent tout haut que les deux Palestiniens n'auraient pas dû être libérés et que leur désengagement a choqué nombre de soldats. Des avocats ont proposé gratuitement leurs services pour défendre les militaires menacés de cour martiale, et le député d'extrême droite, Yuval Neeman, a promis d'obtenir rapidement leur libération.

Il n'est pas sûr que ces réactions soient marginales. Elles témoignent de l'exaspération d'une partie des Israéliens à l'égard de la presse, voire d'un durcissement de l'opinion devant un conflit qui n'en finit pas.

Aux quatre morts de vendredi sont venus s'ajouter trois autres samedi (l'armée a tiré lors de violentes manifestations dans la région de Hébron). Dans la nuit de samedi à dimanche, nouvel incident, cette fois au nord-ouest de Ramallah, dans le village de Abud où deux Palestiniens ont été tués par balles. Tun touché en pleine tête, l'autre à la poitrine. Abud est une bourgade désolée plantée sur une colline rocaillieuse, au beau milieu d'oliviers et d'amandiers, et l'on voit mal quelle manifestation pouvait, en ces lieux, dégénérer. Une enquête est en cours, disent les autorités, mais la rumeur, une fois de plus, évoque la très probable implication de colons des implantations voisines. Abud, dimanche, était fermé à la presse.

ALAIN FRACHON.

SCIENCES PO
CYCLE DE CONFÉRENCES SUR L'ENVIRONNEMENT
INTERNATIONAL DE LA FRANCE EN 1988

Le Service de Formation Continue de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS organise, à partir du lundi 18 Avril prochain, un cycle de 10 conférences sur le thème :

"L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL : les répercussions politiques de la crise économique mondiale".

S'adressant à un large public (non étudiant), ces conférences auront lieu de 18h 30 à 20h 30, à raison d'une séance par semaine, le lundi ou le mardi.

Ce cycle propose de fournir un nouvel éclairage sur l'équilibre mondial en examinant les répercussions de la crise économique et monétaire sur les sociétés occidentales et sur leurs relations avec les pays en voie de développement.

Parmi les thèmes traités figurent notamment : le contexte économique international, la situation des Etats-Unis, du Japon et de l'Europe, les théories de la crise, les effets politiques de l'endettement de l'Afrique et de l'Amérique latine, la politique Nord-Sud, la stratégie de la Banque Mondiale et du FMI etc.

La réalisation de ce programme a été confiée au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (C.E.R.I.) de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Renseignements et inscriptions :
Service de Formation Continue de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris
215, Boulevard Saint Germain 75007 Paris
Téléphone : 45.49.51.95 - 45.49.51.94 - 45.49.52.98

LA GUERRE NOUVELLE

GISELE CHARZAT

S T O C K

L'espionnage industriel.
L'Europe divisée.
Le mirage du désarmement.

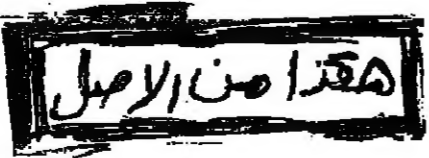
La grande spécialiste de la "guerre des étoiles" évalue nos risques et nos espoirs pour demain.

Stock

Paris-Tokyo sans escale, profitez de la nuit pour prendre l'air.

JAPAN AIR LINES
Départ 20h 10, l'heure idéale pour prendre JAL. Après votre journée de travail, JAL vous offre 11h45 de sommeil non-stop.

Téléphone Réservations 42.25.85.05



هكذا من الإمل



VOUS AVEZ DU TALENT.

NOUS AVONS DU TALENT.

Le talent d'une banque, c'est aussi celui de sa clientèle. Si la Société Générale est aujourd'hui le premier groupe bancaire privé français, c'est parce qu'elle a su privilégier le dialogue avec ses clients. Vous êtes trois millions et demi à nous avoir choisis.

Lorsque vous démarrez dans la vie active, imaginez de nouveaux projets ou préparez votre retraite, vous faites appel à vos compétences, à votre talent. C'est pourquoi vous attendez de votre banque une grande expertise, une réelle disponibilité, des conseils adaptés, à la mesure de votre talent.

Avec 2 600 agences en France et dans le monde, animées par un personnel attentif, nous dialoguons avec vous en permanence pour mieux comprendre vos besoins. Votre talent est la source du nôtre. Pour vous aider à construire un patrimoine, nous avons mis au point une large gamme de produits financiers, depuis l'assurance-vie jusqu'aux multiples Sicav et Fonds Communs de Placement. Pour vous permettre de réagir rapidement, nous avons conçu des formules de crédit extrêmement souples, accessibles en 24 h. Pour vous faire gagner du temps, nous avons développé nos services télématiques. Logitel, notre banque à domicile, est le numéro un sur son marché.

La Société Générale conjugue les compétences d'une grande banque et celles de sa clientèle.

Votre talent va de pair avec le nôtre.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

Afrique

TUNISIE : changement d'appellation

Le Parti socialiste destourien devient le Rassemblement constitutionnel démocratique

TUNIS
de notre correspondant

Le changement, mais aussi la continuité : le Parti socialiste destourien (PSD) a vécu, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) lui succède. Ainsi en a décidé le comité central de l'ex-PSD, dont les travaux ont pris fin samedi 27 février. Rassemblant au lieu de partir, afin de mieux concrétiser la volonté d'ouverture exposée par le président Ben Ali (le Monde date 28-29 février), le constitutionnel, à la fois référentiel au passé, puisque le mot se traduit en arabe par destourien (1), mais aussi pour illustrer la réconciliation démocratique, enfin pour confirmer la voie dans laquelle le pays s'est engagé depuis le 7 novembre. Quant à la disparition du qualificatif « socialiste », la libéralisation progressive de l'économie du pays était commandée depuis plus de deux ans.

C'est la troisième fois que le parti tunisien change de nom. Destour, lors de sa création, il était devenu peu après, en 1934, sous l'impulsion de M. Bourguiba, le Neo-Destour, qui devait conduire le pays à l'indé-

pendance, et ce n'est qu'en 1964, alors qu'allait s'engager l'expérience de collectivisation, abandonnée cinq ans plus tard, qu'il s'était transformé en Parti socialiste destourien.

Dans la motion qu'il a adoptée, le comité central reprend et développe les orientations générales que M. Ben Ali avait tracées à l'ouverture de sa réunion et qui seront consacrées par un congrès extraordinaire en juillet. L'accent est mis tout particulièrement sur la consolidation et l'élargissement des structures du nouveau rassemblement, la pratique démocratique, qui doit être introduite dans leur fonctionnement à tous les échelons et leur ouverture sur la jeunesse, à laquelle « priorité absolue » est donnée. Le RCD, qui se veut aussi promoteur « d'une société équilibrée et solidaire, ouverte sur le monde contemporain et fondée sur le rationalisme et la tolérance », se prononce pour une participation de tous les Tunisiens, « sans exception », aux prises de décision et à leur application. Voilà pour le changement.

On retrouve la notion de continuité avec le thème du « rôle historique » de l'ancien PSD, qui se veut plus que jamais « un rassemblement, représentant la majorité et militant pour concrétiser les aspirations du peuple » et dans l'attachement renouvelé à certaines grandes options et réformes, telle l'émancipation de la femme.

Enfin, changement et continuité se confondent lorsque le comité central souligne, avec une insistance qui n'était pas de mise par le passé, l'identité arabo-islamique de la Tunisie, tout en continuant de rejeter « toutes les tentatives déviatoires dans la voie politique ». Là est posé le problème de l'existence du Mouvement de la tendance islamique, dont les dirigeants — condamnés en septembre — sont toujours détenus, mais qui a vu libérer durant ces derniers mois quelque trois mille de ses militants les plus actifs arrêtés l'an dernier et qui se montrent aujourd'hui de plus en plus impatients.

MICHEL DEURÉ

(1) Le mot destourien a donc été conservé en arabe mais est remplacé par constitutionnel dans la traduction officielle en français.

● Visite du président tunisien en Algérie. — Le président Zine Ben Ali était attendu, le lundi 28 février, en Algérie pour sa première visite à l'étranger depuis qu'il est devenu chef de l'État, le 7 novembre 1987. Il se rendra ensuite en Arabie Saoudite. Pendant ce temps, le premier ministre tunisien, M. Hedi Saccouche, effectuera une visite au Maroc. — (Reuters)

● OUA : le secrétaire général démissionne. — M. le secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a vigoureusement démissionné, le dimanche 28 février, que des fonds aient été détournés au sein du secrétariat de l'OUA (le Monde du 28 février). M. Oumarou a affirmé lors d'une conférence de presse que le Mauritanien Wati Abdourahman, président du conseil d'audit de l'OUA, était sous l'influence de certaines personnes qui tentent de bloquer la reconstruction du secrétariat. « Il n'y a pas de détournement de fonds », a-t-il ajouté. Dans leur rapport sur l'exercice 1986-1987, les audits font état de malhonnêtetés, d'incompétences et de négligence au sein du secrétariat de l'OUA, et les accusent M. Oumarou d'avoir entravé les réformes financières et nommé des responsables sans respecter les règlements. — (Reuters)

● SOUDAN : un pilote éthiopien demande l'asile politique. — Un pilote éthiopien a posé, le samedi 27 février, son avion sur l'aéroport de Khartoum, où il a demandé l'asile politique, a annoncé un porte-parole militaire soudanais. La presse de Khartoum rapporte que le pilote, Kabir Vitehon, âgé de vingt-deux ans, employé d'Ethiopian Airways, a détourné son Cessna vers le Soudan au cours d'un vol d'entraînement. — (Reuters)

Le pouvoir des coulisses.

Bernard Le Grelle

Lobbyman : un nouveau métier au carrefour de la diplomatie, de la politique, du droit, de l'économie et de la communication



406 pages
130 F

Hachette

Asie

CHINE : « réapparition » du secrétaire général

M. Zhao Ziyang annonce la préparation d'un « important » remaniement du gouvernement

PÉKIN
de notre correspondant

Après deux semaines d'absence de la vie publique, le secrétaire général du Parti communiste chinois est réapparu dans les médias officiels dimanche 28 février pour annoncer la préparation d'un remaniement « important » du gouvernement. M. Zhao Ziyang a déclaré, dans une interview au quotidien japonais *Asahi*, que le régime allait « abolir de façon plus nette » la pratique autoritaire de l'État à s'accrocher à son « autocratie ». M. Zhao n'a pas cité de nom, mais a indiqué qu'un plénum du comité central du PC se réunissait avant la première session de la septième Assemblée nationale populaire, convoquée le 25 mars, pour endosser les changements de personnel prévus.

M. Zhao a toutefois évité de parler de renouveau, et ce pour une raison évidente : le nom le plus fréquemment cité pour remplacer M. Li Xianian au poste de chef de l'État est celui du général Yang Shangkun, qui, à quatre-vingt-un ans, est de deux ans l'aîné du président sortant (M. Li avait « perdu » quelques années en 1983, lorsque sa date de naissance avait été révisée à l'occasion de sa nomination à ce poste, pour coller avec la politique de renouveau déjà à l'ordre du jour).

Enfin, changement et continuité se confondent lorsque le comité central souligne, avec une insistance qui n'était pas de mise par le passé, l'identité arabo-islamique de la Tunisie, tout en continuant de rejeter « toutes les tentatives déviatoires dans la voie politique ». Là est posé le problème de l'existence du Mouvement de la tendance islamique, dont les dirigeants — condamnés en septembre — sont toujours détenus, mais qui a vu libérer durant ces derniers mois quelque trois mille de ses militants les plus actifs arrêtés l'an dernier et qui se montrent aujourd'hui de plus en plus impatients.

MICHEL DEURÉ

(1) Le mot destourien a donc été conservé en arabe mais est remplacé par constitutionnel dans la traduction officielle en français.

tâche de préserver l'héritage orthodoxe, autant que faire se peut, dans les réformes à venir.

En matière de politique étrangère, M. Zhao a notamment indiqué qu'il y aurait cette année, à des dates qui restent à déterminer, un échange de visites entre hauts dirigeants chinois et nord-coréens, au cours duquel on s'attend, de source diplomatique, que Pékin s'efforce de faire passer à Pyongyang une pilule amère : l'ouverture, à terme, de relations économiques directes entre la Chine et la Corée du Sud. A l'égard de l'URSS, il a écarté l'hypothèse d'un sommet « imminent » entre les deux pays, du fait de l'absence de progrès vers une solution au Cambodge acceptable par Pékin.

Un changement de casquette

La manière dont M. Zhao est revenu sur le devant de la scène (l'interview accordée au quotidien japonais est rapportée avec un luxe de détails en première page du *Quotidien du peuple*) illustre une volonté « d'annoncer la couleur » au peuple chinois, mais également ses limites. D'une part, elle ne peut qu'apporter une maigre consolation aux nombreux Chinois qui déplorent que de telles révélation soient faites en règle générale à des visiteurs étrangers.

D'autre part, on ne souffle mot à Pékin de la visite que M. Zhao a effectuée à l'occasion de la Nouvelle Année lunaire dans la province méridionale de Guangdong (Canton), qui jointe Hongkong. Il apparaît qu'il en a profité pour intervenir personnellement dans un différend posant les autorités de la zone économique spéciale de Shenzhen et un homme d'affaires de Hongkong, à propos de la construction d'une autoroute reliant Canton à la colonie britannique. Selon la presse de cette dernière, M. Zhao a ordonné aux responsables de Shenzhen de cesser de faire obstruction aux desiderata de la firme de Hongkong.

Est-ce là vraiment le travail du secrétaire général du PC ? M. Zhao, selon le *Quotidien du peuple*, a répondu sur un ton ambigu à une

question sur sa préférence pour le poste de premier ministre : « Maintenant, je m'efforce d'entrer dans le rôle [de chef du parti]. Le destin est fixé, je ne revais plus. » Il y a là comme une admission qu'on en est encore, à la tête du régime, à se partager les fonctions entre M. Zhao et le chef du gouvernement, M. Li Peng.

Ce sentiment est renforcé par l'annonce, dimanche également, de la création de deux « commissions de travail » du parti, l'une pour ses propres organes centraux et l'autre pour les départements gouvernementaux. Leur tâche, définie en termes alambiqués, sera de « tracer la voie pour la consolidation du parti, renforcer le travail organisationnel et idéologique, superviser le travail des responsables de département et organiser la mise en œuvre des tâches assignées par le comité central du parti ». Tout cela, bien sûr, au nom de la séparation des fonctions entre le gouvernement et le parti, de sorte que le second cesse d'assumer « les responsabilités administratives routinières ».

Cela donne malgré tout un peu l'impression qu'au coup de sifflet les bureaucrates du parti changeront de casquette. Manifestement, il faudra encore du temps pour donner aux responsables économiques toute la liberté de manœuvre dont ils ont impérieusement besoin.

FRANCIS DERON

● Mort de l'évêque « patriotique » de Shanghai. — Mgr Louis Zhang Jiahu, évêque de Shanghai et vice-président de l'Association catholique patriotique de Chine, loyale au gouvernement communiste, est mort jeudi 25 février à l'âge de quatre-vingt-sept ans, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Mgr Zhang, qui avait étudié en Grande-Bretagne et en France, était rentré en Chine en 1924. L'année dernière, Pékin a libéré Mgr Gong Pingmei, qui avait dirigé l'église de Shanghai avant de passer plus de trente ans en détention. — (Reuters)

● AFGHANISTAN : la préparation des négociations de Genève. — Le président Zia Ul Haq du Pakistan ayant refusé de se rendre à New-Delhi pour y discuter du conflit afghan avec M. Rajiv Gandhi (le Monde du 27 février), c'est M. K. P. S. Menon, secrétaire indien aux affaires étrangères, qui se rendra à Islamabad, le mardi 1^{er} mars. Les négociations de Genève, entre Islamabad et Kaboul, s'ouvriront le lendemain sous l'égide de l'ONU. — (AFP)

● Tension à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. — Sept personnes au moins ont été tuées et quinze autres grièvement blessées, le vendredi 26 février, au cours du bombardement par l'aviation afghane d'un village pakistanais situé près de la frontière avec l'Afghanistan, ont affirmé dimanche des habitants de la région. Les victimes sont toutes des réfugiés afghans. D'autre part, au moins cinq personnes ont été tuées et onze autres blessées, samedi, par l'explosion d'une bombe dans un marché de Taki, ville du nord-est du Pakistan, proche de la frontière afghane. — (AFP)

● BANGLADESH : violents incidents à Dacca. — Au moins trois personnes ont été tuées et de nombreuses autres blessées lors de violents incidents qui ont opposé des policiers et des manifestants, le dimanche 28 février, à Dacca, où se tenaient des rassemblements antirégime. On a appris de sources proches de l'opposition. Le ministre de l'information a affirmé,

CORRESPONDANCE

Une lettre de l'ambassadeur de Malaisie

La création de l'UMNO-BARU

A la suite de l'article de J.-C. Pomont « Malaisie, la création d'un nouveau parti » (le Monde du 19 février), M. Datuk Ismail Ambia, ambassadeur de Malaisie en France, nous a adressé les précisions suivantes : D'abord, aussi bien le parti UMNO-Malaysia, créé par le Tunku Abdul Rahman, ancien premier ministre, le 7 février, que le parti UMNO-88, créé par les dirigeants actuels, ont été rejoints par le conservateur du registre des sociétés, puisque les provisions de l'acte sur les sociétés en vigueur interdisent l'inscription d'un nouveau parti ayant le même nom que le défunt UMNO, avant que celui-ci soit radié. Ainsi, UMNO (BARU) ne pouvait-il être inscrit par le premier ministre, M. Datuk Mahathir, que le 15 février, après la radiation du défunt UMNO du registre des sociétés.

Ensuite, UMNO (BARU) a invité en public les anciens membres de l'UMNO à adhérer au nouveau parti, ce qui démontre l'intention du premier ministre de préserver le processus démocratique au niveau des partis.

Enfin, la détention des personnes menaçant la sécurité de la nation avait pour but de prévenir la violence raciale dans le cadre des lois adoptées par le Parlement, et avec le soutien de la majorité des partis politiques ainsi que du peuple.

De son côté, qu'une seule personne avait été tuée au cours des troubles, victime d'un accident de voiture. Les manifestations ont toutefois fait de nombreux blessés et seize véhicules ont été détruits, a-t-on ajouté de source officielle. — (AFP)

● SRI-LANKA : cinq soldats indiens tués. — Cinq soldats indiens ont été tués et dix-neuf autres blessés, samedi 27 février, dans l'explosion de mines posées par des séparatistes tamouls dans le nord et le nord-est de Sri-Lanka. L'armée indienne a perdu quelque trois cent quatre-vingt-dix soldats et fait état de la mort d'environ mille trois cents rebelles tamouls depuis le début de ses opérations, en octobre dernier, contre les séparatistes. — (AFP)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

Le mystère demeure sur l'ampleur des bombardements sud-africains

Deux soldats sud-africains ont trouvé la mort dans le sud-est de l'Angola, au cours d'un affrontement direct avec l'ennemi, a annoncé, le dimanche 28 février, le quartier général de l'armée sud-

africaine, à Pretoria, sans donner plus de précision.

L'agence anglaise de presse (ANGOP) avait annoncé, vendredi, que d'intenses tirs d'artillerie sud-africaine, entre le 21 et le 24 février, dans la province de Cuanavale, et, notamment, dans la région de Cufo-Cuanavale (contre laquelle les SADF ont lancé, il y a une semaine, une nouvelle offensive), avaient fait « des centaines de morts parmi la population civile ». Lubango avait également, selon Luanda, fait l'objet de bombardements.

Ces bombardements, a affirmé, vendredi, à des journalistes le commandant de la 36^e brigade des forces armées angolaises (FAPLA), basée à Chamutete (nord de Cuanavale), visent à « détruire la défense anti-aérienne de Lubango ». Cette ville est la principale base militaire de la région, dotée d'une piste d'aviation, ainsi que le poste de commandement supérieur de la région militaire.

L'une des cibles était constituée par des installations militaires situées à 17 kilomètres au sud de Lubango. Les journalistes n'ont pas pu se rendre sur le site, couvert par le « secret militaire », mais, selon un officier supérieur, le raid a marqué sa cible, et les bombes sont tombées « dans un champ de maïs ». Lubango (cinquante-cinq mille habitants) n'a pas été frappée par les raids de la chasse sud-africaine, a-t-on constaté sur place. Aucune consigne particulière n'a été donnée à la population qui, non soumise au couvre-feu comme à Luanda par exemple, continue de vivre normalement, selon les habitants. — (AFP)

Maroc

Glissement de terrain à Fès : cinquante-deux morts

Fès. — Cinquante-deux personnes, dont vingt-cinq femmes, ont été tuées par l'effondrement d'une falaise à Fès le samedi 27 février, indique l'agence marocaine de presse MAP. Le nombre élevé des victimes s'expliquerait notamment par l'effet de surprise, la falaise s'étant écroulée aux premières heures de la matinée. Les opérations de secours ont eu lieu sous la pluie, qui semble à l'origine du glissement de terrain.

La falaise Hafet Benzakour s'est effondrée sur « trois baraquas », selon MAP, d'un bidonville construit au pied d'une colline, sur le site

d'une ancienne carrière. D'autres bâtiments de fortune, éparpillés par la falaise, ont été rasés après l'accident afin de faciliter les opérations de recherche.

Les autorités, notamment le ministre d'Etat Moulay Ahmed Alaoui et celui de l'équipement, M. Mohamed Kabbelj, qui s'étaient rendus sur les lieux, prennent actuellement des mesures pour reloger les habitants du bidonville, dont le nombre n'est pas précisé, dans la banlieue de Fès. MAP a indiqué qu'un terrain domaniale de 41 hectares environ y sera réparti en lots équipés en infrastructure de base pour permettre aux familles sinistrées d'accéder à des logements décents.

La ville de Fès s'étage en escaliers sur plusieurs collines, au milieu desquelles se trouve la ville historique, la médina, où d'importants travaux de restauration doivent être entrepris, avec l'aide de l'UNESCO, pour lui conserver son cachet arabo-musulman séculaire. Avec la mise en place à Fès, dans les années 80, d'un plan d'urbanisme et de réhabilitation des bidonvilles, nombre d'entre eux ont été supprimés au profit de logements économiques, mais l'exode rural et la poussée démographique provoquent leur renaissance spontanée. — (AFP)

Philips Pocket Mémor®

Votre Bloc-Notes Electronique



Sur le vif, on réagit, juste après un entretien, entre deux rendez-vous, un déplacement, on réagit, on réfléchit, on note juste ce qu'il vous vient à l'esprit. Avec un Pocket Memo® Philips, vous avez jusqu'à une heure par semaine pour conserver vos souvenirs. Grâce à votre temps précieux, augmentez votre efficacité en parlant à votre Pocket Memo® Philips, votre secrétaire de poche.

Philips - La Spécialité des Appareils à Électrons.

Pour de plus amples informations, appelez votre revendeur habituel ou retenez la carte-éplaque.

Nom _____ Fonction _____
Adresse _____
Code postal _____

Philips - La Spécialité des Appareils à Électrons.

TNT 11, Dep. Grande Distribution 5, Systeme Max System - 75741 Paris Cedex 15. LM 1

PHILIPS

Les instants les plus corail ne sont pas les plus chers

LE VOL
PARIS PAPEETE
ALLER RETOUR
A PARTIR DE
6800 F

7,80 VOLTAIRE
4273 1064 MINITEL 3616 + NF

NOUVELLES FRONTIERES

مكتبة

هتدا من الاميل

8 Le Monde • Mardi 1^{er} mars 1988 •••

1992

c'est moins 5!



Les socialistes ont déjà l'accent Européen.

Cinq minutes à l'échelle de la Communauté Européenne, c'est tout juste quatre ans. L'Europe a de belles réussites à son actif : la suppression des droits de douane, le passeport européen, l'équivalence des diplômes, les programmes scientifiques Eurêka, Esprit... Aujourd'hui, il s'agit d'échanger les idées qui feront l'Europe du Respect de l'Homme et de la Solidarité. Du 29 février au 4 mars, tous les Députés Socialistes du Parlement Européen parleront à Paris avec le même accent, l'accent Européen.

SNC

Colloque "Pour une Europe du Travail et de la Solidarité"

Palais des Congrès - Porte Maillot
Lundi 29 février - Mardi 1^{er} mars
Tél. : (1) 46.40.23.79

Contact : Monsieur Henri SABY,
Président de la Délégation Socialiste Française
au Parlement Européen :
288, boulevard St-Germain - 75007 Paris
Tél. : (1) 47.05.26.63


**GROUPE SOCIALISTE
PARLEMENT EUROPEEN**



La campagne de M. Raymond Barre

En Corse

« Toute la confiance du Parti républicain »

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Pour la seconde fois en moins d'un an, M. Raymond Barre se trouvait le samedi 27 février en Corse. Voyage sentimental de l'insulaire de la Réunion chez d'autres insulaires. Voyage politique aussi puisque, pour la première fois, M. François Léotard, un enfant du pays, l'accompagnait. Voyage enfin électoral d'un candidat ayant fort à faire pour obtenir, sur l'île de Beauté, une place au soleil entre la gauche mitterrandienne-radicalisée et la droite chiraço-pasqualienne.

D'ailleurs, dès que M. Barre mit le pied à terre, le matin à Bastia, le rumeur courait bon train dans l'escorte. Les Corsees s'étaient réveillés en apprenant l'arrivée, au matin, de Jean-André Orsini, l'un des gros bras de l'ex-FLNC, recherché depuis huit mois. On argua beaucoup sur cette coïncidence. Et si ce « terrible Monsieur Pasqua » s'était engagé à déclencher à ce moment-là ce coup de filet pour empêcher le visiteur du jour de ramener impunément dans les eaux de la majorité ? Mais chacun sait que, avec des si, on mettrait la Corse au bout de la langue, et l'on s'efforça donc sagement d'étouffer ces insinuations. M. Barre comme M. Léotard ne pouvaient que se féliciter devant les premiers miroirs tendus de ces beaux succès des forces de police.

L'important était, au cours de cette journée, que M. Léotard n'ait point du conditionnel pour confirmer devant ses compatriotes son soutien à l'ancien premier ministre. Tout au long de cette journée, les deux hommes ne se lâchèrent pas. Sur le chemin de l'union, l'un et l'autre ne pêchèrent ni en actes ni en paroles, et pas davantage par omission. Dégustations au coude à coude des produits du cru, graphotage commun sur les trottoirs, convulsions sérieuses entre Bastia et Ajaccio, l'étape de l'après-midi, pour terminer le soir, par un tango improvisé et mémorable. Les discours furent de la même veine. A Bastia, M. Léotard

tard dira d'entrée « toute la confiance, sans aucune espèce de réserve du Parti républicain en Raymond Barre, pour assurer sur l'île la nécessaire vie démocratique, paisible et normale ».

A Ajaccio, il poussa plus loin encore le compliment en déclarant que ce « cher Raymond Barre » était « le meilleur adversaire de M. Mitterrand ». M. Barre ne fut guère plus évasif et lança : « M. Léotard est de ceux qui, au vingt et unième siècle, porteront la charge de notre pays ».

Mais il importait quand même de ne pas oublier que M. Barre était venu parler aux Corsees de la Corse. Il le fit comme toujours à sa façon, en s'élevant maternellement à mesure chacun devant ses responsabilités et ses manques, et en n'omettant pas,

non plus — exercice difficile sur cette même île tellement marquée par le clanisme et le clientélisme — de plaider une fois de plus, pour l'ardente obligation « de l'Etat impartial ».

Ceux qui distribuent de l'argent

A Bastia, M. Barre avait déjà annoncé la couleur en critiquant implicitement le gouvernement de M. Chirac, rangé parmi « ceux qui distribuent de l'argent pour faire des gens des assistés ». Il fut plus explicite à Ajaccio en développant, devant plus d'un millier de personnes, son projet pour la Corse. « Il est temps, déclara-t-il, de sortir du sur-place, de l'à-peu-près et de l'improvisation, de faire des choix

clairs et d'en poursuivre résolument la mise en place ».

Répondant aux quelques dizaines de manifestants nationalistes qui l'avaient accueilli devant le chapiteau par des huées, l'ancien premier ministre appela les Corsees « à un sursaut civique ». « Si vous avez vraiment l'amour de votre île, croyez-vous que sa prospérité naîtra des décombres de vos funestes entreprises (...) Pour que la paix civile soit durablement rétablie, la fermeté et l'appel à la raison ne suffiront pas. La violence doit être simultanément combattue dans ses effets et dans ses causes ».

Convenant « de l'indispensable dialogue » entre l'Etat et la région, il a souligné que « la Corse constitue le laboratoire privilégié de la décentralisation française ». Selon lui, la régionalisation est « irréversible ». Mais encore faut-il, a-t-il prévenu, que la Corse sache « tirer tout le parti possible des pouvoirs décentralisés ». Pour cela, deux impératifs à ses yeux essentiels : un exécutif régional « plus ramassé » et une décentralisation rimant avec déconcentration.

M. Barre, à son tour, a fait des promesses : celle, notamment, d'élaborer dans les six mois après son élection et après consultation des instances régionales une loi-cadre. Avec plusieurs volets : la promulgation toujours attendue d'un statut fiscal « susceptible de donner à l'économie corse l'élan dont elle a besoin ». Des mesures pour améliorer les liaisons entre l'île et le continent. Très concrètement, M. Barre suggère une amélioration des dessertes aériennes par un particulier l'aller-retour Paris-Corse en une journée. Proposition très appréciée par son auditoire.

Avant d'entourner l'ajaccien aux côtés de M. Léotard, M. Barre a conclu son propos par ce témoignage de confiance : « Je crois profondément aux chances de la Corse... Ici comme sur le continent, nous sommes placés devant de grands défis. Nous les relèverons par la liberté, la responsabilité et le rassemblement ».

DANIEL CARTON.

Quand Léo bat la mesure

Samedi 22 heures. A quelques coups de fusil d'Ajaccio, fin d'une journée de campagne commune sur l'île de Beauté. Les nerfs se détendent. Les estomacs se remplissent. Les bouteilles se vident. Dans l'arrière-cuisine d'une petite auberge, autour d'une longue table de fer forgé entourée de mairies amis, M. Raymond Barre, candidat à la présidence de la République française, et M. François Léotard, ministre de la culture, font, devant la presse médusée et les cuisiniers retournés, une déclaration : « la plus belle de tous les tangos du monde, c'est celui que j'ai dansé dans vos bras. J'ai connu d'autres tangos à la ronde, mais aucun ne me fera oublier celui-ci ».

Tous les présents, eux, n'oublieront pas cet instant. Trois quarts d'heure de récit, côté à côté, yeux tangoureux, dans un fou-rire incroyable. Avec ses voix de trébuchet, Raymond

chante comme il peut, se voit posé entre le sobriété-dix-huit tours et le play-back. Le beau François donne plutôt dans le compact-leser. Toutes ces ritournelles ont bercé son enfance. Léo bat la mesure. « Barzy » trace l'air de son gros droit. On rit. On se pince. On enregistre de peur de ne pas être cru.

Pas de doute, Léo est le meilleur. Il entraîne la compagnie. Derniers accords. Les Corsees se lèvent. On entonne le vieux hymne « national » : *Dio vi salvi Regina*. Raymond fredonne ce qu'il peut. L'air attend. Il faut partir. On se congédie. Mention spéciale, quand même, du jury pour Raymond. « J'ai toujours chanté juste », glisse-t-il, tout fier à la sortie. Léo n'est pas tout à fait du même avis. Mais chacun sait bien qu'en politique l'accord n'est jamais parfait !

D. C.

Les absences centristes

La campagne barrieste semble nager au plein paradoxe. Excédé par l'épisode courtois de la cantonale de Lille, le Parti républicain annonce vendredi son intention de claquer la porte de l'UDF. Samedi, en Corse, on découvre un François Léotard tout sourire servant de guide attentionné au candidat Barre. En janvier, les centristes du CDS déclaraient partout leur soutien « déterminé et enthousiaste » à la candidature de l'ancien premier ministre. « Le CDS est dans les starting-blocks », annonçait fièrement son secrétaire général, M. Jacques Barrot.

Un mois plus tard, ces centristes ne sont toujours pas partis. Si bien que les rôles s'en trouvent aujourd'hui bizarrement inversés. Les léotardiens donnent des leçons de barrieste aux centristes. Les ouvriers de la dernière heure sont au premier rang. Les centristes sont absents, laissant planer derrière eux la désagréable impression de se préoccuper déjà d'autres lendemains. A l'exception notable de M. Bernard Bosson, et au grand dam de leurs propres militants, les dirigeants du CDS semblent être calfeutrés dans leurs vestiaires, comme s'ils avaient toujours aussi peur de leur ombre. Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, fait preuve d'une inquiétante incapacité à exister, à moins qu'il ne se plie aux injonctions de Matignon.

A l'heure où M. Barre développe son thème de l'ouverture vers les socialistes, les centristes sont

muets. Et le récent sondage de la Croix auprès des électeurs catholiques ne peut qu'illustrer un peu plus leur défiance chronique.

En revanche, personne, aujourd'hui, ne peut plus douter de la loyauté des léotardiens à l'égard de M. Barre. Sur le problème de Lille, ils tiennent à préserver l'« étanchéité » entre l'UDF et la campagne barrieste. M. Gérard Longuet à Metz, M. Jacques Douffineau à Poitiers, M. Alain Madelin à Paris, M. Léotard à Ajaccio, tous ont cherché, avec un zèle appuyé, à chasser l'image « déloyale » qu'ils avaient pu donner. On peut même se demander si, samedi, en Corse, n'est pas née, entre M. Barre et M. Léotard, cette sorte de complicité étrange qui vit se rapprocher, en 1974, M. Giscard d'Estaing et M. Jacques Chirac.

On pourra, certes, arguer qu'il s'agit de part et d'autre d'un intérêt bien compris. M. Léotard a admis qu'il ne pouvait se payer le luxe de la trahison. Si M. Barre gagne, son parti peut espérer devenir l'épave dorsale de la nouvelle majorité ; s'il perd, il peut être le noyau dur d'une opposition redessinée. De son côté, M. Barre se sans doute trouver dans ce soutien sans équivoque du PR, le « complément d'audace » qui lui faisait jusqu'alors grandement défaut. Ce ne sera pas superflu pour rivaliser avec M. Chirac et les ministres RPR.

D. C.

Les responsables départementaux des Comités de soutien (suite)

M. Charles Millon, délégué national du comité de soutien à M. Raymond Barre, a publié une nouvelle liste de responsables départementaux.

● **Puy-de-Dôme :** président : M. Patrick Guillaumont, professeur d'université ; vice-présidents : MM. Georges Chometon, député (CDS), Michel Debaisne, député européen, Pierre de Neuville, maire de Chamonat.

● **Filaire :** président : M. Ambroise Guellou, secrétaire d'Etat (CDS) ; vice-présidents : MM. Louis Orvoen, président du conseil général (CDS), Alphonse Arzel, sénateur (Union centriste), Jean-Yves Cozan, député (CDS), Edouard Lejeune, sénateur (Union centriste), Georges Lombard, sénateur (Union centriste).

● **Als :** président : M. Charles Millon, député (PR) ; vice-présidents : MM. Guy de La Vergnolle, sénateur (RI), Roland Ruet, sénateur (RI).

● **Corrèze :** présidente : M^{me} Yvonne Michelet.

● **Haute-Marne :** co-présidents : MM. Charles Fevre, député (PR) et Georges Berchet, sénateur (Gauche démocratique) ; vice-président : M^{me} Simone Martin, député européen.

● **Alpes-de-Haute-Provence :** président : M. Francis Galzini, conseiller général.

● **Lozère :** président d'honneur : M. Jacques Blanc, député (PR) ; président : M. Adrien Durand, député (CDS) ; membre : M^{me} Janine Bardou, président du conseil général (PR).

● **Orne :** président : M. François Geng, député (CDS) ; membre : M. Hubert Bassot, ancien député (PR).

● **Ardennes :** président : M. Maurice Bin, sénateur (Union centriste) ; vice-président : M. Michel Vuibert, député (CDS).

● **Eure :** président : M. Henri Collard, sénateur (Gauche démocratique), président du conseil général ; directeur de la campagne départementale : M. Ladislav Folia-

towski, député (PR) ; membres : MM. Modeste Legoux, sénateur (RI), Philippe Pontet, ancien député (PR).

● **Seine-Maritime :** président : M. Jean Lecanuet, sénateur (Union centriste), président du conseil général ; membres : MM. Jean Allard, député (app. UDF), Charles Revet, député (PR), André Bettencourt, sénateur (RI), Paul Caron, sénateur (Union centriste).

● **Côte-d'Or :** président : M. Bernard Barbier, sénateur (RI) ; membres : MM. Michel Sordel, sénateur (RI), Gilbert Mathieu, député (PR).

● **Haute-Corse :** président d'honneur : M. Emile Arrighi de Casanova ; président : M. Jean Baglion, conseiller régional (UDF).

● **Corse-du-Sud :** président : M. José Rossi, président du conseil général ; vice-président : M. Ange Carli.

● **Paris :** président : M^{me} Simone Veil, députée européenne ; coordonnateur : M. Roger Chénou, député (PR) ; membres : MM. Gilbert Gantier, député (PR), Georges Mesmin, député (CDS).

Au « Club de la presse » d'Europe 1

Le candidat de l'UDF veut renforcer et ouvrir la majorité

Invité, le dimanche 28 février, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Raymond Barre est revenu avec insistance sur la nécessité d'« un Etat impartial », indépendant des partis politiques en affirmant que « cette impartialité ne s'était manifestée ni en 1981 ni en 1986 ». Se voulant « pluraliste et démocrate », l'ancien premier ministre a constaté que « ce n'est pas en entrant dans un système cohabitationniste qu'on a pu faire régner un Etat impartial ». Opposé à la pratique du « système des dévouilles », M. Barre juge qu'« il faut considérer que la compétence doit passer avant l'appartenance à un parti », qu'« il ne peut y avoir de nominations en raison des allégeances politiques ». Prenant l'exemple de la fonction publique, il relève, que « ce qui compte c'est le service de l'Etat et non le service du gouvernement ».

Evocant les problèmes de médias, il estime que la première règle, pour un gouvernement, « est de ne pas se mêler de leurs affaires ». « Le jeu des téléphones constamment branchés sur les rédactions de journaux, de chaînes de télévision, de radio est un système qu'il vaudrait mieux ne pas pratiquer [...] ». La communication c'est l'affaire des journalistes. Toutefois, M. Barre a indiqué qu'il n'était point d'avis de changer la CNCL convaincu que, « par un phénomène d'amélioration spontanée ou d'euthanasie », celle-ci pourra « s'améliorer d'elle-même selon les circonstances ».

M. Barre s'est par ailleurs montré toujours aussi sévère à l'égard de la cohabitation qui a fait revenir la France « à un système des partis », qui n'a pas donné de véritable consensus mais plutôt permis « l'accommodement et l'arrangement ». L'ancien premier ministre a réaffirmé sa volonté de dissoudre l'Assemblée nationale non pas « dans le but de faire un chambardement », mais « pour renforcer la majorité afin de pouvoir gouverner le pays ». « Avec une majorité aussi courte, a-t-il expliqué, et l'hypothèse d'une législature trois ans plus tard, il serait difficile d'engager les actions indispensables pour le redressement du pays ».

Dans l'hypothèse d'une Assemblée majoritairement de gauche, il a indiqué qu'« il utiliserait tous les moyens que lui donne la V^e République, je n'irais pas transférer le pouvoir aux partis, je formerais un gouvernement et j'attendrais de voir si l'Assemblée nationale le ren-

verse ». M. Barre s'est néanmoins déclaré favorable « à l'ouverture vers tous les Français et Françaises de bonne volonté » qui voudraient participer à son action politique. « Si les socialistes peuvent s'y rallier, a-t-il lancé, ils seront les bienvenus ».

Le traitement économique du chômage

En matière de politique économique, M. Barre a regretté une fois de plus que « depuis 1986 le gouvernement n'ait pas adopté une logique du développement économique et social ». Il a nuancé les résultats obtenus par le gouvernement dans sa lutte contre l'inflation, en relevant que les succès obtenus sont davantage la conséquence de « facteurs externes » : baisse du dollar, chute des prix du pétrole. Dans le domaine de la fiscalité, il a regretté que certaines mesures aient été beaucoup plus choisies « en fonction de considérations circonstancielles qu'en fonction d'une vue d'ensemble de la fiscalité ». Pour l'emploi, il a déploré que « l'accent n'ait pas été suffisamment mis sur le traitement économique du chômage ». Enfin, sur les privatisations, il a émis des réserves sur leur rythme : « Il ne faut pas, a-t-il dit, gaver l'oiseau au point de la tuer » et répété qu'il aurait commencé par le secteur bancaire nationalisé en 1982, puis seulement après les banques nationalisées en 1985.

Interrogé ensuite sur la question de la modernisation des armes nucléaires tactiques en Europe, M. Barre, plaidant pour « la vigilance », a toutefois précisé qu'« il n'y avait vraiment aucune raison de ne pas moderniser les armes sur le champ de bataille en Allemagne fédérale ».

Evocant la situation en Israël, il a indiqué que seuls les Etats-Unis sont à même de favoriser le dialogue entre Israéliens et Palestiniens, mais qu'il revient à la France « de le susciter ».

Questionné pour conclure sur les sondages, sur son « coude à coude » avec M. Chirac, M. Barre a déclaré : « Je ne suis pas un sondage, cela m'est égal. Vous me voyez aussi calme et décontracté que possible, et si je garde mon calme, c'est parce que je ne regarde pas les sondages. Je vous avoue que je n'y comprends rien ».

Selon CSA

MM. Chirac et Barre à égalité

MM. Raymond Barre et Jacques Chirac font jeu égal au premier tour de l'élection présidentielle, dans l'hypothèse où M. François Mitterrand se représente, selon le sondage réalisé par l'institut CSA et publié, le lundi 29 février, dans *La Vie*. Cette enquête, réalisée du 10 au 19 février auprès d'un échantillon représentatif de 969 personnes, crédite les deux candidats de la majorité de 20 % des intentions de vote. Le président de la République est, pour sa part, en tête de cette consultation avec 35 % des suffrages. Au second tour, M. Mitterrand l'emporte face à M. Barre (avec 53 % des voix) et M. Chirac (avec 54 % des intentions de vote).

La secrétaire en campagne

M^{me} Yvette Nicolas préside depuis quelques jours le comité de soutien à la candidature de M. Raymond Barre dans le quinzième arrondissement de Paris. Sur ces terres convoitées par M. Edouard Balladur, cette dame de caractère a décidé de signer son premier engagement militant pour un homme qu'elle connaît fort bien.

Chez les barriestes, on l'appelle respectueusement « Madame Nicolas ». Voilà plus de quatorze ans qu'elle est la secrétaire et femme de confiance de M. Barre. Passage obligé pour tous les rendez-vous, experts de toutes les humeurs du personnage, dépositaire de tous les petits et grands secrets de la maison.

A son tour, M^{me} Nicolas a donc décidé de passer de l'ombre à la lumière, de se jeter avec enthousiasme dans le microcosme parisien. « Même si l'air n'avait pas voulu, je l'aurais fait », assure-t-elle, trop désireuse de faire connaître aux habitants du quinzième ce Barre si méconnu. « Les gens ne le connaissent pas, regrette-t-elle. Pourtant, cet homme est une montagne de bon sens et d'équilibre, capable aussi d'une grande générosité. Mais son extrême pudeur le dessert. » Le dit-on encore mystérieux ? « Mon ciel !, s'insurge-t-elle. Avec lui les femmes sont sur le même pied que les hommes à condition qu'elles tiennent le choc ».

Résolument optimiste sur l'issue de la bataille, M^{me} Nicolas informe régulièrement son patron de ses pérégrinations militantes pour lui faire part des humeurs de la base. Mais sa présence dans le quinzième commence déjà à susciter quelque gêne. « Vous voulez être député », l'a récemment soupçonnée un militant RPR. « Nous, nous sommes capables de faire des choses avec désintéressement », s'est-elle récriée. Mais elle court, elle court, la rumeur...

FINANCE INTERNATIONALE

Le MARDI 1^{er} MARS 1988 de 9 h à 18 h
Salle 202 - Ecole HEC - Jouy-en-Josas

Soutenance publique des thèses professionnelles des élèves de la 1^{ère} Promotion du M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE

Tous renseignements peuvent être obtenus auprès de :
Monique SASSIER - Téléphone : (1) 39.56.74.16.

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

centre d'éducation permanente de l'université de Paris 1
14, rue Cujas 75005 Paris

Rosa Perier
Tél. 43.29.75.23 ou 43.54.67.80

DIPLOME D'ETUDES SUPERIEURES DE L'UNIVERSITE DE PARIS 1 EN ECONOMIE SOCIALE
Aspects juridiques, économiques et financiers
(300 heures sur deux ans)

TRONC COMMUN : de novembre 1988 à mai 1989 à raison d'une journée par semaine (mercredi).

SPECIALISATION : de novembre 1989 à juin 1990 programmes d'enseignement et de recherches personnalisés aboutissant à la délivrance du DESUP (diplôme de 3^e cycle).

PUBLIC CONCERNE : personnes exerçant leurs activités dans les organismes d'Economie Sociale qui souhaitent élargir leurs connaissances des institutions de ce secteur et approfondir par une recherche personnelle des problèmes liés au fonctionnement et au développement de leur propre organisation.

Renseignements et inscriptions : jusqu'au 30 mai 1988

مكتبة الامم المتحدة



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

« Génération Mitterrand », deuxième vague

La deuxième des trois vagues d'affichage « Génération Mitterrand » démarre le lundi 29 février. Pour le décrire, M. Jacques Séguéla, intarissable exégète technique et politique de sa propre production, explique que la nouvelle « cuvée (...) se contente de reprendre l'érigé basique de la petite fille aux quatre symboles (l'avenir, la solidarité, la paix, la création) et d'y adjoindre un seul nouveau visage : celui d'un jeune garçon porteur de l'idéal européen ».

Après le choc des photos, place au poids des mots, à risque encore M. Séguéla. La petite fille sert désormais de support au slogan : « La France, on en parle, unissons-la. » Et le jeune garçon (plus les étoiles de la bannière communautaire) proclame : « L'Europe, on en parle, faisons-la. »

Coût de « l'investissement » : 10 millions de francs engagés,

comme pour la première vague, par le Parti socialiste, assure le publicitaire.

Bien qu'un sondage commandé par ses soins révèle à quel point ses affiches sont réussies et bien perçues, M. Séguéla est un instant saisi par le doute : « Rien ne ressemble plus à une affiche politique qu'une autre affiche politique. » Mais il se rassure aussitôt : « Génération Mitterrand est, elle, sur une autre planète, celle de la créativité et de la modernité. »

A tous ceux qui souhaiteraient arborer personnellement les forts symboles qu'il élabora, le toujours jeune père de la « force tranquille » de 1981 promet enfin qu'un badge « Génération Mitterrand » est envoyé « gratuitement sur simple demande. Il suffit de planoter sur son minitel 3615 TONTON et de s'inscrire. »

M. K.

M. Rocard aux Antilles

RFO suspectée

M. Michel Rocard, en visite en Martinique le dimanche 28 et le lundi 29 février, a consacré l'essentiel de ses interventions à la place des départements d'outre-mer dans l'Europe, à l'éducation et à la décentralisation.

Interrogé sur le traitement de l'information par la radio-télévision publique RFO, M. Rocard a déclaré : « Je ne me sens pas toujours fier de l'idée que la France, pays des droits de l'homme, donne d'elle-même à ses voisins en ce domaine. (...) Ma réaction n'est pas d'entrer dans un procès dont je n'ai pas les actes et les procédures. (...) Comme il reste un doute ou une suspicion sur l'objectivité ou simplement le respect du pluralisme par RFO, cela n'est pas tolérable. La politique d'information de RFO est suspecte... Cela mérite une expertise. L'opinion publique jugera. »

Le journal télévisé de RFO de dimanche a accordé à M. Rocard trente minutes d'antenne, presque autant que pour un ministre en exercice. — (Corresp.)

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

EUROPE... LE GRAND MARCHÉ INTÉRIEUR

Avec notamment des articles de :

J. DELORS, C. LALUMIÈRE, H. NALLET, J. AURoux, Ch. Goux, Ch. SAUTTER

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement annuel (60 F de droit, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur :

Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P... Programme de 12 à 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2^e CYCLE Intensif :

Cursus spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America 17-25, rue de Chaillot (Métro Mouton), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

Le « lieutenant Chirac » à la conquête des pieds-noirs

NICE

de notre envoyé spécial

Pour un beau show, ce fut un beau show. Le metteur en scène, M. Jacques Médécine, n'avait rien laissé au hasard. Le régent, M. Jacques Rocard, avait signé au préalable tous les arrangements. La vedette, M. Jacques Chirac, n'est qu'à paraître pour faire un tabac.

Il ne fait aucun doute que cette cérémonie électorale du samedi 27 février à l'Acropole de Nice sera dans la mémoire collective des pieds-noirs le souvenir fulgurant du savoir-faire de ces trois Jacques, associés pour l'élection présidentielle de 1988.

Le but de l'opération était de démontrer, au bénéfice de M. Jacques Chirac, que M. Jean-Marie Le Pen, qui possède des gros bataillons dans les départements méditerranéens, n'a pas le monopole de l'électorat pied-noir. Et qui pouvait mieux préparer la démonstration que le maire de Nice, M. Jacques Médécine, dont le soutien au candidat du RPR s'accompagne volontiers de marques de sympathie au candidat du Front national ?

Si le résultat fut à la hauteur des espérances du premier ministre, ce ne fut pourtant pas sans difficulté.

Le matin, devant le congrès national du RECOURS réuni dans les mêmes locaux, M. Médécine avait dû élever la voix pour imposer le silence — et la fuite — à un groupe de pieds-noirs d'extrême droite venus traiter de « traîtres », « vendus », « rénégas ». Jacques Rocard et les autres dirigeants de ce mouvement sur le point de se rallier à Jacques Chirac.

L'après-midi, devant un auditoire sur invitations composé d'un millier de rapatriés accueillis, pour la plupart, à la majorité acquiescente, le maire de Nice mit donc tout son cœur à l'ouvrage pour détourner les suffrages pieds-noirs des sirènes lepénistes, réduites, selon lui, chez les rapatriés de sa ville, à « 3 % d'imbéciles ». Il le fit sans lésiner sur les trémolos.

A entendre Jacques Médécine exalter « cette Algérie française » qu'il porte « au fond de [son] cœur », exhorter les pieds-noirs à se méfier « des discours enflammés qui relèvent de l'irresponsabilité », à le voir proclamer : « Les pieds-noirs, c'est ma drogue ! », Roger Hanin, lui-même, en aurait eu les larmes aux yeux...

M. Chirac n'avait plus qu'à se laisser porter par la vague. Ce qu'il fit avec sobriété, voire avec modestie, sans rechercher à faire de nouvelles promesses aux pieds-noirs. Après avoir rappelé que l'ensemble des mesures prévues par son gouvernement en faveur des rapatriés représenterait, à terme, un coût de 35 milliards de francs, dont 3,5 milliards inscrits au budget de 1988, le premier ministre délivra surtout à son auditoire un discours sentimental. Tellement sentimental qu'on pouvait y discerner, entre les lignes, une critique de la politique conduite depuis 1962 à l'égard des pieds-noirs, y compris par les gouvernements gaullistes : « Lieutenant en Algérie, j'ai accompli ma part de devoir. J'y suis volontairement revenu comme fonctionnaire. Je n'y ai jamais été un témoin passif ou indifférent. J'y ai partagé vos espoirs et vos angoisses, et compris beaucoup de vos élans. J'y ai laissé une partie de ma chair [...]. »

« Je n'ai jamais considéré, aujourd'hui pas plus qu'hier, qu'on pouvait tout résoudre avec de l'argent. J'ai été trop charnellement mêlé aux événements d'Algérie pour ne pas avoir, depuis longtemps, compris qu'une part des dommages — et probablement la plus forte — ne saurait relever de la réparation matérielle. Oh ! sans aucun doute, n'ai-je pas été seul à penser ainsi. D'autres l'ont fait aussi : ils en ont tiré des conclusions différentes des miennes en estimant vain et inutile d'essayer de réparer l'irréparable. C'était une bonne manière de se donner, à très bon compte, une très bonne conscience. »

Un mot revint plusieurs fois dans la bouche du premier ministre : « solidarité ». La solidarité c'est la reconnaissance de tout ce que la diaspora pied-noir a apporté à notre pays. [...] C'est la réalité et la persistance d'une culture pied-noir. Nous devons la préserver comme nous préservons les autres. Et peut-être même un peu plus, car si les premières sont menacées par le risque d'oubli la nôtre, elle, est victime de la désinformation. A vous qui avez toujours su vivre en bonne harmonie avec les autres communautés, à l'ombre de vos églises, de vos minarets et de vos synagogues, on a voulu parfois accoler l'imputation de racisme et d'intolérance. Votre culture, qui est par essence multilinguistique, multiconfessionnelle, multiraciale, est la pour témoigner de l'histoire et de la sagesse d'un tel processus. [...]

Maintien du ministère des rapatriés

« Réconcilier la France avec son passé colonial c'est réconcilier la France avec elle-même », ajouta Jacques Chirac. Cette solidarité, cette unité, cette commune appartenance, n'est-ce pas tout simplement ce qu'on appelle une nation. C'est cela le sens et la direction de mon action. Elle n'est pas l'action catégorielle, votre électorale, à quoi d'aucuns voudraient la réduire. Ceux-là n'ont pas compris grand-chose à la volonté de rassemblement et à l'expression d'unité qui en est le moteur principal. Tant pis pour eux !

« Mon propos n'est pas de cultiver votre singularité ni de faire de votre communauté une autre catégorie d'anciens combattants, encore moins un vivier de clientèle électorale [...]. J'ai le très vif désir de supprimer, dès que possible, le ministère des rapatriés, mais cette mesure sera la conséquence d'un résultat et d'un constat. Lorsque le mot aura perdu son sens et les problèmes leur substance, alors, mais alors seulement, cette décision sera prise. Mais ces conditions ne sont

pas, loin s'en faut, aujourd'hui réelles. C'est pourquoi si je suis appelé à des responsabilités publiques importantes, je conserverai le ministère des rapatriés aussi longtemps qu'il le faudra. »

Avec, pour finir, l'expression d'une certaine sérénité : « Le gouvernement que je dirige peut affirmer, sans risque de démenti sérieux, qu'il a fait à l'égard de la communauté rapatriée plus et plus vite qu'aucun de ses prédécesseurs. Je l'affirme sans esprit polémique car je n'ai jamais mis en doute la bonne volonté de ceux qui nous ont précédés. Je ne suis pas davantage attiré par le syndrome de l'autosatisfaction ni non plus bardi d'inbravables certitudes. Car ce que je mesure encore mieux, sans doute, c'est le chemin qu'il nous reste à parcourir. »

Au pied de la tribune, M. Jacques Rocard était ravi. Le premier ministre avait tenu compte des préoccupations de son association. Au nom du RECOURS, il pouvait confirmer son soutien à M. Jacques Chirac dès le premier tour de scrutin, alors qu'en 1981 il avait appelé les pieds-noirs à sanctionner M. Valéry Giscard d'Estaing, mais en les laissant libres de choisir, au premier tour, entre M. Jacques Chirac et M. François Mitterrand, avant de faire voter pour ce dernier au second tour. « Jacques Chirac, insista-t-il, est incontestablement, parmi les candidats ayant une sérieuse chance d'être élu, celui qui, tout en étant le plus proche des rapatriés, sera le plus efficace pour apporter à leurs problèmes les meilleures solutions morales et matérielles. »

« Moi, je n'y crois plus, disait une vieille dame sceptique. Pourquoi a-t-il attendu vingt-cinq ans pour parler comme ça ? » Il ne faut pas confondre Jacques Chirac et les gaullistes historiques, qui ont trahi l'Algérie française, assuraient Jacques Rocard. Sa sincérité ne peut être mise en doute. Le débat tourna court. Sur l'estrade, Jacques Médécine avait déjà entonné le Chant des Africains...

ALAIN ROLLAT.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Borotra

Aérophagie

M. Franck Borotra, porte-parole du RPR, député des Yvelines, a déclaré le dimanche 28 février sur Pacifique FM : « A force de se pencher pour venir biser les charbonnières de celui qu'ils ont en train de considérer comme un mamamouchi, les socialistes vont finir par attraper des toues de rein ! Je voudrais bien savoir ce que M. Mitterrand pense lui-même de ce courant de culte de la personnalité qu'on a créé autour de sa personne. La popularité de M. Mitterrand est une popularité fragile, de nature aérophagique, je veux dire qu'il y a une partie de cette popularité qui est du vent [...]. »

M. Bosson

Papa

M. Bernard Bosson (UDF), ministre délégué chargé des affaires européennes, qui était le dimanche 28 février en Guadeloupe, a notamment déclaré : « M. Mitterrand n'est aujourd'hui bien placé dans les sondages que parce que, en respectant l'homme, on ne sait pas duquel Mitterrand il s'agit. Il n'y a pas de programme, il n'y a rien de précis, on ne sait pas où l'on va, avec qui, pour quoi ? Il est aujourd'hui le papa de la nation ; il n'est plus ni à gauche, ni à droite, ni au centre. En gros, sur ses affiches, il pourrait mettre : « Mon programme, c'est le vôtre », comme ça chaque citoyen pourrait penser que cela correspond à ses idées, même si c'est le contraire. Je suis persuadé que dès qu'il déclarera sa candidature, les sondages changeront parce qu'il n'y aura plus cette espèce d'amalgame. »

M. Fabius

Suspense

M. Laurent Fabius, qui participait, le vendredi 26 février, à un banquet républicain à Ris-Orangis (Essonne), a affirmé, à propos du nom du candidat socialiste : « La suspense diminue considérablement et je m'en réjouis. » L'ancien premier ministre a souligné : « Nous avons deux candi-

dates de droite : l'un, c'est M. Provençal — on voit de qui il s'agit — et l'autre, qui est en train de se rendre compte qu'il est difficile de faire une campagne sans militants, montre sur ses affiches elle-même que, s'il y a d'un côté M. Provençal, il y a, de l'autre côté, M. Tristesse, mais qu'à eux deux [...] ce ne fait pas un président. » En face, le candidat socialiste sera, selon M. Fabius, le candidat « des progressistes ».

M. Fabius a également affirmé qu'au moment de la passation des pouvoirs à l'hôtel Matignon, en mars 1986, M. Jacques Chirac lui avait dit, à propos de l'élection des présidents des conseils régionaux qui devait alors avoir lieu : « S'il y a quelque chose que je peux vous garantir et vous promettre, c'est qu'il n'y aura pas une région où mes amis du RPR feront alliance avec l'extrême droite pour le vote des présidents de région. » M. Fabius a remarqué que c'est le contraire qui s'est produit et a donc invité M. Chirac à « balayer devant [sa] porte » lorsqu'il affirme « Le Pen, c'est la génération Mitterrand ».

M. Joxe

Comparaison

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a affirmé, le dimanche 28 février à Sedan (Ardennes) lors d'un banquet républicain : « Chirac et sa majorité voudraient fabriquer la France sur le modèle du fric et de la magnification de ceux qui se sont enrichis. » D'après M. Joxe, au moment de l'élection présidentielle, « les Français pourront pour la première fois faire une comparaison à chaud entre une politique de droite et une politique de gauche ». Pour lui, la comparaison « n'a jamais été aussi facile, aussi impudique ». L'ancien ministre de l'Intérieur s'est, enfin, déclaré « sûr » que M. Mitterrand sera candidat.

M. Marchais

Menace

Invité du Forum FR 3 - RMC, le dimanche 28 février, M. Georges Marchais a réaffirmé le caractère

« décisif » du premier tour de l'élection présidentielle. Selon le secrétaire général du PCF, le 24 avril, les électeurs auront « l'occasion de dire deux choses très fermement : premièrement, nous ne sommes pas contents du septennat, et deuxièmement, ce que nous voulons c'est une politique nouvelle qui assurement le progrès économique, social, démocratique et culturel ». En face, le candidat socialiste sera, selon M. Fabius, le candidat « des progressistes ».

M. Marchais a exclu la possibilité pour le PCF de participer à un gouvernement avec le PS qui « prévoit de faire entrer des hommes de droite dans ce gouvernement ». Enfin, il a menacé les maires qui promettent leur signature à M. Pierre Juquin, candidat renouveau à l'élection : « Vous vous prêtez à un mauvais coup contre le Parti communiste, qui a contribué à vous faire dire en 1983 [...] Nous connaissons naturellement vos noms, non pas parce que nous allons procéder à des enquêtes policières mais parce que vos noms seront obligatoirement proclamés au Journal officiel ; aucun de ces maires, quels qu'ils soient, a ajouté M. Marchais, ne peut compter sur une voix communiste aux élections municipales de 1989. »

M. Megret

Génération

M. Bruno Megret, directeur de la campagne de M. Le Pen, a notamment déclaré, le dimanche 28 février, au « Grand Jury RTL-le Monde », dont il était l'invité : « Pendant les deux années de cohabitation, François Mitterrand est passé de 35 % de cote de popularité, en 1986, à 65 % aujourd'hui. En réalité, la génération Chirac, c'est tonton Mitterrand. [...] Il faut se méfier des promesses de M. Chirac, car, dans sa frénésie électorale, il ne multiplie des promesses qu'il ne tiendra pas. [...] M. Chirac, c'est l'homme qui promet plus vite que son ombre. »

M^{me} Roudy

Accusation

M^{me} Yvette Roudy, ancien ministre socialiste des droits de la femme, a déclaré, le samedi 27 février à Gobel (Vosges), à propos de M. Phi-

lippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi : « Le ministre de tutelle des femmes ne les comprend pas ; il est indifférent aux problèmes qu'elles rencontrent [...] Il est responsable de la régression de l'égalité professionnelle en France. M^{me} Roudy a, en effet, accusé M. Séguin, de porter la responsabilité « de la mise en sommeil de la loi sur l'égalité professionnelle » entre les sexes, en laissant la mission chargée de l'application de cette loi à l'abandon et « sans instructions ».

M. Schwartzberg

Bison futé

M. Roger-Gérard Schwartzberg, président d'honneur du MRG, a affirmé, le samedi 27 février : « Étant impatient d'indiquer la bonne direction aux Français, Raymond Barre se prend pour Bison futé [...]. Les Français, eux, se souviennent de ses erreurs d'alignement, et ils ne choisiront pas de nouveau un guide si malhabile. »

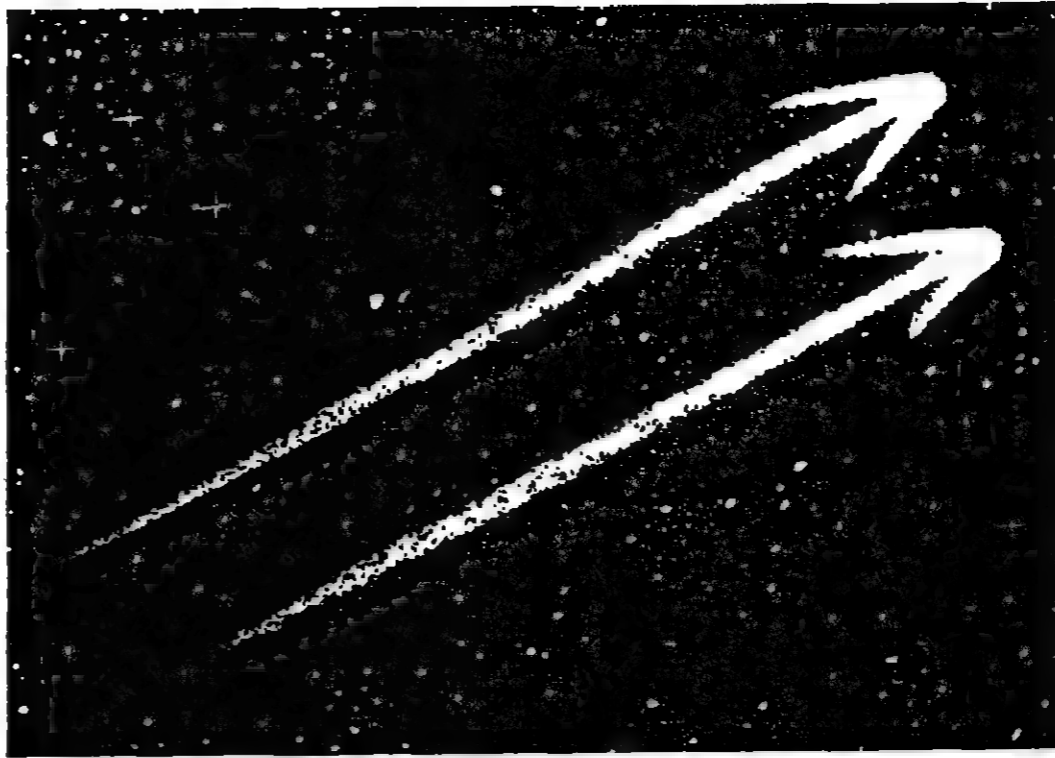
M. Wiltzer

Sectarisme

Dans un entretien paru le lundi 29 février dans Libération, M. Pierre-André Wiltzer, directeur du cabinet de M. Raymond Barre, indique notamment : « Quand M. Mitterrand déclare, en prenant une pose noble, qu'il fait écarter l'esprit de système et le sectarisme, est-il bien placé pour le faire ? L'affaire des fiches sur les magistrats semble montrer, tant qu'elle n'est pas éclaircie, qu'en dépit des maquillages, la tâche est indélébile. On doit pardonner au pêcheur repenti. Mais, quand il récidive en donnant, par-dessus le marché, des leçons de vertu, l'indignation est un devoir. Il y a affaire et affaire, a ajouté le député UDF de l'Essonne. Celle des fiches rédigées à l'initiative de M. Mitterrand sur les opinions politiques de certains magistrats touche un sujet très grave : l'indépendance de la justice et la neutralité de l'Etat. Si M. Barre s'est publiquement déclaré inquiet et choqué devant cette pratique, ce n'est pas par goût de la polémique, c'est parce qu'il est fidèle à l'idée d'un Etat impartial et indépendant des partis, des favoritismes et des clans. »



Illustration du XIX^e siècle.



Préfiguration du 21^e siècle.

Ne nous trompons pas de siècle.

Le 21^e doit d'abord être éthique.

Faire entière confiance aux hommes,
à leur responsabilité, à leur implication,
à leur enthousiasme.

Le 21^e doit innover. Ce sera le siècle
de la technologie épanouie, des concepts
multiples, au service de l'individu et de
la qualité.

Tout cela passe par une notion-clé :
l'intelligence. Intelligence prospective
et performante à la fois. La vivacité des
idées, alliée à une vraie méditation des
projets dénoueront tout ce qui aujourd'hui
freine le progrès.

Théâtre des opérations : le monde.
Il évolue à toute vitesse. Les frontières
s'estompent. S'internationaliser, voilà la
règle du jeu.

On le voit, la tâche est rude. Aussi
chacun doit-il choisir en conscience
l'allié qui lui convient le mieux, qui a le
même projet global, la même philoso-
phie. La même volonté déterminée. La
volonté de Telemecanique, c'est conce-
voir l'usine du futur. Une vaste entre-
prise industrielle, humaniste et scienti-
fique. Aussi belle qu'efficace. XIX^e ou
21^e, Telemecanique a choisi.

Telemecanique ne se trompera ni de
siècle, ni de partenaire. C'est comme ça.



Telemecanique

L'AVENIR NOUS RESSEMBLERA.

هتلا من الاميل

L'affaire du « coma dépassé » d'Amiens entre dans sa phase judiciaire

L'enquête concernant l'expérimentation effectuée par le professeur Alain Milhaud au CHR d'Amiens sur un homme de vingt-quatre ans, Pascal Louette, en état de coma (vraisemblablement mort) dépassé, vient d'entrer dans sa phase judiciaire. Tandis que l'on apprend de source hospitalière que M. Louette était décédé dans la nuit du dimanche 28 février « à la suite d'un arrêt cardiaque », M. Michel Barzach, ministre délégué chargé de la santé et de la famille, annonçait qu'au vu des résultats de l'enquête administrative réalisée à sa demande, elle suspendait, « à titre conservatoire », le professeur Alain Milhaud de ses fonctions de praticien hospitalier.

« Les faits qui sont établis sans ambiguïté (absence d'accord de la famille et du comité d'éthique, réci-

dive d'une action fermement condamnée par le comité consultatif national d'éthique et le conseil régional de l'Ordre) sont suffisamment graves, indique un communiqué, publié le dimanche 28 février, pour que le ministère de la santé ait décidé de demander à la Direction des affaires sanitaires et sociales de la Somme de saisir le conseil régional de l'Ordre des médecins pour l'application du code de déontologie. »

M. Barzach a également demandé « d'adresser ce rapport au procureur de la République près le cour d'appel d'Amiens, qui engagera, conformément aux règles de procédure pénale, l'enquête judiciaire » et de « saisir le président de la juridiction disciplinaire du personnel enseignant et hospitalier du Centre hospitalier et universitaire ».

« A titre conservatoire et dans l'attente du résultat de cette procédure disciplinaire, le professeur Alain Milhaud sera suspendu de ses fonctions de praticien hospitalier », a décidé le ministre de la santé.

On indiquait de très bonne source, le lundi 29 février, que « rien dans le rapport ne contredit le fait que cette expérimentation a été effectuée sur une personne en état de coma dépassé ». Le rapport précise que trois électro-encéphalogrammes (EEG) ont été effectués au début du mois de février et que les trois tracés étaient plats. Ces trois EEG ont été faits avant l'expérimentation d'intoxication au protoxyde d'azote. Durant le week-end, de nombreux spécialistes s'étaient interrogés sur l'état réel de M. Louette au moment de l'expérimentation (le Monde daté 27-28 février). Les médecins

faisaient en particulier valoir qu'il était extrêmement difficile de maintenir en état de « vie artificielle » pendant plus de quelques jours une personne en coma dépassé. M. Louette avait été transféré au CHR d'Amiens le 19 janvier dernier. A cette date, il n'est pas établi qu'il était déjà en coma dépassé. « Cette affaire, indique M. Barzach dans son communiqué, ne doit pas conduire à jeter le discrédit dans l'esprit du public sur la médecine hospitalière et sur les dons d'organes. » Cette affaire, dont, en l'occurrence, l'intérêt scientifique paraît inexistant, pose le problème des règles éthiques auxquelles doit se soumettre la recherche afin de réaliser un progrès continu des connaissances », conclut le ministre de la santé.

FRANCK NOUËL

Selon le professeur Jean Lassner

Une expérience utile mais condamnable

Le professeur Jean Lassner, que nous avons interrogé, nous a précisé un certain nombre de points importants sur lesquels persistaient des doutes.

Rappelons, en effet, que c'est à lui que le professeur Alain Milhaud a remis le protocole complet (et le film vidéo) de l'expérience conduite à Amiens.

1) Le patient d'Amiens était bien en « coma dépassé » (tous les signes cliniques selon les critères de la circulaire Jeanneney de 1968 — trois électroencéphalogrammes plats). En outre, deux angiographies cérébrales pratiquées ont montré qu'il n'y avait plus aucune circulation sanguine cérébrale.

Pourquoi, dans ce cas, ne pas avoir déclaré le décès il y a une dizaine de jours, au moment de ces constatations ? « Parce que, dit le professeur Lassner, il est toujours pénible de débarrasser ceux qui présentent, ne serait-ce qu'une apparence de vie, et le professeur Milhaud répondait à ce geste définitif qui implique parfois, souvent, le cœur continuant à battre quelques instants de façon spasmodique, l'injection de produits (sels de potassium) permettant de l'arrêter définitivement. »

2) Le professeur Lassner considère que le tollé suscité autour du cas du professeur Milhaud n'est pas totalement justifié, en ce sens que d'autres que lui ont pratiqué des expériences sur des sujets en état de coma dépassé, comme l'équipe bordelaise dont nous avons cité les travaux (le Monde du 25 février) : celle de Toulouse et le professeur Viars (hôpital de la Pitié) lui-même (qui au procès niait le thème de l'intoxication au protoxyde d'azote), lequel a publié les résultats de ses travaux.

3) Nombre d'anesthésiologistes nient toute valeur aux expériences conduites sur les sujets en état de coma dépassé. Dans le cas précis de l'affaire de Poitiers et pour la question qu'elle soulève (un patient intoxiqué au protoxyde d'azote devient-il cyanosé ?), il semble que l'expérience d'Amiens soit parfaitement explicite. Elle s'est accompagnée de prélèvements sanguins multiples qui montrent qu'effectivement la cyanose n'apparaît pas lorsqu'il y a une vasoconstriction très importante due à l'intoxication préalable d'un mélange hypoxique (ce qui fut le cas à Poitiers) avant la tentative de réanimation par inhalation de protoxyde d'azote pur.

L'expérimentation du professeur Milhaud, considère le professeur Lassner, concorde rigoureusement avec ce qui a été fait à Poitiers. Elle montre que, s'il n'y a pas de cyanose, c'est en raison d'une vasoconstriction intense qui empêche le sang bleu d'arriver à la peau. Le professeur Lassner a demandé à pouvoir procéder à cette même expérience sur lui-même. Ce qui lui a été refusé par l'Assistance publique de Paris. Cela dit, ajoute M. Lassner, « je suis systématiquement hostile à toute expérience chez un sujet qui n'a pas consenti à cette expérimentation, fut-il en coma dépassé, fut-il réduit à l'état de cadavre. Il reste à prouver en effet que le cerveau est bien le siège de l'âme, et croyez bien que les prélèvements d'organes ne m'enthousiasment pas, en raison même de ce doute et du respect que l'on doit à la personne humaine. Mais je ne nie pas l'utilité de ces pratiques. »

Un « acte politique »

Le professeur Lassner estime que la suspension de ses fonctions de chef de service du professeur Milhaud par le ministre de la santé, non pour les faits actuels, mais pour

Le « testament » du professeur Alain Milhaud

Dans un « testament scientifique » que publie le Quotidien du médecin du 29 février, le professeur Alain Milhaud estime que « l'expérimentation sur l'homme sain pose des problèmes » car si les risques doivent être minimes, des incidents ou des accidents surviennent parfois.

« Voilà pourquoi, écrit-il, j'estime hautement souhaitable que l'expérience humaine sur des volontaires humains ou sur des malades soit précédée d'une expérimentation sur des êtres humains porteurs de dégâts cérébraux irréversibles majeurs qui n'entraînent pas manifestement de réaction à une telle éventualité de leur vivant. »

Quels sont les sujets qui peuvent supporter de telles expérimentations ? Pour le professeur Milhaud, ils sont au nombre de deux :

« Les comas dépassés ou sujets en état de mort cérébrale dont on sait que la longévité maximale, même traitée dans les meilleurs centres de réanimation, ne dépasse qu'exceptionnellement une semaine. Dans ce cas, le devoir de tout personnel de santé, si le sujet a moins de soixante ans, est d'essayer d'obtenir que soit réalisé un prélèvement multi-organes dans le but d'obtenir la guérison de trois, quatre ou cinq personnes (2 reins, 1 cœur, 1 foie, 1 pancréas ou encore 2 reins, un bloc cœur-poumons, 1 foie, 1 pancréas). »

« Il est nécessaire, ajoute le professeur Milhaud, de créer un fichier informatisé regroupant tous les citoyens majeurs. Toutes les personnes allant chercher leur carte d'électeur devraient répondre à la question suivante : en cas de mort cérébrale, êtes-vous opposé au prélèvement de vos organes pour transplantation ? Etes-vous opposé à l'expérimentation sur votre corps, sachant qu'une simple tentative de prolongation de survie est actuellement considérée comme une expérimentation ? » [...] Ainsi, trois réponses individuelles seraient demandées à tous les citoyens :

1) En cas de coma dépassé, acceptez-vous le principe de prélèvement d'organes en vue d'une transplantation ?
2) En cas de coma dépassé, acceptez-vous le principe d'une expérimentation diagnostique et thérapeutique d'intérêt général ?
3) En cas d'état végétatif stable depuis plus d'un an, acceptez-vous le principe d'une expérimentation diagnostique et thérapeutique d'intérêt général présumée non dangereuse ?

« La France, poursuit le professeur Milhaud, s'honorait d'être le premier pays dans lequel l'expérimentation humaine sur des volontaires soit possible en cas de coma dépassé aussi bien que dans celui d'état végétatif chronique, étant admis que la différence fondamentale entre ces

deux états pathologiques est qu'un coma dépassé est une mort cérébrale alors qu'un état végétatif est une personne humaine très diminuée, sans aucune communication avec l'extérieur et dont le degré de conscience reste jusqu'ici problématique. »

Et le professeur Milhaud demande à nouveau s'agissant des personnes en état végétatif chronique depuis plus d'un an, la modification d'une partie de la déclaration d'Helsinki, de l'article 19 du code de déontologie, et des articles 65, 304 et 309 du code pénal concernant les coups et blessures volontaires. Il souhaite en effet que soient exclus des rigueurs du code pénal les médecins qui pratiquent des essais d'intérêt général présumés non dangereux sur des malades en état végétatif chronique confirmé et stable et à qui y ont été autorisés par un comité ad hoc composé de trois médecins. »

[Les questions essentielles que posent les déclarations du professeur Alain Milhaud concernent évidemment l'état exact du patient d'Amiens dont le diagnostic, selon le professeur Milhaud, est d'être déclaré à l'état végétatif chronique.] S'agissait-il d'un cadavre (coma dépassé) comme beaucoup ne cessent de l'affirmer, ou d'un coma prolongé (état végétatif chronique) sur lequel porte le plaidoyer du professeur Milhaud ?

Et ce dernier a-t-il demandé l'accord des trois médecins qu'il suggère lui-même comme condition préalable dans sa déclaration ?

D. E. L.

ARCHÉOLOGIE

Un amphithéâtre sous la « City »

Les vestiges d'un amphithéâtre romain ont été découverts en plein cœur de la « City », le quartier des affaires de Londres, ont annoncé, dimanche 28 février, des archéologues britanniques. Selon ces chercheurs, qui mènent les fouilles depuis juillet dernier, les ruines mises au jour sont celles d'une petite construction d'environ 100 mètres

de long et de 80 mètres de large, dont la construction daterait de la fin du premier siècle ou du début du deuxième siècle après Jésus-Christ.

L'existence de cet amphithéâtre était connue, mais les recherches entreprises depuis trois siècles pour le localiser avaient toutes échoué. C'est au cours des travaux d'excavation pour le musée de Londres

qu'ont été découverts des murs de 5 mètres de large, encastrés à plus de 5 mètres de profondeur, qui constitueraient l'extrémité est de l'amphithéâtre. Cette découverte pose toutefois un problème aux autorités municipales, qui, sur cet emplacement, avaient prévu la construction d'une galerie moderne et de bureaux. — (AFP, Reuters.)

سنة من العمل

EDUCATION

Cours plus nombreux, examens plus rigoureux

Le gouvernement prépare une réforme des études de droit

Le gouvernement envisage de réformer les études de droit. Ces modifications, qui entreraient en vigueur dès la prochaine rentrée universitaire, visent à renforcer le caractère strictement juridique du programme, à rendre les examens plus rigoureux et à augmenter le nombre des cours.

En matière d'enseignement supérieur, le gouvernement n'est décidément pas à l'abri des contradictions.

Le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur vient en effet de sortir subitement de son rôle de médiateur entre les universités, alors que le ministre lui-même, M. Jacques Valade, déclarait voilà quelques semaines en présentant le rapport Demain l'université : « Il convient de permettre aux universités d'avoir plus grande souplesse, la plus grande capacité d'adaptation aux situations locales ; elles sont trop diverses pour imposer de façon arbitraire un moule unique convenant à tous. » La réforme préparée pour les études de droit va exactement en sens inverse. Que propose-t-elle aux quelque 80 000 étudiants de DEUG et de licence ? Tout d'abord un relèvement sensible de la durée minimum des enseignements de DEUG

qui ne pourra être inférieure à 1 050 heures pour les deux années, contre 900 heures actuellement. Pour le ministère et pour l'association des doyens de droit, qui semble à l'origine du projet, il s'agit d'offrir aux étudiants une formation plus approfondie et de permettre l'introduction de nouvelles matières. Toutefois cette augmentation du volume d'enseignement suscite des réserves ou des critiques parmi les enseignants.

Pour M. Georges Durry, président de l'université Paris-II-Assas, « le nombre d'heures de cours risque de devenir excessif ; il n'était pas vraiment utile d'en rajouter ». Et tel de ses collègues, professeur à Paris-I, estime que « Ce n'est pas en faisant du gavage qu'on aura une meilleure formation. »

Retour

au « siècle dernier »

Quant aux représentants étudiants (UNEF-ID) au CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche), ils sont globalement d'accord avec cette volonté de renforcer le niveau des études. Mais ils dénoncent vivement la diminution de la place faite aux travaux dirigés. Pour le DEUG, les travaux dirigés passeraient en effet de 180 heures (en principe) dans le régime actuel à 150 heures dans le système proposé. Autrement dit, l'abandonnement du programme se traduirait exclusivement par un accroissement du volume des cours magistraux, au détriment des travaux dirigés qui supposent une pédagogie plus active et participative.

Deuxième élément de la réforme : un recentrage très marqué du contenu des enseignements sur ce que l'on pourrait appeler le noyau dur du droit. Actuellement, selon l'arrêté de mars 1973 en vigueur, au moins 45 % des cours et travaux dirigés doivent porter sur les matières fondamentales, mais 20 % au moins sont consacrés à des matières « à option », 15 % au moins à d'autres disciplines, 5 % aux langues et 5 % à une « initiation aux pratiques professionnelles ». Le système proposé fixe à 65 % minimum le temps consacré aux matières fondamentales et précise même que le temps restant peut également être employé à l'approfondissement de ces matières de base.

Autrement dit, les enseignements à option — comme les sciences politiques, la sociologie et la philosophie du droit, l'histoire des faits économiques ou des relations internationales — risquent fort d'être réduits à la portion congrue, voire de disparaître. « On en revient », exclame un professeur de Paris II, aux écoles de droit du siècle dernier. »

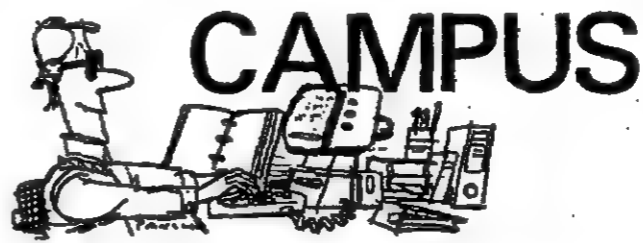
Une logique centralisatrice

La réforme propose plusieurs innovations. Les langues et la comptabilité feraient l'objet d'un enseignement obligatoire en seconde année ; le droit communautaire ferait son apparition en tant que tel, dès la seconde année, et un enseignement d'informatique est prévu en année de licence. Mais la tonalité générale du programme serait sensiblement modifiée : au lieu d'avoir comme aujourd'hui un petit groupe de matières fondamentales et une grande diversité d'options possibles, le projet de réforme étioffe les matières fondamentales mais les répartit rigoureusement en première, puis en deuxième année. La souplesse du système et la pluridisciplinarité des études de droit en seraient réduites d'autant.

La même logique centralisatrice préside aux modifications du contrôle des connaissances. Le projet de réforme introduit pour toutes les matières la règle nationale d'épreuves écrites d'admissibilité et d'épreuves écrites ou orales d'admission. Cela ne supprime pas, a priori, la part du contrôle continu dans l'évaluation des étudiants mais le ministère entend contrecarrer le laxisme qui règne, selon lui, dans quelques universités.

Certains enseignants et les étudiants de l'UNEF-ID craignent, en revanche, que les universités perdent la marge de souplesse et d'autonomie dont elles disposaient en la matière (régime de contrôle par unités de valeur, par blocs, etc.), et qu'elles soient poussées à un recentrage de la sélection, dès le premier cycle universitaire. Quant aux présidents d'université qui n'avaient pas déjà adopté le système d'admission — admission, ils s'inquiètent de cette multiplication des examens, et des difficultés de gestion qu'elle entraînera.

GÉRARD COURTOIS.



Le Siècle d'or espagnol à Toulouse

« TOULOUSE à l'heure de Cervantès. » Tel est le thème d'un ensemble de manifestations scientifiques et culturelles que l'université de Toulouse-II Le Mirail et le CNRS organisent du 7 au 19 mars. Cette quinzaine, consacrée au Siècle d'or espagnol, est l'aboutissement du travail de recherche de l'unité, associée au CNRS LESO (Littérature espagnole du Siècle d'or), qui, avec une vingtaine de chercheurs, travaille sur la littérature et le théâtre espagnol des seizième et dix-septième siècles et publie la revue scientifique Criticon.

L'équipe du LESO se propose d'amener le public le plus varié à découvrir cette longue période de la civilisation espagnole. Les 10, 11 et 12 mars, se tiendra le cinquième colloque du groupe d'études sur le théâtre espagnol. Une dizaine de conférences seront consacrées à de multiples aspects de cette période de la civilisation hispanique. Plusieurs salles toulousaines (Forum des Cordeliers, église Saint-Pierre, chapelle Sainte-Anne) accueillent des concerts de musique baroque, ainsi que deux expositions iconographiques (gravures et documents sur l'Espagne de 1650 à 1680). La cinématèque de Toulouse a programmé un ensemble de films en résonance avec cette époque et ses mythes (Don Juan, Don Quichotte...). Enfin la bibliothèque municipale organise une exposition sur les « Livres anciens du monde hispanique ».

Cet ensemble de manifestations — organisé par le Centre de promotion de la recherche scientifique de l'université du Mirail — manifeste la volonté d'ouverture de l'université et des chercheurs au grand public, en association avec de très nombreuses instances régionales, locales et internationales.

G. C.

Publication assistée par ordinateur

L'ISCOM (Institut supérieur de communication et publicité) vient de créer, à la demande de l'ANPE, une formation à la publication assistée par ordinateur, s'adressant à des demandeurs d'emploi, ayant des connaissances en bureautique, édition ou communication. Elle propose deux mois et demi de cours à temps plein et un stage d'un mois dans une entreprise.

(ISCOM, 10, rue d'Athènes, 75009 Paris. Tél. : 48-74-08-99.)

Théâtre et marketing

Les élèves du DESS « Gestion des institutions cultu-

relles » de Paris Dauphine organisent, mardi 8 mars, une table ronde sur le thème : « Pour ou contre le marketing dans l'entreprise théâtre. »

(Université Paris-Dauphine, place du Marché-de-Latras-de-Tassy, 75018 Paris. Tél. : 45-05-14-10.)

Modernisation

M. Antoine Riboud commentera, jeudi 3 mars à l'Ecole centrale, le rapport qu'il a rédigé à la demande du gouvernement, sur le thème : « Modernisation, mode d'emploi. »

(Ecole centrale, 92295 Châtenay-Malabry Cedex. Tél. : 46-61-33-10.)

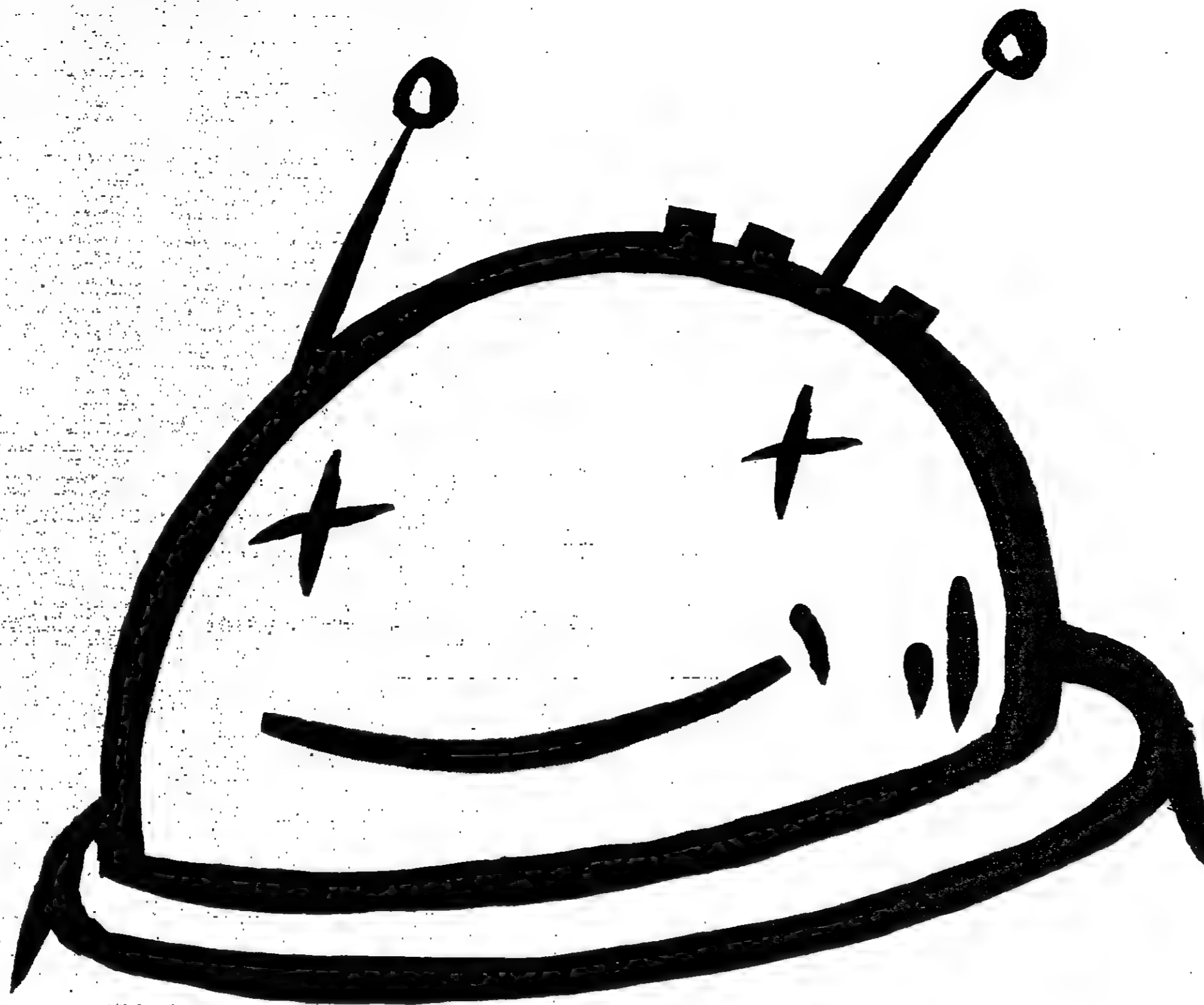
MAIRIE DE CLICHY-LA-GARENNE

COLLOQUE

JEUNES ET BANLIEUES

Renseignements et inscriptions : Syndicat d'Initiative de la Ville de Clichy-la-Garenne - 61, rue Martre - Tél. : 47.31.11.53 Poste 1134

L'INTELLIGENCE DE FRAMATOME, C'EST D'AVOIR TOUT MISÉ SUR L'INTELLIGENCE.



De l'intelligence, Framatome a fait un métier. Framatome fait venir le futur, et pas n'importe lequel. Un futur réfléchi, médité, construit, minutieux, structuré, inventif.

En trente ans, Framatome ne s'est pas contenté de devenir leader mondial du nucléaire. Framatome s'est diversifié. Notamment dans l'informatique et l'électronique industrielles, aussi bien par les logiciels de calcul que par les systèmes experts. Framatome avance, perfectionne, anticipe. Dans le monde entier. Et avec l'exigence de la qualité absolue. Framatome mobilise ses énergies. Framatome mobilise ses esprits. Framatome rend le futur de plus en plus humain. Parce que de plus en plus intelligent.

F FRAMATOME
LE FUTUR EN TÊTE.

INTERMARCO - PUBLIS CONSTITUTION

مقرات من الاميل

Société

L'arrestation, en Corse, de Jean-André Orsoni

Un nouveau succès de la lutte antiterroriste

Après l'arrestation, samedi 27 février, dans une villa proche d'Ajaccio, de quatre militants de l'ex-FLNC, dont Jean-André Orsoni, recherché par voie d'affiches depuis le mois de juin 1987, le président de la République, M. François Mitterrand, a adressé un télégramme à M. Yvon Barbot, directeur général de la police nationale, afin qu'il transmette ses félicitations « à l'ensemble des fonctionnaires des services de police pour le courage et l'efficacité dont ils ont fait preuve une fois de plus [...] ». De son côté, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, estimant qu'il s'agissait là d'une « excellente prise », a précisé qu'il y aurait « d'autres arrestations ». « La police fait son travail », a-t-il ajouté. Nous avions dit que les choses seraient menées comme elles doivent l'être. Par

conséquent, ceux qui utilisent la violence seront mis hors d'état de nuire. » Enfin, M. Raymond Barre, qui était, samedi, en visite en Corse, a salué « le succès des policiers », tout en précisant que « la répression n'est pas une fin en soi. Il faut aussi s'attacher au développement de la Corse ».

De brefs incidents se sont produits, samedi soir 27 février, à Ajaccio lors d'une manifestation de soutien au militant nationaliste arrêté. Les forces de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser quelques dizaines de personnes rassemblées devant le commissariat de police de la ville à l'appel de « A Riposta », association d'aide aux détenus politiques corses.

BASTIA

de notre correspondant

« Nous venons de porter un coup très sérieux à l'ex-FLNC », commentait samedi après-midi 27 février M. Marcel Morin, préfet délégué à la police en Corse. Le matin même, vers 6 heures, une quarantaine de policiers du SRPJ et du RAID (Recherches, assistance, intervention, dissuasion) venaient d'obtenir la reddition sans condition des occupants d'une petite villa isolée sur les hauteurs d'Ajaccio (le Monde daté 28-29 février).

Tandis qu'étaient saisies douze armes de poing, des grenades et une documentation de l'ex-FLNC, trois personnes étaient interpellées : Jean-André Orsoni, vingt-sept ans, ancien instituteur, l'un des six membres présumés de l'ex-FLNC recherchés par voie d'affiches depuis le 21 juin 1987, quelques jours après l'assassinat du docteur Jean-Paul Lafay à Ajaccio ; Jean-Michel Cardé, vingt-deux ans, électricien, militant nationaliste, dont le père, Etienne Cardé, avait été tué, le 10 janvier 1984, par la bombe qu'il tentait de placer dans la villa du professeur Paul-Abraham Aboulker ; troisième interpellation, celle du propriétaire de la maison d'Ajaccio, Barthélemy Massa, trente-sept ans, professeur de français à l'institution Saint-Paul d'Ajaccio et responsable du SCI *Sindacatu Corsu di l'Insegnamentu*.

Tous les samedi matin, à la même heure, et à quelques kilomè-

tres de là, la police interpellait une quatrième personne à son domicile : Dominique Bianchi, quarante ans, professeur d'histoire et géographie à l'institution Saint-Paul d'Ajaccio et secrétaire général du SCI.

« Ainsi nous prouvons que ceux qui portent une casquette syndicale nationaliste le jour mettent des capotules la nuit ! », devait déclarer Marcel Morin, qui rappelle que « déjà en novembre 1987, huit militants haut placés dans la hiérarchie de l'ex-FLNC ont été arrêtés, certaines de ces personnes appartenaient au STC (Sindacatu di travagliadori Corsi) ». (le Monde du 26 novembre 1987).

L'enquête confiée à la police judiciaire dans le cadre de l'information judiciaire ouverte par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, aura à établir les faits que le magistrat instructeur pourrait retenir contre Jean-Michel Cardé, Barthélemy Massa et Dominique Bianchi lorsqu'ils seront transférés à Paris dans les jours qui viennent.

Le cas de Jean-André Orsoni pourrait être dissocié, d'abord parce qu'il est recherché par la police depuis 1984. Il est en effet soupçonné d'être l'une des quatre personnes à avoir eu accès à une cache d'armes de l'ex-FLNC découverte dans un box de garage à Ajaccio, le 27 avril 1984. A la suite de cette découverte, Natale Luciani, considéré comme l'un des dix responsables de l'ex-FLNC, avait été arrêté et condamné à sept ans de prison par le tribunal correctionnel d'Ajaccio, le 31 mai 1985.

Ensuite, Jean-André Orsoni, que le préfet Morin considère « comme l'un des chefs militaires de l'ex-FLNC », est suspecté d'avoir participé à seize mitraillages de gendarmerie, sur la vingtaine exécutée, pendant les mois de mai et juin 1987, en Corse. C'est d'ailleurs lors de l'enquête sur l'un de ces mitraillages, à Serra-di-Scopamene (Corse-du-Sud), que la police a retrouvé, en juin dernier, la trace de Jean-André Orsoni et celle de Charles Péri, dont les portraits étaient publiés sur un avis de recherche à partir du 21 juin 1987, en compagnie de quatre autres personnes supposées appartenir à l'ex-FLNC. Charles Péri était arrêté, le 27 juin 1987, à quelques kilomètres de Bastia.

Le 14 novembre, Jean-Baptiste Acquaviva, dont le portrait figurait sur l'avis de recherche, était tué au cours d'une opération de commando de l'ex-FLNC contre la ferme Roussel, à Querciole (le Monde du 16 novembre 1987).

Avec l'arrestation de Jean-André Orsoni, il ne reste donc que trois personnes en liberté sur les six militants nationalistes recherchés depuis juin 1987 : Olivier Saul, Jean Casanova et Jean-Vincent Albertini. Ce dernier figure, avec Jean-André Orsoni, sur un autre avis de recherche publié après le mitraillage de La Marana, le 4 août 1987, au cours duquel le gendarme Guy Aznar avait été tué (le Monde du 6 août 1987).

MICHEL CODACCIONI.

A la Guadeloupe

Le président de l'Association des consommateurs se suicide au cours d'une garde à vue

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

Placé en garde à vue depuis vendredi 26 février pour emploi illicite de « tucistes », Roger Barciais, soixante-deux ans, président de l'Association des consommateurs de la Guadeloupe depuis quatorze ans, s'est donné la mort samedi matin, en sautant du quatorzième étage d'un immeuble de Pointe-à-Pitre, alors que des policiers effectuaient une perquisition dans ses bureaux.

Martiniquais d'origine, connu de tous les Antillais de Martinique et de Guadeloupe, Roger Barciais, ancien professeur d'éducation manuelle et technique, avait créé plusieurs associations ainsi qu'une coopérative (« Coop Guadeloupe ») et un magasin d'alimentation.

Ces différentes associations, en liaison avec la direction départementale de travail (de la Guadeloupe) signaient avec des jeunes sans emploi des contrats... qui sont rarement respectés dans leur forme originelle. Roger Barciais se lance aussi dans la communication : émissions régulières sur Radio-Caraïbes international (RCI, filiale de la SOFIDAD), journal à parution épisodique (*le Consommateur*, aujourd'hui disparu).

Jean Barciais, son neveu est interpellé par le SRPJ à la suite d'une plainte de l'inspection du travail, qui reproche à Roger Barciais d'employer quatre « tucistes » (Roger Barciais en avouera par la suite deux) destinés à l'Association des consommateurs et affectés au magasin d'alimentation. Vendredi, après la mise en liberté de son neveu, Roger Barciais se présente spontanément à la police. Après une nuit au poste, des perquisitions sont effectuées dans tous les locaux qu'il contrôle ainsi qu'au bureau de l'Association des consommateurs situé au premier étage d'une grande tour.

Profitant de l'inattention des trois inspecteurs, Roger Barciais les enfonce à clé dans le bureau, blindé d'un côté, grillé de l'autre, prend l'ascenseur jusqu'au quatorzième étage et se jette dans le vide.

ANDRÉ LÉGER.

Les silences de la justice

« Lorsqu'on pend quelqu'un, on lui dit pourquoi c'est », écrit Mitterrand. Pourtant, les décisions de justice ne sont pas toujours accompagnées des motifs qui permettent de comprendre le sens exact de la sanction et, depuis une loi de 1790, la procédure pénale prévoit que « tout jugement doit contenir des motifs », mais ceux-ci sont parfois rédigés de manière si sommaire qu'ils n'expliquent rien.

En octobre 1987, le fils du docteur Solomides, inventeur d'un produit qui aurait la vertu de guérir la plupart des maladies graves, comparaissait devant la douzième chambre du tribunal de Nanterre pour avoir repris l'œuvre de son père. On lui reprochait notamment l'exercice illégal de la pharmacie et l'exploitation sans autorisation d'un établissement ayant pour objet la préparation de médicaments. A l'audience, son défenseur, M. Thierry Lévy avait développé plusieurs arguments notamment que Jean-Michel Solomides n'avait pas le droit moral de refuser un produit prescrit par certains médecins à des malades voyant dans ce traitement un ultime espoir. Cette notion de « nécessité » peut supprimer le délit et le tribunal en a peut-être tenu compte pour prononcer une peine modérée.

Mais le jugement, pourtant rendu après un mois de délibéré, se borne à déclarer : « Il résulte de l'enquête de police, de l'information et des débats à l'audience, que les faits sont établis », avant d'ajouter : « Il existe en la cause des circonstances atténuantes », sans autre précision. « Par ces motifs », conclut le tribunal, M. Solomides était déclaré « coupable des faits qui lui sont reprochés » et condamné à une amende de 6 000 francs « pour les délits ».

Comme

un secret-défense

Une telle sécheresse, couvrant dans de nombreuses juridictions, laisse le justiciable dans le plus totale obscurité, avec un sentiment d'injustice. En outre, une loi du 30 novembre 1985 autorise le tribunal à ne pas lire en audience publique la partie du jugement relative aux « motifs ». Aussi, lorsque le condamné s'est présenté, souvent avec difficulté, à consulter un jugement « public », protégé jalousement par certains greffiers comme un secret-défense, il constate avec déception qu'aucune raison n'est fournie à l'appui de sa culpabilité.

Pis encore, s'il entend parfois répondre : « Le jugement sera motivé si vous faites appel... » Mais comment contes-

ter une décision sans arguments ? C'est un jugement contre lequel on ne peut rien, estime M. Thierry Lévy, un juge d'instruction. Il n'a pas d'existence. Et l'avocat relève ce paradoxe qui conduit le juge à ne pas motiver ses décisions alors que l'administration y est désormais contrainte.

Lyrisme et informatisme

La personne poursuivie n'est pas la seule à tirer un bénéfice d'une décision bien motivée. Dans diverses matières, l'économie, le social ou encore le médical, la publication du motif qui a conduit à une relaxe ou à une condamnation peut modifier certains usages. Nombre de magistrats ne s'y sont pas trompés et expliquent leur décision, même si le langage juridique est souvent hermétique.

Il reste que la justice est surchargée, qu'il n'est plus possible aux magistrats de se laisser conduire, comme jadis leurs prédécesseurs, à ce « lyrisme judiciaire », cité par M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris lors de l'audience solennelle de rentrée de l'information judiciaire. « L'information judiciaire », s'est introduite dans les tribunaux et ce magistrat évoquait les expériences tentées à Paris, conduisant à un « nouveau style de motivation » compatible avec l'utilisation des ordinateurs. Ainsi, dans certaines chambres civiles confrontées à des contentieux présentant un caractère répétitif, on se dirige vers « l'utilisation de formules uniformisées ». Les réquisitoires de cette pratique font frémir si l'on pense aux conséquences parfois abusives relevant de l'usage abusif fait par certaines administrations d'une informatique ténue.

Pour l'heure, la Cour de cassation semble déterminée à veiller au respect du principe de la motivation claire des jugements, même si ses propres arrêts sont souvent réservés aux initiés. Lors de l'audience solennelle de rentrée 1988, son premier président, M. Simone Rozière, a jugé nécessaire de rappeler : « Le temps n'est pas à écarter une sentence de son fait, qu'elle émane d'une autorité constituée (...). Une décision de justice n'a de valeur, pour celui qui la reçoit, que par l'argumentation nécessaire qui la soutient et l'explique et si elle lui permet de vérifier qu'il n'est pas le moins de sa position, ses prétentions et ses arguments ont été correctement compris et que la solution s'inscrit dans une logique perceptible. »

MAURICE PEYROT.

Cinq morts dans un incendie à Paris

Trois hommes et deux femmes ont péri, le dimanche matin 28 février, dans l'incendie d'un immeuble situé 9, rue de Reuilly à Paris (12^e). Seize personnes, dont deux très grièvement brûlées, ont été hospitalisées. Il a fallu une heure à une centaine de sapeurs-pompiers, soit les effectifs de neuf casernes, pour maîtriser le sinistre.

Selon les premiers éléments de l'enquête, confiée à la 4^e division de police judiciaire, l'incendie, qui a éclaté vers 4 h 15, a pris naissance

dans une chambre d'un appartement du premier étage avant de se propager rapidement à l'ensemble de l'immeuble par la cage d'escalier en bois. Dimanche en fin d'après-midi, l'origine accidentelle du sinistre paraissait la plus plausible aux enquêteurs, qui n'en avaient cependant pas déterminé la cause précise.

Haut de cinq étages, l'immeuble abritait une quarantaine de personnes, en majorité d'origine maghrébine, logées pour la plupart dans des studios.

Cet incendie est l'un des plus meurtriers de la décennie à Paris. Trois sinistres seulement ont fait autant de victimes ces dernières années : en octobre 1983, rue Labat (8 morts) ; en juillet 1986, rue de Cléry (5 morts) ; et en septembre 1986, avenue Gambetta (6 morts).

« Un instituteur « privé de prison » devant le tribunal administratif. — Privé par l'administration pénitentiaire du droit d'exercer, à la maison d'arrêt de Poitiers, depuis le 3 octobre 1986, M. Gilles Bergues, instituteur (le Monde daté 27-28 septembre 1987) avait saisi le tribunal administratif de Poitiers. Celui-ci, qui a examiné sa requête le 3 février, vient d'ordonner un supplément d'enquête, se conformant ainsi à l'avis du commissaire du gouvernement. Ce dernier estime qu'il convient de s'enquérir auprès du ministère de la justice des véritables motifs qui ont entraîné le retrait d'agrément. Pour le commissaire du gouvernement, l'appartenance de M. Gilles Bergues à des mouvements tels que SOS-Racisme ne semble pas justifier la décision prise par le ministère de la justice. — (corresp.)

« Quatre détenus s'évadent de la prison de Cherbourg. — Après avoir menacé quatre gardiens d'un pistolet confectionné avec du savon teinté au cirage noir, quatre détenus se sont évadés, dimanche 28 février vers 11 heures, de la maison d'arrêt de Cherbourg.

« Arrestation d'un ancien policier de Dijon. — Les gendarmes ont arrêté, vendredi 26 février, au sud de Mâcon, un ancien enquêteur de la sûreté urbaine de Dijon, Gilles Buisson, trente-cinq ans, qui a reconnu être l'auteur de huit arborescences à main armée dans des banques depuis le mois de juillet. Tentant d'échapper à un contrôle de routine sur l'A 6, Gilles Buisson a été arrêté après une course poursuite de 20 kilomètres.

Dans le Finistère

L'assassinat « symbolique » d'un dirigeant d'entreprise

Mayssa Guiliou, vingt-neuf ans, chômeuse, demeurant à Riec-sur-Belle (Finistère), entendait commettre un meurtre « symbolique ». Elle l'a fait, le 22 février, en assassinant un dirigeant d'entreprise de nationalité ouest-allemande, Berndt Armbruster, trente et un ans, qui avait refusé d'embaucher un an auparavant le frère de la jeune femme.

Le 22 février 1987, celui-ci, Pascal Guiliou, vingt-quatre ans, s'était donné la mort lorsque, au terme d'un stage dans cette entreprise, un emploi, lui fut refusé. Berndt Armbruster, qui dirigeait l'agence bretonne de cette entreprise, fut considéré — à tort puisqu'il était absent au moment des faits — comme le responsable de ce refus d'embauche par le meurtrier jeune homme.

Mayssa Guiliou, elle-même au chômage depuis plus d'un an, quitta le 12 février le domicile de ses parents, avec toutes ses économies et un pistolet 22 long rifle. Dans la nuit du 21 au 22 février, elle alla rester devant le domicile de Berndt Armbruster, attendant que celui-ci sorte de sa maison de Riec-sur-Belle, au matin. Elle tua alors, d'une balle en pleine tête, l'industriel allemand, puis prenait la fuite.

Arrêtée dimanche matin par les gendarmes, alors qu'elle camouflait, pour se nourrir, un foyer de personnes âgées à Vannes (Morbihan), elle a immédiatement reconnu son acte et s'est affirmée « soulagée ». La jeune femme a été inculpée d'assassinat et écrouée à la maison d'arrêt de Finistère.

« RECTIFICATIF. — La défense de Frédérique Gernsein, l'une des six accusées du procès d'Action directe jugé à Paris la semaine dernière, a été assurée par M. Jean-Denis Bredin et Marie-Christine Deluc (et non Dulac comme nous l'avons écrit dans notre numéro daté du 28-29 février).

SCIENCES

Une expérience au large de Cassis Plongée record à 520 mètres

Un plongeur de la Compagnie maritime d'expériences (COMEX) Patrick Rauda, est devenu, le dimanche 28 février, à 13 h 40, le premier homme à avoir nagé dans la mer à 520 mètres de profondeur. Ayant quitté le caisson pressurisé qu'il occupait à bord du navire *Orca*, il a pris place avec Louis Schneider, également de la COMEX et Jean-Guy Marcelaudra, de la marine nationale, dans le « top-rail », sorte d'ascenseur sous-marin, qui s'est posé à 520 mètres de profondeur au large de Cassis (Bouches-du-Rhône). Louis Schneider l'a rejoint une demi-heure plus tard, tandis que Jean-Guy Marcelaudra restait dans la tourelle pour surveiller ses camarades et assurer la liaison avec la surface.

En préliminaire à leur programme de travail, les deux plongeurs ont dégagé un petit robot dont les hélices s'étaient prises dans le câble qu'il devait poser. Les deux hommes ont travaillé pendant environ deux heures dans l'eau avant de regagner la tourelle, puis le caisson.

Ce record signe la réussite de l'opération Hydrex-VII, qui a pour objet d'étudier les possibilités réelles de travail à grande profondeur. Six plongeurs au total doivent participer à cette expérience et faire au fond de la mer des tests de métrologie et de connexions de câbles d'olédoducs. Jusqu'au 4 mars, ils effectueront des plongées quotidiennes par équipes de trois. Ensuite ils subiront une décompression de dix-huit jours accompagnée de tests médicaux, avant de retrouver en principe l'air libre le 23 mars.

Pour cette expérience où la pression est cinquante fois supérieure à celle de l'atmosphère, les plongeurs utilisent un mélange respiratoire spécial, l'hydrox (hydrogène, hélium, oxygène) qui devrait leur permettre de descendre encore beaucoup plus bas. En plongée réelle, le record était détenu par les six plongeurs de l'opération Janus-IV — dont déjà Rauda et Schneider — qui sont descendus à 500 mètres en 1977 au large du Lavandou (Var).

Plus de six ans après la mort d'un vagabond

Deux vigiles du Forum des Halles sont condamnés à deux ans de prison

Il y a plus de six ans, à la veille du Noël 1981, Pierre Lemaire, un clochard handicapé, mourut au Forum des Halles, roué de coups par un vigile chargé d'expulser les indésirables. Témoins de ces violences, deux de ses collègues ont gardé le silence jusqu'au moment où, devant les policiers, ils ont accusé Gilles Geronville d'avoir porté les coups mortels, pendant qu'eux-mêmes chassaient deux autres vagabonds.

Gilles Geronville a comparu seul devant la cour d'assises de Paris, qui l'a condamné à huit ans de réclusion criminelle, le 13 juin 1986. Noël et Patrice Scasso étaient, pour leur part, renvoyés devant le tribunal correctionnel pour répondre du seul délit de « non-assistance à personne en danger » et l'audience avait été fixée au 17 février 1988.

Introuvables, les frères Scasso n'avaient pu être touchés par la citation, et c'est devant une salle vide que le substitut Jean-Claude Thin a évoqué cette affaire « déplorable, choquante et scandaleuse », en regrettant une disjonction « qui ne permet pas de faire toute la lumière ».

Les frères Scasso, dont l'un était le « chef » de l'équipe de vigiles, avaient affirmé à l'instruction qu'ils n'avaient pas appelé les secours car, « de toute façon, Pierrot était

mort », et qu'ils avaient « paniqué ». En employant avec déduction le terme d'« agents de protection » appliqué aux vigiles, le magistrat s'est insurgé : « Ainsi, cela ne leur plaisait pas de voir des clochards, et cela ne les gênait pas de voir un cadavre ».

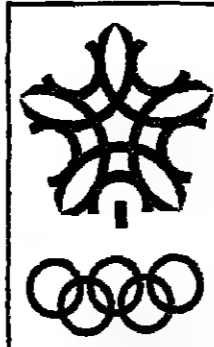
Malgré la gravité des blessures de « Pierrot », les experts ont estimé qu'une intervention rapide aurait augmenté ses chances de survie.

L'audience allait se terminer lorsque M. Georges Geronville, père du vigile condamné par la cour d'assises, s'est avancé vers les juges. Il a mené sa propre enquête et il est convaincu de l'innocence de son fils. Patiemment, le président Yves Corneloup lui a expliqué que le tribunal n'était pas compétent pour un procès en révision, et le père a quitté la salle non sans lancer : « Ils ont fait condamner mon fils sur la base d'un faux témoignage ». Dehors, il ajoutait, désespéré : « Le procès de mon fils, c'était le procès des sociétés de vigiles... »

Huit jours après, le 24 février, la quatorzième chambre correctionnelle de Paris a condamné les frères Scasso à deux ans de prison en déviant contre eux un mandat d'arrêt.

M. P.

(Publié)
Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en boutiques, bureaux, locaux commerciaux
FONDS DE COMMERCE
alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances
Tous les lundis, dans le journal
spécialisé depuis 43 ans
« LES ANNONCES »
En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 46-85-30-38

La clôture des XV^{es} Jeux olympiques d'hiver de Calgary

Les maux de tête du ski français

A l'heure des bilans, les polémiques viennent ternir l'éclat des deux médailles françaises. L'or n'a pas suffi à calmer les tensions qui courent en sillon de l'encadrement des équipes de ski alpin. La victoire de Franck Piccard semble même avoir réveillé les dissensions qui existent entre Roland Francy, le directeur des équipes masculines et Jean-Pierre Puthod, le directeur technique national (DTN), nommé au mois de juin 1987.

Celui-ci s'était déjà illustré, le 20 janvier, en annonçant sa décision de mettre fin aux fonctions qu'occupait l'entraîneur suisse depuis trois ans. Face à cette mesure surprise, le président de la Fédération française de ski, Bernard Chevallier, s'était efforcé de dédramatiser la situation en précisant qu'il n'y avait aucune

modification dans l'encadrement des équipes jusqu'à la fin de la saison.

A Calgary les choses se sont, à nouveau, ouvertes. La partie de ping-pong, un moment interrompue, a repris. Cette fois c'est Roland Francy qui est monté au filet pour expliquer tout « le bien » qu'il pensait du jeune DTN. L'entraîneur suisse est sorti d'un moment de son habituelle réserve pour affirmer qu'il ne souhaitait plus collaborer avec ce type d'individu.

Les vexations accumulées ont brusquement refait surface. Les petits détails qui, au long de la saison, sont venus griffer une machine à la recherche de son efficacité, ont été débâllés.

« Dans un climat favorable, j'aurais pu remporter au mois d'avril, date à laquelle mon contrat

arrive à expiration », explique Roland Francy, mais face à cette suspicion permanente, on ne peut avoir de plaisir à travailler. L'entraîneur réserve donc sa position pour l'avenir. Il en appelle même au président pour trancher dans un conflit dont l'issue ne peut être que le départ de l'un des deux protagonistes.

Reprenant la balle au bond, Jean-Pierre Puthod a immédiatement réagi en déclarant qu'il ne voyait pas « ce qui pourrait le conduire à envisager une démission ». Selon lui, l'entraîneur « a craqué à la suite de ses échecs en slalom et en slalom géant ». Convaincu que les slalomeurs peuvent accéder au podium s'ils sont « managés » de façon différente, le DTN reproche à Roland Francy de « ne pas considérer les skieurs comme des adultes ». Il se présente comme « le

catalyseur ou le révélateur qui donne aux coureurs l'esprit de conquête ».

Deux conceptions de la façon de diriger une équipe se trouvent à nouveau en conflit. Deux hommes mettent un point d'honneur à étaler leurs divergences. Eternel arbitre de ces combats de chefs, le président de la FFS, Bernard Chevallier, prône la modération. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il précise sa façon de renvoyer chaque joueur dans son camp en attendant le plan sur l'organisation des équipes qui doit lui proposer fin mars le directeur technique national.

La mi-temps risque d'être agitée en attendant la balle de match.

S. B.

Un entretien avec Bernard Chevallier, président de la Fédération

Le rendez-vous de mars

CALGARY de notre envoyé spécial

« Les propos de Roland Francy, le directeur des équipes masculines de ski alpin, annoncent-ils une nouvelle crise ?

« Roland Francy, après Jean-Pierre Puthod, a choisi de s'exprimer publiquement. C'est son problème. Même si j'estime qu'il va un peu loin dans les critiques qu'il formule envers le directeur technique national (DTN), je ne souhaite pas participer à cette nouvelle polémique.

« Roland et Jean-Pierre illustrent deux conceptions différentes de la prise en charge des coureurs. Tous deux cherchent le maximum de résultats, mais ils adoptent des démarches différentes. Face à ce constat, le responsable de la Fédération doit rester serein et tenter de calmer le jeu.

« J'ajoute que toute cette polémique m'ennuie. Elle succède à une première affaire que je pensais avoir réglée dans l'intérêt de tous, au mois de janvier.

« Est-il possible de calmer deux hommes qui souhaitent s'exclure mutuellement de l'équipe de France ?

« Il est d'abord nécessaire de ne pas se bloquer sur des problèmes de personnes. L'important, c'est l'entraîneur qui l'on en finisse avec les règlements de comptes. L'avenir du ski français ne dépend pas uniquement de la présence ou de l'absence de celui-ci ou de celui-là. Si Roland Francy était parti après les championnats du monde de Crans-Montana, l'an dernier, où il a tenu des propos graves vis-à-vis des fournisseurs de matériel de l'équipe de France — ce que je considère comme une faute professionnelle —, nous aurions fait sans lui. Et, qui sait ? Les coureurs auraient peut-être obtenu les mêmes résultats.

« Mais que va décider le président ?

« Surtout ne pas choisir, dans une situation conflictuelle, de conforter l'un plus que l'autre. Ma position est claire et sans changement depuis quelques mois. En tant que responsable de la Fédération, j'ai demandé au directeur technique

national de me présenter, à la fin du mois de mars, un plan sur l'organisation du ski en France jusqu'en 1992. J'attends de lui un programme clair et précis qui tienne compte des trois disciplines que sont le ski alpin, le ski de fond et le ski acrobatique.

« Ces propositions n'ont pas nécessairement besoin d'être révolutionnaires. Beaucoup de bonnes dispositions ont déjà été adoptées dans notre fédération ces dernières années. Je demande à Jean-Pierre Puthod, à la manière japonaise, de « copier et améliorer ».

« Et si ce plan ne vous convient pas ?

« Alors je lui demanderai de le modifier. C'est seulement s'il me présente un type d'organisation trop semblable à celui que nous connaissons actuellement que je lui dirai non.

« Je pense qu'un nouveau système cohérent est possible, sans forcément exclure quiconque. Si l'on change la structure de travail, si le DTN occupe réellement la place qui est la sienne et pas une autre, les gens pourront accomplir leur mission sereinement.

« C'est une critique que vous adressez au DTN ?

« Non, je ne cherche pas à faire resurgir des querelles. Je constate simplement que Jean-Pierre est parfois sorti des limites que lui impose sa fonction de directeur technique. Il a fait beaucoup trop de déclarations à des moments où cela ne se révélait pas particulièrement opportun.

« J'ai apprécié Jean-Pierre, puisque j'ai été partie prenante dans sa nomination, avec Gilles Bouhaguet, le directeur des sports au secrétariat d'Etat après le premier ministre. Il suffit sans doute qu'il remette un peu plus les pieds sur terre pour que tout se passe normalement.

« Dans les échanges assez vifs entre ces deux subordonnés, vous refusez de prendre parti ?

« Je récite : réponse à la fin du mois de mars en fonction du plan présenté par le DTN. J'ajoute que tous les contrats des entraîneurs arriveront à cette époque à expiration. Il sera alors temps de mener une nouvelle politique avec ceux qui en acceptent les conditions.

« A la fin de ces Jeux de Calgary, vous êtes satisfaits des résultats obtenus par les représentants français ?

« Comment le serait-on pas lorsque l'un de nos coureurs gagne deux médailles, dont une en or ? Avant les JO, je m'étais refusé à tous les pronostics. J'avais simplement dit que les résultats n'influenceraient pas les décisions qui seront prises au printemps.

« Après tout ce que nous avons entendu pendant des années sur la faiblesse des skieurs français, il est quand même réjouissant de constater que le mal n'était pas incurable. Voilà des victoires qui couronnent, pour évoquer une dernière fois les polémiques actuelles, le travail mené depuis plusieurs années par une équipe d'entraîneurs et leur responsable, Roland Francy.

« Le bilan est positif en ski alpin, car plusieurs garçons occupent aussi des places d'honneur. Je pense en particulier à Luc Alphand et Jean-Luc Crétier, qui se sont classés quatrième et sixième au combiné. Voilà qui prouve, s'il en était besoin, que Franck Piccard n'est pas seul. Il existe d'autres potentialités qui ont malheureusement manqué le podium de peu. Et des très jeunes, comme Alain Fournier, ont fait leurs premières armes dans une épreuve olympique.

« Vous semblez ignorer l'absence de résultats chez les filles ?

« Certes, des ombres existent à ce tableau. Chez les hommes aussi, puisque en slalom, par exemple, aucun Français ne figure sur le tableau après les chutes et surtout après l'abandon de Didier Bouvet, qui a percuté une porte lors de la deuxième manche.

« Je suis déçu par les résultats de l'équipe féminine. Malgré une préparation correcte et de bonnes places lors du début de la Coupe du monde, nos jeunes filles ont raté leurs Jeux. Cela ne remet pas en cause la valeur de l'équipe, mais doit inciter les skieuses à se libérer un peu plus du stress des compétitions. Je souhaite que Catherine Quittet ne décide pas de mettre un terme à sa carrière, à la suite de ses échecs à Calgary. Elle peut continuer à accumuler des points en Coupe du monde, et, surtout, j'ai besoin d'elle et de son dynamisme pour motiver le reste de l'équipe.

« Reste le ski de fond, où l'on ne peut pas non plus parler de bonnes prestations. Nous vivons, dans cette discipline, une année de transition après le départ de Jean-Paul Pierrat, le directeur de l'équipe de France. Une sorte d'année morte. En ce qui concerne le biathlon, nous avons une équipe qui a été solide en Coupe du monde, mais qui, ici, a craqué lors de l'épreuve de tir. Les succès ne doivent donc pas cacher les lacunes.

Propos recueillis par SERGE BULLOCH.

SLALOM SPÉCIAL

Forza Tomba !

Dernière épreuve de ski alpin, le slalom masculin, disputé samedi 27 février, sur les pentes du mont Allan, a été remporté par l'italien Alberto Tomba. Le carabinier de Bolognate accroche ainsi une deuxième médaille d'or à son uniforme, après celle remportée jeudi en slalom géant.

CALGARY de notre envoyé spécial

Pour sa première médaille olympique, Alberto Tomba devait recevoir une Ferrari GT, cadeau de son père. Pour la deuxième, la firme de Maranello, a pris soin, elle-même, d'augmenter la mise. Ce sera donc une Testa Rossa. Une rapide voiture pour un champion qui s'est une nouvelle fois montré le plus fort à slalomer entre les pics.

La victoire de l'idole de la péta-salle, c'est celle de la régularité. Un parcours sans faute lors de la première manche. Y avait installé à la troisième place, derrière l'Allemand de l'Ouest Frank Woernli, champion du monde en titre. Un stratagème qui ne pouvait convenir au flamboyant Alberto. Une performance qui ne suffisait pas à ses nombreux fans massés au bas de la piste, chantant et brandissant des drapeaux sur lesquels était dessinée une bombe.

Lors de la deuxième manche, au tracé plus doux, le skieur italien a utilisé la force de tous ses muscles — qui le rendent si attrayant aux yeux des jeunes canadiennes — pour un parcours sans faute. Et il y est parvenu, réalisant un temps nettement inférieur à celui de son adversaire désigné, l'Allemand de vingt-huit ans. Frank

Woernli, cet homme qui n'a remporté qu'une victoire au cours de sa carrière, voyait s'éloigner une nouvelle fois le succès.

Mais un autre ancien vaillant. Le grand Ingemar Stenmark, mortifié par les affronts du jeune Tomba, cherchait la réussite. Selon Herman Nögler, l'entraîneur et manager du champion suédois, « rien ne motive plus Ingemar que les critiques qui lui assènent ses adversaires ».

Retrouvant, dans une neige qui s'était enfin décidée à tomber, sa « dynamique de glisse » qui étonnait depuis trois ans les spectateurs du cirque blanc, le skieur de Tärnaby a enfilé les portes. Un point à l'endroit, un point à l'envers, comme pour une brillante démonstration de tricotage. Oubliées les retournes du premier slalom, Ingemar était à la poursuite de la victoire et rien ne pouvait le détourner de son objectif.

Le chronomètre venait conforter les impressions des observateurs conquis. Meilleur style, meilleur temps, le vétéran strachait enfin cette première place qui lui tenait tant à cœur. Hélas ! Gagner une manche ne suffit pas pour monter sur le podium. L'application de Tomba dans les deux épreuves et, aussi, les contre-performances de ses rivaux directs sur le second tracé, scellaient la victoire.

Les tifosi en transe pouvaient entendre les chants de triomphe. « La bomba », pur produit de l'Italie des villes, avait réussi l'exploit. Deux médailles d'or récompensaient le skieur le plus performant de ces Jeux. A vingt et un ans, Tomba venait signifier aux skieurs de trente ans que leur règne était terminé.

S.B.

PATINAGE ARTISTIQUE : Debi Thomas trébuche

L'œil noir de Katarina Witt

Dans le palmarès olympique, Katarina Witt restera la première patineuse depuis la Norvégienne Sonja Henie (1928, 1932, 1936) à avoir gagné deux médailles d'or. Mais comme à Sarajevo où, en 1984, Rosalyn Sumners avait raté son programme libre, l'Allemande de l'Est, triple championne du monde, a dû sa victoire de Calgary à l'effacement de sa principale rivale, la noire américaine Debi Thomas.

CALGARY de notre envoyé spécial

Carmen est un récit d'amour et de mort. Et l'interprétation de l'opéra de Bizet par Debi Thomas fut bien, samedi soir 27 février, une tragédie : la Californienne, qui était virtuellement championne olympique en montant sur la glace, a complètement raté son programme libre.

Un cauchemar. Comment cette panthère des patinoires, dont le danseur Mikhail Baryshnikov avait si artistiquement linéé les griffes, a-t-elle pu à ce point manquer son rendez-vous avec la gloire olympique ? Ce n'était assurément pas la même patineuse qui, quarante-huit heures auparavant, s'était transcendée dans le programme court. Où étaient passés le dynamisme et la fougue de l'orgueilleuse Américaine ?

Les jambes nerveuses et fuselées de Debi Thomas semblaient incapables de la soutenir samedi soir. Comme si elle était déjà grisée par la victoire. Au premier saut, tout était dit : elle retomba sur les deux pieds en fléchissant. Elle devait ensuite trébucher encore trois fois. Son interprétation de Carmen devait être un hymne à la joie. Elle exécuta une symphonie funéraire.

Debi Thomas a-t-elle été paralysée par la peur de gagner, cet étrange blocage psychologique qui peut frapper les meilleurs aussi soudainement qu'un virus ? Le charme andalou de Katarina Witt, qui avait, elle, suivi le livret de Bizet, avait bien entendu fait fondre les juges comme le public. Pour cette espagnole où elle avait paru véritablement entourée par les fantômes du brigadier et du toréador, elle s'était vu attribuer sept fois 5,9 en notes artistiques.



Mais les juges ne s'étaient pas laissés bernier pour autant sur la qualité technique de la prestation de l'élève de Jutta Mueller. Comme lors des derniers championnats d'Europe à Prague, Katarina Witt avait escomoté une triple boucle — manque d'élan trahissant les limites d'une condition physique précaire malgré l'entraînement draconien des derniers mois. Elle n'avait donc pas été créditée de plus de trois 5,8. Dans ce domaine, deux concurrentes avaient d'ailleurs surclassé l'Allemande de l'Est : la Japonaise Ito, véritable kangourou de la glace (sept 5,9) et la Canadienne Manley, époustouflante dans son Ima de la douce (cinq 5,9).

Or, de l'avis général, Debi Thomas leur était encore supérieure. Elle envisageait d'ailleurs de passer cinq triples sauts pour bien le prouver. On connaît la suite.

Hélas ! l'Américaine explosa comme la navette spatiale. Il y

avait quelque part un défaut majeur dans la mise en orbite de cette star, qui n'aura finalement battu Witt qu'une fois, en 1986, quand l'Allemande de l'Est avait manifesté le plus de paresse à l'entraînement. Hélas ! Katarina Witt a reçu sa deuxième couronne olympique par défaut. C'était un crève-cœur, mais c'était évident : elle n'était plus samedi au sommet de son art, même si elle a elle aussi été inhibée par l'angle de la compétition.

Bref le bilan des Carmen, la noire et la blanche, n'a pas tenu ses promesses. La meilleure n'a pas gagné. La victoire est allée à la moins mauvaise. Et au regard de tout ce qu'a apporté au patinage artistique la championne de Karl Marx Stadt depuis 1983 — ses compositions sur Mozart et Michael Jackson en passant par les violons tsiganes et le french cancan — c'était frustrant. Le dernier tour de l'ensorcellement a failli trop mal tourner !

ALAIN GIRAUD.

Les Jeux d'Albertville

Retour de Jean-Claude Killy ?

Jean-Claude Killy pourrait réintégrer le comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO) d'Albertville, dont il avait démissionné le 10 février 1987. A l'occasion d'un dialogue organisé par Antenne 2, samedi 27 février, Michel Barnier, président du COJO, a indiqué depuis Calgary qu'il souhaitait le retour de l'ancien champion car il représente un « élément nécessaire pour la réussite des JO de 1992 ». La reconstitution du tandem qui avait obtenu l'organisation des Jeux est « notre souci et mon souhait », a précisé Michel Barnier.

« Il faut que certaines dispositions soient prises », a répondu Jean-Claude Killy, présent sur le plateau de télévision à Paris. « L'épisode de ma démission est oublié. Il faut que les Savoysards réalisent qu'ils organisent les Jeux, non pas pour les Savoysards, mais pour la France et dans une perspective planétaire ».

« Il faut également réaliser, a-t-il ajouté, que 1992 est l'année du grand défi européen et qu'il faut faire voir la France sous son meilleur jour. C'est une chance unique. Si ces conditions sont remplies, je reviens. La décision pourrait être prise au retour de Michel Barnier.

Les résultats

Bobsleigh

7 min 17 s 12 ; 3. Zange (RDA), 7 min 21 s 61.

Ski alpin

1. Suisse, 3 min 47 s 51 ; 2. RDA, 3 min 47 s 58 ; 3. URSS-II, 3 min 48 s 26.

Hockey sur glace

Canada bat Tchécoslovaquie 6-3. Suède bat RFA 4-1. Finlande bat URSS 8-1. Classement : 1. URSS, 8 pts ; 2. Finlande, 7 ; 3. Suède, 6 ; 4. Canada, 5 ; 5. RFA, 2 ; 6. Tchécoslovaquie, 2.

Patinage artistique

Dames : 1. Witt (RDA), 4,2 pts ; 2. Manley (Can.), 4,6 ; 3. Thomas (E-U), 6.

Patinage de vitesse

1500 mètres femmes : 1. Van Gennip (P-B), 2 min 0 s 64 ; 2. Kania-Enke (RDA), 2 min 0 s 82 ; 3. Ehrig (RDA), 2 min 1 s 49.

5 000 mètres femmes : 1. Van Gennip (P-B), 7 min 14 s 13 (record du monde) ; 2. Ehrig (RDA),

Stalogram spécial masculin : 1. Tomba (It.), 1 min 39 s 47 (51 s 62 + 47 s 85) ; 2. Woernli (RFA), 1 min 39 s 53 (50 s 99 + 48 s 54) ; 3. Frommelt (Lie.), 1 min 39 s 84 (51 s 69 + 48 s 15).

Ski de fond

50 kilomètres masculins : 1. Swan (Sué.), 2 h 4 min 39 s 9 ; 2. Dezolt (It.), 2 h 5 min 36 s 4 ; 3. A. Gruenfelder (Sui.), 2 h 6 min 1 s 9 ; (...) 17. C. Pierrat (Fr.), 2 h 9 min 54 s 9 ; (...) 24. Ballard (Fr.), 2 h 11 min 58 s 7 ; (...) 37. Locatelli (Fr.), 2 h 13 min 56 s 8.

Ski nordique

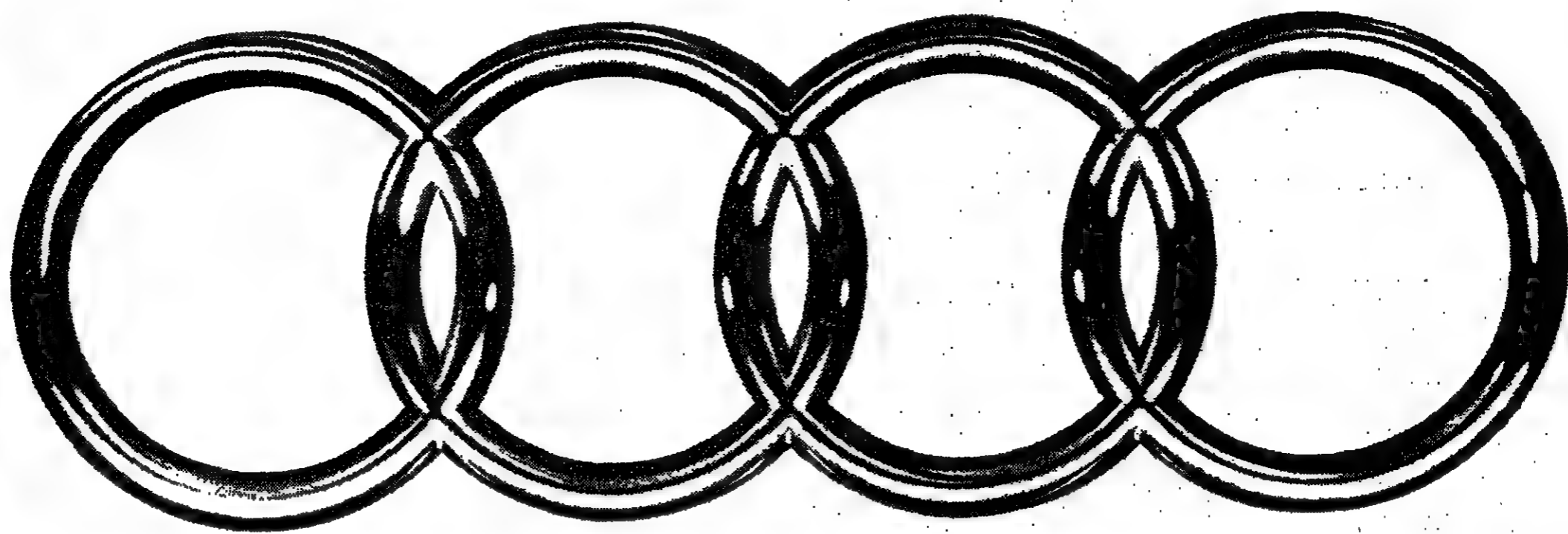
Combiné : 1. Salzenbacher (Aut.), 2. Kempf (Sui.), 3. Levandi (URSS) ; (...) 20. Guy (Fr.) ; (...) 32. Girard (Rr.) ; (...) 39. Bohard (Fr.).

مكتبة من الامم

مقدامنا الاميل

16 Le Monde • Mardi 1^{er} mars 1988 •••

Pendant qu'aux J.O. certains réalisaient des performances,
nous avons établi un record.

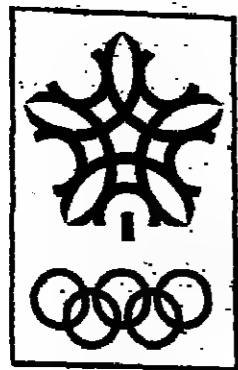


Garantie 10 ans contre la corrosion.

En galvanisant intégralement ses carrosseries, Audi est la seule marque à garantir toute sa gamme de berlines 10 ans contre la corrosion.



La passion de l'efficacité.



Sports

La clôture des XV^e Jeux olympiques d'hiver

Les leçons de Calgary

(Suite de la première page.)

Les vingt blocs de mini-gratice, qui constituent le centre d'une ville préfabriquée de six cent mille habitants, habituellement déserts, dès la tombée de la nuit, ont connu une animation comparable à celle du quartier Latin de la grande époque. Le commerce et le troc des « pins » (insignes olympiques) ont été le prétexte à une gigantesque foire.

Bref, les habitants de l'Alberta — province alpine nommée en mémoire d'une fille de la reine Victoria — ont vécu ces Jeux d'hiver depuis par une température printanière plus intense, qu'aucun pays hôte auparavant. Les premières estimations faisaient état de plus de 1 600 000 spectateurs. Les sports de glace ont eu la vedette avec quelque 670 000 entrées pour le hockey sur glace, 100 000 pour le patinage artistique, 90 000 pour le luge, 70 000 pour le bob, 48 000 pour le patinage de vitesse, 20 000 pour le curling, et 18 000 pour le « short track » (patinage de vitesse sur courte piste). En ski, ce sont les épreuves alpines qui ont attiré le plus de monde (240 000 spectateurs), devant le saut (180 000), le fond (80 000), le ski acrobatique (60 000), le biathlon et le combiné nordique (30 000 chacun), les courses pour skieurs handicapés ayant eu 10 000 visiteurs.

Le succès populaire n'a donc pas été contrarié par les caprices de la météorologie qui ont fait dire à certains commentateurs : « Ces Jeux d'hiver sont les premiers qui se soient disputés en été ». Le chinook (vent chaud de l'ouest), puis l'anticyclone de Californie ont permis de monter le thermomètre à plus de 15 degrés au cours de la seconde semaine. Il y a eu sept reports pour les courses de ski alpin, six pour le saut à ski, deux pour le bob, un pour le luge et le combiné nordique. En dépit de ces aléas, toutes les épreuves ont pu avoir lieu dans les délais impartis. Toutefois, en raison de l'exposition du parc olympique où ont été implantées les pistes de bob et de luge, ainsi que les tremplins de saut, les responsables de cette dernière discipline avaient envisagé de prolonger le concours au-delà de la cérémonie de clôture ou bien de l'organiser sur un autre site en Amérique du Nord.

Deux types de responsabilités sont apparues en cette occasion. D'une part, les organisateurs ont placé —

pour des raisons difficilement explicables — des installations dans des sites à l'évidence inadaptés à la pratique du sport de compétition. Il est vraisemblable que le circuit de Coupe du monde de saut à ski ne prendra jamais le risque de venir faire étape dans un complexe autour duquel les météorologistes ont enregistré un vent moyen de 15,8 kilomètres/heure depuis trente ans. Il est vraisemblable que les touristes ne se bousculeront pas à Nakiska, station sur les pentes de laquelle, en deux semaines, un médailleur de l'équipe d'Autriche a trouvé la mort, un géant de dix-sept ans est resté dans le coma et la championne américaine Pam Fletcher, renversée par le vent, s'est fracturée une jambe.

D'autre part, la télévision a détourné à son profit exclusif les Jeux d'hiver, il est vrai, elle s'est assurée l'exclusivité pour 309 millions de dollars. La politique des taux d'écoute pouvait seule justifier l'extension à seize jours d'un programme parfaitement « bouclable » en douze, comme par le passé. Pour diverses raisons — décalage horaire avec l'Europe, mauvais résultats des équipes nord-américaines, — les taux d'écoute n'ont pas été à la hauteur des espérances.

Le règne des anti-héros

Député (RPR) de Savoie et président du conseil général, M. Michel Barnier, président du comité d'organisation des Jeux d'Albertville en 1992, a été attentif lors de son séjour canadien à ces périls. Dans quatre ans, les problèmes liés à l'éclatement des sites et à la couverture télévisée des épreuves seront encore plus importants.

À-delà des contingences matérielles — les journalistes de presse écrite ont beaucoup récriminé contre leur logement surnommé « le stalag », — c'est encore la dramaturgie des Jeux qui a le moins bien fonctionné. Ça n'a pas été tout à fait par hasard si le Britannique Michael Edwards, l'« aigle », a plané sur l'actualité olympique. Il a partagé le podium des « nus » avec Roberto Alaraz Hoyte, le Mexicain qui a terminé archi-dernier du 30 kilomètres nordique, et les bobeurs japonais qui ont remboursé leur séjour en vendant des T-shirts à leur « gloire ».

Les anti-héros ont eu du succès parce que les héros ont plutôt manqué leur rendez-vous olympique. En ski alpin, on attendait chez les hommes le Suisse Pirmin Zurbriggen ; il a partagé ses lauriers avec le Français Piccard, l'Autrichien

Strolz, et l'Italien Tomba. Côté dames, la rivalité Fignini-Walliser a tourné à l'avantage d'une autrichienne, Vreni Schneider. En ski de fond, les Soviétiques ont tellement brouillé les cartes scandinaves que les canadiens de Dervitsov ont instantanément été soupçonnés d'avoir eu recours au dopage par transfusion sanguine. La piste de bob, la plus facile de l'histoire des Jeux, aurait dû assurer le triomphe de l'Allemand de l'Est Hoppe. Mais le meilleur pilote sur glace a été tenu en échec, d'abord par le Soviétique Kipour puis par le Suisse Fassler. En hockey — pour le grand malheur d'ABC — ni les Américains ni les Canadiens ne sont parvenus à briser l'hégémonie soviétique. Décevants furent encore les duels tant attendus en patinage artistique entre les deux Brian d'abord — Boitano et Orser — entre les deux Carmen ensuite — Witt et Thomas. Ces confrontations furent plus des psychodrames que des drames.

Événements extraordinaires, les Jeux ont besoin de champions hors du commun tels Jean-Claude Killy ou Eric Heiden. Le Finlandais Matti Nykanen, avec ses trois médailles d'or en saut (70 m, 90 m et par équipes) et la Néerlandaise Van Gennip, également gagnante sur trois distances en patinage de vitesse (1 500 m, 3 000 m et 5 000 m) peuvent-ils prétendre être placés sur le même piédestal ?

Il n'est pas évident que l'intégration au programme olympique de sports comme le curling, le ski acrobatique ou le « short track », qui étaient en démonstration à Calgary — avec un succès certain, — améliore cette situation. Ils risquent de contribuer seulement à l'inflation des titres qui profite essentiellement aux délégations de l'Est. Avec 54 médailles dont 20 en l'URSS, la RDA se voit tailler la plus grosse part du gâteau olympique, comme à Sarajevo en 1984. D'un tel déséquilibre naissent forcément l'envie et la suspicion. Mais les pays de l'Ouest, qui ne cessent de rogner sur les dépenses publiques en faveur des sports au nom de la rigueur budgétaire, ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Reste à savoir si la prise de conscience brutale des Américains (2 titres pour 6 médailles) et des Canadiens (5 médailles sans titre) à Calgary dépassera le stade de la pétition de principe. Car si cette situation devait se prolonger, les Jeux seraient tout à fait perdus : les chaînes américaines n'auront pas étrenné le masochisme d'acheter des images où leurs champions se font battre à plate couture !

ALAIN GRAUO.

SKI DE FOND : la suprématie des Soviétiques

Débandade suédoise

Il a fallu attendre la huitième et dernière épreuve du programme de ski de fond pour qu'un Soviétique ne prenne pas place sur le podium.

Le Suédois Göran Svan, l'Italien Maurizio De Zolt et le Suisse Andi Grassefeller sont montés, samedi 27 février, dans cet ordre sur le podium du 50 kilomètres. Cet échec paraît à peine

un résultat d'ensemble extrêmement flatteur des Soviétiques, qui totalisent treize médailles, dont cinq d'or. Leur retour en force (ils avaient obtenu six médailles et un seul titre aux championnats du monde de 1987) correspond à un affaiblissement de la Suède, qui domine le ski de fond depuis les Jeux olympiques de Sarajevo en 1984.

CALGARY
correspondance

La Suède en particulier et la Scandinavie en général auront vécu de sales moments durant toute la période des Jeux dans le stade de Canmore, à partir duquel avaient été tracées les pistes les plus sélectives qu'il n'y ait jamais rencontrées l'élite internationale du ski de fond.

Les entraîneurs des trois pays gardiens du temple nordique — Norvège, Suède et Finlande — ont enduré un calvaire. Loin des fastes d'antan, la Finlande doit ses trois médailles à une petite femme blonde, Marjo Matikainen. La Norvège, longtemps gâtée par ses représentants, n'a pu s'en offrir davantage. La Suède s'en est remuée à son exploit personnel de Grande Svan, précédé par un succès chèrement acquis du relais.

« C'est une misère par rapport à ce que j'espérais pour mon équipe et pour moi », a confessé le grand perdant des Jeux, Thomas Wassberg, leader historique des Suédois, après avoir abandonné, épuisé, à la moitié du parcours des 50 kilomètres.

Ce lourd échec s'explique tout autrement que par le hasard ou par une baisse des potentialités de la formation aux tuniques jaunes et bleues. Trois phénomènes se sont ajoutés, et ont provoqué l'effacement, totalement inattendu.

Le premier s'est traduit par une erreur en matière de fartage dont le rôle était d'une importance capitale dans les épreuves disputées en technique classique. Habituellement à traiter des neiges sèches et froides, les techniciens suédois se sont trouvés désorientés devant une neige à 80 % artificielle.

Revenus euphoriques par leurs succès depuis le début de l'hiver en Coupe du monde, les Suédois s'imaginaient dans le droit fil des saisons précédentes. Cet « embourgeoisement » leur aura été fatal. Il a touché, en particulier, Torgny Mogren, leader de la Coupe du monde, avant l'ouverture des compétitions de Calgary. Troisième seigneur, à égalité de rang, avec Svan et Wassberg, il est reparti complètement sonné de l'Alberta.

Enfin, pour couronner le tout, une grossière erreur stratégique a amplifié considérablement les deux phénomènes précédents. Ce point a frappé Jean-Paul Pierrat, l'ancien champion français, dès son arrivée à Calgary : « J'ai rapidement appris que les Suédois s'étaient lancés dans des opérations de sélection au cours de leur stage final de préparation au Canada. J'étais sûr qu'ils allaient s'épuiser prématurément en agissant de la sorte. Ce n'est sans doute pas un hasard si Svan s'est réveillé tard, juste avant la fin des Jeux. Leur attitude a été suicidaire. Ils étaient portés par la vague de leurs victoires précédentes et ils ont cru bien faire en organisant une vive concurrence dans leur effectif riche et pléthorique. »

En fait, la « rage de vaincre », soufflait dans les rangs soviétiques, préparés avec soin dans un nouveau centre nordique ultra-moderne, dans les montagnes de l'Altai. La sélection avait été définitivement établie au début du mois de janvier, et sa cohésion morale avait été construite, au calme, en dehors du circuit de la Coupe du monde.

Boris Bystrov, l'ancien entraîneur de l'équipe masculine nommée à la

Communication

Vendant son antenne pour des émissions religieuses

TF 1 traite avec des « télévangélistes » américains

On croyait les émissions religieuses réservées à Antenne 2, liée par ses obligations de service public. C'était oublier le génie commercial de l'équipe de Francis Bouygues, capable de transformer les vieilles contraintes en nouvelles sources de profit. TF 1 a en effet décidé d'ouvrir son antenne, tôt le matin, à des émissions religieuses, en vendant l'espace au prix fort : 140 000 francs pour un quart d'heure ou 250 000 francs pour une demi-heure à 6 heures du matin. L'affaire a été discrètement confiée à une société monégasque, Eurafilm, qui commercialise en exclusivité les écrans religieux de la Une.

Un tarif dissuasif

Le tarif de TF 1 s'est révélé quelque peu dissuasif pour les clients français démarchés depuis quelques mois. Mais Eurafilm a trouvé aux États-Unis un candidat de poids : le pasteur Jimmy Swaggart, de l'Eglise des assemblées de Dieu.

Ce célèbre « télévangéliste » dirige outre-Atlantique un véritable empire de communication, dont le chiffre d'affaires atteint 150 millions de dollars et où voisinent imprimeries, édition de disques et studios

De nouvelles personnalités rejoignent la chaîne culturelle. À partir du 8 mars, le comité de programmes de la SEPT sera doté de quatre nouveaux membres. Il s'agit de Florence Malraux, fille de l'écrivain et femme d'Alain Resnais, qui a collaboré avec de nombreux grands cinéastes et metteurs en scène de théâtre (Welles, Truffaut, Vilar, etc.), de sociologue Pierre Bourdieu, du journaliste Daniel Rondedeau, ancien chef du service littéraire à Libération, et actuellement directeur littéraire de la maison d'édition Quai-Voltaire, et du vice-PDG de la fondation Maeght, M. Jean-Louis Prat.

de télévision. Sonshow, qui marie allègrement sermons, music-hall et appel aux donations des fidèles, est retransmis par trois cents stations de télévision. Mais Jimmy Swaggart a des ambitions mondiales et s'intéresse au marché européen.

Depuis l'an dernier, son émission, déjà doublée en français pour une diffusion sur les réseaux câblés canadiens, a trouvé asile dans deux télévisions régionales. TMC lui a vendu son antenne le samedi soir à 23 heures pour 14 000 F l'heure. RTL-TV a fait de même pour 25 000 F.

Alertée, la Commission nationale de la communication et des libertés consulte les autorités religieuses. Rien dans son cahier des charges n'empêche TF 1 de vendre son antenne à des émissions religieuses, mais cette logique commerciale ne constitue-t-elle pas une atteinte au pluralisme et ne favorise-t-elle pas ceux qui bénéficient de finances

prospères ? Pendant que les « sages » s'interrogent, la régie publicitaire de TF 1 signe un contrat en bonne et due forme avec le mouvement de Jimmy Swaggart. Une heure d'émission hebdomadaire en fin de soirée pour 16 millions de francs par an.

Las, la semaine dernière, le scandale éclate : le « télévangéliste », qui avait dénoncé les turpitudes sexuelles d'un de ses confrères, Jim Bakker, tombe à son tour sous les accusations d'un autre prédicateur. Photographié en compagnie d'une prostituée dans un motel, il doit abandonner sa chaire (le Monde du 23 février).

A la régie de TF 1, on assure aujourd'hui que le contrat signé avec Jimmy Swaggart est « suspendu ». Mais la chaîne est déjà en négociation avec un autre « télévangéliste ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Petite guerre des ondes entre la Suisse et l'Italie

ROME
de notre correspondant

L'Italie du Nord a pu craindre d'être privée du cinquième épisode de « Dallas », programmé le mardi 23 février en début de soirée sur Canal 5, l'une des chaînes privées de M. Silvio Berlusconi. Cette menace, qui n'a finalement frappé qu'un nombre réduit des habitants de la Lombardie (essentiellement l'ouest milanais), est la conséquence d'une petite guerre des ondes déjà ancienne entre la Suisse et l'Italie.

Lassen de voir depuis des années, dans le canton frontalier du Tessin, les trois chaînes nationales helvétiques perturbées par des émetteurs privés italiens, les autorités de Berne avaient fermement demandé au

ministre des postes de Rome, en principe autorisé de tutelle de la télévision, de résoudre cette année les problèmes de coordination des fréquences entre les deux pays.

Outre les lenteurs inhérentes à toute procédure impliquant les pouvoirs publics de la Péninsule, il existe, en effet, une différence supplémentaire dans ce cas précis : les télévisions privées se sont développées ici sans que les forces politiques aient pu se mettre d'accord sur une loi réglementant leurs activités, et ce depuis 1976, date de la « libération des télé » par une décision de principe de la cour suprême (1).

Dans cette situation véritablement sauvage, les autorités suisses n'ont, dès lors, pas hésité à créer elles-mêmes une situation de fait, elles ont installé sur le mont Castel San Pietro, en bordure du Tessin, quatre répéteurs susceptibles d'irriguer à leur tour une partie de l'Italie du Nord. C'est le 23 février que leur action a commencé, avec quelques conséquences dommageables pour plusieurs télévisions privées, dont la plus connue est évidemment la Cinque.

Rece 4, un autre réseau de M. Berlusconi, était également au départ, dans la ligne de mire des Suisses, mais le magnat milanais y a fait rapidement apporter des modifications techniques qui ont donné satisfaction aux voisins du nord. Il n'a, en revanche, pas procédé avec autant de célérité aux transformations de sa « Cinque » entraînant une petite gêne pour certains de ses téléspectateurs. M. Berlusconi a demandé aux postes italiennes de s'occuper de ses intérêts en cette circonstance. Le magnat italien crie aujourd'hui « au loup », mais dans ce ministère, on n'est pas loin de penser que ce sont les Suisses qui ont raison.

J.-P. CLERC.

(1) Les intérêts des télévisions privées — c'est-à-dire à 80 % de M. Berlusconi — sont, en Italie, défendus par l'essentiel par le Parti socialiste. La Démocratie chrétienne, l'autre grand parti de gouvernement, se fait pour sa part, le champion du monopole de la RAI, où elle a longtemps, il est vrai, pesé d'un poids absolument déterminant.

Le quotidien des années bissextiles

Le troisième numéro de « la Bougie du sapeur »

Outre leur ambition présidentielle passée ou future, un autre lien unit MM. François Mitterrand, Raymond Berre et Jacques Chirac : ils sont tous trois nés dans le courant d'une année bissextile, soit en 1916, en 1924 et en 1932. Cette révélation, qui exclut notamment M. Michel Rocard, né durant la banale année 1930, est due aux enquêtes acharnées qu'a menées depuis quatre ans le seul quotidien bissextile, la Bougie du sapeur. Créé en 1980 et paraissant tous les quatre ans le seul jour du 28 février, ce journal est l'œuvre de M. Jacques Dubois, un polytechnicien responsable d'une société d'informatique, humoriste à ses heures. La Bougie du sapeur doit son acte de naissance au sapeur Camenber, ce héros de la bande dessinée du siècle dernier qui naquit sous le plume de Christophe, un 28 février 1844, et dont la formule : « Quand les bornes sont dépassées, il n'y a plus de limites », fit, presque, le tour du monde.

Depuis son premier numéro, le 29 février 1980, la Bougie du sapeur s'est étoffée et offre vingt-quatre pages en 1988. Plusieurs personnalités — José Artur, Michel Polac, Clément Lépides, Jean-Claude Carrière, Claude Villiers, Léo Malet, etc. — ont mis la main à la pâte en fournissant témoignages, aphorismes ou souvenirs à la Bougie du sapeur. Un humour proche de celui de l'Almanach Vermot, mais plus contemporain et corrosif, émaille ses colonnes, tandis qu'apparaissent une nouvelle rubrique (« La bougie Madame »), un grand concours (le Quatre ans en quatre lignes) et un manifeste soulignant qu'à partir de 1992 le 28 février soit férié. Tiré à 600 000 exemplaires, disponible en kiosque (20 francs) jusqu'à fin mars, la Bougie du sapeur demeure le seul quotidien que l'on peut savourer pendant quatre ans.

YVES-MARIE LABÉ.

Mettez-vous dans la peau d'un vainqueur !



Facile de se glisser dans la peau d'un vainqueur, il suffit presque d'effleurer un pull, un blouson ou une combinaison K-WAY... Comme les 160 personnes de la Délégation Française, toutes fédérations confondues, qui représenteront la France à CALGARY. Comme Francis PICCARD, Médaille d'Or et Médaille de Bronze, le nouveau héros du Ski Français. Oui, K-WAY équipe nos champions aux Jeux Olympiques de CALGARY. Alors, encore bravo aux champions ! et merci K-WAY !

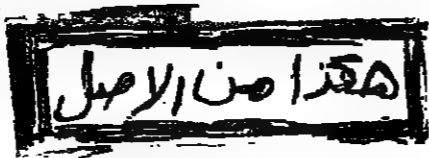


Vente des « Echos »

Pearson se tourne vers la Commission européenne

Le groupe britannique Pearson, éditeur du Financial Times, a demandé à la Commission européenne d'examiner la décision du gouvernement français bloquant la vente du quotidien économique les Echos. Selon Pearson, cette décision est contraire au traité de Rome, puisque le groupe britannique a plus de 70 % d'actionnaires de la CEE, comme il offre d'en faire la preuve à M. Edouard Balladur.

Interrogé lors de l'émission « 7 sur 7 », sur TF 1, ce dernier rejette les « procès d'intention » dont il est l'objet à propos de cette décision. Le ministre d'Etat n'a « pas dit oui, pas dit non » et se « réserve le droit d'apprécier les choses » quand il en saura plus. N'ayant « aucune prévention contre le groupe Pearson », M. Balladur se refuse à promettre que M. Ambroise Roux, PDG de la Générale Occidentale et candidat au rachat du titre, ne sera jamais propriétaire des Echos : « Ce n'est pas mon affaire », conclut le ministre.



Culture

CALENDRIER

Les Cleveland et Dvorak Vard à la Radio. — Prix Clara Haskil en 1967, Elvira de Gracia Andia, la pianiste argentine Dvorak Vard a enregistré naguère des *Kreutzeriana* dont on se souvient. Elle revient au disque avec l'intégrale des Mazurkas de Chopin (2 CD EMI) et fait sa rentrée à Paris dans les 24 Préludes. Son récital, compris dans les Mardis de la musique de chambre de la Radio, fait suite (22 h 30) à trois Quatuors de Beethoven par les Cleveland (20 h 30) et à un programme Nono, Leibowitz, Varèse et Messiaen par l'Ensemble FA (18 h 30). Entrée libre.

★ Mardi 1^{er} mars, à partir de 18 h 30. Tél. : 42-30-15-18.

La « Dixième symphonie de Beethoven », de Pierre Henry, à Playel. — C'est une création mondiale dont chaque rythme, chaque son vous sera familier. Signé Pierre Henry (et la signature n'est pas usurpée) c'est un peu la dixième symphonie que Beethoven aurait pu composer par une nuit d'ivresse en remuant sans s'écarter dans son œuvre symphonique : le pot-pourri mixé le plus virtuose de l'histoire de la musique. Cette « Dixième » désormais fixée sur disque (1 CD Philips) sera « exécutée » dans sa version enregistrée par Pierre Henry à la console et aux potentiomètres. Après une première partie « live » donnée par l'Orchestre de l'Île-de-France, dirigé par Jacques Mercier et comprenant la « vraie » Première Symphonie et le Concerto pour violon (soliste : Gérard Jarry).

★ Mardi 1^{er} mars, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73.

La Philharmonique tchèque au Palais Garnier. — Dvorak président

l'inauguration, en 1986, de la première phalange pragoise, qui allait devenir l'un des plus fameux orchestres de l'Est. Václav Neuman en est le chef depuis vingt ans. En marge des représentations de *Karla Kabanova* à l'Opéra, les voilà tous qui se joignent, pour deux concerts, à l'actuelle rétrospective Janáček (*Sinfonietta*, avec *Huitième Symphonie* de Dvorak, le 2 ; suite extraite de la *Petite Renarde russe* et *Rhapsodie slave* et *Tarass Boulba*, de Janáček, le 3). *Symphonie de Martin*, le 3).

★ Les mercredi 2 et jeudi 3, 20 h. Tél. : 47-42-57-50.

Dmitriev et Midori à l'Orchestre de Paris. — La Symphonie d'Edison Demitriev, que l'on entendra en création mondiale, est une commande de l'Orchestre de Paris. Midori, une violoniste japonaise de quinze ans. Formée par Dorothy DeLay à la Juilliard School de New-York. Protégée par Isaac Stern et Pinchas Zukerman, en compagnie duquel elle a enregistré (concertos pour un et deux violons, de Bach et Vivaldi : 1 CD Philips).

★ Mercredi 2 et jeudi 3, 20 h 30. Tél. : 45-63-07-96.

Simon Spang Hansen et Miel Landelsky au Sunset. — Simon Spang Hansen (saxophone) et Miel Landelsky (piano) sont mal connus à Paris. Certains signent, pourtant, ne trompent pas. Primo, ils passent au Sunset, qui s'est fait, rue des Lombards, une réputation de modernisme élégant ; tendance binaire pour la musique, fringues des Halles pour l'assistance, et jolies filles, comme se manqueraient pas de le noter le critique de *Télérama*. Deuzio, la rythmique composée de

Jean-François Jenny-Clark et Billy Hart est ce qui se rêve de mieux dans le style. Un modèle idéal pour jeunes musiciens.

★ Du 2 au 6. Tél. : 40-26-46-60.

Modernes au Carnegie Small. — « Carnegie Small, le concert des musiciens » : l'avertissement est péremptoire ; l'endroit dépayssant. Et le programme de ce mini festival s'appuie sur une thématique alléchante : *Musique mécanique*, de Satie, à Feldman, le 6 ; *Musique furtive*, de Debussy, à Schittke, le 5 ; *Penser-classer*, de Lenot, à une création d'Engèle Lambert, le 3 ; *Eglogues*, avec des inédits de Joëlle Léandre et de Marc Laurente, le 4. Pour débiter plus classiquement le 3 par un concert Ligeti (avec Pierre-Laurent Aimard, les quatuors Sartory et Nielsen).

★ Du 3 au 6, 20 h 30. Au Regard du Cygne, 210, rue de Belleville, 75020 (métro Place des Fêtes). Tél. : 45-23-03-30.

Instruments anciens au Forum des Halles. — Grand rassemblement, en trente-quatre concerts itinérants (Lyon, Fontainebleau, Paris), des réjouissances, des raretés et un forum, à la gloire des instruments anciens. Le Festival débute à Paris par un concert Bach réunissant les frères Kuijken et Gustav Leonhardt.

★ Samedi 5, 20 h 30. Tél. : 45-61-06-30.

Kremer et son équipe au Théâtre de la Ville. — Cadet ennepén de Marlboro, Lockmanhaus est un camp en Autriche, une oasis où se retrouvent chaque été de jeunes et érudits chambristes autour de Gidon Kremer, le violoniste. Sur place, ECM enregistre. Le disque — qu'il faut absolument ne pas rater — de l'été 1986 vient de paraître et réunit les deux quatuors de Chostakovitch (des treizième et quatorzième) que Kremer et son équipe — en parties modifiées — viennent donner à Paris les artistes Cassé et Bayerle ; le pianiste Valeri Afanassiev les quintettes *La Truite*, de Schubert, et *K. 516*, de Mozart... trois jours qu'il faut, eux non plus, ne pas manquer.

★ Les 4, 5 et 6, 18 h 30. Tél. : 43-74-22-77.

Eddie Palmieri au New Morning. — Portoricain du « Barrio » passé au Bronx, monstre d'énergie et de danse, connaisseur de toutes les musiques et harmoniste latino, Eddie Palmieri a porté la salsa new-yorkaise à un point difficilement dépassable. C'est en tout cas le plus curieux mélange, le plus détonant, de musiques des faubourgs et d'avant-gardisme hirsute.

★ Les 4 et 5. Tél. : 45-23-51-41.

CINÉMA

« In extremis », d'Olivier Lorsche

Pleins feux

Premier film d'un amoureux du cinéma rejoint par un fou de la photographie. Très belles images donc et une confirmation : le talent de Julien Maurel.

Voilà un tandem dont le moins que l'on puisse dire est qu'il aime la caméra, l'image et la lumière. Olivier Lorsche, producteur de spectacles, puis patron d'une société de production de films publicitaires et désormais metteur en scène de cinéma, a eu bien raison de demander à Peter Suschitzky d'éclairer son premier long métrage. Cet Anglais formé à l'IDHEC et très tôt repéré par les grands (Boorman, Demy, Schramm, Russell et Yates, entre autres) retrouve, avec les moyens d'aujourd'hui et donc une esthétique résolument contemporaine, une façon de peindre Paris que l'on croyait perdue.

Il y a dans la capitale, à quelques mètres de l'Institut médico-légal, une enchevêtrement de voies (la Seine d'abord, une voie rapide, une ligne de métro aérienne, un pont par-dessus l'autre, un quai, des escaliers) qui aurait dû depuis longtemps inspirer un scénariste. Un de ces lieux où tout peut arriver, mais rien d'inédit. C'est là, *In extremis*, que se déroulera l'intrigue d'une folle histoire de gendarmes et de voleurs, le trajet tragique d'un

trio de jeunes gens : Tango (Philippe Caroit), Alice (Sophie Duez) et Rock (Julien Maurel).

Le premier est un joueur qui, le temps d'un hold-up, pour tuer la routine et fortifier l'amour d'Alice, prend l'identité d'un voyou traqué par la police. Rock. Celui-ci n'appréhendait pas l'usurpation de son identité et retrouve l'imposteur. Commence entre les deux hommes une étrange relation qui aurait certainement intéressé le divin marquis, le chevalier de Sacher-Masoch et le bon docteur Freud.

In extremis est un essai courageux sur l'argent, l'amour et ses masques, la liberté et son corollaire, la répression, que symbolise avec une redoutable efficacité un drôle de commissaire de police appelé Luther et interprété impeccablement par Jean-Pierre Kohut-Svelko. Mais, comme tout homme mûr qui réalise enfin son premier film de fiction, Olivier Lorsche a voulu beaucoup dire et sûrement un peu trop.

Mais, outre que son film est beau et soigné, il donne à un enfant des planches, Julien Maurel, formé à l'école imparable du Théâtre du Soleil, dirigé par Ariane Mnouchkine, l'occasion d'affirmer plein cadre et pleins feux une rare personnalité. On ne peut malheureusement pas en dire autant de ses deux camarades de voyage.

O. S.

« Rio Ozone »

de Carlos Diegues

Sous le titre *Un train pour les étoiles*, ce film est passé presque inaperçu au Festival de Cannes en 1987. On le voit mieux aujourd'hui.

Vinicius (Guilherme Fontes), garçon pauvre de Rio, fils d'une strip teaseuse, joue du saxophone comme un dieu et cherche à enregistrer un disque. Ce rêveur est amoureux de Niciinha (Ana Beatriz Witgen), une jeune vendeuse de magasin, et la considère comme sa fiancée. Drimi (Taumaturgo Ferreira), le copain de Vinicius, qui vend des légumes avec sa mère aveugle, est un fan de rock, qui parle anglais et cherche de l'argent pour aller aux États-Unis. Une nuit, dans un cimetière de voitures, Niciinha, tout juste sortie des bras de Vinicius, disparaît. Le commissaire noir Freitas (Milton Gonçalves), nostalgique de la dictature militaire, entraîne Vinicius dans les bas-fonds de Rio, car il a ses idées sur la disparition de la fille. Puis Vinicius continue seul sa recherche, jusqu'au bout, jusqu'au drame.

La force d'une idée, d'un désir, peut-elle triompher d'une réalité sordide, décevante ? Carlos Diegues exalte, dans une mise en scène souvent onirique, la jeunesse et le rêve. Le refus d'une société mal assise, à l'ombre de laquelle on trafique de la drogue, on vole, on tue. La musique (de Gilberto Gil) jaillit comme un espoir. Un film suffisamment original pour qu'on aille le voir et l'entendre.

JACQUES SICILIE

THÉÂTRE

« La Route des chars », à Bobigny

Quatre voix pour un quintette

Création mondiale à Bobigny de la nouvelle pièce de Heiner Müller. Cinq récits à entendre, à voir, et à chanter.

A l'ouest, Berlin, à 2000 kilomètres, à l'est, Moscou, à 120 kilomètres. Ici le bourbier gelé, des hommes dans leurs trous, qui attendent les ordres. Et les Allemands. Exécution d'un déserteur. « *Avant-pensée des trinités, c'est de la trinité* ». Fin du premier récit. Fort de Moscou. Après sept jours de bataille, l'armée allemande encerclée l'armée soviétique. Le médecin du bataillon a laissé le fourgon sanitaire à l'arrière. Nouveaux trinités ? « *Et qui nous a conduits dans le charbon ?* », dit le médecin. Il devra ôter les insignes de son grade. Fin du second récit.

1953. La guerre est passée. A Berlin-Est, à l'usine Octobre, on entend le peuple crier. « *Liberté, dehors les Russes* ». Staline est mort. « *Puis nous retournerons à notre travail* ». Fin du troisième récit. Un rêve, un cauchemar. « *L'État est un moulin, il est forcé de moulin. Conquies-moi dans les dossiers* ». Fin du quatrième récit.

1968. Une prison. Les chars du Pacte sont passés à Prague. Un père condamné parle avec son fils. Le spectre du communisme. « *Oublier* », dit le fils, qui passera à l'Ouest.

Fin des cinq nouveaux textes de Heiner Müller, dramaturge allemand joué dans le monde entier mais heureux dans son pays (lire l'entretien que nous avons publié dans le Monde daté du 24 février). Cinq textes ou plutôt cinq chants

composés de milliers de vers mis en scène par Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret, mis en musique par Philippe Hersant, mis en lumières par Hervé Audibert et en relief par Nicky Riéd. Ces cinq-là ont réussi, comme l'an passé pour *Paysage sous surveillance*, à orchestrer sans maniérisme ni hermétisme une musique savante — Heiner Müller multiplie les emprunts et donc les références — au point que l'attention est toujours soutenue, aidée, éclairée par un mouvement, un son, un éclat dont on pourrait croire qu'ils ont été imaginés par un seul homme. L'acheminement des intelligences de ces cinq ans — cinq camarades — est miraculeux.

D'autant que, pour l'occasion, elle est incarnée par quatre comédiens que n'ont pas effrayés les chenilles des chars. Installés au carté devant leurs partitions, Olivier Cravallier, Jorge Silva Melo et surtout André Wilms et Benoît Régent sont tour à tour, seuls ou ensemble, cette poignée d'hommes secoués par les sons, convulsés par les rires, acablés par les mots de l'Histoire.

OLIVIER SCHMITT.

★ Maison de la culture de Bobigny. Jusqu'au 25 mars. A 21 heures, du mardi au samedi. Matinée dimanche, 16 heures. Tél. : 48-31-11-45.

LIVRES

L'impressionnisme, tours et alentours

Deux mille pages bien tassées sont nécessaires à Sophie Monneret pour répertorier, dans les moindres détails, l'impressionnisme et son époque. Les peintres d'abord. Ils sont tous là de A à Z, de l'Italien Abbati (Giuseppe, 1836-1868), mordu par un chien égaré alors qu'il travaillait « sur le motif », jusqu'au Hollandais Zwart (Wilhelmus, 1862-1931), auteur impérial du *Mercato* des bestiaux à Hilversum (musée de Dordrecht). Mais aussi les marchands, les collectionneurs, les écrivains et les musiciens proches du mouvement, les ancêtres, les héritiers, les ennemis, les amis, les querelles, les modèles utilisés, les panoramas affectueux, les expositions organisées, toutes les ventes et

la cote des œuvres en fil des ans, des cartes, une chronologie et cent pages de bibliographie, sans parler d'un répertoire complet des signatures.

Beaucoup plus que d'un dictionnaire, il s'agit bien d'une véritable histoire arborescente qui couvre cent ans de vie artistique et intellectuelle dans le monde entier. A la seule lettre K, des articles traitent aussi bien du peintre japonais Kuroda que du couple de collectionneurs hollandais Kröller-Müller, du sculpteur et graveur dans Kroyer que de la galerie new-yorkaise Knoedler ou de l'écrivain symboliste Gustave Kahn.

E. de R.

★ Dictionnaire de l'impressionnisme par Sophie Monneret, collection « Bouquins », Robert Laffont éditeur, 2 volumes, 120 F chacun.

BILLETTEL, LE 1^{er} GUICHET QUI SE DONNE EN SPECTACLE.

Béjart Tokyo Ballet

Béjart Tokyo Ballet. Votre billet numéroté.


Le Tokyo Ballet de Maurice Béjart jusqu'au 6 mars au Palais des Congrès, venez retirer vos billets dans l'une des bornes Billettel installées dans les Fnac. Egalement consacré à d'autres spectacles, Billettel vous permet de réserver et d'obtenir votre billet définitif grâce à votre carte bancaire.

Billettel, le premier distributeur automatique de places de spectacles.


20 h 45
moyennes 14 h 30
du 3 mars au 2 avril
IL FAUT PASSER
PAR LES NUAGES
FRANÇOIS BILLETDOUX
mise en scène
LUCIAN PINTILIE
2, PL. DU CHÂTELET - 42 74 22 77

5 dernières représentations
en région parisienne
On ne badine pas avec l'amour
Alfred de Musset
Jean-Pierre Vincent
Coproduction Théâtre de Sartrouville
Maison de la Culture du Havre, Comédie de Genève
Avec la participation du JTN et du ministère
de la Culture et de la Communication
A 15' de la gare Saint-Lazare
et navette gratuite
Du 2 au 6 mars à 21 h
(dimanche à 15 h)
Réservations 39 14 23 77

MERCREDI



L'INSOUTENABLE
LEGERETE
DE L'ETRE
un film de
PHILIP KAUFMAN



هنا من الامم

11. avenue du Président-Wilson,
14 h 30 : - Mondrian, naissance de
l'abstraction géométrique », par Phi-
lippe de Chateaubriant (Musée d'art moderne de
la Ville de Paris).

3. rue Roussiet, 14 h 30 et
19 heures : - Les Cycloades et Mythes
(Arcus).

Salle des Ingénieurs, 9 bis, avenue
de l'Europe, 14 h 30 et 18 h 30 : - De Jersai
à l'Europe (Océane Bouchier).

Gare de l'Est, 17 h : - L'Europe, terre
d'origine des Vikings », par M. Baudrand (Associa-
tion touristique des cheminots).

IDPE, 38, rue de Turénne (code
8440) : - 14 h 30 : - Mythes anciens,
mythes primitifs, mythes modernes,
des symboles et des hommes », par Agathe
Delsie, entrée libre (Le Lièvre et le

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

L'informatique stratégique : notre force, bientôt la vôtre ?

CAP SOGETI FRANCE

recherche dans le cadre du développement d'une nouvelle structure :
Le Groupe INFORMATIQUE STRATEGIQUE

Consultants

VOTRE MISSION : Interlocuteur privilégié des Directions Générales de l'entreprise, vous serez chargé de missions de conseil de haut de gamme sur les usages stratégiques des technologies de l'information.

Membre d'une équipe pluridisciplinaire, vous travaillerez dans un contexte méthodologique qui vous permettra de synthétiser les différentes techniques et méthodes utilisées par les plus grands cabinets, et vous bénéficierez de l'appui des Experts informaticiens de notre Groupe.

VOTRE PROFIL : Doté d'une formation d'un excellent niveau (X, ECP, MINES, SUPÉLEC, HEC, ESSEC, MBA), vous avez acquis une première expérience de grand consultant de 3 à 7 ans dans un cabinet international. Parfaitement bilingue, vous deviendrez un de nos éléments moteur, grâce à votre rigueur intellectuelle, à votre créativité, à votre ambition et à votre sens de l'équipe. René-Marie HALBOUT, notre conseil sera heureux d'étudier votre dossier de candidature sous référence HAS, CAP SOGETI SELECTION, Tour Matet, 207 rue de Bercy, 75012 Paris.

CAP GEMINI SOGETI
L'Expertise Informatique

Directeur général

Equipe médicale de pointe

Ce groupe anglais est leader mondial dans le domaine des systèmes médicaux de haute technologie destinés aux grands laboratoires d'analyse médicale. Il recherche le Directeur Général de sa filiale française de commercialisation, également leader sur le marché national à fort potentiel.

Directement rattaché au Directeur Général Commercial du Groupe, il aura pour principale mission de développer les ventes de la société, essentiellement auprès des établissements d'hospitalisation publics ou privés, en animant une équipe actuellement composée d'une quinzaine de personnes. Il aura également la responsabilité d'optimiser en permanence les conditions favorisant la croissance et la bonne rentabilité de l'entreprise.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans environ, impérativement de formation supérieure, de préférence scientifique. Complet et autonome, il offre une intéressante opportunité de carrière pour un "battant" ayant acquis une solide expérience de la vente de produits à haute technicité (si possible auprès des milieux hospitaliers) et assumé de réelles responsabilités en termes d'animation d'équipes et de réalisation de profits. Il nécessite un puissant dynamisme commercial associé à l'écoute permanente d'un marché dont les besoins font appel sans cesse à de nouvelles technologies. Bonne maîtrise de l'anglais. Salaire motivant pour candidat de valeur. Proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite, photo et prétentions sous la réf. G 039/MA, à Danièle FOSSAT, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92125 MONTRouge.

SM SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

Accéder à la plénitude de la fonction

Une banque française de taille humaine, dont le total de bilan est de 5 milliards de francs recherche son

Directeur général

Outre les aspects formels de la fonction : tenue des comités de crédits, surveillance permanente des risques, suivi du maintien des grands équilibres bilanciaux, ses missions spécifiques seront :

- renforcer et appuyer les départements actuels de la banque : activités de marchés, de gestion, de crédit et d'investissement immobilier

- développer les activités de gestion en France et à l'étranger

- créer une activité nouvelle de banque d'affaires à partir d'une équipe à constituer.

Ce Directeur est un banquier, qui au cours de son expérience a pratiqué les différents métiers de la banque et acquis maturité et prospective.

Au delà de ses qualités professionnelles, il possède l'autorité naturelle qui lui permet de s'intégrer et de s'imposer.

Ecrivez sous référence 802113/LM.

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - STRASBOURG - BDX

La Division Agrochimique de cette multinationale américaine connaît une croissance rapide de ses activités européennes.

Le Président de la Division renforce aujourd'hui son équipe de Direction, et crée un poste en relation directe avec lui au siège européen (banlieue Ouest de Paris).

Secrétaire général R/F - Multinationale US 400.000 F +

NOUS SOUHAITERIONS VOUS CONFIER, en siège et en coordination avec plusieurs filiales en Europe, l'ensemble des missions liées :

- à la GESTION DU PERSONNEL : élaboration des politiques, de la communication, gestion et formation, négociations avec les partenaires sociaux...
- au JURIDIQUE : assemblées, conseils d'administration, relations avec administrations, conseils externes et services à la maison mère, élaboration de contrats, suivi de litiges...
- à l'ADMINISTRATIF : services généraux, assurances, contrats...

VOUS AVEZ la maturité de la quarantaine, une solide formation juridique, une expérience diversifiée - en cabinet ou en entreprise - liée à l'international, une aisance parfaite en anglais, tant pour communiquer que pour rédiger, un sens réel des contacts à tous niveaux.

VOUS DEVREZ être le partenaire de tous les opérationnels dans un contexte extrêmement dynamique et exigeant, l'élément stabilisateur, harmonisateur, coordinateur et force de proposition.

Ce poste de très large couverture ne peut convenir qu'à une personnalité solide, que nous recherchons activement.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 68.1227 LM, à notre Conseil MERCURY URVAL 14bis, rue Dargy, 75008 Paris.

Mercuri Urval

« LE MONDE DIRIGEANTS »

paraîtra désormais chaque lundi (daté mardi).

Cette rubrique regroupe les offres d'emploi proposant une rémunération annuelle de 400.000 F et +.

LE MONDE est le seul support capable d'offrir aux professionnels du recrutement et à leurs clients entreprises un éventail de candidatures à la fois plus ouvert et d'excellent niveau qui permettra d'accélérer le recrutement des cadres supérieurs.

Pour tous renseignements sur les performances du **MONDE** et la commercialisation de cette rubrique, vous pouvez contacter le département Communication-Emploi du **MONDE PUBLICITÉ** au 45-55-91-82.

OPÉRATION SPÉCIALE
« Gestion - Finance »

Une des principales banques françaises recherche un

**Auditeur Marchés
des Capitaux**

Paris

Réf. YB123MO

Au sein d'une petite équipe chargée de l'audit et du contrôle interne de la Direction des Marchés, il aura pour mission d'intervenir auprès des différents départements de cette Direction, ainsi qu'auprès de la Charge associée avec la Banque, pour :

- contrôler les opérations de trésorerie et de valeurs mobilières,
- participer à la mise en place des procédures, systèmes informatiques et schémas comptables applicables à ces opérations.

A 25-30 ans, de formation ESC/DECS, vous avez une première expérience de 2 ou 3 ans de la fonction acquise dans une banque ou dans un cabinet d'audit et vous avez une bonne compréhension des problèmes liés aux Titres et aux nouveaux Instruments Financiers.

Ce poste vous offrira de nombreuses possibilités d'évolution au sein de la Direction des Marchés d'un des principaux intervenants de la place.

Contacter Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Banking**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

L'une des plus importantes Banques Internationales recherche pour sa Division Financière, l'Adjoint du Responsable

**Treasury Financial
Control and Reporting**

Paris

réf. FF 116 MO

Au sein du service chargé du contrôle des opérations de trésorerie de la banque, en interface avec les services opérationnels, il aura pour mission :

- de définir les procédures et les schémas comptables applicables aux différents instruments financiers (swaps, MATIF, options, TCN...),
- d'assurer la production et le contrôle des états financiers et le reporting mensuel des opérations de trésorerie et de change,
- de participer à la mise en place des systèmes de traitement informatique produisant ces états.

A 27 ans environ, de formation ESC/DECS, après une expérience d'au moins trois ans d'audit vous ayant permis de maîtriser les procédures comptables anglo-saxonnes et les nouveaux instruments financiers, vous souhaitez valoriser vos qualités techniques et vos aptitudes relationnelles dans une banque vous offrant une opportunité de carrière motivante et évolutive. Anglais indispensable.

Contacter Frédéric Foucard au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Banking**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire**Contrôleur de Gestion**

Est

Réf. IP 1919 MO

Le groupe DMC (CA 8 Milliards de FF), l'un des premiers groupes textiles européens, recherche pour sa division Gélit un Contrôleur de Gestion.

Rattaché au Directeur Général, il devra prendre en charge le contrôle de gestion de l'ensemble des activités industrielles et commerciales de la division et, en outre, la responsabilité de la gestion d'un très important projet d'investissement (200 MF) à savoir le recontrage des activités sur un nouveau site. Membre actif du comité de pilotage du projet, ses activités porteront également sur la conception et sur la réalisation des systèmes d'information et de gestion.

De formation supérieure - de type HEC, ESSEC, ESC, complétée par un DECS ou ingénieur plus 3^e cycle de gestion - il aura une expérience de la fonction en milieu industriel et sera rompu aux mises en place de nouveaux systèmes. La réussite de ce projet d'envergure lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe.

Contacter Ivan Pacand au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS.

**Michael Page Finance**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Une importante Banque Européenne recherche un

Exploitant Senior

Paris

Réf. YB 56 MO

Sous la responsabilité du Directeur du Département "Clients privés et Entrepreneurs", il devra gérer un portefeuille de clients (entreprises personnelles, professions libérales ou grandes entreprises dirigées par un entrepreneur) et développer ce portefeuille par la recherche de nouveaux clients.

A 30/35 ans, avec au moins 5 ans d'expérience d'exploitation bancaire, vous avez de bonnes connaissances de bilan, savez monter un crédit, et votre esprit commercial vous permet de vous adapter à une clientèle d'entrepreneurs. Imaginatif et rigoureux, vous souhaitez développer votre carrière et manager l'équipe que vous aurez à monter au fur et à mesure du développement de ce département. Vous avez bien sûr un bon niveau d'anglais.

Contacter Yves Boissonnat au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

**Michael Page Banking**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

"NOTRE RICHESSE, C'EST NOTRE CAPITAL HUMAIN"

Filiale d'un groupe français important, nous sommes une banque à taille humaine. Nous recherchons un

**Exploitant
PME/PMI**

diplômé de l'enseignement supérieur - ESC, Sciences-Po ou équivalent - et bénéficiant d'une expérience réussie en exploitation.

Basé à Paris, il lui sera confié un portefeuille de clientèle d'entreprises à gérer et à développer.

Si vous avez le goût des performances et la volonté d'assumer des responsabilités croissantes dans une banque vous offrant de réelles opportunités de carrière,

Contacter Frédéric Foucard au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. FF 121 MO.

**Michael Page Banking**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Bancaire

Un important groupe international (CA en France 5 Milliards de FF) spécialisé dans les biens de grande consommation recherche pour sa filiale "Produits d'entretien" (CA : 500 MF) son

**Responsable
Reporting**

Paris

280/320 KF

Le candidat rattaché directement au Directeur Financier, aura la responsabilité entière du reporting au siège européen et du suivi budgétaire en liaison étroite avec les responsables marketing.

Pour ce poste hautement évolutif, nous recherchons un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), qui aura 3 à 5 ans d'expérience de contrôle de gestion ou d'audit en cabinet anglo-saxon. Il maîtrisera parfaitement l'anglais et utilisera la micro-informatique.

Contacter Gilles de Montequ au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. GM 1154 MO.

**Michael Page Finance**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier**DEVEZ-LE PATRON
D'UNE DIRECTION
ADMINISTRATIVE
ET FINANCIERE**

Si vous avez :

- entre 30 et 35 ans ;
- une formation supérieure (ESCAE) et le DECS complet ;
- une expérience acquise au sein d'une entreprise de services à établissements multiples (travail temporaire, nettoyage ou autre) ou d'une entreprise de T.P. ;
- ainsi que le désir de voir évoluer très rapidement vos responsabilités.

Envoyez votre dossier (curriculum vitae + photo + rémunération actuelle), sous la réf. 0826, à notre Conseil Y. TANGUY - COPERS - 15, Ché Malesherbes - 75008 PARIS. Nous vous garantissons la plus totale confidentialité.

copers
Agence Conseil en Paris et dans les autres villes de France
MEMBRE DE SYNTIC

Nous sommes la Division Européenne du premier constructeur mondial d'ascenseurs et nous recherchons pour notre Service Trésorerie, un :

**ANALYSTE
FINANCIER**

Vous assisterez le Trésorier dans la gestion des valeurs, en particulier les valeurs liquides et convertibles, et dans les opérations d'acquisition et d'investissement.

Vous avez une formation type Ecole Supérieure de Commerce, de préférence avec un MBA, et au moins 2 ans d'expérience dans le service financier d'une grande société française ou d'une société internationale. Vous parlez couramment l'anglais et maîtrisez les techniques informatiques.

Merci d'adresser notre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous référence 26643 à Média System, 6-8 Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

Notre client, un groupe multinational US leader mondial de la production de semences, recherche pour ses filiales françaises son

Assistant Controller

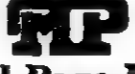
Toulouse

270/300 KF

Le candidat participera à l'ensemble des tâches financières (reporting, budgets, relations avec les banques), administratives (participation au comité de direction, suivis fiscaux) et de personnel (recrutement, gestion sociale).

Le candidat, âgé de 30/33 ans et de formation supérieure - type ESCP, IAE... - devra avoir une connaissance approfondie des techniques comptables françaises et anglo-saxonnes et justifiera d'une expérience de 5 ans dans un environnement international doté au moins 3 ans dans une société US. Son anglais devra être courant.

Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1139 MO.

**Michael Page Finance**Paris-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

LILLE - AMIENS

GRUPE FIDUCIAIRE d'implantation nationale recherche EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMES pour postes de

DIRECTEURS REGIONAUX

Connaissance clientèle agricole appréciée pour AMIENS

Adresser dossier de candidature sous réf. 4896 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS, 49 avenue Trudaine - 75009 PARIS - qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL

Région de Clermont-Ferrand

recherche

COMPTABLE NIVEAU SUPÉRIEUR

- soit diplômé H.E.C. ou E.S.C.P. ou E.S.S.E.C. ou 3^e cycle universitaire ;
- soit diplômé D.E.C.S. + 4 ans minimum d'expérience professionnelle ;
- soit 12 ans minimum de pratique professionnelle de comptable de haut niveau.

Envoyer HAVAS 63002 CLERMONT-FERRAND, CEDEX n° 13.898.

Importante organisation professionnelle du domaine de l'habitat (Paris 8^e), recherche**UN CADRE DE HAUT NIVEAU**

Sa fonction : mener à bien des études concernant la stratégie économique et financière des organismes adhérents.

Le candidat devra avoir une formation supérieure (Université ou grande école) dans le domaine économique et financier.

Une expérience de cinq à dix ans dans une fonction comparable est nécessaire.

Une connaissance du secteur du logement serait appréciée. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références, sous référence 4782 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS, 49, avenue Trudaine - 75009 PARIS - qui transmettra.

مكتبة من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE « Gestion - Finance »

Notre Groupe est l'un des tout premiers de la Promotion Immobilière.
Notre forte croissance amène notre Secrétaire Général à recruter son adjoint.

CHEF DU SERVICE FINANCIER Responsable de la Trésorerie et du Financement

- Assisté de 3 collaborateurs, vous gérerez la Trésorerie du groupe sur système informatisé (CA plusieurs Millions).
- En étroite liaison avec les 50 Responsables de Programmes, vous constituerez les dossiers de Financement et les présenterez à nos banquiers.
- Votre formation supérieure juridique et de gestion (Sciences PO, Droit, ESSEC, Sup de CO...) option Comptabilité et Finances, vous a préparé à traiter les problèmes complexes inhérents au droit des affaires.
- A 28 ans minimum vous pouvez justifier d'une première expérience réussie - 3/5 ans - dans le domaine de la Trésorerie et du Financement, acquise si possible dans une activité dépendant ou proche de l'immobilier.
- Vous êtes déjà habitué à étudier, monter, présenter à votre hiérarchie et aux interlocuteurs extérieurs des projets financiers importants.
- Vos qualités d'animation, votre sens des relations, de l'écoute et du dialogue faciliteront votre intégration et votre réussite dans une équipe soudée, efficace et exigeante.

Salaire et perspectives de carrière très motivants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, photo, rémunération souhaitée) sous réf. UM/66 à notre Conseil :



Jacques PICARD
ORYADE
43, Boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Filiale d'un groupe important d'envergure internationale, cette société de haute technologie se situe au 3^{ème} rang mondial dans sa spécialité. Des investissements récents confirment sa position dynamique sur son marché. Dans ce contexte, la société crée le poste de :

Adjoint au Directeur Financier

Nous vous proposons, au sein d'une équipe chargée de promouvoir et d'assurer la gestion financière de la Société et de ses filiales à l'étranger, de secondier le Directeur Financier dans ses différentes missions :

- Conception et suivi de la politique financière.
- Gestion de trésorerie du Groupe.
- Montage et suivi des crédits à long et moyen termes, équipements.
- Montage financiers des projets, crédits, procédures liées à l'exportation et aux appels d'offre en relation avec les commettants.
- Contrôle budgétaire et contrôle des filiales.

Vous avez environ 32 ans, vous êtes diplômé HEC - ESSEC ESSEP - Sciences Po, (Eco-F) et vous pouvez faire état d'une solide expérience financière acquise dans une grande société internationale.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise et vous êtes disponible pour de courtes missions à l'étranger. Vous devez nous convaincre que vous avez le potentiel et les qualités relationnelles pour accéder à terme à un poste de Direction.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous la référence M 72803, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande attention.

TEG
113 rue de
l'Université
75007 Paris

Ressources
Humaines



LA HAUTE COMPETITION EST UN SPORT DE BUSINESSMAN

Notre Club est la plus grande association sportive d'Europe. Nous sommes une véritable PME qui s'adapte à de nouvelles conditions de marché : sponsoring, mécénat, partenariat avec de grands groupes industriels... Nous gérons l'ensemble des complexes sportifs indispensables à la réalisation de nos ambitions nationales et internationales en matière de résultats sportifs. Nos nombreuses activités reflètent la vitalité qui anime nos membres. Les résultats de nos équipes et de nos athlètes sont la preuve de notre dynamisme.

FUTUR DIRECTEUR DU BUDGET ET DU CONTRÔLE DE GESTION

Jeune ESCP, HEC, ESSEC ou équivalent, prendre la mesure de cette mission vous permettra de révéler pleinement vos qualités de gestionnaire.

Vous avez minimum deux ans d'expérience dans les domaines Contrôle de Gestion-Administration-Comptabilité.

Enthousiaste, curieux, mobile, vous possédez la capacité relationnelle nécessaire pour collaborer efficacement avec vos interlocuteurs.

Si vous pensez pouvoir renforcer notre jeune équipe de Direction basée à PARIS, envoyez votre curriculum vitae et vos prétentions sous réf. 41251 à

HAVAS CONTACT - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

Conseillers financiers

UN PARCOURS A LA HAUTEUR DE VOS AMBITIONS

Filiale des AGP S.A., groupe de la COMPAGNIE DU MIDI, nous vous offrons une carrière à la dimension de l'Europe. Rejoignez nos équipes de Conseillers Financiers (CF) qui diffusent des produits d'épargne et d'investissement à Paris et dans les grands centres régionaux - Lyon, Montpellier, Lille, Strasbourg, Marseille, Bordeaux et Nantes.

NOTRE ETHIQUE : UN SERVICE PERSONNALISÉ ET DE QUALITÉ auprès d'une clientèle haut de gamme.

Agé de 27 ans minimum, d'un bon niveau général, vous avez une première expérience réussie de la vente, si possible, en milieu financier.

Vous goûtez du relationnel, votre passion pour le savoir, votre curiosité et votre tempérament de battant, confirmés par notre formation, seront les atouts d'une réussite à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo, 4x6, 3x3, 2x2) à TEV - Direction du Personnel - 37, rue de la Victoire - 75008 PARIS.



TRANS EXPANSION VIE

GRUPE
FINANCIER
DE 1^{er}
PLAN

RECHERCHE POUR SA FILIALE DE CREDIT-BAIL

RESPONSABLE DU MARCHE COLLECTIVITES LOCALES

Homme de marketing opérationnel, il prendra en charge l'intégralité de la fonction :

- Conseil des produits de crédit-bail mobilisés à cette cible
- Définir et mettre en œuvre la politique de promotion de ceux-ci auprès du réseau
- Former et assister les chargés de clientèle de ce réseau
- Analyser les résultats.

Ce poste évolue nécessairement une formation supérieure associée à une expérience commerciale et/ou financière auprès des collectivités locales.

Basé à PARIS, le poste comprend de courts déplacements en Province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 35309 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



montevrain

Construire notre outil de gestion

Paris Nord-Est

L'un des premiers distributeurs de papiers d'impression écriture français (CA 2 milliards), filiale de BAT Industries, MONTEVRAIN, crée la fonction de

Contrôleur de Gestion.

En liaison étroite avec la Direction Générale vous aurez à :

- Bâtir un système de gestion adapté à la spécificité de l'entreprise et utile aux responsables.
- Implanter une mentalité de gestionnaire et développer la responsabilité individuelle en ce domaine.
- Mettre en place un tableau de bord pour la Direction Générale.
- Rechercher toutes améliorations dans l'organisation et le fonctionnement de la Société.

33 ans environ, ESC, Maîtrise de Gestion, DECS... vous avez acquis une première expérience professionnelle en contrôle de gestion soit dans une entreprise de distribution, soit dans une entreprise anglo-saxonne.

L'anglais est indispensable, ainsi qu'une bonne pratique des systèmes informatiques centralisés ou micro.

Vos qualités humaines et vos goûts vous prédisposent après quelques années dans cette fonction à évoluer dans un groupe international.

Patrick de BEJARRY, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous réf. 5233, à ARGOS -135, avenue de Wagram - 75017 Paris.



PARIS-LILLE-LYON-MONTREAL

GRUPE INTERNATIONAL DANS LE SECTEUR INFORMATIQUE

recherche pour sa filiale française ayant comme activité principale la diffusion de logiciels (CA. 50 MF).

RESPONSABLE FINANCIER ET ADMINISTRATIF

De formation supérieure (ESC ou équivalent) plus DECS. Expérience dans un cabinet international d'audit souhaitée.

Agé d'une trentaine d'années, vous avez acquis une bonne expérience dans une fonction de gestion financière de préférence dans une société de services informatiques.

En rapport direct avec le PDG, ce poste implique un haut degré d'initiative et la capacité de communiquer avec des interlocuteurs de tout niveau. Ce poste est basé à Paris. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature et C.V., à D.M.W.DOWSE, 47, rue de Chaillot, 75116 Paris.

Fonds assurance formation à vocation nationale recherche pour son siège Paris,

délégué administratif (h/f)

Mission : Responsabilité de l'animation et de la coordination d'une équipe de 6 collaborateurs assurant : la comptabilité générale et analytique, la paye, la gestion de trésorerie, la préparation et le suivi du budget, l'administration des Services Généraux, le contrôle de gestion, et le Service Informatique.

Collaboration directe avec le Directeur National.

Profil : Formation supérieure gestion, administration, Droit, type ESC... avec expérience professionnelle d'au moins 4 ans et bonne maîtrise de la gestion informatique. Animation de réunions, rédaction d'études et rapports. Force de proposition pour perfectionner l'organisation.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé avec souhaits de rémunération sous référence 242, à LPA-GENEVAY - 11, square Jasmin - 75016 Paris.

Assistant de direction comptable

Vous serez rapidement impliqué dans :

- l'organisation de l'activité des différentes équipes (25 personnes)
- la coordination des travaux avec l'informatique
- le suivi et l'analyse des comptes de la société
- la gestion de trésorerie, en relation avec les banques
- l'arrêté des états financiers et les travaux de consolidation pour le sous-groupe ECCO T.T. et le groupe ECCO.

Pour ce poste évolutif, le candidat idéal, de formation ESC option finance, ou DECS, aura consolidé ses acquis et prouvé son sens du contact et du service à travers une première expérience (3 à 5 ans) en entreprise ou en cabinet.

Vous voulez vous engager dans une société où la créativité prime sur la routine envoyez votre dossier (lettre, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 35681 à Marc DEPINOIS, ECCO T.T., 4, rue Louis Guérin, 69100 VILLEURBANNE.



OPÉRATION SPÉCIALE « Gestion - Finance »

Chef du département entreprises

Banque

Lille - Cette banque régionale de tout premier plan occupe une position prépondérante sur son marché. Afin de poursuivre son développement, elle souhaite renforcer ses activités et recherche à cet effet un chef du département entreprises et des opérations internationales. Rattaché au directeur général, il aura pour mission de développer l'action de ce département tourné vers les entreprises grandes et moyennes et les opérations internationales, en mettant en place les structures et les outils adaptés à une clientèle de très bon niveau. Ce poste à créer, s'adresse à un candidat d'au moins 30 ans, de formation supérieure, et possédant une solide expérience du financement des entreprises et des opérations internationales, acquise au sein d'un établissement bancaire. Les capacités d'animation et d'encadrement constitueront également un réel facteur de réussite dans la fonction. La rémunération annuelle sera fixée en fonction de l'acquis. Ecrire à J.B. DE GANDT en précisant la référence A/4919M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
19, Boulevard Flandre - 59170 CROIX - Tél. 20.72.52.25
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Fondé de pouvoir

Responsable comptabilité - Ce groupe français du secteur travaux publics (1.000 personnes, 38 sociétés dans le monde) s'est développé depuis une quinzaine d'années autour d'un procédé technique très performant. Son président-directeur général-inventeur recherche le responsable de sa comptabilité personnelle, qui lui sera directement rattaché. En liaison permanente avec les filiales françaises et étrangères, il centralisera tous documents et contrats lui permettant de rédiger et de justifier les déclarations fiscales afférentes à la gestion d'un patrimoine privé complexe. Il sera également responsable de la tenue de la comptabilité de l'activité principale (constat des mouvements de fonds en provenance ou à destination des différents pays) et il assurera la surveillance de la trésorerie de cette activité. Ce poste, basé en très proche banlieue ouest de Paris, s'adresse à un candidat expert comptable (éventuellement mémorialisé) possédant une solide expérience de la fiscalité et de la comptabilité en cabinet ou dans un poste similaire. La rémunération sera motivée des candidats de valeur. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2946M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Gensies - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.94
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AGF

Un contrôleur de gestion qui assure!

De formation supérieure, vous bénéficiez d'une première expérience réussie dans la comptabilité de gestion ou dans l'audit en milieu tertiaire ou industriel. Vous apporterez votre plus méthodologique dans notre effort de rénovation des instruments de pilotage de la branche et serez en charge de la cohérence du système d'information. Vous mènerez des missions d'analyses de nos activités avec le concours des responsables de secteurs. Vous assurez la permanence d'une vue synthétique de nos performances en assurance de particuliers. Pour atteindre ces objectifs, vous serez appuyé par deux jeunes contrôleurs de gestion. Vos qualités relationnelles, votre aisance dans la négociation, votre sens de l'anticipation seront vos atouts pour réussir des projets de grande dimension, à la hauteur d'un marché en pleine mutation. Si vous souhaitez participer à cette évolution, rejoignez-nous en adressant votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à Assurances Générales de France - Secteur Gestion de l'Emploi - 33 rue Lafayette - 75009 Paris.

Région EST de la FRANCE. UNE IMPORTANTE SICOMI
recherche son

DIRECTEUR

Vous avez :
- 45 ans environ,
- un diplôme d'enseignement supérieur axé sur la Finance et la Gestion,
- une expérience confirmée, à un niveau décisionnel :
• de la gestion immobilière, d'une part
• du diagnostic financier des entreprises industrielles et commerciales, d'autre part.
Vous êtes :
- un gestionnaire rompu à l'orthodoxie financière,
- aussi bien qu'un homme capable de prendre des initiatives.
Vous aurez :
- à veiller à la mise en place des opérations de crédit-bail, et à en assurer la gestion, tant financière que juridique,
- à encadrer, et surtout à animer, grâce à une bonne synergie des compétences, une équipe de 15 personnes,
- à entretenir de bonnes relations avec les actionnaires de la société, représentative du tissu économique régional.
Veuillez adresser votre CV détaillé, avec photo, sous lettre manuscrite, à Michel MORACCHINI Conseil en Recrutement (Département Séabank) Réf. 8822, 22bis, rue des Belles-Feuilles 75116 Paris, qui vous garantira une discrétion absolue.

SEABANK - LE RECRUTEMENT BANCAIRE ET FINANCIER
MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE
DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Votre professionnalisme au service
d'une banque en mouvement...

Responsables d'agence

Véritable professionnel du secteur bancaire par votre fonction actuelle d'Adjoint ou de Responsable d'Agence, vous désirez partager le développement et participer au mouvement de notre Entreprise. Par vos qualités de conseil et vos compétences commerciales vous apporterez à nos clients l'approche qualitative et la réponse à leurs attentes. Animateur et gestionnaire, vous dirigerez votre équipe au sein d'une structure originale et décentralisée.

Pour parler ensemble de ce poste, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 2902/RA à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.

Crédit Mutuel

Une banque à qui parler

RESPONSABLE COMMERCE INTERNATIONAL

GRANDE BANQUE ETRANGERE - PARIS

Si vous avez une formation supérieure et 5 ans minimum d'expérience bancaire dans les domaines suivants :

- techniques de financement Export à court et moyen terme et procédures COFACE,
- produits classiques (cautions, crédits documentaires, garanties).

Si vous avez un potentiel commercial évident, un tempérament entreprenant, une ouverture internationale réelle (vous êtes vraiment bilingue français-anglais).

Venez rejoindre un grand Groupe bancaire international pour créer le poste de Trade Finance Manager.

Merci de nous transmettre votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite et rémunération actuelle) sous réf. 9169 à PIERRE LICHAU 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

responsable de la comptabilité des O.P.C.V.M.

Nous créons, à la périphérie Nord-Ouest de Paris (métro), une société de valorisation de FCP et de SICAV. L'originalité de cette société, dont l'essor s'annonce rapide, tient à son indépendance à l'égard des opérateurs de marché. Rattaché(e) au Directeur, vous avez pour mission, avec l'équipe que vous constituerez, d'assurer la gestion comptable des FCP et des SICAV, d'élaborer et de traiter les dossiers en suivant l'évolution de la réglementation des O.P.C.V.M. Vous fournirez également aux gérants et dépositaires de titres, en particulier, les informations qui leur sont nécessaires et vous les conseillerez, le cas échéant, en matière de fiscalité.

Vous êtes âgé(e) de 27 ans minimum, de préférence titulaire du DECS, et vous pouvez vous prévaloir d'au moins trois ans d'expérience de la comptabilité des O.P.C.V.M. avec utilisation de l'informatique. La connaissance des nouvelles techniques de marché (MATIF et options) serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/105-1, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Ponthieu 75008 PARIS

SERTI SELECTION

rédauteur

litigieux

Importante BANQUE PARISIENNE recherche un collaborateur à fort potentiel.

Vous serez chargé, au sein de la Division des Litigieux :

- d'assurer le recouvrement des créances de la banque et la défense de ses intérêts dans toute action judiciaire,
- d'entretenir les relations avec les divers mandataires de justice.

Vous avez une formation juridique supérieure et une bonne culture financière, 2 à 3 ans d'expérience à un poste similaire dans une banque, un établissement financier ou chez un syndic.

Vos capacités d'autonomie, de rigueur ainsi que vos qualités relationnelles vous permettront d'acquiescer à des responsabilités à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence 5253, à

MEDIA BA 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

مكتبة من الامم

OPÉRATION SPÉCIALE
« Gestion - Finance »SCMC
MONEP

Assurer la comptabilité d'une PME...

dans une société en pleine croissance

Notre Société, filiale de la société des Bourses Françaises, spécialisée sur le marché des options négociables (MONEP), actuellement en plein développement, souhaite accueillir l'assistant du

Chef des services comptables

Votre formation BTS/DUT (finance-compta) et une première expérience d'environ 4 ans au sein d'une PME, vous ont permis d'acquies une bonne maîtrise de la comptabilité générale dans tous ses aspects (y compris bilan et compte de résultat). Vous vous sentez maintenant à l'étroit dans votre poste et voulez élargir votre champ d'action. Nous vous offrons la possibilité de devenir le bras droit de notre Responsable Administratif et Financier. Outre les tâches comptables, vous l'assisterez dans l'élaboration des tableaux de bord de gestion, le suivi de la trésorerie, l'établissement des peies, les traitements informatiques liés à l'activité de la Société.

Un challenge intéressant ! N'est-ce pas ?

Notre Conseil, Michèle RIPAUD, attend votre résumé de carrière, sous la référence NCM/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

La Banque est votre métier,
Le Conseil est votre avenir.

Diplômé(e) d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, vous avez depuis environ 5 ans, mené à bien des missions d'organisation dans une banque ou dans une institution financière.

Nous vous proposons de valoriser cette expérience dans le Conseil : un travail varié, une ambiance ouverte et internationale, avec des contacts au plus haut niveau.

Le fort développement de PEAT MARWICK Consultants (135 professionnels, 120 MF d'honoraires, + 30 % par an depuis 4 ans), au sein du premier réseau mondial d'Audit et de Conseil, vous offre de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'écrire à Marie-Odile RIBATTO qui vous assure de sa totale discrétion.
PEAT MARWICK Consultants (référence 930-87) - Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSEKPMG Peat Marwick
ConsultantsN°1 mondial du
Conseil et de l'AuditJeune auditeur
PARIS

Nous sommes l'un des tout premiers groupes français de communication, et pour étoffer notre Service Audit nous recherchons un

rattaché au Responsable de l'Audit au sein du holding, vous le seconderez et intervenirez auprès des différentes filiales du groupe sur des missions classiques d'audit comptable, financier et de contrôles de procédures; vous réaliserez également des investigations ponctuelles à la demande de la Direction Générale ou Financière. Nos filiales étant essentiellement implantées en région parisienne, vos déplacements seront limités.

Vous avez une formation de type ESC - Maîtrise... + DECS et une première expérience d'environ 2 ans acquise au sein d'un important cabinet d'audit ou éventuellement dans un service d'audit étroit d'une grande entreprise.

Afin d'étudier prochainement lors d'un entretien les conditions de votre future collaboration; merci d'envoyer votre CV avec lettre manuscrite et rémunération actuelle, sous réf. 3578 à notre Conseil.

INTERNATIONAL
RECRUITING DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARISPARIS
MILANO
LONDON
NEW-YORKImportant
Groupe
d'Etablissements
Financiers
rechercheASSISTANT(E)
D'UN DIRECTEUR

Département CREDIT-BAIL IMMOBILIER

- Vous êtes diplômé(e) d'une E.S.C.
 - Vous souhaitez, après une première expérience professionnelle de quelques années, rejoindre un Groupe dynamique en développement rapide;
 - Attiré(e) par la vie des affaires, vous voulez vous impliquer pleinement dans un métier très évolutif;
 - Votre goût des contacts s'allie à celui des études approfondies d'opérations complexes;
 - Vous êtes à l'aise dans les calculs financiers et l'utilisation de la micro-informatique;
 - Vous travaillez vite, vous avez de l'ordre, de la méthode;
 - Vous souhaitez que vos performances soient reconnues par une rémunération attractive.
- Alors, adressez votre lettre de candidature avec prêt., C.V. et photo s/réf. 36104 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
PRIVEE
recherche :ANALYSTE
DE CREDITS MF

Diplômé(e) Grande Ecole Commerciale ou Université : DESS finances ou équivalent, ayant des connaissances approfondies en analyse financière.

Il est souhaité une expérience de 2 ou 3 ans dans les opérations de crédits.

Langue anglaise indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V.
s/réf. 6414 à PIERRE LICHOU
10, rue de Louvois - 75002 PARIS
qui transmettra.

RECRUTEMENT

Le groupe DMC (8 milliards de C.A., 12.300 salariés France/étranger dont 850 cadres) est l'un des premiers groupes français européens et connaît une forte progression.

Pour faire face à son développement, il recherche un CHARGE DE RECRUTEMENT (H/F) des cadres du groupe.

Rattaché à la responsable du recrutement, celui-ci devra prendre en charge de manière autonome des missions complètes de recrutement, à partir de la définition des besoins jusqu'à l'intégration du candidat.

Il travaillera en étroite collaboration avec les hiérarchiques demandeurs, devra mettre en œuvre les méthodes de recherche et de sélection appropriées et procéder au choix du type d'intervention (annonces, cabinet extérieur), et veillera au bon déroulement du processus en respectant délais et coûts.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure, possédant impérativement une expérience de 5 ans en milieu industriel et/ou en cabinet de sélection par annonces.

Il pourra évoluer à moyen terme vers une fonction sociale de terrain.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite sous la référence 821/M à Catherine MANGET - DMC - Gestion des Cadres - 88, rue de Rivoli - 75004 PARIS.

BANQUE
POPULAIRE DU MIDI

Implantée dans les départements du Gard, de l'Hérault, de l'Ardèche et de la Lozère, recherche pour l'une de ses agences située dans le Gard, un

DIRECTEUR D'AGENCE
CLASSE VI

- diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 4).
 - homme de développement justifiant d'une expérience de plusieurs années en exploitation bancaire.
- Les perspectives d'évolution sont de nature à motiver un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : Banque Populaire du Midi Direction du Personnel BP 1033 - 30013 NIMES Cedex.

UNE ENTRAIDE NOUVELLE EN FINANCE

recherche

RESPONSABLE DE LA TRESORERIE
ET DES MARCHES FINANCIERS

Si possible, diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat aura la responsabilité de la Gestion de la Trésorerie ainsi que des interventions auprès des institutions et des marchés financiers. Il aura acquis une expérience d'environ 4 ou 5 ans dans la fonction, et un très bon niveau d'anglais. Des connaissances en espagnol seront appréciées. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience.

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions, sous la référence 174/LM, à

O.C.B.F. SERVICES

68, rue de la Chaussée-d'Anth - 75009 PARIS.

AUDITEUR
INTERNE

UNE OPPORTUNITE DANS UN GROUPE DYNAMIQUE

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez quelques années d'expérience d'audit, en entreprise ou en cabinet spécialisé et une bonne connaissance de l'informatique. Votre formation de base d'ingénieur sera un atout supplémentaire.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, nous vous proposons des missions variées dans toutes les sociétés du Groupe. Ces dernières vous offriront de réelles possibilités d'évolution vers des responsabilités opérationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature et prétentions s/réf. 6848 à Bertrand Lerche, Groupe Maison Familiale, 15 rue de Marignan, 75008 Paris.

Groupe Maison Familiale

LE SPECIALISTE MONDIAL
DE L'EQUIPEMENT AUTOMOBILE
cherche pour sa branche
Embrayages leChargé de la gestion
du personnel

de son Etablissement d'AMIENS (1 300 pers.).

A 26 ans minimum, de formation supérieure (Droit, Ecole Supérieure de Gestion, IEP, etc.), et portant bien l'anglais, vous avez déjà une expérience de 2 à 3 ans de la gestion du Personnel, de préférence en unité de production, dans un contexte industriel innovateur. Vous avez une bonne connaissance de l'outil informatique.

Sous l'autorité du Directeur du Personnel, et avec une équipe de 8 personnes, vous assurez les missions suivantes : recrutement, évolution des fonctions, gestion des effectifs, paye, affaires sociales... et vous assistez les responsables hiérarchiques dans la gestion quotidienne de leur personnel.

Votre professionnalisme, votre rigueur, votre goût pour les relations humaines vous permettront de réussir votre mission.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 606, à Annie Lucchini - JACOUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTIC

Importante Banque Française de Dépôts Filiale d'une Grande Banque Nationale récemment privatisée recherche

Le Responsable

de la clientèle Entreprises de son Agence Centrale à Paris

Agé de 35/40 ans environ, niveau classe VII, très dynamique sur le plan commercial il aura à animer une équipe de 5 exploitants chargés de la gestion et du développement de ce secteur d'activité.

Un Sous-Directeur d'Agence
à Paris

Agé de 30/35 ans, niveau classe V-VI, directement rattaché au Responsable de l'Agence, très dynamique, bon animateur et bon gestionnaire, il disposera d'une large délégation.

Les perspectives de carrière offertes par ces deux postes justifient des candidatures de cadres de valeur disposant d'un large potentiel d'évolution dans un groupe en forte expansion.

Ils s'adressent à des diplômés de formation supérieure ou bancaire (ITS ou CESS) ayant acquis une expérience professionnelle dans des fonctions commerciales après être passés dans les différents secteurs de la Banque. La rémunération est attractive et de nature à motiver des candidats de valeur.



Merci d'adresser CV complet, photo, lettre man. avec prétentions sous réf. 143 A à Bernard KECK, 30 rue du Fbg Montmartre 75009 PARIS, à qui nous avons confié cette recherche.

LE GROUPE LYONNAISE DES EAUX
recherche un

cadre

pour sa Direction Comptable

- Vous avez environ 25-30 ans
 - Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce, M.S.T.C.F. + DECS ou expertise comptable
 - Vous avez une expérience dans un cabinet d'audit, une PME...
 - Vous serez chargé de l'élaboration, du suivi des règles et procédures comptables et administratives pour le groupe
 - Vous assurez un rôle de conseil auprès de l'ensemble de nos filiales en matière de législation
- Ce poste implique du dynamisme et un sens certain de la diplomatie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. D3 à A. NEBOUT, Division Ressources Humaines, 52, rue de Labonne 75008 Paris.

groupe lyonnaise des eaux

مقدراً من العمل

OPÉRATION SPÉCIALE
« Gestion - Finance »

Accompagner la réussite

Assister un Golden Boy qui fait fortune dans l'immobilier, le décharger du suivi des dossiers en cours, assurer les relations avec les avocats, les banquiers, notaires...

Ce poste convient à jeune loup brillant et combatif.

Il participera aux montages des affaires et aux négociations et sera donc fortement intéressé aux réalisations.

Un salaire fixe confortable lui permettra en toute hypothèse d'ignorer les soucis quotidiens.

Traders, négociateurs immobiliers... Ecrivez sous référence 802 129/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS LYON STRASBOURG Lille

Gérer notre croissance

Accroître nos parts de marché grâce à une politique commerciale très ambitieuse.

Optimiser la gestion de l'ensemble de nos dépôts répartis sur toute la France.

Telle est la mission que les Menuiseries SIBAM, spécialistes de la menuiserie, souhaitent confier à leur

Contrôleur de gestion

En liaison avec la Direction Générale, il assiste les responsables opérationnels des dépôts dans la détermination de leurs objectifs comme dans la maîtrise de leurs coûts.

Il analyse et optimise les procédures de gestion en place.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure,

vous êtes un homme de terrain.

Vous avez déjà acquis une expérience similaire dans la fonction. Vous êtes particulièrement disponible pour de nombreux déplacements.

Le poste est basé à Cambrai.

Ecrivez sous référence 801650/LM.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS LYON STRASBOURG Lille

VENEZ GERER
NOTRE CROISSANCE

NIMES



Selecrom
CONSEIL EN RECRUTEMENT

SAUR, spécialiste du service aux Collectivités locales, recherche en milieu urbain, nous sommes le leader mondial de la distribution de l'eau en milieu rural. Nous recherchons pour notre Direction Régionale NIMES - un ADJOINT ADMINISTRATIF à notre Directeur.

Votre mission : à la tête d'une équipe de 30 personnes que vous animez, vous assurez la gestion budgétaire de nos centres de profit, vous contrôlez la facturation et la gestion informatique de nos abonnés, vous intervenez sur les différents aspects juridiques de nos contrats (code des marchés publics et droit privé), vous prenez en charge la gestion du personnel, les relations sociales et supervisez la comptabilité.

Votre profil : 35 ans minimum, une formation BECAE ou équivalente, une solide expérience en tant que Secrétaire Général ou Directeur Administratif et Comptable dans une PME et la parfaite maîtrise de l'outil informatique.

Vos atouts : excellent gestionnaire, vous êtes rigoureux et concret. Manager de l'investissement, vous êtes prêt à vous imposer par votre professionnalisme et vos compétences.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo, rémunération actuelle et souhaitée), s/réf. 86654/LM, à SELECOM - 224, rue du Faubourg-St-Honoré - 75008 PARIS.

Contrôleur de Gestion
240 000F.

PAYS DE LOIRE - Cette jeune Société industrielle (250 personnes - 105 millions de francs de chiffre d'affaires) connaît depuis sa création un développement fort et soutenu, grâce à la qualité de ses produits, mais surtout à sa capacité d'innovation. Possédant un potentiel de croissance encore inexploité sur le plan national et international, elle renforce sa Direction Générale en créant le poste de Contrôleur de Gestion. Dépendant du Président Directeur Général, ce Responsable développera et animera les outils de contrôle de l'activité, d'analyse de la performance économique (budgets - comptabilité analytique...), et de prévision (C.E. prévisionnel - simulations économiques - Plans à moyen terme etc.). Par ses analyses et ses études, il conseillera le Président dans ses choix stratégiques, ainsi que l'ensemble de la hiérarchie dans ses actes de gestion. Par sa compétence et sa personnalité, il participera à l'assommoir d'un état d'esprit plus gestionnaire et professionnel. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, de formation supérieure (type ESCAE), ayant acquis une expérience significative du Contrôle de Gestion au sein d'une Société industrielle. Par sa maturité professionnelle, il saura imposer à tous les niveaux cette nouvelle fonction dans l'Entreprise. Ecrire sous réf. A/2028/M.



Jean-Bernard FOURNIER et Associés
Conseil en recherche et recrutement de cadres
3, rue Racine - 44000 NANTES

FILIALE SPÉCIALISÉE DE BANQUE

recherche

1 ACTUAIRE

responsable de relations commerciales avec des investisseurs institutionnels.

1 OPÉRATEUR DU MARCHÉ INTERBANCAIRE

très confirmé.

2 TRADERS OAT et BTAN

confirmés.

2 DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

scientifique ou commerciale, pour conseiller, traiter les opérations sur le MATIF (notional, options, etc.).

L'un aura une expérience de 2 à 3 ans, l'autre sera débutant.

Ces postes requièrent un sens des relations développé et le goût d'exercer une activité commerciale.

L'usage de l'anglais courant sera apprécié.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions sous n° 8437, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Nous sommes l'un des tout premiers Groupes français de Services. Notre croissance et nos ambitieux projets de diversification nous amènent à renforcer la structure de notre Direction Générale en créant auprès d'un de nos Directeurs un poste d' :

ATTACHÉ
DE DIRECTION GÉNÉRALE

Homme de Prospective de Marketing et de Finances

- Vous êtes diplômé d'une grande Ecole de Commerce, option Marketing Finances ou, ingénieur Grande Ecole plus troisième cycle de Gestion.
- Vous avez autour de 30 ans et votre expérience de 5 ans minimum en Cabinet ou en Entreprise vous a permis d'intervenir sur des dossiers financiers épineux et des problèmes de stratégie de développement.
- Autonome, vous avez une très large ouverture d'esprit, un goût prononcé pour le Marketing, un grand sens relationnel et politique, une réelle puissance de travail et une totale disponibilité.
- Enfin, vous êtes capable de mener une négociation en anglais.

Nous vous proposons de rejoindre une équipe de très haut niveau où vos capacités à associer des activités opérationnelles et fonctionnelles vous ouvriront les plus larges perspectives de carrière.

Merci d'adresser une candidature motivée (C.V., lettre manuscrite, photo) sous réf. LM/66 à notre Conseil :



Jacques PICARD
ORYADE
43 boulevard Malesherbes - 75008 PARIS

Banque française
de premier plan recherche
pour son département Trésorerie francs

Spécialiste -
Arbitragiste

Il participera à l'élaboration des stratégies d'arbitrage et à leur réalisation sur le marché.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (X, Centrale, Supélec, Hec...) ayant acquis une expérience similaire de 3 à 5 ans au sein d'une banque de trésorerie ou d'un agent de change.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions sous référence 2666 M à



SOURCES
108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

GROUPE
HERVET

Locaterme

Filiale de crédit-baillocation du Groupe HERVET recherche un

Analyste Responsable Engagements

pour prendre en charge l'étude du risque (analyse financière, juridique, fiscale, technique...) et le suivi des opérations mises en œuvre pour LOCATERME.

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, le candidat bénéficie d'une expérience réussie de plusieurs années de la fonction au sein d'un groupe bancaire ou financier où il a fait preuve, notamment de son aptitude à analyser des rapports financiers anglo-saxons.

Au sens du risque, il allie des qualités de rigueur et de méthode ainsi que de disponibilité et de rapidité. Enfin, il est motivé par un poste autonome s'inscrivant dans le cadre d'un travail d'équipe.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127, avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY, sous réf. MSLO.

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PRODUITS INDUSTRIELS

Responsable marketing chez un leader mondial

Structurée par secteurs d'activités, cette société internationale recherche, pour l'une de ses divisions (500 millions de francs de CA dont 40 % à l'export) réalisant des produits industriels destinés au bâtiment, son Responsable Marketing. Collaborateur du Directeur Commercial, il participera à la définition des orientations en matière de stratégie et de développement commercial. Animateur d'une équipe de 7/8 personnes, dont 3 Chefs de Produits, il assurera la conception et la réalisation de l'ensemble des actions marketing : plans et budgets, études de marchés, prévision et suivi des ventes, politique des prix et des marges, promotion communication, amélioration et adaptation des produits... en liaison étroite avec les services commerciaux et techniques.

Ce poste opérationnel et stratégique représente un "challenge" motivant pour un professionnel du marketing industriel possédant une expérience de 8 à 10 ans. Diplômé d'études supérieures (écoles d'ingénieur ou de commerce), il disposera de grandes capacités d'implication personnelle et de relation ainsi que des qualités de rigueur et d'innovation. Anglais nécessaire.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 8A 931-8M.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

BOISSONS

Innover et développer à l'échelle internationale

Un Groupe Français, parmi les premiers mondiaux de l'industrie des boissons, offre un poste particulièrement enrichissant et offrant de larges perspectives de carrière à un candidat de valeur qui sera directement rattaché au Directeur du développement du groupe. Pour jouer un rôle moteur dans la croissance du groupe, il sera essentiellement chargé :

- d'être constamment à l'écoute des marchés mondiaux pour discerner toutes opportunités de création de nouveaux produits (participation aux grandes manifestations internationales, exploitation des informations...);
- de créer une banque de données informatisées de l'innovation afin de tenir informées l'ensemble des filiales et de développer une synergie entre leurs capacités créatrices;
- de garantir la présence d'une des grandes marques du groupe à l'échelon mondial.

Ce poste, qui implique de nombreux contacts extérieurs, mais aussi avec les laboratoires et les services marketing du Groupe, conviendrait à un candidat de premier plan :

- de formation supérieure (Agro + MBA ou HEC...);
- ayant environ 3 à 5 ans d'expérience dans l'industrie alimentaire, soit dans le marketing international ou l'exportation, soit dans un laboratoire de développement de produits;
- témoignant de qualités marquées d'initiatives, de curiosité intellectuelle et de discernement, de dynamisme et de conviction;
- parlant l'anglais (et si possible une autre langue étrangère).

La réussite à ces fonctions favorisera de larges perspectives de développement de carrière dans le Groupe. Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 8A 915-8M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Chef du service juridique

Une importante société industrielle, CA 1 milliard en forte croissance, rattachée à un groupe français de tout premier plan, recherche son chef de service juridique.

Il assumera la responsabilité de l'ensemble des problèmes juridiques de la société : droit des sociétés, droit contractuel, propriété industrielle, immobilier, assurance, contentieux, acquisitions, cessions...

La réussite dans ces fonctions importantes implique :

- une formation juridique supérieure - droit des affaires,
- 8 ans environ d'expérience dans un service juridique d'entreprise ou en cabinet spécialisé de forte notoriété,
- de parler l'anglais.

Réelles possibilités de développement de carrière dans le Groupe. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 18 873-8M.

Discretion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

PARIS

Société appartenant à un groupe international et réalisant un CA de 350 millions de francs recherche son

Chef comptable

Le candidat retenu assurera la supervision complète des services comptables, il sera directement rattaché à la Direction Administrative et Financière.

Nous recherchons une personnalité dynamique et entrepreneur susceptible, avec l'aide d'un bon soutien informatique de faire de la comptabilité un véritable outil de gestion tout en répondant aux impératifs légaux et fiscaux.

Les candidats devront faire mention :

- d'une excellente formation de base en comptabilité (DECS),
- d'une bonne connaissance des questions légales et fiscales,
- d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans un poste équivalent.

Connaissances en langues étrangères (anglais, allemand) appréciées.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 8A 934-8M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



GENERALE DE TRANSPORTS
ET D'INDUSTRIE

20 000 personnes, leader européen

recherche pour sa division transports de voyageurs

Futurs Directeurs de filiales

Nos filiales, réparties sur l'ensemble du territoire, partenaires des collectivités locales, ont la mission de fournir au public un service de qualité, adapté à ses besoins, dans le cadre d'une gestion rigoureuse.

Nous recherchons des candidats de valeur, capables de diriger une filiale après un premier poste en qualité de responsables des opérations. Ces postes conviendront à des candidats diplômés d'une école d'ingénieurs ou de gestion, ayant 3 ans d'expérience impliquant animation de personnel, gestion de budgets, relations commerciales.

Ces postes sont à pourvoir en :

- région Bourgogne
- région Champagne-Ardenne

mais l'évolution doit pouvoir s'effectuer dans toute autre ville de province.

Ecrire en précisant la référence

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Crédit foncier de Monaco (groupe Indosuez)

recherche

POUR LE DÉVELOPPEMENT DE SA CLIENTÈLE NON RÉSIDENTE :

UN CADRE COMMERCIAL DE DÉMARCHE

Le candidat devra :

- Être âgé de 30 ans minimum ;
- Posséder une formation supérieure, ou de grande école ;
- Avoir la maîtrise de l'anglais ;
- Justifier d'une expérience réussie dans la vente de produits financiers (banque ou assurance).

Le poste proposé exige tout particulièrement une grande disponibilité pour pouvoir effectuer chaque année plusieurs missions de prospection à l'étranger.

Adresser une demande de candidature manuscrite avec C.V., photo et références à l'attention de M. FRADET, Crédit Foncier de Monaco, B.P. 470, MC 98012 MONACO CEDEX.

A l'Export : la souplesse d'une PMI la puissance d'un Groupe

Nous sommes l'une des filiales d'un Groupe français de tout premier plan qui fabrique et commercialise des matériels de technique avancée. Nos produits sont renommés tant en France qu'à l'étranger grâce à notre compétitivité technique et commerciale. Nous vous proposons en qualité d'

Ingénieur d'affaires exportation

de nous rejoindre pour vous confier le développement commercial à l'export de nos produits sur des marchés aussi porteurs que ceux de l'Aéronautique, l'Aérospatial, l'Armement. Bénéficiant d'une large autonomie, vous vous appuieriez sur notre réseau Groupe de coopérateurs et d'agents internationaux et notre solide logistique commerciale et technique.

Votre profil ? A environ 30-35 ans, vous avez une expérience réussie de la négociation des contrats d'exportation acquise dans une activité similaire et parlez le langage de nos techniciens et clients, notamment en anglais.

Nous souhaitons ? Une personnalité de premier plan, très disponible pour voyager, capable d'apporter sa propre stratégie et de faire preuve de qualités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la réf. L/EX/LM, à notre Conseil Thierry de CARNÉ qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Le Monde

OPÉRATION SPÉCIALE « Gestion - Finance »

Valeo

Matériaux
de friction

Le spécialiste mondial
de l'Équipement Automobile

Nous recherchons pour notre division
Garnitures d'Embrayages
à LIMOGE (87)

chef comptable

Rattaché au Contrôleur Financier de la division, vous assurez l'ensemble de la fonction comptable : comptabilité générale et auxiliaire, établissement des comptes de résultats et bilans, relations avec les organismes sociaux et fiscaux. Vous animez une équipe de 3 collaborateurs.

De niveau DECS, vous avez 5 ans d'expérience similaire dans une division ou filiale d'un groupe industriel. Perspectives d'évolution pour candidat de bon potentiel.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. M/C/C à VALEO Matériaux de Friction, Recrutement I et C.

13, rue Dieumegard - 89406 SAINT-OZEN.

SALOMON : UNE ÉQUIPE PASSIONNÉE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE...

2,4 Mds de F de CA dont 90 % à l'export, 2 000 personnes. Une activité fortement internationale sur deux marchés : les SPORTS D'HIVER et le GOLF.

Pour renforcer notre Direction Financière, nous créons, au sein du Service Fiscalité et Comptabilité Internationale, le poste de

SALOMON

RESPONSABLE CONSOLIDATION (H/F)

Votre mission :

- définir et mettre en œuvre les principes comptables internationaux du Groupe,
- organiser et réaliser les travaux de consolidation,
- mettre en place les procédures de contrôle interne dans nos filiales étrangères,
- Faire évoluer les systèmes d'information comptable et leur qualité.

Vos atouts :

- vous avez une formation supérieure et une expérience de 3 ans dans l'audit ou dans des fonctions similaires,
- vous maîtrisez les principes comptables internationaux et avez déjà abordé avec succès la technique de consolidation,
- vous parlez couramment l'anglais, et aimez les déplacements, en particulier à l'étranger.

Nous vous offrons en retour l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge et qui saura être attentive à votre potentiel d'évolution.

Merci d'envoyer votre candidature avec lettre manuscrite, CV et photo, sous référence DFG à Geneviève LEPELLETIER - SALOMON - Metz-Tessy - BP 454 - 74011 ANNEY-CEDEx.



مكتبة من الامم

**DIRECTEUR
DU DEPARTEMENT NUTRITION ANIMALE**

La filiale française d'un important groupe international du secteur de la *chimie fine* recherche son **Directeur du département nutrition animale**.

Il aura pour mission :

- de gérer un CENTRE DE PROFIT,
- D'ANIMER UNE EQUIPE d'une cinquantaine de personnes (services de production, services commerciaux et assistance technique),
- DE DEFINIR LE MARKETING OPERATIONNEL de nos gammes de produits.

Il ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, doté d'une solide formation supérieure (*ingénieur agronome*...) possédant une bonne connaissance du secteur et ayant des capacités prouvées de gestion, d'animation et de négociation.

**RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE-
DEVELOPPEMENT NUTRITION ANIMALE**

Rattaché au directeur du département, vous animerez une équipe d'ingénieurs confirmés chargés du développement de nos gammes de produits, de l'assistance technique terrain aux services commerciaux, de la mise au point d'essais en clientèle et avec des instituts de recherche.

Scientifique de formation, ingénieur agronome ou vétérinaire, vous avez nécessairement une connaissance approfondie de l'alimentation animale, une expérience pratique du terrain. Une bonne connaissance de l'élevage porcin serait un atout apprécié.

Vous devrez faire preuve de qualités humaines, d'aisance dans les relations et la communication pour dialoguer avec les clients, les organismes de recherche et les responsables commerciaux. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Ces deux postes sont basés à PARIS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant le poste choisi sous réf. 10284 à PIERRE LICHAU 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

COTE D'AZUR
250.000 F +

900 PERSONNES
TECHNOLOGIES DE POINTE

Responsable de Personnel

Devenez rapidement le Responsable de Personnel de l'une de nos unités opérationnelles, spécialisée dans des équipements et des applications de haute technologie. Le titulaire actuel de cette fonction est appelé à occuper, d'ici 6 mois à un an, des responsabilités plus importantes dans notre groupe. Dans un premier temps et sous son autorité, vous assurerez la totalité de la fonction PERSONNEL d'un établissement de 500 personnes. Vous serez ensuite amené à lui succéder. Placé alors à la tête de la gestion de 900 personnes,

vos responsabilités porteront sur : recrutement, formation, rémunération, ressources humaines, communication, relations publiques. Si vous possédez une formation supérieure (Bac + 5), 4 à 5 ans d'expérience acquise nécessairement dans la fonction Personnel, et dans l'industrie, vous avez vraiment le profil pour réussir dans un poste très évolutif ou vos qualités de leader naturel, de communicateur, de charisme feront la différence. Anglais souhaité. Le poste est basé sur la Côte d'Azur.



Guy Postel

Adressez votre CV avec photo à notre conseil : Guy POSTEL BP 19 - 06480 LA COLLE SUR LOUP, sous référence 114, ainsi qu'un numéro de téléphone où vous êtes assuré d'être contacté confidentiellement et très rapidement.

UNIVERS,

société d'ingénierie informatique reconnue, en forte expansion (Paris-9), spécialiste dans la mise en œuvre de projets spécifiques importants dans le domaine des LAG, SCBDR, de la qualité logiciel et de l'intelligence artificielle vous propose d'intégrer son équipe

ingénieurs commerciaux

- Vous avez environ 25-30 ans, N/F ;
- Une formation supérieure (école de commerce ou équivalent) ;
- Une expérience commerciale dans le domaine informatique indispensable ;
- Et vous avez opté pour la réussite.

VOUS AUREZ A :

- apporter votre contribution technique et humaine au sein d'une équipe de jeunes ingénieurs commerciaux ;
- dynamiser et concrétiser la politique commerciale d'Univers ;
- créer et développer votre compte clientèle ;
- maîtriser son tissu relationnel grands comptes.

Veillez adresser votre CV, accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions à : SDRH Consultant, 9, rue Richemont, 75008 Paris.

**LE SERVICE A LA CONQUÊTE
DU TROISIÈME MILLÉNAIRE**

Paris ou Lyon

Rattaché à un groupe financier majeur, cette Société d'études, CONSEIL ET INGENIERIE DE FORMATION, propose aux entreprises, administrations et collectivités locales des produits et des services basés sur la qualité, l'implication et le partenariat. Des objectifs de diversification ambitieux l'amènent à recruter pour un nouveau département son :

Manager formation

Cet homme d'envergure, diplômé d'une grande école commerciale ou technique a à son actif une expérience réussie dans la vente de services (Conseil ou Formation).

Homme de marketing opérationnel, il est capable de constituer et d'animer une équipe, de gérer un centre de profit, d'en assurer le développement commercial. Imaginatif, il est capable de concevoir des produits de formation liés aux nouvelles technologies de communication.

Enthousiaste et créateur d'enthousiasme, ténace, pousseur, nous lui offrons de créer et développer ce département avec de grandes ambitions.

Jacques VUARIER vous remercie de lui adresser vos candidatures qu'il traite confidentiellement sous la réf. 4124

argos

DEPARTEMENT CONSEIL
EN RECRUTEMENT
89, rue de la Villette - 69003 LYON
Tél. : 72.34.59.39

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

**ELA MEDICAL
(Groupe SYNTHELABO)**

Premier fabricant français de stimulateurs cardiaques recherche :

**MEDECIN
RESPONSABLE
DE LA FORMATION
Stimulation cardiaque**

pour assurer, au sein de la Direction Marketing, la mise au point de la politique de formation. Il devra notamment :
— élaborer les programmes de formation pour le terrain et la clientèle,
— choisir les outils et méthodes à mettre en œuvre au niveau des actions (EPU, stages, séminaires, congrès...).

C'est un médecin qui possède de solides connaissances en rythmologie et une bonne ouverture à la stratégie moderne de marketing.

Poste basé à Paris - Déplacements de courte durée - Possibilité de conserver une journée hospitalière. Anglais courant indispensable.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 88/20 MO à l'attention de D. VOLTZ - SYNTHELABO BP 72 - 22, avenue Galilée 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise informatique.

**Auditeur interne
groupe
Paris****PROFIL**

- Ce poste intéresse un candidat correspondant aux critères suivants :
- Formation supérieure HEC-ESSEC-ESOP niveau Expertise Comptable ou équivalent.
- Expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'audit anglo-saxon.
- Anglais courant indispensable.
- Audit informatique souhaité.

MISSION

- Les interventions de l'audit interne portent sur la fiabilité des résultats des filiales, le contrôle des procédures dans les agences et le fonctionnement des systèmes informatiques de notre Groupe.
- Basé à Paris, il dépend de la Direction financière et il est amené à effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux USA.

Adresser CV + photo + prétentions à CAP GEMINI SOGETI SA, Audit interne, 11 rue de Tilsit - 75017 Paris, sous référence HMA3



CA : 2 milliards, 1300 personnes, 20 unités de production, importante branche de LAFARGE COPPEE, recherche pour

l'une de ses unités fabricant des plaques de plâtre, située près de Mulhouse, un jeune ingénieur

**Responsable Entretien
Travaux Neufs**

Sous l'autorité du Directeur de cette usine (100 personnes), vous aurez pour mission d'assurer la maintenance de l'ensemble de nos matériels, l'entretien et les travaux neufs du site. En relation permanente avec les services Fabrication et Qualité vous analyserez les opérations et programmes d'entretien en vue d'optimiser l'outil de production en termes de fiabilité, de performance et de sécurité. Au-delà des aspects classiques de nos installations à base d'automatismes, de mécanique et d'électromécanique, la production de vapeur est d'une particulière importance dans notre contexte. Dans le cadre d'un budget défini vous réaliserez l'ensemble des études et des investissements qui vous seront confiés. Vous animerez un service d'une vingtaine de personnes.

Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur diplômé, électromécanicien de préférence, ayant acquis au moins 3-4 années d'expérience de Chef de service Entretien, si possible dans une industrie de manutention de produit en processus continu. Compte tenu de l'importance de notre groupe, un candidat de valeur, disponible et mobile, peut être assuré d'une évolution de carrière à la mesure de ses compétences.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 418 M à :

parichon
38 rue de Liebenne - 75008 Paris - Tél. 45.63.03.10

Le Monde

CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CENTRALES THERMIQUES - INGENIERIE

France et International

Ingenieur études et gestion d'affaires

Une société d'ingénierie, rattachée à un grand groupe industriel, recherche un jeune ingénieur (SCP, ES, AM...) ayant de préférence une première expérience en milieu industriel, capable d'assumer, après formation si nécessaire, la responsabilité d'affaires sur le plan technique et gestion.

La réussite dans ce poste enrichissant implique, outre des compétences techniques polyvalentes, un sens marqué de l'organisation, un solide dynamisme et de réelles capacités relationnelles. Connaissance de l'anglais indispensable (connaissance de l'allemand appréciée).

Courts voyages à l'étranger à prévoir.

Poste: ville Est France.

Ecrire sous réf. 8 A 928-BM

Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Directeur de filiale

Au sein d'un groupe de tout premier plan de 20 000 personnes, nous recherchons le directeur d'une filiale de 400 personnes. Cette société, partenaire des collectivités locales, a une activité de prestataire de services auprès du grand public.

La réussite dans ce poste implique:

- une formation grande école d'ingénieurs ou de gestion,
- l'expérience de la direction d'un centre de profits autonome ou d'une PME et si possible également de consultant d'entreprise,
- l'habitude d'animer une équipe de cadres de bon niveau,
- le sens d'une gestion rigoureuse, de la planification, des relations extérieures à haut niveau d'un management moderne des ressources humaines,
- la capacité d'agir avec autonomie, tout en bénéficiant des synergies d'un groupe et en y apportant sa contribution.

Le candidat retenu sera mis en place par le titulaire du poste qui a une promotion dans le groupe.

Poste grande ville ouest France

Ecrire sous réf. 8 A 933-BM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Ouverture, dialogue, rigueur...

Juriste d'entreprise

Un des leaders de l'alimentaire français, doté de nombreuses filiales à l'étranger, recherche un juriste de valeur.

Ce professionnel, qui justifiera de 5 à 8 ans d'expérience acquise dans un groupe important ou cabinet spécialisé de forte notoriété, devra secondar le Directeur administratif et juridique pour traiter l'essentiel des aspects de la vie juridique.

L'activité du juriste retenu s'exercera autour de deux axes principaux:

- en tant que conseil au niveau de la holding, pour les questions de propriété industrielle, d'assurances et de droit des sociétés (acquisition, création de filiales...);
- en tant que conseil des différentes Sociétés du groupe, essentiellement pour les contrats commerciaux, les questions de concurrence et de droit de la distribution.

La préférence sera donnée à un candidat de formation supérieure (maîtrise + DESS ou DEA) disposant de qualités de rigueur et de contact, ainsi que d'une bonne maîtrise de l'anglais.

Longues perspectives d'évolution au sein du groupe.

Ecrire sous réf. 8 C 567-7 M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Le crédit agricole mutuel du Loiret

leader sur son marché, poursuit sa politique de développement, et souhaite renforcer son service marketing en accueillant à Orléans

un chargé d'études marketing, H/F

Venez participer activement à la définition du plan marketing, collecter toutes informations utiles pour appréhender notre marché, effectuer les études quantitatives et qualitatives nécessaires à la réussite du plan d'action commerciale. Vous intervenerez en tant qu'expert auprès des chefs de produits et chefs de segments.

Diplômé d'une école de commerce, vous avez acquis une expérience marketing de 2 à 3 ans dans la grande distribution et associez l'ouverture d'esprit et la sensibilité au contact à la créativité et la rigueur.

Merci d'adresser à notre consultante Mme M.C. TESSIER, (tel. 5142 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
16, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

Petite société performante de conseil en télématique (12 MF, 30 p.) liée à l'un des premiers groupes de communication français, notre développement nous conduit à accueillir à Paris,

un jeune responsable administratif et financier, H/F

Venez contrôler la comptabilité (avec un aide-comptable), développer la comptabilité analytique et le contrôle de gestion (nous traitons une centaine d'affaires par an), établir le reporting au Groupe, gérer la trésorerie, et bien sûr, régler les problèmes d'administration courants.

A 30 ans minimum, avec une bonne formation comptable et de gestion, vous avez 4 à 5 ans d'expérience opérationnelle dans une PME. Réussir avec nous est votre ambition.

Merci d'adresser à notre consultante, Mme M.C. TESSIER, (tel. 5198 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
16, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPEMENT INTER-REGIONAL D'ETUDES ET DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION DES CAISSES D'EPARGNE de l'Ile-de-France et des DOM-TOM (210 p.), nous cherchons pour l'Ile-Adam (95),

le responsable de notre département moyens de paiement

Manager une équipe de 47 personnes, faire les choix techniques nécessaires et les défendre auprès de la direction (nous travaillons dans un environnement informatique performant), gérer un budget de fonctionnement et d'investissement, à terme vous rattacherez au Système Interbancaire de Télécompensation qui fait ses premiers pas, n'est-ce pas une excellente opportunité?

Vous exercerez des fonctions similaires en milieu bancaire et souhaitez prendre une nouvelle dimension.

Merci d'adresser à notre consultante Mme M.C. TESSIER (tel. 5194 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
16, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

Crédit National

Crédit National : un grand nom dans le financement des Entreprises, une gamme de produits et services originaux et variés, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles.

Crédit National : des équipes jeunes, une capacité d'expertise exceptionnelle.

Cadre Fonction Personnel

Maîtrise de Gestion, Sup de Co Province, possédant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle.

Ajouté du Responsable des affaires administratives et sociales, il participera à l'étude des problèmes juridiques et financiers concernant les personnels du Crédit National et à la mise en place du nouveau projet «GESPERS».

En outre, il animera l'équipe chargée des rémunérations et des frais généraux de personnel (règlements, compilation, déclarations, statistiques).

C'est avec le plus grand soin que nous étudierons votre candidature, merci d'adresser une lettre manuscrite avec CV, photo, indication de votre salaire au Crédit National - Département du Personnel - 45 rue St Dominique 75008 PARIS.

La banque, demain ? L'enjeu : la gestion prévisionnelle des ressources humaines.

Sensibilisé(e) à cette question, vous l'êtes, bien entendu. Conscient de sa portée stratégique, vous avez acquis ces dernières années dans ce domaine une expérience significative. Pourquoi ne pas la valoriser dans un nouvel environnement ? Peut-être, titulaire d'un DESS gestion du personnel, êtes-vous un spécialiste de la fonction ? Mais si vous êtes venu à la gestion prévisionnelle après un parcours bancaire classique, vous nous intéressez tout autant.

Vous êtes, en tout cas, imprégné de la « culture bancaire » et cela vous sera très utile dans votre mission. Vous jouerez le rôle d'un consultant interne : auditer, inventorier les ressources, identifier les besoins, définir les cibles prioritaires. Dans ce puissant organisme financier (7 000 personnes) que nous vous proposons de rejoindre, vous travaillerez sur un bassin d'emploi de 1 800 personnes, avec une grande diversité de métiers et de profils.

Merci d'exprimer votre intérêt aux consultants du cabinet Sirca sous référence 831522 M, 64, rue la Boétie - 75008 Paris, en joignant votre dossier complet et en précisant votre rémunération actuelle. Localisation : Paris centre.

Sirca
Paris-Lyon-Madrid

Membre de Syntec

Voire développement... notre expansion.

Nous sommes une Société de Distribution de dimension nationale et nous nous préparons aux grands marchés européens de 1992. Une croissance organisée et maîtrisée, des performances probantes, des programmes ambitieux et réalistes.

C'est à partir de notre direction de l'expansion que cette stratégie volontaire s'organise, se prépare, se négocie, se réalise.

Nous voulons aujourd'hui enrichir notre équipe d'un

Chargé d'affaires

Monteur d'affaires, homme d'études et de réalisations, accoutumé à la prospection immobilière et financière, aux négociations à tous niveaux (personnes physiques, morales, collectivités...), c'est cela que nous cherchons.

Notre équipe pluridisciplinaire, extrêmement présente, aux temps de réponses courts, fonctionne par son niveau de cohésion, son absence d'inertie et sa crédibilité acquise.

Si votre formation (BAC + 4), votre expérience et surtout vos qualités personnelles alliant l'autonomie au sens de l'équipe, la réflexion à l'action, le sens du résultat à celui de la qualité se retrouvent dans ce message, nous devons nous rencontrer. Nos résultats et nos ambitions permettront à vos perspectives de devenir réalité.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 1019 P à Olivier Chaumette, OC Conseil, 15, rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

IMPORTANTE ENTREPRISE TERTIAIRE du secteur public recherche un

CONSULTANT INTERNE

Rattaché au Directeur de l'informatique, il est chargé de la coordination interne des services techniques. Il assure un audit permanent des activités informatiques, de la planification de ses projets et productions.

En outre, il doit assurer le suivi de la gestion administrative et juridique des contrats. Ce poste charnière, qui peut être un tremplin pour le candidat retenu s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, Ecole de Commerce) avec une expérience d'environ 3 ans dans une fonction similaire où il a su montrer son ouverture à l'informatique, ses capacités d'écoute et de gestionnaire.

Si vous vous sentez concerné par notre proposition, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions en précisant la référence 88301 à notre Conseil qui vous garantira réponse et confidentialité.

CF

Madame Claude FAVEREAU
56, avenue de Suffren
75015 PARIS

مكتبة الامم المتحدة

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**Caisse d'Epargne
d'Antibes-Vence**

directeur commercial

Notre organisme comprend 130 personnes réparties au siège social d'Antibes et dans nos 18 agences installées dans le département des Alpes-Maritimes. Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, vous intensifiez les efforts entrepris, tant au plan quantitatif que qualitatif, pour répondre aux besoins de notre clientèle. Vous dirigez, animez et conseillez, avec l'assistance de Chefs de secteurs, les 80 personnes chargées des relations commerciales dans nos agences : élaboration des plans d'action, préparation des budgets, définition des objectifs, mise en œuvre et suivi des activités, coordination des opérations promotionnelles.

Vous êtes âgé de 31 ans minimum, diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou équivalent et vous avez acquis, dans un organisme financier, une expérience confirmée de l'animation d'équipes commerciales.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M4093-1, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Pontieu 75008 PARIS

**SERTI
SELECTION**

Adjoint du DRH

Dans un Groupe de Presse
450 personnes

Où le produit est passionnant ; les hommes qu'il faut gérer le sont également. Pour l'assister dans le développement de la politique sociale, le DRH recherche le responsable de la Gestion du Personnel, qui sera aussi son adjoint.

Sa mission consistera à :

- prendre en charge la gestion des carrières,
 - mettre en œuvre les démarches et outils de la politique sociale,
 - participer à l'élaboration de dossiers (budgets, études de rémunérations, règlements administratifs, procédures...),
 - nous recherchons un gestionnaire, solide en Administration du Personnel, ouvert au développement des Ressources Humaines, avec une capacité à organiser et animer.
- Vous avez 30-35 ans, un diplôme de l'enseignement supérieur, une expérience réussie de quelques années dans la fonction Personnel ; nous vous offrons l'ambiance de la presse, l'intégration à une équipe jeune et très professionnelle, la possibilité d'apporter votre empreinte à la structure et celle aussi, d'y être formé. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) à notre conseil, sous la référence FP/1 M. Dès le premier contact une présentation complète du Groupe et de votre mission vous sera faite.

INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 Paris

MEMBRE DE SYNTHEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

Esprit d'analyse et contact commercial les deux facettes de votre réussite

Autonomie, curiosité, écoute et dialogue. Ces atouts sont nécessaires pour vous adapter rapidement à nos techniques et nos produits au service de notre clientèle.

Technico-commercial au service des Promoteurs Immobiliers, ou des PME et PMI les plus dynamiques, vous aurez à apprécier la qualité de leurs projets de financement, à les mettre en place et à suivre leur déroulement. Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce (ESC ou équivalent) et souhaitez après 1 ou 2 ans d'expérience professionnelle élargir votre champ d'action.

Rejoignez F.U.C.S., leader des établissements spécialisés dans le financement immobilier.

Notre professionnalisme, notre sens de l'innovation et notre appartenance à la Compagnie Bancaire, premier groupe européen de services financiers vous permettront d'évoluer vers un poste d'encadrement pour peu que vous acceptiez une certaine mobilité géographique.

Relevez le défi en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 582 M à Sylvie AGUER - Compagnie Bancaire - Service orientation recrutement 5 avenue Kléber - 75116 Paris



■ groupe compagnie bancaire

LUCAS CAV Roto Diesel

FABRICATION DE MATERIEL D'INJECTION DIESEL
1800 personnes
recherche pour son usine de
BLOIS

ingénieur organisation

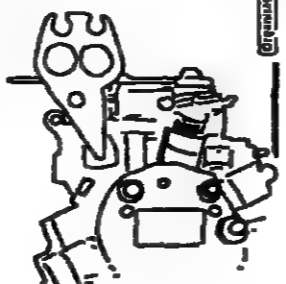
MISSION :

- participation aux études d'organisation,
- mise à jour des procédures existantes,
- élaboration et mise en place de nouvelles procédures.

PROFIL :

diplômé ENI, INSA, ENSM... ou équivalent.
Anglais indispensable.
Une première expérience dans une fonction similaire serait appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à :
LUCAS CAV ROTO DIESEL
Département Personnel
9, boulevard de l'Industrie
B.P. 849
41008 BLOIS



Important Organisme Social

recherche pour son
service juridique

JURISTE MAITRISE DE DROIT PRIVE + DEA ou DESS.

Expérience de 10 années minimum en entreprise comme généraliste et en Droit des Affaires indispensable.

Adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à :
MUTUALITE FRANCAISE,
Division des Relations Sociales,
255 rue de Vaugirard,
75719 Paris Cedex 15.



**MUTUALITE
FRANÇAISE**

HAY Management Consultants

Consultant en Recrutement

Lyon

HAY Management Consultants, 1^{er} groupe mondial de Conseil en Management des Ressources Humaines, recherche un consultant expérimenté pour son département Recrutement de Cadres et Dirigeants.

Professionnel du métier de conseil et du recrutement, il trouvera dans notre cabinet un moyen d'enrichir sa pratique et de se développer à terme sur d'autres domaines de la gestion des Ressources Humaines.

L'anglais est indispensable, une disponibilité rapide souhaitée.
Merci d'envoyer une lettre de motivation, CV et photo à Joëlle KHUAT DUY sous réf. 905.

HayGroup

5, place de la Gare de la Part-Dieu,
69426 LYON cedex 03.

Consultant

Management et Gestion Industrielle
Diplômé Grande Ecole

Nous sommes l'un des premiers Cabinets Conseil en Management de France. En 40 ans, nous avons acquis, tant au niveau de grands groupes internationaux que de PMI performantes, une réputation de compétence et de sérieux. Ce succès, nous le devons autant à la qualité de nos Conseils qu'aux méthodes que nous avons su créer et faire évoluer ensemble. De formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, votre expérience professionnelle, acquise dans l'industrie, vous donne envie d'évoluer vers des fonctions plus larges, mettant davantage en avant vos qualités d'animateur et de formateur, votre goût de la vente ainsi que vos capacités d'analyse et de synthèse. Ce développement de carrière, le CORT vous l'offre aujourd'hui dans son département "Management et Gestion Industrielle". Après une période de formation et d'expérience approfondie à nos méthodes, vous deviendrez expert dans plusieurs domaines d'intervention (stratégie - production - logistique - systèmes d'information), vous pourrez participer au développement de nouveaux produits et en assurer vous-même la commercialisation ou l'analyse des états majeurs chez nos clients. Envisager une évolution professionnelle vers le Conseil veut dire accepter une grande disponibilité, à nos yeux largement compensée par un travail au sein d'une équipe performante offrant richesses d'expériences et de contacts, stimulation intellectuelle et un statut de Fonctionnaire auquel est associé les avantages de la CORT qui vous attendent. Donnez nous votre avis.

Danielle Jabbat vous transmet de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle sous réf. 3280/M.



65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Nantes-Marseille-Strasbourg

Constituer la direction technique

Dans une entreprise de fabrication de maisons anti-cycloniques implantée à Pointe à Pitre... former l'équipe dynamique et soudée... innover, développer, progresser... c'est l'opportunité que la DG (AM 57) offre à

4 jeunes ingénieurs AM

Chacun assurera une fonction définie :

- études - méthodes
- logistique
- production
- contrôle.

Ils mettront en commun leur créativité, leur

ardeur pour assurer en liaison avec la direction générale, la marche de l'entreprise et améliorer les produits, les procédés.

Après une première expérience, ils sont prêts à s'investir dans une entreprise en rapide expansion... aux Antilles.

Ecrivez sous référence 802119/EX.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS

115, rue du Bac - 75007 Paris

LA BANQUE A 25/30ANS : PASSE EN BOURGOGNE !

DIRECTEUR D'AGENCE

La Banque Populaire de la Côte d'Or fait appel à votre tempérament commercial et de leader pour prendre rapidement la Direction de petites ou moyennes agences (40 à 80 millions de F. de ressources) ou la fonction de second dans des agences importantes. Ces opportunités sont offertes à des diplômés de l'enseignement supérieur

(BAC + 4) bénéficiant d'une première expérience commerciale, de charge de clientèle entreprise ou de second d'agence. Animer une équipe, se fixer des objectifs et les atteindre dans les meilleures conditions : voilà votre challenge et ça se passe en Bourgogne. Si vous savez faire preuve d'ouverture et êtes conscient que la mobilité fonctionnelle et géographique est aujourd'hui

douloureuse, une condition sine qua non pour une carrière réussie, alors écrivez (lettre manuscrite, CV et photo) à Remy Chevalier, Chambre Syndicale des Banques Populaires, 131 avenue de Wagram, 75017 Paris.



**BANQUE POPULAIRE
DE LA CÔTE D'OR**

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable export

Filiale d'un grand groupe industriel, cette société française (500 personnes) est spécialisée dans la fabrication et la vente de réservoirs à pression. Très bien implantée sur l'hexagone, elle a pour objectif d'intensifier sa présence en Europe notamment et recherche son responsable des ventes export. Sous l'autorité du directeur commercial il sera chargé dans un premier temps d'analyser les potentialités du marché de la C.E.E. et d'étudier, en liaison avec les services techniques de la société, les normes des différents pays. Il proposera ensuite la stratégie commerciale export qu'il mettra en place sur le terrain. Ce poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat de formation supérieure technique, possédant une solide expérience de la vente à l'export des produits industriels. L'anglais est évidemment impératif, l'allemand un atout. La rémunération sera à la hauteur des compétences. Ecrire à A. DAVID en précisant la référence A/D2945M. (PA Minirel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chef de produit

TL

La société TROUVAY & CAUVIN (chiffre d'affaires 1,2 milliard de francs, 1.100 personnes) spécialisée dans la distribution et la fabrication de matériel industriel (robotique, tuyauterie et accessoires, machines de T.P.) a acquis une excellente notoriété internationale sur ses marchés : industrie, eau, gaz, pétrochimie, nucléaire. Elle recherche pour sa division robinetterie industrielle basée à Asnières (92) un chef de produit. Responsable de la gestion de la gamme qui lui sera confiée, il élaborera la politique commerciale avec son directeur de département, assurera la liaison fabrication/force de vente, animera le réseau sur le plan technique et commercial. Il aura aussi à faire évoluer son produit en fonction du marché. Ce poste évolutif conviendrait à un jeune ingénieur diplômé ou à un officier de la marine marchande ayant une expérience de 3 à 5 ans de la vente de produits techniques destinés à l'industrie. La pratique de l'anglais est nécessaire. La rémunération proposée sera fonction de l'expérience acquise. Ce poste comporte de fréquents déplacements de courte durée, essentiellement en France. Ecrire à Christine BERNET en précisant la référence S/8375M. (PA Minirel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

assurer la direction de la fabrication d'une maison d'édition

400 000 F +

L'une des plus importantes MAISONS D'ÉDITION recherche pour prendre en DIRECTION TECHNIQUE un PROFESSIONNEL du LIVRE.

Ce poste représente une excellente opportunité pour un spécialiste de haut niveau - ayant évolué dans l'univers de l'ÉDITION, de la PRESSE ou de l'IMPRIMERIE - de poursuivre sa carrière. En plus de ses compétences techniques, il aura prouvé ses qualités d'ACHETEUR, d'ORGANISATEUR et d'ANIMATEUR d'ÉQUIPES.

Les données de candidatures - sous réf. 94504 - à préciser sur l'enveloppe - seront traitées confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

PEUGEOT S.A.

recherche

pour le département ORGANISATION-INFORMATIQUE de sa DIRECTION DES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES DE FINANCEMENT

un

HOMME SYSTÈME

Ce poste s'inscrit dans la mise en œuvre du schéma directeur informatique des Sociétés de Financement Européennes du Groupe PSA impliquant notamment la refonte des applications sur des matériels IBM de type 9370 ou 43XX exploités sous DOS/VSE et SQL.

Votre mission sera :

- De contribuer à la définition de l'environnement technique de nos futurs systèmes (outils, standards, procédures...);
- De participer à leur mise en place sur le terrain;
- De porter conseil et assistance à nos sociétés dans le domaine de la Gestion et l'Exploitation des Ressources informatiques.

Le candidat est de formation supérieure, âgé de 30/40 ans, et possède un bon niveau d'anglais.

Il a une bonne expérience des systèmes IBM de moyenne puissance ainsi que de la micro-informatique acquise de préférence dans le monde de la gestion.

Le poste requiert des voyages assez fréquents en EUROPE.

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à PEUGEOT S.A., Gestion du personnel, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Consultant en recherche de cadres, pourquoi pas vous ?

Une importante et récente campagne a permis à différentes unités du GROUPE BERNARD JULHIET d'intégrer de nouveaux consultants. Nous en attendons d'autres. Vous rejoindrez la Division Ressources Humaines de notre Groupe. Comme vous, avant d'entrer dans le conseil, nous étions en entreprise à des postes de responsabilité ; c'est sans doute cela qui nous a permis de réussir dans ce métier d'action que nous faisons avec passion. Pour renforcer l'équipe des 14 consultants que nous sommes, nous recherchons deux spécialistes :

BANQUE/FINANCE... issu de ce secteur ou ayant eu dans l'entreprise un poste qui vous a donné une bonne connaissance du domaine bancaire, vous avez décidé de vous investir dans notre métier ; vous y utiliserez votre expérience et vos compétences dans une autre dimension. **PRODUITS GRAND PUBLIC...** pour avoir exercé vos talents d'homme de marketing et de vente dans de grandes structures ou au sein d'entreprises connues, vous aurez la confiance des dirigeants que vous conseillerez parce que vous connaissez leur secteur et parlez leur langage. Plus de trente ans, vous avez bien sûr une formation supérieure et à des qualités d'écoute, d'analyse et de synthèse, vous ajoutez un réel intérêt pour ce capital primordial qu'est l'homme pour l'entreprise.

Notre excellente position sur le marché du recrutement, l'appui du GROUPE BERNARD JULHIET et de notre partenaire EUROCOM sont des atouts incontestables pour votre pleine réussite si vous nous rejoignez.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous réf. 2046 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79-83, rue Baudin - 92300 Levallois Perret.

Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES

Membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES
AUX ENTREPRISES
(420 personnes - 4 agences)

proposé le poste de :

Directeur marketing et commercial

pour son siège à LILLE, rattaché au Directeur Général, il sera chargé :

- d'assurer une fonction de conseil auprès de la Direction Générale en matière de positionnement stratégique,
- d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie commerciale,
- de concevoir et faire appliquer la politique commerciale à travers les Agences.

Pour ce poste à caractère Marketing, qui requiert un fort esprit de synthèse, nous souhaitons rencontrer un candidat de 35 ans minimum diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de gestion.

Si vous êtes intéressé, merci d'écrire sous la réf. M/63767, à Gérard STIKER qui vous assure de la plus totale discrétion.

CENTRE VAUBAN

201, rue Colbert

59800 LILLE

Tél. 20.54.06.37

STIKER & ASSOCIÉS

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche pour son siège PARIS

UN(E) ANALYSTE FINANCIER(ÈRE)

ACTIVITÉ :

- location de longue durée de biens d'équipement et plus particulièrement de matériels informatiques, de véhicules industriels, de matériels de manutention.

POSTE :

- secondier le responsable des études de risques ;
- mettre en forme les dossiers et les analyser ;
- soumettre aux comités avec avis.

FORMATION :

- études supérieures, complétées par une bonne maîtrise de l'anglais ;
- expérience, même limitée à des stages, dans le service des engagements d'une banque ou d'un établissement financier.

PERSONNALITÉ :

- aptitude à l'analyse et l'esprit de synthèse ;
- curiosité pour l'aspect technique des matériels et tempérament de « battant ».

Ambiance de travail agréable au sein d'une équipe restreinte.

Envoyer C.V., photo, prêt, disp. à M^{me} Pascale Goedert, CONCORDE FINANCE - 42, rue d'Anjou, 75008 PARIS.

GESTION DU PERSONNEL EN MILIEU INDUSTRIEL

• Spécialiste mondial de la fabrication de métaux métalliques et de poteaux pour l'éclairage public, notre succès est indéniable. Nos moyens s'organisent autour de deux usines de production et une usine de galvanisation unique en Europe.

• Véritable bras droit du D.R.H., vous avez la responsabilité de la gestion administrative du personnel et veillez au bon déroulement de la paie informatisée. Vous traitez les problèmes quotidiens liés à la vie en usine (750 personnes) et animez les groupes de progrès que vous aurez mis en place.

• Environ 30 ans, de formation supérieure, vous avez choisi d'exercer votre métier en milieu industriel pour un poste basé à 150 km à l'est de Paris.

Si votre candidature est retenue, nous vous adresserons un profil de poste détaillé.

Ecrivez sous réf. C/352 à notre conseil en recrutement CONCORDANCES

129, rue Servient - 69003 LYON - Tél. 78 63 65 60

CONCORDANCES

Les missions de confiance

مكتبة الامم المتحدة



**JEUNES DIPLOMES
FORMATION SCIENTIFIQUE
INGENIEURS, MAITRISE, D.E.A.**

JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

- Un stage de formation intensif et rémunéré de 5 mois aux techniques de l'informatique débutant le 18 avril.
- La participation active, à l'issue de ce stage, au développement de grands projets dans un environnement de haute technologie.
- Un contexte jeune et stimulant.
- Une structure souple et un style de relation direct.
- Des perspectives d'évolution largement ouvertes.

C'est ce que vous propose la G.I.E., Direction des Systèmes d'Information des A.G.F. (l'un des 1^{ers} groupes français d'assurances).

Si la perspective de rejoindre des équipes motivées et "pointues" vous intéresse, adressez votre candidature sous réf. M/JD à Dominique BGEUF - G.I.E. - Service Recrutement - Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11.



L'INFORMATIQUE EN ACTION

Mehun CHEF DU PERSONNEL

Cette entreprise industrielle, filiale d'un important groupe français, possède divers établissements de production dont une unité à proximité de Meun (77) qui emploie plus de 200 personnes.

Rattaché au Directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec la Direction des Affaires Sociales du siège, le titulaire du poste assure au niveau de l'établissement concerné, l'ensemble des responsabilités liées à la fonction. Cela implique l'administration et la gestion technique du personnel ainsi que la valorisation des ressources humaines (formation, méthodes participatives, qualification, gestion des carrières...).

Il assiste le Directeur de l'établissement pour l'ensemble des rapports avec les partenaires sociaux.

Nous recherchons un candidat (25 ans minimum) possédant une formation supérieure adaptée et ayant acquis une expérience déjà significative de la fonction (3-5 ans) en usine.

Les conditions offertes ainsi que les perspectives d'évolution au sein de l'entreprise ou du groupe sont de nature à intéresser une personnalité de valeur ou d'avenir.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 61135 AC à :

EGOR S.A.
8, rue de Béri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES BRITANNIA ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

COMMUNICATION EXTERNE ET RELATIONS PRESSE

Notre organisation professionnelle du secteur des services, située à Paris, a mission d'aider ses adhérents à se préparer aux modifications législatives, réglementaires prises à l'échelon national et européen.

Nous créons un poste de responsable de communication externe (H.F.). Il aura pour mission de mettre en œuvre la politique de communication externe définie par la profession. Il sera chargé de valoriser nos actions auprès de la presse et des élus, avec diffusion appropriée de la documentation nécessaire et organisation de toutes les manifestations promotionnelles.

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'Enseignement Supérieur, 30 ans environ, pouvant justifier d'une expérience significative de communication et des médias dans une entreprise ou une organisation professionnelle. Une connaissance des élus, et des instances parlementaires sera un atout appréciable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 303 PA 563 à notre conseil Françoise BARSIL.

centor 25, rue Henri Monnier
75009 PARIS

PARIS BRUXELLES LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

Equipements automobiles RESPONSABLE DU BUREAU D'ETUDES

Cette entreprise de 300 personnes, 120 MF de CA, en progression de 20 % par an, est spécialisée dans l'habillage des carrosseries automobiles. Bénéficiant d'une place prépondérante sur son marché, elle s'adresse à une clientèle diversifiée tant en France qu'à l'étranger (25 % de son activité) : constructeurs automobiles, ferronneries, carrossiers, détaillants, revendeurs spécialisés etc... Elle est reconnue pour la fiabilité de ses produits et la qualité des services rendus.

Face à son développement, elle recherche le patron de son bureau d'études. Rattaché au directeur général et ayant qualité sur une dizaine de personnes dont 6 dessinateurs, il aura en charge le développement, l'amélioration et la mise au point de l'ensemble de ses produits, de leur conception jusqu'aux essais et industrialisation. Il collaborera étroitement avec les services techniques et commerciaux.

Ce poste doit motiver un jeune ingénieur généraliste (AMI, ENST, INSA ou équivalent) désirant valoriser une expérience de 3 à 5 ans en B.E. dans une entreprise de mécanique générale. La connaissance du milieu automobile et/ou ferronnerie constituerait un atout supplémentaire. Maîtrise de l'anglais souhaitée. Ce poste, basé Sud Loire à une heure de NANTES, devrait être rapidement évolué pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 22387 BA à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BRUXELLES BRITANNIA ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Ingénieur Méthodes

A et M... Forges-les-eaux (76)
arts graphiques modernes

Unité industrielle du Groupe Livre Hachette est tournée vers la production du livre relié et couvre plus de 12 % des besoins de l'édition française avec 15 millions d'exemplaires par an. Notre appareil de production, aux investissements renouvelés, est réparti sur 11.000 m² à Forges-les-eaux et emploie 195 personnes en 2x8. De formation ingénieur, vous possédez une première expérience concrète de l'organisation de production. Rattaché à l'équipe de direction, vous créerez la fonction méthodes. Cette mise en place touche les points suivants : circuit des manutentions, implantation, automatisation des matériels d'environnement, étude des temps alloués, élaboration des projets "investissement". Votre pragmatisme et votre implication vous permettront de réussir dans cette fonction puis d'évoluer.

Merci d'adresser votre dossier s/réf. IMI, Patrick FLY, Direction du Personnel, HACHETTE - Imprimeries Livre, avenue Gutenberg, 78316, Maurepas Cedex.



L'enthousiasme ça se communique

JEUNE CADRE POUR NOTRE DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES

Nous sommes une importante Société, secteur Technologie de pointe, basée en banlieue Sud-Ouest de Paris.

Pour renforcer notre équipe de gestion du personnel dans le cadre de notre activité Extraction du Minéral, nous recherchons un jeune cadre auquel nous confierons :

- le suivi de l'évolution du statut et des règles de déroulement de carrière des personnels ouvriers et ETAM propres à ce secteur d'activité.
- le développement au niveau central des aspects qualitatifs et quantitatifs de la formation.
- les études ponctuelles concernant ce secteur.

Méthodique, rigoureux, doté d'une grande capacité d'écoute et disponible, vous saurez entretenir des liaisons étroites avec nos établissements de province.

De formation supérieure en droit privé avec une spécialisation ultérieure en droit du travail, vous pouvez venir nous rejoindre si vous êtes débutant ou avez un ou deux ans d'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions si réf. 1902 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

SOGEMI-FILLOD

Filiale du groupe ALGECO
leader dans la location et la vente de
constructions mobiles et industrialisées

créée POUR SON UNITÉ DE FABRICATION
située à SAINT-AMOUR DANS LE JURA, un poste

d'ASSISTANT DE DIRECTION

Dans un premier, il sera responsable :

- de la conduite du plan d'investissement (robotique, automatisation, ...);
- de la formation, EDS, CQ;
- de la qualité (interne et ensemble de nos partenaires);
- de l'action sur les produits en liaison avec le groupe.

Ce poste intéresse un candidat de 30 ans minimum. Ingénieur, Mécanicien, Electricien (Violet, Sudria, INSA, ...). Expérience B.E., R.M., pratique des techniques de management moderne. Evolution du poste en fonction du candidat.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite à SOGEMI-FILLOD, R.P. N. 42, 39160 SAINT-AMOUR.

Nous sommes une importante société de services (CA consolidé : 2 milliards de francs), opérant dans le monde entier. Nous recherchons pour notre département "Opérations" :

LOG-ANALYSTE INTERPRETATEUR

Agé d'environ 30 ans, vous êtes de formation supérieure, (spécialisation en Géologie) et vous possédez une expérience d'interprétation des données de forages pétroliers.

Poste basé en banlieue Sud de Paris. La pratique de la langue anglaise est indispensable et des déplacements à l'étranger sont à envisager.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions, sous la réf. 5258, à

MEDIA BA
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Ville de Lyon

RECRUTE
POUR LES THEATRES DES CELESTINS

1 ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

En liaison avec l'attaché de presse, il en sera chargé(e) de la démarche commerciale et promotionnelle du théâtre : de formation universitaire, licence ou équivalent, l'intéressé(e) devra faire valoir, outre de solides connaissances comptables, une expérience de même type dans des établissements similaires.

Salaire mensuel brut : 10.628 F.

Adresser candidature + C.V. + références professionnelles à Monsieur le Maire de Lyon, Division du personnel, B.P. 1065, 69205 LYON CEDEX 01 avant le 7 mars 1988.

BANQUE SPECIALISEE SUR LES MARCHES FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT RECHERCHE

SPECIALISTES OBLIGATAIRES pour renforcer ses équipes de négociation

Expérience indispensable
Formation supérieure - Anglais souhaité
Traitements fixes + intéressement aux résultats

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 71849 à PRO-JETS
12 rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune assistant exploitation bancaire "Entreprises"

Paris. Une banque parisienne en fort développement, filiale d'un important groupe bancaire français, recherche un assistant d'exploitation pour son Département "Entreprises".

Il a pour principale mission de procéder à l'analyse des risques encourus sur les dossiers présentés au Comité de Crédit. Il doit également assister le chargé de clientèle dans la gestion quotidienne de ses comptes et la préparation de son action commerciale de développement du fonds de commerce.

Agé de 25 ans au moins et de formation supérieure, économique et financière, le candidat a impérativement une expérience bancaire minimum de 3 ans, lui ayant permis d'acquies une solide maîtrise de l'analyse financière et une bonne connaissance des techniques et produits bancaires. En plus d'un sens aigu de l'analyse critique du risque, de réelles qualités relationnelles et de bonnes aptitudes commerciales sont des atouts prometteurs pour ce poste pouvant offrir d'intéressantes opportunités d'évolution à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre C.V., avec lettre manuscrite et prétentions, sous la référence G040/M à Daniele FOSSAT, 16, rue Barbès, 92126 Montrouge Cedex, qui traitera votre dossier confidentiellement.

SEMA-SELECTION
Paris - Lyon - Marseille - Toulouse

cegos

formation
RESSOURCES
HUMAINES

CEGOS-IPPSO, CEGOS CULTURE ET PROFESSION, CEGOS FORMATION A LA GESTION DU PERSONNEL se sont unis pour fonder cette nouvelle division dirigée par Dominique CHALVIN

FORMATEURS CONSULTANTS

dans les domaines

- 1° Perfectionnement de la maîtrise à l'organisation du travail individuel et collectif et à l'efficacité personnelle. Les méthodes sont celles de l'analyse objective des situations et de la maîtrise de l'information. Votre profil : diplôme d'ingénieur ou de gestionnaire, ayant exercé des responsabilités opérationnelles en entreprise, motivé par la formation inter et intra entreprises. Réf. 23798/M
- 2° Perfectionnement des dirigeants et cadres aux nouvelles méthodes de management et à l'amélioration des relations interpersonnelles. Votre profil : psychosociologue, diplôme 3ème cycle, ayant 3 à 5 ans d'expérience de la formation de cadres en entreprise, motivé par l'animation et la conception de stages inter et intra entreprises. Réf. 23787/M

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous référence choisie, à Dominique CHALVIN CEGOS Formation Ressources Humaines - Tour Chénouzeaux 92516 BOULOGNE Cedex.

INTER INNOVATION
Roulomat

Nous sommes
le leader mondial
des Automates Bancaires.

Nos clients sont les BANQUES ET LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Nous recherchons
pour faire face à notre croissance

INGENIEURS COMMERCIAUX H/F

DIPLOMÉS ESCAE, MAITRISE, DESS, DEA

La connaissance du milieu bancaire est un atout.
Dynamique, autonome, organisé, vous serez basé à Paris
dans une équipe jeune et motivée.

Rémunération stimulante. Postes évolutifs. Déplacements fréquents.

Merci d'adresser votre candidature (CV manuscrit, photo, prétentions) à :

SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES
78/80, av. Gallieni - Tour Gallieni I - 93174 BAGNOLET CEDEX

CONCEPTEUR ORGANISATEUR H/F

NICE

pour le service organisation (3 personnes) de votre établissement bancaire.
Vous participerez à la conception d'applications informatiques en collaboration avec les utilisateurs et les informaticiens : conception, mise en œuvre, adaptation de logiciels, maintenance.

Diplômé de l'enseignement supérieur (MAGE, IRESA, Sup de Co, Sciences Eco ou équivalent), de bonnes connaissances en informatique sont indispensables. Vous avez une expérience d'au moins 3 ans de la conception d'applications informatiques et/ou de l'organisation dans un environnement bancaire (méthode MERISE fortement souhaitée).

Si vous êtes intéressé(e), nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence 4075 à RSCG CARRIERS - 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS.

Société de recherche et de conseils en marketing

DEUX CHARGES D'ETUDES

CONSULTANTS EXPERIMENTES H/F
GRANDES ECOLES COMMERCIALES OU D'INGENIEURS

- L'un pour les secteurs de l'industrie.
- L'autre pour des produits de grande consommation.

Les candidats devront posséder une expérience réussie de 2 à 5 ans dans des postes à responsabilité dans le marketing et les études au sein de grandes sociétés ou d'un cabinet.

Anglais courant indispensable
(plus allemand souhaité pour le secteur industriel).

Transmettre votre dossier de candidature à ESTIENNE MARKETING, 31, avenue du Général-Michel-Bizot, 75012 PARIS.

ENSEMBLE UN GRAND DESSEIN

PROFESSEURS CONSULTANTS

MARKETING INDUSTRIEL - MARKETING DES SERVICES - ACHATS ET LOGISTIQUE - FINANCE - MANAGEMENT DES RESSOURCES HUMAINES - AFFAIRES INTERNATIONALES - INFORMATIQUE (SYSTEMES-EXPERTS) - INGENIERIE PEDAGOGIQUE

Ces fonctions sont proposées à temps plein ou dominant, au sein d'équipes rodées et performantes, dès la rentrée prochaine.

Les candidats ont un diplôme de Grande Ecole ou un Doctorat français ou étranger. Ils parlent couramment l'anglais. Ils ont une expérience préalable de l'enseignement et de la recherche ainsi qu'une expérience professionnelle réussie d'au moins 3 ans en entreprise ou cabinet conseil.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite - CV et prétentions en précisant le poste concerné au groupe ESC Lyon, Christiane ROCHE, BP 174, 69132 ECULLY CEDEX.

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Filiale française d'un groupe chimique américain, nous nous développons dans le domaine des **inhibiteurs de synthèse**.

Pour élargir et renforcer notre action en Europe, nous recherchons un :

**INGENIEUR
DEVELOPPEMENT
MARKETING**

Si vous êtes ingénieur chimiste de formation et que vous souhaitez après une première expérience industrielle orienter votre carrière vers le marketing des spécialités chimiques, merci de nous soumettre votre candidature.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo à/réf. 1763 à **PIERRE LICHAU** - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

GROUPE IMPORTANT PARIS
recherche pour filiale spécialisée en
CONSEIL ET FORMATION

CHARGÉ DE MISSION

Capable d'assurer le développement et la gestion de l'ensemble de l'activité.

Ce poste requiert 3 à 5 ans d'expérience en matière d'études et de formation (promotion et animation).

Contrat à durée déterminée.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 28297 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Le Groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

EGOR
CONSULTANT
RESSOURCES HUMAINES
Futur Directeur de Région RM VM 61611 88

JURISTE INTERNATIONAL RM VM 121623 C

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie à :

GROUPE EGOR
8, rue de Bern - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAÑA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL SUISSE CHINA

RFI

Radio France Internationale

SECRÉTAIRE DE PRODUCTION

La candidate restera sous charge :
- de l'exécution de travaux de secrétariat, de traductions, de tâches de gestion ;
- des réponses au courrier des auditeurs ;
- d'assurer les journalistes dans la recherche d'informations.

Elle pourra en outre être amenée à procéder au montage d'éléments sonores.

Nationalité française ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.

Disponibilité immédiate.

Adresser C.V. et prétentions au Service de Gestion du Personnel de R.F.I., B.P. 9516, 75016 PARIS.

FORMATION PROFESSIONNELLE

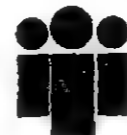
POUR VOUS, JEUNES INGÉNIEURS

2 diplômes de spécialisation :

- GÉNIE LOGICIEL et TEMPS RÉEL
POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE.
- MAGE et INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

Master (collaboration Sup Télécom Bretagne/Institut d'informatique industrielle, Brest).

- 13 mois de formation intensive de haut niveau.
- Un maximum de 15 élèves par promotion.
- Assistance pour l'étude du financement.



Secrétariat des inscriptions : 98-05-43-19
A. GABOREL, Institut d'informatique industrielle
Z.I. du Vernis, B.P. n° 50, 29278 BREST Cedex.

UN
DIPLOME
D'UNIVERSITÉ

IAE

FORMATION PERMANENTE
CPFC

Certificat Préparatoire aux Fonctions de Cadres d'Entreprises.
* Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années (en gestion ou comptabilité).

* du 18 avril au 25 juin 1988. (290 h. de formation).

INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Université de Paris I - Panthéon Sorbonne,
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 13

* Formation Permanente 43.58.02.28 - 43.57.28.42

demande de reconnaissance en cours.

LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE



**ANGLAIS
RAPIDE
ET
EFFICACE**

COURS INTENSIFS (1 à 4 SEMAINES)
COURS DU MIDI
COURS DU SOIR

- ANGLAIS COURANT.
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».

1, rue de la Pépinière, face gare Saint-Lazare. Tél. : 45-22-51-18.

مكتبة من الامم

Le Monde
CADRESParis
Cabinet international de
Conseil en recrutement
recherche

NOTES-STANDARDISTE

Traitement de textes,
notions d'anglais,
bas G1.
excellente présentation
écrite,
esprit, standard soigné.
Très bonne réputation.

Envoyer CV + photo +
présentations sous réf.
NCH à ADICOM 19, av.
George-V, 75008 Paris, qui
transmettra.

Société internationale
recherche

SECRÉTAIRE
TRILINGUE
ANGLAIS-ALLEMAND

Connaissant anglais, traite-
ment de texte, 5 ans expé-
rience minimum, pour secré-
tariat de direction.
Poste devant évoluer vers
relations publiques et
publicitaires.

Disponible de suite.
Envoyer photo, CV, lettre de
motivation et prétentions
salariales sous réf. 4752 à
AFLUENTE, 45, avenue
Trudaine, 75008 Paris.

SOCIÉTÉ
DE PRODUCTION
cinématographique
recherche

**RESPONSABLE
COMMERCIAL**

Dilatation et vendeur
acheteur pour société notre
clientèle dans la communi-
cation des entreprises.
Transmettre lettre, CV, et
présentation s/réf. 5423 à
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

SOCIÉTÉ
CENTRE DE PARIS

recherche

COLLABORATEUR(ICE)
POUR RÉDACTION ET
TÉLÉVISION À JOURNAUX
BIOGRAPHIQUES SUR LE
SECTEUR ÉCONOMIQUE.

Formation droit des affaires
souhaitée. Descriptif
indispensable.

Envoyer CV + photo à :
Société Générale de Paris,
13, avenue de l'Opéra,
75001 Paris.

SOCIÉTÉ
D'INFRASTRUCTURES
POUR
TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

JEUNE
INGÉNIEUR
GÉNÉRALISTE

Connaissances en exp.
électronique, micro-onde et
mécanique de précision
appréciées.

Désire à prendre progressive-
ment la responsabilité de
développement et fabrica-
tion dans le domaine des
antennes (18 personnes).

Env. CV + photo + pré-
sent. à M. Bernard François,
OGTI

Rue Baptiste-Morand,
44570 TRIGNAC.

SERVICE DE FORMATION
SÉCURITÉ SOCIALE

à temps plein
en gestion, comptabilité,
informatique, communication
de droit.

Métier régulier : diplôme de
l'enseignement sup. Sec-4.
Salaire brut d'embauche :
114.840 F.

Lieu de travail : Paris et
région parisienne.
Déplacements possibles
en province.

Boite avec CV, et copie des
diplômes à :

Service des
Formations Régionales,
CPAM du Val-de-Seine,
17-19, place de l'Argonne,
75014 Paris CEDEX 18.

Ecole privée sous contrat
cherché

DIRECTRICE

pour école maternelle et pri-
maire. Très bon anglais
indispensable.

Env. CV + photo, réf. sous
LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

Société de prestations de
services recherche pour son
Service Clientèle.

COMPTABLE QUALIFIÉ
services, comptable, maîtrise
pour surveillance et suivi des
créances clients.

Motivation : forte dynamique,
excellente présence, très bon
contact humain.

Env. CV, et photo, à ICL,
45, rue des Mémoires,
75008 Paris, qui transmettra.

Paris
CONSEIL et
FORMATION TECHNIQUES
pour :2 INGENIEURS ou
DOCTEURS

chimie - physique.
Débutant à 3 ans expé-
rience pour GRENOBLE et PARIS.

1 INGENIEUR
COMMERCIAL

débutant pour GRENOBLE.
Env. CV + photo + pré-
sent. à la Polaris,
36380 SASSANGÉ.

VILLE
DE SAINT-QUENTIN
(Aisne)
65.000 habitants

recherche

CHIEF DE BATAILLON
OU
CAPITAINE DE
SAPEURS-POMPIERS
PROFESSIONNELS

Il sera chargé des fonctions
de chef de corps du centre
de secours principal, et
d'inspecteur adjoint du
directeur départemental.
Avantages statutaires.

Insertion sur la liste d'aptitude,
il doit détenir de solides
connaissances dans la ges-
tion administrative et jus-
tifier d'une expérience de
commandement d'un centre
de secours.

Adressez lettre de candida-
ture et C.V. à Monsieur le
Séjour de Ville, B.P. 345,
02107 St-Quentin Cedex.
Avant le 16 MARS 1988.

COURS PRIVE

recherche

PROFESSEURS

maths, physique, éco., qua-
lité (CAPES, agrégation).
Exp. classe, maîtrise et
jury bac.

Tél. : 43-36-48-00.

appartements
ventes

2^e arrdt

SENTIER

2 poss.-cuis., vue, douche.
395.000 F.

IMMO MARCADET :
42-02-01-82

STE-ANNE DUPLEX 80 m²
+ couv. 4^e ét., poss. 2 appart.
1.350.000 F. 42-22-36-38

13^e arrdt

PRÉF. PARC MONTROUS
BEAU 2 PIÈCES
880.000 F. 45-28-88-04

15^e arrdt

R. DE JAVEL, avec ter-
rasse, plain-pied, 9^e ét.,
6 p., 110 m² env.,
plein soleil, avec vue très
dégagée, belle exposition.
3.300.000 F. 45-71-55-55
45-88-75-81. APRES 21 h.

16^e arrdt

PLACE TROCADÉRO
briq. plain-pied de t. 5^e ét.,
3/4 ch., 3/4 bain, gdss
décor., bois, sol, soléil +
studio 20 m². Poss. prof.
libérale. 42-01-22-81.

16^e arrdt

PLACE TROCADÉRO
briq. plain-pied de t. 5^e ét.,
3/4 ch., 3/4 bain, gdss
décor., bois, sol, soléil +
studio 20 m². Poss. prof.
libérale. 42-01-22-81.

17^e arrdt

WAGRAM
PART. ÉCHANGE
appt + 3 ch. 100 m² env.
Park, centre appt 50 m² env.
Tél. : 47-43-88-88

18^e arrdt

MAIRIE 18^e
2 p.-cuis., à rénover.
225.000 F. Lumin. 2-3 p. ch.
Cuis. indép. 600.000 F.
IMMO MARCADET :
42-02-01-82

Particulier vend STUDIO,
32 m², cuisine séparée,
w.-c., premier étage cour.
Métro : Châteauneuf.
Téléphone : 46-06-59-21.

Province

CHAMONIX. Plein centre,
toute vue sur le Centre
appartements à peine terminés
par décorateur.

Prix net : 1.200.000 F.
Tél. : 83-75-01-04

appartements
achats

IMMO MARCADET
rech. un très bel appt à
rénov. Paris ou province.
Tél. : 42-02-01-82

Particulier vend STUDIO,
32 m², cuisine séparée,
w.-c., premier étage cour.
Métro : Châteauneuf.
Téléphone : 46-06-59-21.

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BOUES, STES
MULTIPL. DUPLO-
MATES stud. 2, 3, 4, 5 p.
et plus. L.S.I. 42-45-15-05.

terrains

RECHERCHONS AU MAROC
TERREAINS POUR PROJ.
TOUTES ÉCHES. POUV.
GROUPE INVESTISSEURS
BASÉ EN SUISSE.

Env. sous la réf. 8441
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

CADRE BANCAIRE H. 40 A.
120 000 F. 100 000 F.
OFFRE 14 a. d'exp. :
- Opérations bancaires et
financières internationales ;
- Informatique de gestion
(système compt. de syst.).
CHERCHE NOUVELLES RESP.
Libre + mobilité pour
travailler sous la réf. 8439
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

J.F. 23 ans, H. L.E.A.,
cherche
cadre commercial.
Tél. : 45-28-15-11

JOURNALISTE
EXPÉRIMENTÉ

7 ans dans le P.O.R.
Diplôme de sciences poli-
tiques. DEA d'anthropologie
sociale. École de journalisme.
Bonne sous la réf. 8439
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

TECHNICO-COMMERCIAL
(Allemand). Adressé 51 a.
(dipl. technicien mécanique),
parle couramment français.
actuellement représentant
d'une entreprise de
construction mécanique,
clientèle industrie chimique
et pharmaceutique, ch. à
représenter une entreprise
française semblable en
Allemagne. Domicile près de
Paris. Env. sous la réf. 8440
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

J.F. 22 ans
MAÎTRE EN DROIT
rech. son premier employeur
après 1 an d'exp. en droit.
Tél. : 16 (1) 30-92-79-44

CONCEPTEUR
RÉALISATEUR VIDÉO

ch. temps partiel ou complet.
Tél. : 40-13-05-40

ASSISTANTE
RELATION PUBLIQUE

3 ans d'expérience, 27 a.,
sens de l'organisation et des
relations. Bonne pré-
sentation. Matinée L.S.I.

Souhaitez poste motivant.
Env. sous la réf. 8440
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

formation
professionnelle

CENTRE EUROPÉEN
DE FORMATION
SUPPLÉMENTAIRE EN INVO-
PESIONNELLES

propos

3 CYCLES DE FORMATION

MANAGER d'entre-
prise industrielle et com-
merciale, 3 mois. AFR-
CHARGE DE DÉVELOP-
PEMENT THERMALIS-
THERMIQUE, 3 mois. AFR-
TOURISME DE SANTÉ,
3 mois. Avril-décembre
1988.

INGÉNIEUR et MAR-
keting TOURISTIQUES,
10 semaines de 4 jours et
10 jours. Mars-décembre
1988.

Cycle après. prise en
charge et rémunération
possibles.

INFAC-INFATH :

51, rue Jacques-Kabli,
94130 Nogent-sur-Marne.
Tél. : (1) 46-78-80-84.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

2^e arrdt

SENTIER

2 poss.-cuis., vue, douche.
395.000 F.

IMMO MARCADET :
42-02-01-82

STE-ANNE DUPLEX 80 m²
+ couv. 4^e ét., poss. 2 appart.
1.350.000 F. 42-22-36-38

13^e arrdt

PRÉF. PARC MONTROUS
BEAU 2 PIÈCES
880.000 F. 45-28-88-04

15^e arrdt

R. DE JAVEL, avec ter-
rasse, plain-pied, 9^e ét.,
6 p., 110 m² env.,
plein soleil, avec vue très
dégagée, belle exposition.
3.300.000 F. 45-71-55-55
45-88-75-81. APRES 21 h.

16^e arrdt

PLACE TROCADÉRO
briq. plain-pied de t. 5^e ét.,
3/4 ch., 3/4 bain, gdss
décor., bois, sol, soléil +
studio 20 m². Poss. prof.
libérale. 42-01-22-81.

16^e arrdt

PLACE TROCADÉRO
briq. plain-pied de t. 5^e ét.,
3/4 ch., 3/4 bain, gdss
décor., bois, sol, soléil +
studio 20 m². Poss. prof.
libérale. 42-01-22-81.

17^e arrdt

WAGRAM
PART. ÉCHANGE
appt + 3 ch. 100 m² env.
Park, centre appt 50 m² env.
Tél. : 47-43-88-88

18^e arrdt

MAIRIE 18^e
2 p.-cuis., à rénover.
225.000 F. Lumin. 2-3 p. ch.
Cuis. indép. 600.000 F.
IMMO MARCADET :
42-02-01-82

Particulier vend STUDIO,
32 m², cuisine séparée,
w.-c., premier étage cour.
Métro : Châteauneuf.
Téléphone : 46-06-59-21.

Province

CHAMONIX. Plein centre,
toute vue sur le Centre
appartements à peine terminés
par décorateur.

Prix net : 1.200.000 F.
Tél. : 83-75-01-04

appartements
achats

IMMO MARCADET
rech. un très bel appt à
rénov. Paris ou province.
Tél. : 42-02-01-82

Particulier vend STUDIO,
32 m², cuisine séparée,
w.-c., premier étage cour.
Métro : Châteauneuf.
Téléphone : 46-06-59-21.

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BOUES, STES
MULTIPL. DUPLO-
MATES stud. 2, 3, 4, 5 p.
et plus. L.S.I. 42-45-15-05.

terrains

RECHERCHONS AU MAROC
TERREAINS POUR PROJ.
TOUTES ÉCHES. POUV.
GROUPE INVESTISSEURS
BASÉ EN SUISSE.

Env. sous la réf. 8441
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

CADRE BANCAIRE H. 40 A.
120 000 F. 100 000 F.
OFFRE 14 a. d'exp. :
- Opérations bancaires et
financières internationales ;
- Informatique de gestion
(système compt. de syst.).
CHERCHE NOUVELLES RESP.
Libre + mobilité pour
travailler sous la réf. 8439
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

J.F. 23 ans, H. L.E.A.,
cherche
cadre commercial.
Tél. : 45-28-15-11

JOURNALISTE
EXPÉRIMENTÉ

7 ans dans le P.O.R.
Diplôme de sciences poli-
tiques. DEA d'anthropologie
sociale. École de journalisme.
Bonne sous la réf. 8439
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

TECHNICO-COMMERCIAL
(Allemand). Adressé 51 a.
(dipl. technicien mécanique),
parle couramment français.
actuellement représentant
d'une entreprise de
construction mécanique,
clientèle industrie chimique
et pharmaceutique, ch. à
représenter une entreprise
française semblable en
Allemagne. Domicile près de
Paris. Env. sous la réf. 8440
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

J.F. 22 ans
MAÎTRE EN DROIT
rech. son premier employeur
après 1 an d'exp. en droit.
Tél. : 16 (1) 30-92-79-44

CONCEPTEUR
RÉALISATEUR VIDÉO

ch. temps partiel ou complet.
Tél. : 40-13-05-40

ASSISTANTE
RELATION PUBLIQUE

3 ans d'expérience, 27 a.,
sens de l'organisation et des
relations. Bonne pré-
sentation. Matinée L.S.I.

Souhaitez poste motivant.
Env. sous la réf. 8440
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

formation
professionnelle

CENTRE EUROPÉEN
DE FORMATION
SUPPLÉMENTAIRE EN INVO-
PESIONNELLES

propos

3 CYCLES DE FORMATION

MANAGER d'entre-
prise industrielle et com-
merciale, 3 mois. AFR-
CHARGE DE DÉVELOP-
PEMENT THERMALIS-
THERMIQUE, 3 mois. AFR-
TOURISME DE SANTÉ,
3 mois. Avril-décembre
1988.

INGÉNIEUR et MAR-
keting TOURISTIQUES,
10 semaines de 4 jours et
10 jours. Mars-décembre
1988.

Cycle après. prise en
charge et rémunération
possibles.

INFAC-INFATH :

51, rue Jacques-Kabli,
94130 Nogent-sur-Marne.
Tél. : (1) 46-78-80-84.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

2^e arrdt

SENTIER

2 poss.-cuis., vue, douche.
395.000 F.

IMMO MARCADET :
42-02-01-82

STE-ANNE DUPLEX 80 m²
+ couv. 4^e ét., poss. 2 appart.
1.350.000 F. 42-22-36-38

13^e arrdt

PRÉF. PARC MONTROUS
BEAU 2 PIÈCES
880.000 F. 45-28-88-04

15^e arrdt

R. DE JAVEL, avec ter-
rasse, plain-pied, 9^e ét.,
6 p., 110 m² env.,
plein soleil, avec vue très
dégagée, belle exposition.
3.300.000 F. 45-71-55-55
45-88-75-81. APRES 21 h.

16^e arrdt

PLACE TROCADÉRO
briq. plain-pied de t. 5^e ét.,
3/4 ch., 3/4 bain, gdss
décor., bois, sol, soléil +
studio 20 m². Poss. prof.
libérale. 42-01-22-81.

16^e arrdt

PLACE TROCADÉRO
briq. plain-pied de t. 5^e ét.,
3/4 ch., 3/4 bain, gdss
décor., bois, sol, soléil +
studio 20 m². Poss. prof.
libérale. 42-01-22-81.

17^e arrdt

WAGRAM
PART. ÉCHANGE
appt + 3 ch. 100 m² env.
Park, centre appt 50 m² env.
Tél. : 47-43-88-88

18^e arrdt

MAIRIE 18^e
2 p.-cuis., à rénover.
225.000 F. Lumin. 2-3 p. ch.
Cuis. indép. 600.000 F.
IMMO MARCADET :
42-02-01-82

Particulier vend STUDIO,
32 m², cuisine séparée,
w.-c., premier étage cour.
Métro : Châteauneuf.
Téléphone : 46-06-59-21.

LE DÉFICIT DES ÉCHANGES INDUSTRIELS FRANÇAIS

Un retard de compétitivité

Tous les secteurs sont touchés
et les Allemands mènent 26 à 2

L'EFFONDREMENT du solde des échanges industriels français observé en 1987 repose la double question de la compétitivité des entreprises vis-à-vis de leurs concurrents étrangers, et, à la veille de l'élection présidentielle, des remèdes possibles. Faut-il dévaluer ou non par rapport au mark et/ou, plus globalement, redéfinir les marges de manœuvre du franc dans le système monétaire européen (SME) ? Les experts sont à nouveau, partagés dans ce débat — qui vient de se rouvrir.

Le constat est en tout cas inquiétant. L'an passé, les exportations industrielles françaises — non compris les armes — ont progressé de 4,7 % pour atteindre 686 milliards de francs ; mais, comme les importations ont augmenté de 10,1 % pour représenter 724 milliards, le solde est négatif de 37 milliards. Ce chiffre confirme la déplorable performance de 1986, où, pour la première fois, était apparu un déficit des échanges industriels (2,2 milliards). Il y a quatre ans, l'industrie avait rapporté 65,1 milliards en devises au pays.

Le résultat est clair : la pénétration des produits étrangers sur le marché français s'accroît et même s'accroît, tandis que les entreprises de l'Hexagone perdent des points dans les batailles de l'export : - 1,6 en RFA depuis sept ans, - 0,8 en Belgique-Luxembourg, - 3 en Italie, - 0,7 aux États-Unis. Le maigre + 0,3 contre-Manche est une exception.

L'analyse du déficit n'est guère rassurante. On aurait pu penser

que la dégradation résultait d'une somme de secteurs qui amélioreraient leurs positions et d'autres qui se détérioreraient. Et l'on se serait consolé de voir la France se « spécialiser » dans certaines branches et en abandonner d'autres, dans une division mondiale du travail volontairement acceptée ou non. Mais il n'en est rien : c'est l'ensemble qui est tiré vers le bas. Biens intermédiaires (métaux, demi-produits), comme biens élaborés voient leur solde se réduire.

En outre, et c'est l'essentiel, l'évolution est ancienne. Depuis 1975, début de la crise pétrolière, les biens d'équipements professionnels ont vu leur taux de conversion (rapport des exportations

sur les importations) revenir de 132 à 98 aujourd'hui. Les ventes d'automobiles, autrefois fortes, ne dégagent en 1987 guère plus qu'en 1975, en francs courants. Autant parler de chute grave.

Les matériels domestiques, électriques et électroniques, glissent d'année en année — 2 milliards en 1975, - 15 en 1987. Les biens de consommation, positifs il y a douze ans, courent aujourd'hui à 26,5 milliards de francs.

Depuis le début de la crise, face à la RFA, principal client et principal fournisseur de la France, la bataille ne s'est pas terminée par une défaite, mais par un véritable écrasement. Le taux de couverture des échanges industriels avec l'Allemagne est tombé de 78 à 65 %, le déficit est passé de 7,5 à 60 milliards de francs ! Les rescapés sont l'exception.

Quand on classe les produits en vingt-huit secteurs (première transformation de l'acier, fonde-

rie, verre, papier carton, etc.) et que l'on calcule ceux qui ont évolué depuis 1975 en faveur des Allemands et ceux en faveur des Français, le score est sans appel : 26 à 2. La sidérurgie, curieusement, et les produits en cuir sauvent l'honneur.

Pour tous les autres, la France importe d'Allemagne plus qu'elle ne lui vend, avec une mention spécialement catastrophique pour la mécanique, la chimie et l'automobile. La France était exportatrice nette de voitures vers l'Allemagne en 1975, elle lui a acheté net en 1987 pour 16,6 milliards de francs !

La racine du mal

Le plus paradoxal est de voir que même dans les secteurs où les industriels allemands ont lâché pied, les échanges demeurent en leur faveur. Il est en ainsi de l'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes...), où les firmes d'outre-Rhin (Telefunken, Grundig...) ont été rachetées pratiquement toutes par Philips et par le français Thomson ; pourtant le déficit commercial franco-allemand s'y creuse... Preuve que la compétitivité globale des usines allemandes est restée meilleure sur toute la période ? Comment répondre autrement que par l'affirmative.

La compétitivité globale ? A constata-t-elle, réponse forcément générale, c'est-à-dire macro-économique. Sur le premier des « fondamentaux » de la compétitivité, c'est-à-dire les salaires, il faut bien constater que la « rigueur » française depuis 1982

a payé et que — tout le monde s'accorde à le reconnaître — les coûts de production allemands sont désormais supérieurs aux Français. La racine du mal n'est pas là.

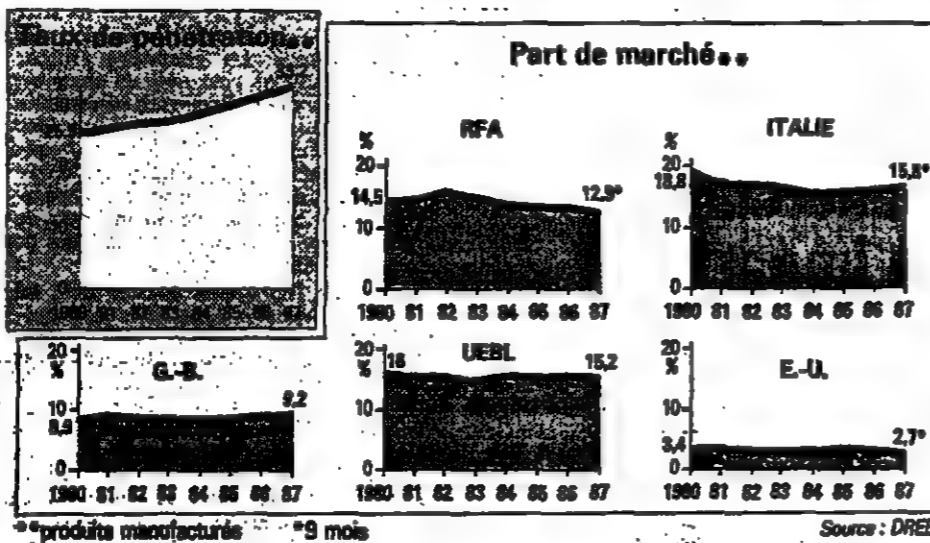
Il en résulte le débat sur la politique monétaire et le niveau trop haut du franc face au mark depuis le retour dans le SME en 1979. Mais, à l'évidence, la compétitivité dépend aussi d'une multitude de facteurs plus « micro-économiques » : le volume des investissements et leur choix (la France a, à la fois, trop et mal investi, c'est-à-dire qu'elle a consacré trop d'efforts dans les secteurs en récession), la recherche-développement, la qualité des produits et leur commercialisation, le dynamisme du patronat, etc.

Les politiques suivies depuis 1983 ont largement amélioré les choses : les profits se sont redressés, les appels aux marchés financiers sont désormais facilités, l'inflation est jugulée, les investissements repartent, et globalement l'entreprise jouit d'un véritable engouement de la part de l'opinion publique. L'année 1987 aura même été marquée par une hausse de la production industrielle et par un léger redressement des comptes extérieurs au second semestre.

Est-ce le début d'un réveil ? Peut-être. Reste que le retard pris et les pertes de parts de marché rendent nécessaire une réflexion d'ensemble sur l'industrie nationale. Un débat où le rôle du SME aurait sa place parmi tous les autres déterminants.

ÉRIC LE BOUCHER.

Recul sur les fronts intérieur et extérieur



LE FRANC EN QUESTION

Défendre, évidemment

Il y a quarante ans, René Mayer déclarait : « L'opération monétaire est maintenant terminée. Personne n'a plus rien à craindre (1) ». Si les circonstances exceptionnelles du début de 1948 justifiaient cette dévaluation du franc considérée comme inévitable après les ravages de la guerre sur l'économie française, rares seraient ceux qui anticipaient la longue liste des dévaluations en cascade qui devaient marquer la saga du franc — jusqu'en janvier 1987.

Aujourd'hui, à quelques semaines de l'élection présidentielle, des voix trop nombreuses s'élèvent en faveur d'une nouvelle amputation du franc. Le clan des dévaluationnistes se partage en deux familles : les ajusteurs et les partisans de la sortie du SME. Les premiers veulent poursuivre le traitement homéopathique qui consiste à ajuster le franc contre le deutschemark, régulièrement mais modérément ; les seconds, plus ambitieux, veulent une forte dévaluation du franc, baptisée compétitive.

La médecine douce vise à satisfaire à la nouvelle mais coupable habitude de la dévaluation/sanction politique, tout en assurant la prétendue remise à l'heure des pendules allemande et française sur la base de la sacro-sainte règle de la parité de pouvoir d'achat (PPA).

Cette morale des ajusteurs est consternante. Si nous prenons l'habitude de gérer le franc au rythme de notre calendrier politique, la tâche des prévisionnistes sera certes facilitée, mais, au-delà du ridicule, notre devise perdra toute crédibilité sur les marchés internationaux, au moment où s'affirme l'Europe financière intégrée et où les prises de contrôle d'actifs productifs à l'étranger deviennent le levier du développement des économies.

Pour moderniser l'économie, il faut importer des biens d'équipement de l'étranger, acheter des entreprises à l'étranger et réussir

par MICHEL DEVELLE (*)

la délocalisation industrielle, commerciale et financière. Atteindre ces objectifs demande une monnaie stable. Un franc fondant à chaque freillement électoral ruinerait notre force de frappe financière, tout en favorisant le laxisme, l'inflation et la recherche de solutions industrielles et commerciales de facilité.

L'argument de la PPA, ressort des ajusteurs, n'est guère plus solide. Le choix de l'année et de l'indice de référence influence considérablement les résultats. Cette recette, sans doute pertinente dans l'économie ricardienne, souffre à l'ère du troisième millénaire, caractérisé par la globalisation des échanges commerciaux et financiers, de nombreuses lacunes masquées par son simplisme, qui lui assure par ailleurs une facile médiatisation. Par souci d'écumeisme théorique, cédonn un instant à la mode de la PPA pour souligner que les prix à l'exportation et les coûts unitaires de production de la France augmentent depuis 1986 moins vite que ceux de la RFA, vivant ainsi de tout contenu la thèse des ajusteurs.

Du biberon à la potion magique

Au demeurant, la dévaluation d'une monnaie n'est pas affaire de dogme. Elle s'impose si l'économie dans son ensemble présente des déséquilibres graves. En l'absence de tels signes, elle est inutile et néfaste. A la fin de l'année 1987, la croissance du PIB s'élève à 2,5 %. La hausse des prix tend vers 2,5 %, réduisant à 1,7 point l'écart avec l'inflation allemande. Le déficit de la balance des paiements courants est faible, 0,6 % du PIB. Les arguments économiques en faveur d'un enième ajustement du franc

après les élections sont peu convaincants, et l'argument de la sanction politique est miné, sinon ruiné, par la subtile balance des responsabilités issues de la cohabitation.

Les partisans de la sortie du SME, convaincus de l'inefficacité, voire de la nocivité, de la médecine douce des ajustements, appellent de leurs vœux une plus forte dépréciation du franc susceptible de relancer la croissance, les ventes à l'étranger et l'investissement, tout en réduisant le chômage et les taux d'intérêt. En quelque sorte, il suffirait de passer du « biberon » de la dépréciation à la « potion magique » de la dévaluation compétitive pour résoudre toutes les difficultés de l'économie française.

Une baisse du franc de 10 % augmenterait mécaniquement de 80 milliards de francs le montant annuel des importations. Le déficit commercial serait automatiquement accru, car nos exportations, qui progressaient au deuxième semestre 1987 à un rythme de 14,5 % (+ 6,1 % en volume du quatrième trimestre 1986 au quatrième trimestre 1987), après douze mois de stabilité du franc, seraient incapables de suivre en volume. Un retournement toujours possible du prix du pétrole rendrait vite la situation intenable, tandis que le garrot de notre endettement extérieur (382 milliards de francs à fin septembre 1987) entamerait la souveraineté nationale. La nécessaire austerité pointerait alors à l'horizon, entraînant une forte hausse des taux d'intérêt et la déprime de la Bourse.

Enfin la nouvelle et forte dévaluation du franc confirmerait l'atavisme de monnaie faible ; or les devises faibles et isolées doivent, sous peine de naufrage, être défendues par des taux d'intérêt élevés.

(Lire la suite page 38.)

(1) La nouvelle parité du franc est fixée à 214,392 dollars et 864 livres.

(*) Directeur des études de Paribas.

Dévaluer, assurément

par EMMANUEL BORGUES (*)

la dévaluation est maintenue à moyenne échéance ;

• Les élasticités-prix retenues pour la France sont celles du modèle Interlink de l'OCDE dans sa version d'octobre 1987, soit 1,6 pour les exportations de produits industriels et 0,7 pour les importations (2) ;

• L'amélioration du solde de la balance des opérations courantes provoquée par la dépréciation procure une marge de manœuvre qui autorise une politique plus expansionniste.

(*) Pseudonyme d'un haut fonctionnaire.

Pour une dépréciation réelle de 15 %, la simulation met en évidence 850 000 emplois supplémentaires au terme de cinq ans, qui s'ajoutent aux évolutions spontanées hors dépréciation.

(Lire la suite page 38.)

(1) En 1987, l'UNEDIC fait état d'une progression de 0,7 % sur les neuf premiers mois ; l'INSEE, pour sa part, retient 0,1 % pour l'ensemble de l'année (chiffre repris dans le rapport sur les comptes de la nation) et l'OCDE indique 1,4 % dans les perspectives économiques de décembre 1987.

(2) Les exportations en volume progressent de 1,6 % quand leur prix relatif diminue de 1 % ; plusieurs années sont nécessaires pour atteindre ce résultat. De même les importations baissent de 0,7 % quand leur prix relatif augmente de 1 %.

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS :

- et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez de bon à :
- Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).
- N° - 01-45-55-11-9
- Adresse :
- Code postal : Ville :
- Niveau d'études actuelles : Age :
- ☐ Classes Préparatoires ☐ Electronique
- ☐ Grandes Ecoles, Commerce, Gestion ☐ Gestion du Personnel
- ☐ Ecoles à Vocation Internationale ☐ Formations Artistiques Appliquées
- ☐ Vente, Commerce, Gestion, Distribution ☐ Formation Continue
- ☐ Grandes Ecoles Scientifiques ☐ Ecoles Financières
- ☐ 5^e Cycle de Gestion ☐ Hôtellerie-Restauration
- ☐ Administration Militaire : Commandement ☐ Immobilier
- ☐ Agro-Alimentaire ☐ Informations
- ☐ Architecture ☐ Ingénierie Chimiste
- ☐ Architecture d'Intérieur ☐ Journalisme
- ☐ Assurance ☐ Langues
- ☐ BTS Automobile ☐ Logistique Production
- ☐ Océans ☐ Maintenance d'Ordonneaux
- ☐ Communication dans l'Entreprise ☐ Marché de l'Art
- ☐ Communication, Publicité ☐ Par-Médias
- ☐ Communication audiovisuelle ☐ Promesses Dentaire
- ☐ Comptabilité ☐ Recherche Scientifique
- ☐ Concours Administratifs ☐ Recrutement du Baccalauréat
- ☐ Création d'Entreprise ☐ Secrétariat-Bureautique
- ☐ Design ☐ Sciences Sociales et Politiques
- ☐ Expertise Comptable ☐ Tourisme
- ☐ Ecoles Normales ☐ Système-Matériel-Photographie
- ☐ Expertise Comptable ☐ Systèmes de Mode

مكتبة من الامم

هنا من الامم

LE FRANC EN QUESTION

Défendre, évidemment

(Suite de la page 37.)

Les dévaluationnistes croient sincèrement qu'un franc faible créerait de nouveaux emplois. La forte création d'emplois aux États-Unis est imputée, exclusivement mais à tort, à la dévaluation du dollar. Les nombreuses dévaluations du franc depuis 1948 se soldent aujourd'hui par près de trois millions de chômeurs.

Une nouvelle baisse du franc accentuerait la désindustrialisation, en déséquilibrant nos termes de l'échange, source d'augmentation à terme du chômage. Le seul effet d'une dévaluation compétitive serait d'accroître les marges des entreprises, action aujourd'hui peu nécessaire avec le redressement financier des sociétés françaises et la progression de l'investissement à un rythme annuel de 4 % depuis deux ans et de 7,4 % entre le quatrième trimestre 1986 et le quatrième trimestre 1987.

Il faut poursuivre dans cette voie pour développer une offre compétitive en termes de produits et non de prix. Acheter bon marché et vendre cher des produits sophistiqués est le meilleur moyen de sauvegarder durablement les marges au moyen de la désinflation compétitive. Telle doit être la politique d'un grand pays industrialisé.

Aujourd'hui, l'heure n'est plus aux ajustements monétaires provinciaux qui se répètent de la vieille manière : l'Allemagne paie, mais à la solidarité pour édifier avec nos partenaires européens une Europe financière intégrée autour de l'ECU, monnaie unique. La sortie du franc du SME repousserait aux calendes grecques un tel projet, dont les avantages sont évidents. La monnaie européenne est nécessaire pour qu'enfin tous l'épargne de la CEE finance la croissance des Douze, permettant ainsi la baisse du chômage (11,8 % contre 6 % aux États-Unis) aux lieux et places d'assurer la prospérité à crédit de l'Oncté Sam.

Une monnaie unique, condition nécessaire du grand marché, permettrait de négocier en position de force le taux de change dollar-ECU en offrant aux investisseurs internationaux un actif monétaire et financier réellement concurrent. Une monnaie unique donnerait aux Douze la faculté de faire appel aux marchés internationaux dans leur devise nationale, grand privilège à gérer avec moins de laxisme que ne le font les États-Unis, en se pliant à la contrainte d'un Fonds monétaire européen doté de l'autonomie politique.

Une monnaie unique réduirait l'écarts des financements internationaux en dollars, atténuant le déséquilibre entre les grandes places financières au profit des centres européens, et favoriserait, une fois la sagesse revenue aux États-Unis, la stabilité du dollar.

Deux conditions préalables pour tirer un réel profit de la monnaie unique : assurer dans un premier temps l'indépendance de la Banque de France et accepter l'harmonisation des politiques de taux d'intérêt.

Sur ce second point, la machine est lancée. Début novembre 1987, en pleine tempête sur le dollar, la Banque de France augmente ses taux d'intérêt à court terme de 0,75 %, et simultanément, la Bundesbank les réduit de 0,50 %, et le franc est sauvé de la spéculation baissière.

Ces enjeux stratégiques dépassent les querelles de clocher qui animent encore trop souvent les tréteaux de l'Europe monétaire. Sortir le franc du SME signifie renoncer à la construction du deuxième étage de la fusée monétaire, comme d'ailleurs vouloir conserver la définition actuelle du SME, incompatible à l'horizon 1992.

Sortir le franc du SME signifie vouloir une inflation plus forte, des taux d'intérêt plus élevés, un déficit accru de la balance commerciale, une dette internationale plus pesante, au bout de la route, l'austérité, que les presque trois millions de chômeurs français supporteront difficilement. Refusons la division en maintenant la valeur du franc pour que l'Europe, dotée d'une monnaie unique (2), fasse entendre sa voix à parité dans le concert monétaire mondial, où le dollar, fardé de passivité japonaise, exerce un effet de drainage de l'épargne européenne préjudiciable à l'avenir de notre continent.

MICHEL DEVELLE.

(2) Selon la SOFRES (10-14 janvier 1987), déjà 45 % des Français acceptent cette éventualité.

POINT DE VUE

Déficit commercial et concurrence imparfaite

Le déficit du commerce extérieur de la France, qui se répercute fortement sur les taux d'intérêt et sur la position du franc français au sein du SME, ne peut pas laisser indifférents ses voisins. Plus que jamais, la conjoncture politique et économique incertaine de l'Europe exige la présence d'une économie française dynamique et performante.

En ce qui concerne le déficit de la balance des produits industriels, contrairement à certaines affirmations, ce ne sont pas toujours la qualité ou (et) les prix qui entravent les exportations de produits français dans les pays voisins. Certains produits, d'excellente qualité et compétitifs par les prix, ne sont pas suffisamment vendus du fait de la « concurrence imparfaite » qui les désavantage.

Parmi les nombreux éléments qui déterminent le manque de fluidité du côté de la demande, il convient de mentionner le rôle important de la réputation acquise du fournisseur étranger à travers celle de sa marque de fabrique et la qualité du service

(Suite de la page 37.)

500 000 emplois sont directement issus de celle-ci, et 350 000 proviennent de l'utilisation de la marge de manœuvre dégagée à la fois sur le solde extérieur et sur celui des finances publiques.

Sur les trois années 1990, 1991 et 1992, la politique budgétaire dispose, à la suite de l'accélération de la croissance consécutive à la dévaluation, de 50 milliards de francs supplémentaires chaque année : c'est-à-dire, pour qu'il n'y ait aucune ambiguïté, de 50 milliards de plus que la projection spontanée en 1990, de 100 milliards en 1991, de 150 milliards en 1992.

Ces résultats occultent cependant tout un ensemble de difficultés, qui s'apparentent à une course d'obstacles : le parcours sans faute, seul, les rend vraisemblables, et l'erreur sur certains d'entre eux disqualifie le concurrent. En bref, dévaluer est aisé ; gérer une dévaluation est très compliqué.

L'appartenance de la France au système monétaire européen (SME), et plus généralement à la CEE, est évidemment un premier problème. L'Europe, par le poids politique qu'elle assure dans le monde, par la pression qu'elle exerce sur le dynamisme des entreprises, la création du marché unique de 1992 et les perspectives d'union monétaire, joue un rôle vital pour notre pays, et l'on ne peut sans réflexion courir le risque de son éclatement.

Dévaluer, assurément

La solution idéale serait d'avoir le beurre et l'argent du beurre, c'est-à-dire l'Europe et une grille de parité plus acceptable. Celle-ci doit viser l'harmonisation progressive des taux de chômage à l'intérieur de la CEE, ce qui signifie en clair que celui des pays à forte contrainte extérieure diminue, et que celui des autres progresse.

Cette proposition serait insoutenable si elle déshabillait Pierre - vertueux et compétitif - pour habiller Paul. Mais ce n'est que partiellement le cas : c'est ainsi que, en France, quand, à la suite d'une dépréciation du franc, 850 000 emplois sont créés en cinq ans, 250 000 sont détruits dans le reste du monde, notamment dans la CEE. Ces résultats sont la conséquence de deux effets : l'un à somme nulle, lié à l'évolution de la compétitivité par les prix (les emplois gagnés par les uns sont perdus par les autres) ; l'autre à somme positive, associé au potentiel de relance autorisé par la dévaluation, ce qui permet de créer des emplois à la fois dans les pays dont la parité est diminuée et, par suite de l'interdépendance internationale, chez leurs partenaires commerciaux.

Si une révision coordonnée des parités se révèle impossible, il faut alors dévaluer par rapport à l'ECU, dans une limite qui ne provoque pas une cascade d'autres dévaluations et un éclatement du SME. Dans la

mesure où il paraît vraisemblable que les trois principales monnaies s'acheminent vers des parités plus stables, dévaluer d'un certain pourcentage vis-à-vis des monnaies du SME équivaut à dévaluer d'un pourcentage voisin vis-à-vis de l'ensemble du monde.

On notera qu'une sortie du SME comporte l'inconvénient de supprimer le filet monétaire du Fonds européen de coopération monétaire (FECOM) et d'accroître, par conséquent, les risques d'instabilité du franc. En revanche, nos partenaires de la CEE n'ont pas intérêt à prendre des mesures de rétorsion, par conséquent de nos exportations ou par hausse compensatoire des droits de douane, car leur commerce avec la France est fortement excédentaire, même si l'on exclut la RFA : une escalade de représailles leur serait donc défavorable.

Le rattachement de facto à l'ECU, plus solide que ne le sont à l'heure actuelle la livre et le lire, permet de ménager l'avenir et d'envisager, après quelques grimaces, un retour de jure au bercail de la CEE.

Des contrôles transitoires

Par suite des mécanismes bien connus de la courbe en J, la dévaluation exerce ses effets lentement : la baisse du prix relatif est en effet plus précoce que l'expansion des volumes. La première année, notamment, accumule un ensemble de contre-performances susceptibles d'ébranler un gouvernement. Une dévaluation de 15 % ne provoque qu'une création d'emplois infinitésimale, dégrade la balance des opérations courantes de 30 milliards de francs et les finances publiques de 15 milliards de francs.

Si l'on retient comme base les « principales hypothèses économiques pour 1988 », extraites du Rapport économique et financier (qui n'incorporent pas les effets du krach boursier), les prix à la consommation des ménages progresseront de 5 % en 1988 (puis de 3 % en 1989) et la croissance du pouvoir d'achat du taux de salaire serait approximativement nulle (mais d'environ 1,3 % en 1989...). Des contrôles transitoires sont peut-être nécessaires à la maîtrise de ce « coup de tabac » inévitable, qui doit, dans le courant de la seconde année, faire place à une légère embellie.

Nous avons jusqu'à présent supposé résolu le problème essentiel de la maîtrise des évolutions monétaires : sans elle, il y a une accélération des prix, telle que ceux-ci retrouvent au bout de quelques années leur niveau initial, ce qui annule l'avantage donné par la dévaluation : dans ce cas, 250 000 emplois annulés sont créés au cours de la troisième ou quatrième année, mais c'est un maximum qui se résorbe et tend vers la suite vers zéro.

Pour contrer les effets de l'indensation - actuellement modérée - des salaires sur les prix, ce qui multiplie l'impact inflationniste de la hausse du prix des importations, on propose - et l'on a incorporé dans la simulation dont les résultats ont été présentés ci-dessus - de les neutraliser par une baisse appropriée des taux de TVA. Cela peut être obtenu par une réduction d'environ 1 point la première année, qui croît progressivement jusqu'à 5 points la cinquième.

Malgré cette réduction de recettes budgétaires, on rappelle que, dès 1990 environ, apparaît chaque année un potentiel supplémentaire de dépenses publiques de 50 milliards de francs. Le choix de la TVA pour exercer une pression à la baisse des prix présente des avantages sur d'autres modalités : une certaine garantie de répercussion dans les prix à la consommation (sans laquelle le dispositif prend eau, puisqu'il n'assure plus la maîtrise des évolutions monétaires), une possible modulation en fonction de considérations sociales, et un pas en direction du marché unique et de l'harmonisation des taux de TVA.

La dévaluation doit être suffisamment importante pour que ses effets soient significatifs. Il existe cependant des limites, malheureusement difficiles à préciser, au-delà desquelles on provoque un éclatement du SME, des résultats politiques insoutenables la première année, une réindensation des évolutions monétaires, une reprise des importations par insuffisance de capacités de production et, finalement, une accélération de l'inflation.

Une fois ces obstacles franchis, la dévaluation paraît, d'ailleurs, une voie complémentaire qu'une alternative à d'autres approches du problème de l'emploi. Elle fournit des munitions aux politiques structurelles relatives à la recherche, la formation, l'enseignement, politiques qui, à défaut, risqueraient d'être fort dépourvues. Par la baisse de la TVA, par la diminution des subventions aux entreprises, qu'elle autorise, elle accompagne le désengagement de l'État. Percevoir moins d'impôts et dépenser davantage n'est possible que parce qu'il y a une accélération de la croissance d'environ 1 point par an.

Au-delà de cette période, la dévaluation conserve une certaine dynamique et amplifie ses effets. De plus, une stabilisation des parités dans un équilibre monétaire peu inflationniste, ainsi qu'une valeur plus compétitive des francs doivent provoquer une spécification des taux d'intérêt à long terme, mais aussi de la très forte prime de risque qui frappe tout projet destiné au marché international : une reprise spontanée de l'investissement de capacité dans le secteur exposé à la concurrence étrangère la conséquence.

On peut également, au cours de la prochaine décennie, tirer du réveil des énergies que le marché unique, on l'espère, doit provoquer.

EMMANUEL BORGUES.

Votre 405 en livraison immédiate c'est possible chez NEUBAUER



Plus vite, moins cher!

Notre stock de 1000 véhicules, maintenant en permanence, nous permet de vous assurer (sous réserve de la motorisation et des options choisies) votre 405 ou un autre modèle de la gamme PEUGEOT en livraison immédiate.

NEUBAUER PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

LA MICRO QUI BOUGE

IMAGINA 88 - LES INFOGRAPHISTES JAPONAIS
LES MECANISMES DE L'EMOTION - LES CRÉATEURS
IMAGERIE MÉDICALE - USA LA 2^e GÉNÉRATION

LA MICRO QUI BOUGE
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Pour faire face au développement de ses nouveaux programmes

Le Groupe ESCP recrute des professeurs permanents

- ayant une formation supérieure française ou étrangère de niveau doctoral, grande école de gestion ou scientifique.
- une aptitude à l'animation, à la pédagogie et à la recherche.
- une bonne connaissance de l'anglais.

Une expérience professionnelle confirmée serait appréciée.

Ces postes sont à pourvoir dans les Départements suivants :

- Sciences juridiques, économiques et sociales :
 - Un professeur de fiscalité à temps partiel.
- Stratégies, Hommes et Organisation :
 - Un professeur de gestion des ressources humaines à temps plein.
- Finance :
 - Un professeur de gestion financière à temps plein.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Jacques FERRIN - Directeur du Groupe ESCP
Ecole Supérieure de Commerce de Paris,
79, Avenue de la République,
75543 PARIS Cedex 11

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

LA TARIFICATION DE L'ÉLECTRICITÉ

Les consommateurs frustrés

Le gouvernement britannique, en décidant de privatiser complètement dès 1990 la distribution et la production d'électricité en Angleterre et dans le Pays de Galles a relancé le débat sur les tarifs électriques. L'objectif de M^{me} Margaret Thatcher consiste en effet à créer une concurrence entre les différentes compagnies afin de faire baisser la facture électrique des usagers. En France, le gouvernement, après avoir envisagé de casser le monopole d'EDF, a finalement renoncé à ses projets de privatisation. Mais le débat se poursuit entre l'administration et l'établissement sur la structure des tarifs et sur la gestion d'EDF. Les pouvoirs publics, comme l'explique M. Jean Syrota, directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie, et à ce titre tuteur de l'ensemble des entreprises énergétiques françaises, estiment en effet que les consommateurs, notamment industriels, ne bénéficient pas complètement de la situation privilégiée du pays et de l'effort massif d'équipement nucléaire réalisé depuis quinze ans. Trois problèmes se posent : d'une part, la politique tarifaire menée par EDF depuis 1973, qui, en privilégiant le chauffage électrique, déforme la consommation et aggrave les pointes d'hiver ; d'autre part, le suréquipement du parc nucléaire, désormais présent, qui grève les coûts, puisque cette année plusieurs centrales en état de marche sont inutilisées même en plein hiver ; enfin, la productivité d'EDF elle-même qui, selon les autorités, insuffisamment progressée, alors qu'elle représente un « gisement d'économies » de 20 milliards de francs.

DANS aucun pays, le consommateur n'a le choix, à l'endroit où il se trouve, entre plusieurs distributeurs pour satisfaire ses besoins en électricité. Cela tient à l'importance des investissements nécessaires pour alimenter les usagers. Les économistes disent qu'il s'agit là d'un monopole naturel. Comme, par ailleurs, nombreux sont les usages de l'électricité qui ne sont guère susceptibles d'être assurés raisonnablement par les autres formes d'énergie, dans le contexte des forces du marché ne peut pas conduire à déterminer le prix de l'électricité.

Cette constatation est tout à fait générale. Mais la France se distingue par le fait qu'une seule compagnie dessert la quasi-totalité de la population. EDF est ainsi la plus grande compagnie d'électricité du monde ; c'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que ses tarifs constituent un problème d'importance nationale.

L'examen des pratiques tarifaires des compagnies d'électricité, ou encore de celles des compagnies qui gèrent d'autres monopoles plus ou moins comparables, comme le téléphone ou le chemin de fer, montre une grande diversité. Certaines compagnies fondent leurs tarifs sur des théories : ainsi les électriciens allemands se réclament de la vente au coût moyen.

Pour beaucoup, parfois en complément des approches théoriques, l'expérience tient une large place, et il ne semble pas que cela conduise fatalement à des solutions dommageables pour les compagnies ou pour les usagers. Il faut dire, et c'est là la seule véritable constante, que les prix doivent être approuvés par les gouvernements, directement, ou indirectement par une structure déléguée indépendante du monopole.

Un pragmatisme inévitable

En France, EDF a construit ses tarifs à partir de la théorie dite « du prix de revient marginal de développement », théorie dont l'application nécessite des développements fondamentaux poussés et des calculs compliqués que les plus gros ordinateurs affectaient de mieux en mieux au fil des temps. Schématiquement, il s'agit de faire payer à l'usager le prix que coûte l'unité supplémen-

taire qu'il consomme, en tenant compte des investissements nécessaires pour la produire, au moment où il la consomme et à l'endroit où il la consomme.

Cette théorie repose sur différentes hypothèses, dont l'une des plus importantes est que le parc de production d'électricité soit toujours « équilibré », c'est-à-dire qu'il corresponde à tout moment aux besoins de la clientèle, sans suréquipement aucun. Comme il faut de quatre à huit ans pour construire les équipements de production les plus habituels, il serait nécessaire d'évaluer avec précision, très longtemps à l'avance, les consommations d'électricité pour chaque grande catégorie d'usagers. Mission impossible (ou presque) !

Rappelons-nous que la consommation prévue il y a encore quelques années pour 1990 était supérieure de 25 % environ à celle qui sera vraisemblablement constatée. C'est la raison pour laquelle les commandes d'équipements se révèlent aujourd'hui avoir largement anticipé les besoins, d'autant plus que la disponibilité des équipements a été meilleure que prévu.

Il faut aussi que le prix des différentes formes d'énergie soit conforme aux prévisions. C'est indispensable pour définir le type de centrale à acquérir : nucléaire, à charbon, à fuel... Or personne n'a vu venir les chocs pétroliers de 1973 et de 1979, ne serait-ce que quelques mois à l'avance ; et qui peut aujourd'hui prévoir la valeur du dollar et le prix du pétrole un an à l'avance ? Au total, on peut légitimement se demander si l'équilibre du parc de production a davantage de chances de se produire qu'une montre arrêtée de donner l'heure exacte.

Un autre impératif mérite d'être mentionné : c'est la nécessité d'éviter une trop grande complication dans les tarifs, alors que les coûts marginaux de production d'électricité sont très variables. L'écart entre le 15 août, à 2 heures du matin, et le jour ouvrable le plus froid de l'année, à 17 heures peut être de 1 à 20, sinon plus.

Dans un domaine voisin, la théorie marginale appliquée brutalement à la tarification des chemins de fer conduirait à faire payer plus cher les trajets pendant les heures d'affluence. Ainsi, chaque soir (hors jours chômés), le billet Paris-Gargès-les-Gonesses coûterait davantage que le billet Gargès-les-Gonesses-Paris, et ce serait le contraire le matin. Il faut donc faire des moyennes, choisir, simplifier.

Bref, la réalité a bien du mal à se plier aux théories scientifiques ! Il s'agit là d'un leitmotiv cher aux économistes. On est alors amené à considérer la théorie, lorsqu'elle est présumée applicable, non pas comme une règle rigide et intangible, mais comme un cadre général, utile certes, mais qui doit offrir une certaine flexibilité dans son application.

L'industrie pénalisée

Sans vouloir être exhaustif, il faut aussi mentionner l'impact des priorités gouvernementales : la lutte contre l'inflation a pu conduire à freiner davantage les hausses de prix des usages domestiques de l'électricité (basse tension) que celles des usages industriels (haute et moyenne tension). Cette évolution n'était pas en contradiction avec les aspirations d'EDF : privilégier la consommation sociale, ou encore, notamment, pénétrer sur le marché du chauffage des logements avec des prix attractifs.

Au total, après bien des approximations, bien des simplifications, et bien des ajustements, on aboutit à nos tarifs de vente, et il n'est pas inutile d'en examiner quelques aspects :

• Les commerçants et artisans paient environ 15 % plus cher leur électricité que les usagers domestiques : cela signifie que si un commerçant habite un logement adjacent à sa boutique, l'usage de son aspirateur lui coûtera plus ou moins cher suivant qu'il sera connecté à une prise de courant de la boutique ou du logement.

• Considérons deux usagers ayant la même consommation d'électricité pour les besoins les plus habituels (éclairage, appareils électroménagers, eau

par JEAN SYROTA (*)

chaude...), l'un est chauffé à l'électricité, l'autre par un autre moyen. L'électricité est beaucoup plus chère à produire pour le chauffage, parce que cette consommation est pour l'essentiel limitée aux quatre mois les plus chargés de l'année (ce sont d'ailleurs les centrales à charbon, et non pas les centrales nucléaires, plus lourdes en investissement, qui sont à même de fournir les kilowattheures les moins coûteux pour cet usage). Pourtant, suivant les tarifs en vigueur — et c'est une surprise pour ceux qui connaissent la théorie tarifaire de l'EDF — l'usager qui se chauffe à l'électricité paie aujourd'hui, en moyenne, son électricité moins cher que l'usager qui ne se chauffe pas à l'électricité.

• Si on appliquait à un usager du chauffage électrique un tarif du type de celui qui est proposé en moyenne tension aux industriels — autrement dit, si on appliquait le prix de gros à un usage qui relève du tarif de détail —, sa facture augmenterait de 25 % environ.

• Les clients domestiques ont des consommations d'énergie électrique très variables dans l'année et, pourtant, le kilowattheure leur est facturé à un prix constant, alors que les clients industriels, qui ont des consommations pratiquement stables, sont soumis à des prix fluctuants.

Il serait possible de multiplier les exemples qui montrent que la réalité s'est éloignée de la théorie, et cela le plus souvent dans le même sens : certains usagers domestiques sont favorisés au détriment des autres usagers, le plus souvent les usagers commerciaux et industriels. Il ne faut pas, dès lors, s'étonner que le tarif

(*) Directeur général de l'énergie et des matières premières au ministère de l'Industrie.

moyen de l'industrie ait augmenté depuis 1973 de 21 % en francs constants, alors que celui du secteur domestique a baissé de 9 %.

Les conséquences pratiques qui en résultent ne sont pas négligeables.

Certes la France ne peut prétendre rivaliser avec le Québec ou la Norvège que la nature a dotés de gigantesques ressources hydrauliques. Mais celles-ci assurent en France 20 % de la production (contre 5 % à l'Allemagne), et notre pays dispose en outre, aujourd'hui, grâce au dynamisme et à la compétence technique d'EDF, d'un parc nucléaire important.

Les consommateurs devraient donc bénéficier de la situation privilégiée de notre outil de production électrique, et tout particulièrement ceux dont les consommations sont bien réparties tout au long de l'année, au premier rang desquels figurent les clients industriels les plus importants. Force est de constater que tel n'est pas toujours le cas. Des industriels gros consommateurs paient leur électricité moins cher en RFA ou en Italie qu'en France, alors que ce devrait être le contraire.

Deux priorités

Comment faire pour améliorer la situation ? Tout d'abord, s'agissant des consommateurs les plus importants, rien n'interdit, dans le cadre de la théorie tarifaire actuelle, de créer pour eux un tarif qui soit plus proche des coûts qu'ils occasionnent. De façon plus générale, rééquilibrer les tarifs en supprimant les distorsions qui sont apparues progressivement au cours du temps est un impératif économique et relève d'un souci d'équité.

C'est aussi la meilleure manière de faire bénéficier la collectivité nationale tout entière de

l'effort d'équipement électrique réalisé en France depuis plus de dix ans. On comprend ainsi que la nécessaire adaptation de la structure tarifaire constitue l'une des priorités des nouveaux dirigeants de l'établissement. La baisse différenciée des tarifs intervenue au début de 1987 va tout à fait dans ce sens.

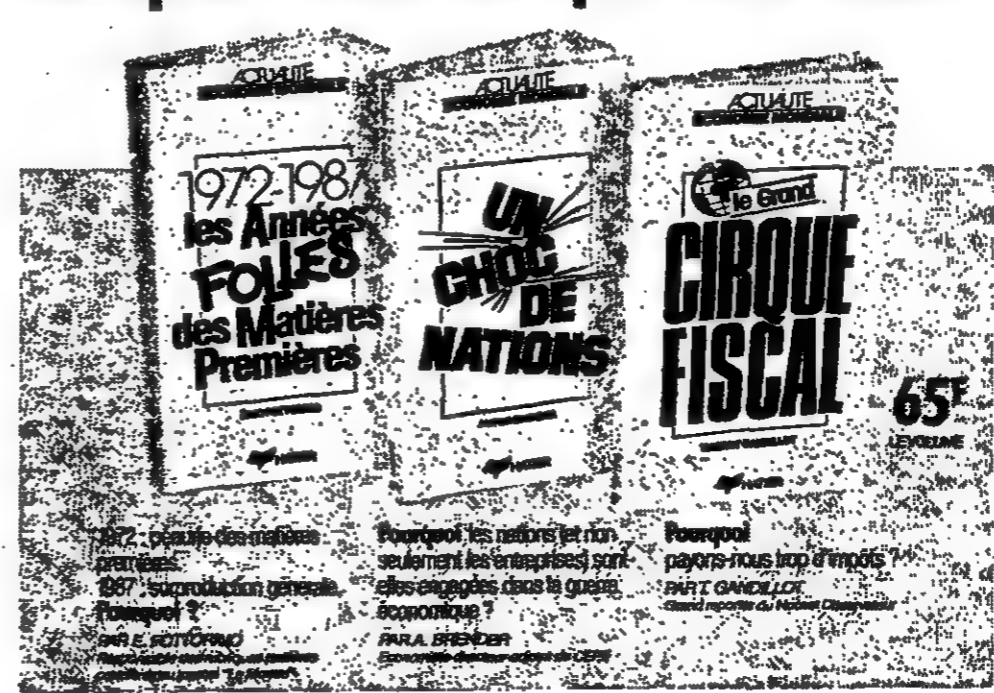
Et puis, n'oublions pas une évidence : quelle que soit la structure tarifaire, l'électricité coûtera d'autant moins aux usagers que les coûts du producteur seront plus bas. Or le prix de vente du kilowattheure était, en 1986, supérieur de 4 % en francs constants à celui de 1979, malgré la baisse observée depuis 1984. Certes, le choc pétrolier de 1979 a fait augmenter notablement les charges d'EDF, mais l'établissement ne consomme plus guère de produits pétroliers, dont les prix sont, par ailleurs, retombés au-dessous de leur valeur réelle de 1979.

Pendant la même période, la quantité d'électricité vendue par EDF a augmenté de 52 % ; pour une entreprise industrielle du secteur concurrentiel, les gains de productivité associés à un tel élargissement du marché se traduiraient normalement par une diminution des coûts unitaires de l'ordre de 15 %. Or 1 % de productivité représente, dans le cas d'espèce, une diminution de 1,3 milliard de francs du montant des factures des consommateurs d'électricité. Au total, c'est plus de 20 milliards de francs par an.

Autrement dit, en huit ans, c'est un gisement d'une bonne vingtaine de milliards de francs d'économies potentielles par an qui s'est ainsi constitué. Reconnaissions que l'affaire mérite attention au moment où notre économie doit réaliser, pour survivre, des efforts de productivité sans précédent, et faisons confiance à ceux qui ont su parvenir à la maîtrise de la technologie nucléaire pour se mobiliser sur un tel enjeu économique.

Messieurs les candidats

Pourquoi n'êtes-vous pas aussi clairs ?



NOUVELLE COLLECTION
ACTUALITÉ
ÉCONOMIE MONDIALE



MS.
HEC

ENTRE
PRENEURS

MASTÈRE SPÉCIALISÉ HEC ENTREPRENEURS

UN AN DE FORMATION D'EXCELLENCE

LES LEADERS EN ACTION

Former sur le plan humain et scientifique les managers de demain : bras droits de dirigeants, créateurs, entrepreneurs, consultants ou redresseurs d'entreprise en difficulté.

DIPLOME :

Mastère Spécialisé HEC-ENTREPRENEURS.

CANDIDATS :

Diplômés de Grandes Ecoles d'Ingénieurs, d'un DEA scientifique ou équivalent.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :
Monique SASSIER
HEC - 78350 JOUY-EN-JOSAS



HAUTES ETUDES COMMERCIALES

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

مكتبة من الامم

La chronique de Paul Fabra

UN malentendu continue à peser sur la préparation de l'échéance européenne de 1992. Il risque, si on n'y met pas fin, d'entraîner cette grande affaire, qui s'est révélée, surtout en France, extraordinairement mobilisatrice, vers des sables où elle pourrait s'enliser. La publication, par le ministère des finances, du rapport Boiteux (du nom de son président, l'ancien président d'EDF), ne dissipe pas l'équivoque, que l'anecdote suivante met en lumière.

A l'occasion de l'un des nombreux colloques organisés en France sur le thème du marché unique des Douze fonctionnant comme si les frontières n'existaient plus entre eux, un haut fonctionnaire de la Commission de Bruxelles, qui connaît ses dossiers sur le bout des doigts, lançait le cri du cœur : « Les choses avancent de façon satisfaisante. Des trois cents directives (1) que les pays de la Communauté doivent approuver dans les cinq ans à venir, pour donner naissance au grand marché intérieur, quatre-vingts seront bientôt adoptées. » Ce sur quoi un sympathique moniteur de ski — nous étions dans une région de sports d'hiver — pose la question suivante : « Avez-vous songé que, à partir de 1993, les Danols, qui n'ont pas de montagnes sur leur territoire, pourront venir s'installer à Chamonix ou à Val-d'Isère pour y exercer librement notre métier et, du même coup, nous exposer au chômage ? » On a rarement l'occasion d'entendre un résumé aussi parfait du corporatisme et de ses ressorts ! La réponse du haut fonctionnaire européen, avocat convaincu de l'Acte unique signé à Luxembourg le 17 février 1986 pour relancer la construction communautaire, ne se fit pas attendre : « La crainte que vous exprimez n'a pas de raison d'être, car, parmi les trois cents textes à approuver d'ici à 1992, aucun ne concerne votre profession. »

L'idée que le droit d'établissement — déjà prévu par le traité instituant le Marché commun signé à Rome il y a trente et un ans — puisse être considéré précédemment comme un droit reconnu comme tel

Le rapport Boiteux et le malentendu sur 1992

à tous les résidents de la Communauté (sauf exceptions tirées de l'ordre public) ne semblait pas effleurer l'éminent représentant de la Commission. On croyait pourtant que Bruxelles, forte de l'expérience acquise par vingt ou vingt-cinq ans de négociations, souvent vaines, sur l'harmonisation des réglementations nationales et convaincue par la jurisprudence novatrice de la Cour de justice, avait fini par se persuader que la voie praticable était ailleurs. Les fondateurs du Marché commun n'avaient-ils pas eux-mêmes indiqué la solution ? Si le traité de Rome, conclu en mars 1957, s'est révélé si fécond, c'est bien qu'il tournait le dos à l'approche sectorielle qui avait présidé à l'institution de la première communauté européenne, restreinte au charbon et à l'acier. Chercher à harmoniser les conditions de la concurrence pour chacune des professions et chaque type de transaction, c'est en quelque sorte, multiplier jusqu'à l'absurde la première expérience d'intégration européenne qui, sous sa forme d'origine, ne connut pas de lendemain.

CEPENDANT, pour prendre, en connaissance de cause, le risque de créer entre plusieurs nations l'équivalent d'un marché intérieur, à travers lequel les biens et services circulent librement et où les citoyens des différents Etats peuvent choisir d'exercer leur profession où bon leur semble, il convient de surmonter un préjugé tenace. En vertu de ce préjugé, la libre compétition ne peut être autorisée qu'entre concurrents supportant des charges comparables. C'est ici que le rapport Boiteux entre, à sa manière, en scène.

J'ai personnellement participé aux travaux de la commission de réflexion qui a mis au point ce rapport, dont l'objet avait finalement été restreint : 1) à la discussion des propositions de la Commission sur l'harmonisation des taux de TVA et sur les droits d'accises ; 2) à l'examen de la fiscalité portant sur

l'épargne mobilière, au vu de la libération totale des mouvements de capitaux (le Monde du 24 et du 25 février).

Les remarques qui suivent ne porteront pas sur les conclusions proprement dites du rapport (si au l'occasion, en toute liberté, de donner mon avis en session), mais sur la définition étroite du champ d'investigation choisi.

En se confinant à cette analyse, le rapport était voué à donner inévitablement l'impression que la réalisation du marché unique était subordonnée à la prise de toute une série de décisions visant à supprimer telle ou telle « distorsion de concurrence », dans tel ou tel secteur ou compartiment d'activité de la vie économique. En s'en tenant à cette méthode, on était amené à tout présenter pratiquement sur le même plan. Par exemple, il est simplement dit de la libération complète des mouvements de capitaux en Europe qu'elle « aura pour effet dans notre pays de lever les derniers éléments de contrôle des changes qui prohibent encore les prêts en francs à des non-résidents, la détention de devises dans une banque française et la constitution d'actifs dans une banque étrangère ».

En réalité, cette libération complète implique quasiment un changement de régime monétaire dans notre pays. Elle y suppose aussi une transformation en profondeur des habitudes de son administration, toujours prompte à reprendre d'une main les contrôles qu'on lui demande de lâcher de l'autre. Ce dont il s'agit, c'est rien de moins que de faire passer le franc du régime de convertibilité externe — régime en vigueur depuis janvier 1969 — à un régime de convertibilité interne où chaque personne habitant en France pourrait, sur simple demande, passer l'ordre à sa banque de convertir son compte, quel qu'en soit le montant, en la monnaie étrangère de son choix.

Vingt-cinq à trente pays de par le monde ont une monnaie convertible

pour les non-résidents (convertibilité externe), mais on compterait sur les doigts d'une seule main les pays jouissant d'une monnaie convertible *ad nutum* pour les résidents. Parmi eux se rangent l'Allemagne fédérale, la Suisse, la Grande-Bretagne et, en principe, les Etats-Unis. Pour réaliser sans risque cette convertibilité interne, il conviendrait :

— Ou bien, de rendre sans objet par une politique appropriée, toute crainte sérieuse sur la solidité du franc ; autrement dit, faire de notre monnaie l'équivalent, disons, du deutschemark ou du franc suisse. C'est possible, mais au prix de réformes très importantes.

— Ou bien (solution Thatcher) de laisser flotter le franc, de telle sorte que les mouvements de capitaux n'aient pas pour effet d'acculer le gouvernement à une dévaluation forcée et, par là même, humiliante.

EN résumé, la convertibilité interne exigeait, dans la pratique, ou bien l'existence de taux de change fixes et, si je puis dire, véritablement fixes, entre le franc et les principales monnaies du SME ; ou bien un franc flottant. Mais cette dernière solution traitait évidemment à l'encontre de la construction européenne. Quant à la première, il suffit de la formuler pour se rendre compte du chemin qu'il conviendrait de parcourir d'ici à 1992 pour y parvenir.

Certes, le « rapport d'étape » avait des objectifs moins ambitieux, on l'a déjà dit. Il n'empêche que, si la France disposait d'une monnaie solide, comportant par conséquent des taux d'intérêt nominaux relativement bas, la plupart des « précautions » à prendre contre une fuite éventuelle des capitaux deviendraient superflues. C'est dans un tout autre esprit qu'on pourrait envisager la modification de nos textes fiscaux. En l'absence d'un franc fort, la libération complète des mouvements de capitaux restera précaire. Il suffit de constater le

comportement des douaniers et des services fiscaux pour savoir que, si la monnaie nationale reste menacée, les contrôles subsisteront, sous une forme sans doute plus hypocrite, mais pas nécessairement moins pernicieuse.

Du point de vue économique, il va de soi qu'il n'y aura pas non plus de marché unique en Europe occidentale sans taux de change stabilisés. Il existe actuellement un embryon de marché unique : la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suisse. Entre les monnaies de ces nations, les taux de change n'ont pas varié ou ont varié de moins de 20 % depuis plus d'un quart de siècle.

LA décision d'instituer un grand marché unique, ignorant les frontières nationales, constitue une sorte de révolution, bien qu'il s'agisse, pour l'essentiel, de reprendre un objectif qu'avait déjà fixé le traité de Rome pour l'année... 1970. Pour accomplir cette révolution, il faut en faire une autre, de caractère à la fois méthodologique et politique. Il faut rompre résolument avec l'approche technocratique, dont la Commission de Bruxelles, malgré ses efforts, reste encore en partie prisonnière. Cette approche aboutit à l'émission de décisions (la théorie des trois cents directives) et à la vaine poursuite d'une harmonisation, qui restera, dans la plupart des cas, toujours à parachever et qui, dans les quelques rares occasions où elle sera réalisée, sera vouée à se défaire (la rationalisation des politiques agricoles en fait foi).

Le rapport Boiteux aurait certainement gagné à refuser la méthode de l'éparpillement. Mais cela aurait impliqué de sa part, premièrement, qu'il s'occupe avec force le lien entre le grand marché et la décision-clé de stabiliser le franc ; deuxièmement, qu'il réexamine la notion gélifiée de prélèvements obligatoires, à travers laquelle le vieil argument des « charges » refait surface. On en reparlera.

(1) Une directive européenne se base à fois les principes et les modalités qui doivent servir de cadre aux différentes législations nationales.

HUMEUR

Faux silences et vrai bavardage

par BERNARD MARIS (*)

APRÈS l'art des ténèbres, le Monde du silence et l'Empire du non-sens. Si le premier venu sait parler pour ne rien dire, qui peut s'honorer du mutisme élégant, du savoir-soutenir, mieux encore, de la rhétorique du creux et de l'équilibre du vide, quelque chose à vous donner vraiment le vertige...

Balayés les sophistes, adieu les précieuses ! Aujourd'hui se met en musique le silence, se modèle la transparence. De demi-ton en demi-ton et de demi-pause en demi-pause, on vous fait sourire, acquiescer, comprendre presque. Vous seriez prêts à vous battre, pour tout cela, qu'on ne vous dit pas.

Regardez Michel Rocard, qui finira golden boy, comme Adam Smith, optimiste et libéral, termina tragiquement douanier : il parle une algèbre économique de précision, avec incidences, tirets, parenthèses, remarques et commentaires dans le commentaire, une harmonie charmante et convaincante. A tout hasard, vous êtes d'accord. Nettement moins doué pour le bavardage, Jacques Chirac, qui s'essaya au néologisme avec un affreux « pessimisme ». Quelle horreur !

Non. Les champions du fil tendu, les héros de l'élude, les recordmen de la grimpe sans masque jusqu'au vide absolu, sans conteste possible sont nos deux autres présidentiables. Car comment parler de ce qu'on méprise, l'économie politique ? Et comment se défendre de cette image vaguement marchande et comptable d'économiste, fût-on le meilleur ?

Désigne-t-il vraiment l'économiste ? On le craindrait. On en voudrait deux preuves : il a choisi le pénombre du conseiller économique Jacques Attali, qui s'efforce toujours de dissimuler sa pensée et y réussit souvent, sans doute par « la clarté du discours et l'obscur de l'oracle » (1) ; il a fait suivre Christian Goux contre Jacques Delors en 1982, fermer la frontière et creuser la tranchée, la version héroïque contre la banalité statistique.

Un socialisme réduit au caquet

Dut-il souffrir, lorsque, coup de poker, Valéry Giscard d'Estaing l'interroge brusquement sur le taux de change mark-franc — on ne souffre pas — et quelle habileté de répondre aussitôt : « J'ai passé l'âge d'aller au tableau ! » Election gagnée. Quelle habileté, et quel chemin !

Souvenez-vous : 1965, l'affiche aux couleurs bistre, la masse sombre du candidat devant un poteau électrique. La fête électorale parvenait l'adversaire du Général. C'étaient les grands travaux, l'industrie, l'énergie, le plan, le kombinet et l'électrification des campagnes.

En 1981, il ne reste qu'un village préservé, serré autour du clocher, la Saintonge, le doux coin angevin, monsieur le maire au marché du samedi avec monsieur l'instituteur et monsieur le curé, l'inconscient collectif de la nation, aussi vivant que le loup des rêves émiratins.

Tactique ? Non. Une fausse image n'abuse pas. VGE était bien celui qui nous regardait du fond des yeux en pili cocherin (on en frissonne encore). M. François Mitterrand est un rural, un homme de l'histoire préindustrielle, qui aime les arbres, le saule « image de la France », les ânes, et, malgré lui, interroge les yeux chaque matin, avant que d'hésiter sur le patron.

Dans ses livres, il ne dit pas les « chefs d'entreprise », mais les « patrons », les « maîtres de forges » presque... Il dit aussi les « prolétaires », mot que l'on chuchote à peine place du Colonel-Fabien... Il déteste l'argent, « l'argent qui corrompt, l'argent qui échoue, l'argent qui tue, l'argent qui ruine, et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes » (2) — Seigneur ! il n'y a que chez Léon Bloy que l'on retrouve une telle haine, — même si les questions monétaires l'intéressent, sans doute parce que la pièce porte gravée l'image du prince, et la question du pouvoir.

Et cette incapacité à ne pas introduire furtivement le mot vieux, usé : « soule » dans l'interview à RTL de novembre... Soule ! Pourquoi pas « guele » ! Les bras nous en tombent. « On ne dira jamais assez combien les hiérarchies du vocabulaire annoncent les autres préférences » (3). Jamais assez. Chez lui, les économistes sont à l'office, parfois à la cuisine.

Vraiment, il n'aimait pas l'économie politique, pas du tout, et...

miracle ! sauvi ! sauvi par la cohabitation ! Débarrassés des questions d'intendance ! Fini les rationalisations, la Séoul, et ce « plan-plan-rataplan » (4) duquel nous avons tous oublié le numéro ! Avec son petit pécule de cour et de voyage comme la reine d'Angleterre, il cause et déambule, hoche la tête, morigène à l'occasion, soliloque et loquace — la loquace, le bavardage bruisant ininterrompu de saint Ignace avec Dieu.

C'est fini, d'économie il n'en fera plus, il n'en parlera plus. Soulagé. L'opinion le sait. L'opinion ne s'y trompe pas : plus soulagée encore, elle l'a élu « meilleur économiste de France », dans un sondage de la Tribune de l'Expansion...

L'économiste paralétique

Et pourtant, c'est Raymond Barre le meilleur, avec le médecin de la Pompidou, enrobé dans le salon même de la favorite (5), Raymond Barre qui n'explique pas encore que déjà l'on approuve. Nous parle-t-il d'économie ? Inévitablement, comme l'Oracle ne peut dire que l'Oracle, quoiqu'il ne déteste rien tant que cette langue de bois des économistes, inventée par Valéry Giscard d'Estaing, et fondée sur un procédé générique médiatique, l'énoncé tautologique : « Le dollar est à la fois le différentiel d'inflation avec l'Alle-

magne de tant, le déficit extérieur de tant, et nous le savons. » Il le savait.

Ah ! la petite langue, précieuse et pointue, avec sa scansion, son rythme, son accent, courageusement acquiescés par Pierre Bérégovoy, et qui fait que l'on sait inmanquablement, en allumant le radio, si c'est un communiste, un prêtre ou un économiste qui parle... Non. Il dispense plutôt une méta-langue économique, abstrait, chimiquement pure, enveloppe même du quantitatif, hypostasiée dans l'expression les *grands équilibres*.

Les grands équilibres, c'est à la fois l'idée de Hegel, la Norme de Kelsen, et le Saint-Esprit. C'est pas mal, mais encore insuffisant. Il existe un au-delà de cette expression blanche et meller-mienne, un paradis en quelque sorte, un petit nuage scintillant sur lequel est assise, serene, Sa Paternité Économique : au-delà se trouve le silence, mais ce silence est économique ! S'il se tait, c'est qu'il dit depuis l'intensité économique, qu'il énonce, silencieusement...

Et ce non-dit garantit à nouveau sa crédibilité : on lui refait crédit parce qu'il ne promet pas, n'a guère promis, et qu'on ne se souvient guère de cette lugubre période de 1976 à 1981, où l'on mastiquait ensemble les restes du menu industriel gaulliste-pompidolien, de plus en plus froid, de plus en plus insipide, malgré quelques épices africaines, Bokassa et la légion sur Kolwezi.

Seul pour dire qu'il n'en pense pas moins, il parle par paralysie : « Je ne dirai pas... J'éviterai de...

Je n'entrerais pas dans ces considérations... Je ne veux pas entraver l'expérience, mais mon vote ne signifie pas approbation (double et experte paralysie !)... Je ne suis pas homme de parole, je ne suis pas le pape, ni le pape. » Il n'affirme que par négation. Il ne définit que par antithèse.

En vérité, lui non plus n'aime rien moins que parler économie. Car si peu de science éloigne de Dieu, trop de science économique ne peut que conduire à l'agnosticisme, au pessimisme, à la prudence, à l'extrême prudence. Bien sûr, il y a un programme. Bien sûr, la recherche, l'investissement, surtout l'investissement. Il en parle peu. Il croit en « l'instinct profond », au « bon sens », au « peuple », au « pays » (terme typiquement bariste), à la « confiance », encore affaire d'instinct.

N'y aurait-il pas un rêve derrière ce faux optimisme, calme et solide ? Vous insistez ? Vous voulez savoir ? Oui, il y a un rêve, un vrai. Celui d'une authentique réforme fiscale. Vous vous frottez les yeux... La réforme fiscale... Celle que la France attend depuis Philippe le Bel, lorsqu'on croyait encore que l'impôt mourait avec le roi ?

- (1) L'Abellie et l'Architecte, p. 313.
- (2) Politique p. 536.
- (3) Ibid. p. 520.
- (4) L'Abellie, p. 207.
- (5) « Le docteur Quenay, premier économiste de France », Marx, *Méthaphysique de l'économie*. Quenay regrettait comme armées, de la main du Bien-Aimé, trois roses d'un vase de Sèvres. Est-il possible que VGE ait ignoré l'anecdote ?

SOMMAIRE

■ Nouveau rebondissement dans l'affaire de la Générale de Belgique : M. De Benedetti déclare avoir fait alliance avec les groupes belges Gevaert et Copeha (lire page 42).

■ Les échanges commerciaux ont été plus importants en 1987 qu'en 1986, indique le dernier

rapport du GATT. Le comportement des pays industriels reste cependant toujours préoccupant (lire page 42).

■ L'Espagne modernise son chemin de fer et veut s'offrir un TGV. Pour emporter une partie de ce marché de 25 milliards de

francs, le français Alstom devra racheter deux constructeurs ferroviaires espagnols et proposer de meilleurs matériels que Brown Boveri et Breda (lire ci-dessous).

■ Jean Mantelet va céder à ses cadres la majorité du capital de Moulinex (lire ci-contre).

BILLET

Mantelet libère Moulinex

Le PDG-fondateur de Moulinex, M. Jean Mantelet, quatre-vingt-sept ans, va transmettre son entreprise à son personnel. Résumé ainsi, la nouvelle annonce samedi 27 février par Roland Demeau, le directeur général, suscite d'abord l'incrédulité. Est-ce bien vrai que « le Vieux » (ainsi qu'on l'appelle aux usines d'Alençon, de Bayeux ou de Falaise) accepte ainsi de passer la main ? N'avait-on pas déjà annoncé en comité d'entreprise, le 5 février 1987, une éventuelle cession de la firme au personnel ? Cette fois-là cependant, il semble bien que ce soit la bonne. D'où la solennité de l'annonce : un texte de Jean Mantelet lu par son directeur général, dans lequel il déclare qu'il a décidé « d'assurer la pérennité de Moulinex ».

Il était temps. Les choses pressent chez Moulinex. Depuis 1984, le chiffre d'affaires de l'entreprise s'aggrave autour de 3,3 milliards de francs. Elle a perdu 35 millions de francs en 1985 et 238 millions en 1986. Son rival SEB (3,6 milliards de chiffre d'affaires) lui a taillé des croupières sur des créneaux comme les robots et les cafetières, où Moulinex n'est plus leader en France. Il a fallu, en 1986, supprimer 1 300 emplois (il en reste 8 500 aujourd'hui). Certes la société réalise les deux tiers de ses ventes à l'étranger, mais c'est justement sur le marché mondial que la concurrence devient féroce, en particulier sur les fours à micro-ondes. A la suite d'une attaque d'hémiparésie dont avait été victime M. Jean Mantelet en mars 1986, il était apparu urgent de préparer la succession de l'inventeur du

pressé-purée. Mais comme on ne pouvait tout de suite remplacer cet homme exceptionnel, par un seul patron, on a d'abord mis en place une trilogie : Robert Demeau, directeur général, Michel Vannoyon-Berghes, directeur financier, et Gilbert Torré, directeur commercial. A l'issue du début du redressement observé fin 1987 (les pertes pour l'an dernier ne dépasseraient pas 42 millions), cette trilogie est chargée aujourd'hui d'organiser la vente de l'entreprise à ses salariés, du moins à ceux qui voudront acheter. Mais ils devront attendre encore : M. Jean Mantelet reste propriétaire et PDG jusqu'à sa mort.

C'est qu'on ne se sépare pas ainsi, brutalement, d'une figure emblématique de la taille de Jean Mantelet. L'homme qui a voulu « libérer la femme », tout en installant dans ses usines normandes un paternalisme tranquille, resta, pour son entreprise, le « père » absolu. Ses trois successeurs (qui seront, n'en doutons pas, les vrais propriétaires de la firme) avaient besoin de son onction pour continuer d'asseoir leur autorité.

Reste que d'avoir trop attendu, le patron de Moulinex laisse à ses salariés une situation des plus délicates : les micro-ondes coréens sont à nos portes, SEB et Tarrillon trépident. Et il faudra tenir le rythme élevé des innovations commerciales imposées par la concurrence européenne. Avant qu'il ne fût trop tard, M. Mantelet se devait de libérer... son management.

DIDER POURQUERY.

Un colloque sur la compétitivité de la France

Le PS s'interroge sur la dose de libéralisme admissible dans l'industrie

« L'économie administrée, cela ne marche pas, le libéralisme sauvage non plus. » Cette formule de M. Bérégovoy, ancien ministre socialiste de l'économie et des finances, résume

le fil directeur du PS en matière économique. Un colloque, organisé par M^{me} Cresson, ancien ministre de l'industrie et du commerce extérieur, le samedi 27 février, au Sénat, a permis

d'apprendre un peu de détail des propositions du parti et, aussi, de mettre en lumière des débats non réglés en son sein sur « les problèmes industriels ».

Trois axes politiques réapparaissent constamment : l'exigence du long terme, d'abord. Sans doute frappé par ses propres zigzags, entre 1981 et 1986, et par ceux de M. Chirac depuis (par exemple sur la recherche, négligée, puis redécouverte), le PS réaffirme que le rythme industriel ne doit pas être soumis « à de brutales variations » et doit résister « aux aléas politiques ». Il réhabilite le Plan. Selon M^{me} Cresson, « la sélection des secteurs prioritaires nécessitant une mobilisation de nos moyens en termes de financement, formation, développement-recherche n'est possible que par une réflexion à moyen et long terme ». Le plan « est absolument nécessaire » pour connaître les évolutions technologiques et mobiliser l'Etat sur les projets porteurs. M. Bérégovoy, de son côté, appelle à une « vraie réflexion prospective et stratégique » et propose une véritable révolution : « S'engager dans la voie de budgets pluri-annuels adaptés à chaque exercice », de façon qu'une fois les choix fixés les ministres concernés aient « une réelle autonomie de gestion ».

M. Jospin précise que l'autonomie du PS réside dans « missions respectives des grandes directions du ministère de l'économie et des finances ». On pourrait les séparer pour créer un ministère regroupant l'économie et l'industrie.

La cohésion sociale est le deuxième axe des socialistes. L'idée n'est pas nouvelle, le PS répète qu'il n'aime pas de « progrès économique sans progrès social ». Il critique violemment, à ce sujet, la droite « néo-libérale », selon le mot de M. Jospin. M. Delcroix, ancien ministre des affaires sociales, a rappelé que les conflits sociaux avaient connu, sous la gauche, une baisse sans précédent depuis la Libération. Tandis que la droite « n'a eu de cesse de restaurer l'ordre ancien » (fin de l'autorisation administrative de licenciement, loi Seguin sur le temps de travail, précarisation...), ce qui n'a pu pourtant « aucun effet positif sur les performances des entreprises ». Il faut, « au contraire, miser sur l'intelligence » de tous au sein des entreprises, « ce qui favorise le dialogue et la formation, qui sont de véritables investissements ».

M. Delcroix propose notamment un plan éducation-formation et une gestion prévisionnelle des ressources humaines, le secteur public montrant la

voie. Il ne s'agit pas d'une cognition. « Nous n'y croyons pas », mais « d'un processus interactif d'associations des salariés ».

Un Etat moins interventionniste

Le rôle de l'Etat, enfin. Il faut qu'il « fixe les règles, oriente l'économie par une politique budgétaire et fiscale dynamique et supplée l'initiative privée lorsque celle-ci est défaillante », selon M. Bérégovoy. Celui-ci ne propose pas de revenir sur les privatisations faites. Simplement, « il conviendrait d'assurer une représentation des actionnaires et des salariés dans les conseils d'administration » de ces entreprises. En revanche, pour les firmes encore nationalisées, il imagine de transférer les actions de l'Etat à des « holdings indé-

pendantes de l'administration ». Elles pourraient « réaliser des échanges de participation au niveau européen » et accéder au capital des firmes. « Quand c'est nécessaire, l'Etat ne doit pas hésiter à ordonner des entreprises », ajoute-t-il, prenant l'exemple d'Airbus ou du tunnel sous la Manche, et précisant que ces projets pourraient être financés par des emprunts en ECU, en particulier en RFA. « Puisque l'excédent des paiements y a (-), qu'ils financent les investissements nécessaires en France, en Italie, en Grande-Bretagne ».

A propos des règles fixées par l'Etat, M. Bérégovoy évoque une nécessaire protection contre les OPA sauvages, mais il veut l'Etat moins interventionniste et indique qu'il est contre les « politiques sectorielles » dans l'industrie. Ce que M. Jospin conteste, y étant, lui, au contraire favorable.

Un point de débat, pourtant déterminant, n'est toujours pas tranché à deux mois d'un éventuel retour au pouvoir : le PS hésite encore sur la quantité de libéralisme qu'il met dans son socialisme ou l'inverse. « Nous avons réconcilié l'entreprise avec les Français », se félicite-t-il avec raison. Reste à les réconcilier avec leur Etat, c'est-à-dire à redéfinir sa place et sa politique. L'enjeu n'est pas mince. En gros, le Parti socialiste propose de recadrer la politique qu'il a menée de 1983 à 1986. Non sans succès. Mais le contexte n'est-il pas différent aujourd'hui ? Si l'inflation est maîtrisée et si les profits sont de retour, la dégradation des échanges extérieurs industriels s'est perpétuée. Ne conviendrait-il pas de modifier cette politique macro-économique nettement plus en faveur de l'industrie ?

ERIC LE BOUCHER.

Un marché de 25 milliards de francs

Alstom, Brown Boveri et Breda, se disputent la modernisation des chemins de fer espagnols

MADRID de notre correspondant

Les chemins de fer espagnols font peau neuve. Ils sont destinés à y mettre le prix : 2 000 milliards de pesetas (soit 100 milliards de francs) seront consacrés, d'ici à l'an 2000, à cette tâche, dont une partie substantielle dans les quatre prochaines années. Un quart environ de cette somme concerne le matériel roulant.

L'Espagne veut, en effet, rénover de fond en comble un réseau ferroviaire désest, à la veille de deux échéances internationales : particulièrement importantes, prévues toutes deux pour 1992 : les Jeux olympiques de Barcelone et l'Exposition universelle de Séville. Il s'agit notamment de faire circuler des trains à grande vitesse (jusqu'à 250 km/h), dans le « triangle » Madrid-Barcelone-Andalousie, de moderniser le reste du réseau pour le rendre plus sûr et plus rapide, et de remplacer la quasi-totalité du matériel roulant existant.

Le premier appel d'offres a été lancé par Renfe, la compagnie espagnole des chemins de fer, le mercredi 24 février, et porte sur vingt-quatre trains à grande vitesse et soixante-quinze locomotives. S'il ne s'agit

encore que d'une partie modeste du « paquet » global, il n'en reste pas moins que la technologie qui sera retenue à cette occasion déterminera vraisemblablement celle de l'ensemble du projet. Les entreprises soumissionnaires devront présenter leur offre avant le 16 mai, et l'adjudication sera liée à l'autorisation prochaine.

Le marché espagnol des chemins de fer est ainsi devenu l'un des plus prometteurs du monde. Au moment où la conjoncture, dans ce domaine, est plutôt au marasme, la plupart des « grands » de l'industrie ferroviaire européenne ont, désormais, les yeux tournés vers ce véritable « contrat du siècle ». Mais la négociation engagée avec Renfe apparaît d'autant plus complexe qu'elle s'inscrit en fait dans la reconversion du secteur espagnol de matériel ferroviaire tout entier.

Quatre compagnies le composent : CAF (Constructores et Auxiliar de Ferrocarriles) et MACOSA (Material y Construcciones SA) pour le secteur privé, qui occupent respectivement quelque 40 et 20 % du marché, ainsi que deux entreprises publiques, copropriétaires des 40 % restants : La Maquinista et Atienza. En Espagne comme ailleurs, le secteur, qui occupe quelque neuf mille travailleurs, est en crise. La Maquinista a perdu 5 700 millions de pesetas (285 millions de francs) en 1987. Atienza, 2 000 millions de pesetas (100 millions de francs).

Les responsables de l'INI, l'institut national d'industrie, qui regroupe les entreprises espagnoles du secteur public, considèrent qu'un processus de fusion est indispensable pour préserver le futur. « Il n'y a guère de place en Espagne pour plus de deux grands groupes dans ce secteur », estime l'un d'eux. Deux grands groupes qui devront se constituer sur la base de consortiums entre entreprises espagnoles et étrangères, ces dernières apportant la technologie indispensable pour survivre. Sans apport de technologie étrangère, le secteur est condamné.

Négociations à trois

L'opération projetée par les responsables de l'INI est assez semblable à celle menée, dans le domaine de l'aéronautique, par Volkswagen et Saab : l'Etat espagnol s'engage à « renouer le contrat à zéro », c'est-à-dire à assister La Maquinista et Atienza. Une compagnie étrangère prendrait une participation majoritaire dans le capital des deux compagnies, devant aboutir progressivement à une prise de contrôle totale.

Outre quelques outsiders, comme le japonais Mitsubishi, apparemment sans grandes possibilités — bien qu'un retournement de situation ne soit pas à exclure —, trois candidats négocient actuellement avec l'INI avec quelque chance de succès : l'Alstom française, la Breda Ansaldo italienne et un consortium germano-suisse, dirigé par Brown Boveri.

Tous trois figurent également parmi les principaux postulants au « contrat du siècle » avec Renfe. Pas par hasard : les deux négociations sont en fait profondément imbriquées. Certes, l'appel d'offres de la compagnie espagnole des chemins de fer est officielle-

ment ouvert à tous, mais les compagnies étrangères ayant une possibilité réelle de l'emporter sont, en fait, celles qui sont disposées à former un consortium avec une entreprise espagnole. A l'inverse, l'INI ne cédera le contrôle de La Maquinista et d'Atienza qu'à une entreprise dont la technologie aura été préalablement agréée par Renfe.

C'est donc une négociation triangulaire particulièrement subtile qui s'est engagée. « Dans la pratique, notre rôle sera d'effectuer une espèce de présélection : choisir, parmi les différentes offres, celles qui, d'un point de vue technique, s'adaptent à nos nécessités », explique un responsable de Renfe. Il faut supposer que, dans un second temps, les responsables du ministère de l'industrie sélectionneront à leur tour une des offres que nous aurons retenues, en fonction de considérations plus larges, ayant trait à la politique industrielle générale, ou même à la politique tout court.

L'importance des sommes en jeu laisse supposer que les critères pris en considération par les responsables espagnols seront multiples : ce n'est pas seulement un fournisseur pour Renfe, mais un partenaire technologique privilégié qu'il leur appartient aujourd'hui de choisir.

THIERRY MALINAK.

Les vingt-cinq bougies de la DATAR

Ils étaient (presque) tous là. Ministres et anciens ministres, députés et anciens députés, fonctionnaires, hommes d'affaires, maires, présidents de conseil généraux et régionaux, députés, sénateurs, qui, à un titre ou à un autre, ont, depuis trois décennies, orienté ou, accompagné le cours de l'aménagement du territoire. D'Olivier Guichard à Philippe Lamour, de Jérôme Monod à Paul Delouvrier, d'Eugène Claudius-Petit ou de Pierre Racine à Jean-Pierre Fourcade en passant par François Essig, André Chatelet, Bernard Attali, Jacques Sallois et Jean-François Carrez, un arpegge de personnalités illustres, a célébré, le 25 février, au Palais des congrès à Paris, les vingt-cinq ans de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR).

Témoignages, plaidoyers, promesses, panfletiques, se sont mêlés aux cris d'alarme sur la désertification du monde rural, le manque de moyens budgétaires, les effets pervers des politiques européennes, la boulimie et l'apoplexie de la région parisienne, l'égoïsme des métropoles pour leur arrière-pensée. Thèmes archaïques mais toujours d'une très grande actualité. Et si Olivier Guichard (RPR) a bien fait de mettre en garde contre « l'idéologie simpliste de la redistribution égalitaire », Charles Josselin, breton, ancien ministre socialiste, n'a pas eu

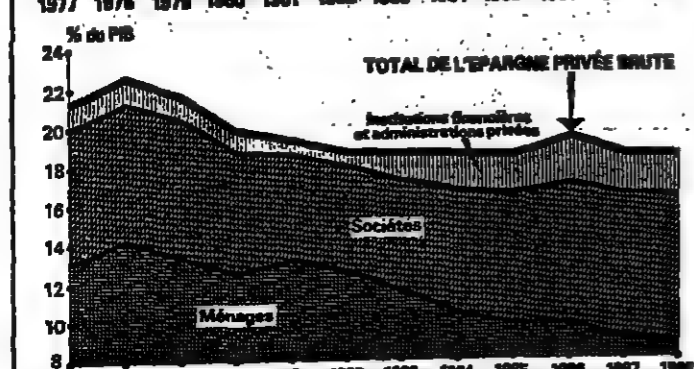
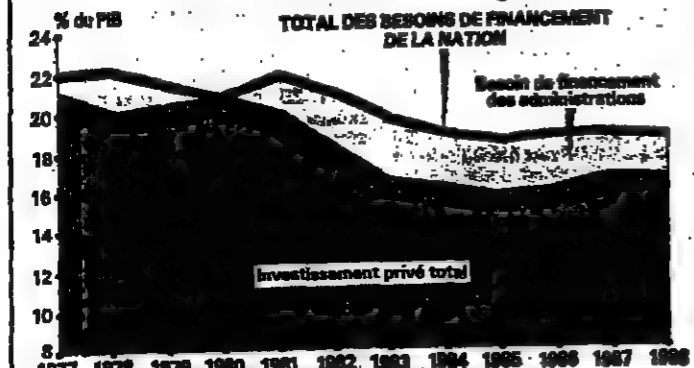
sort de souligner : « La cohésion spatiale est aussi nécessaire que la solidarité sociale dans toute recherche d'un consensus. Ce qui implique une bonne dose de volontarisme politique ».

Après Georges Chavannes, qui a réclamé un arsenal de mesures spectaculaires pour les entreprises qui font le pari de s'installer à la campagne (et par exemple l'exonération des cotisations d'allocations familiales), le timonier actuel de l'aménagement du territoire, Pierre Méhaignerie, a déclaré : « Attention ! Un nouveau phénomène de reconcentration urbaine se développe... Il faut être mobilisé en permanence... Une réforme fiscale qui permette une véritable péréquation et un équilibre entre régions riches et pauvres s'impose d'urgence ». Bref, le lieutenant de M. Barre a prononcé sur ce thème un véritable « discours-programme », dont beaucoup pourront lui rappeler les lignes de force, le cas échéant, après l'élection présidentielle.

Félicitations les organisateurs de cette commémoration de ne pas avoir cédé à la tentation de l'autorisation d'une institution — la DATAR — qui n'est ni parfaite ni moribonde, et d'avoir réuni à la même tribune des personnalités de milieux divers et des hommes politiques de l'opposition et de la majorité. Mais regrettons que cette fête ait été célébrée à Paris, alors que tout le message consistait précisément à démontrer que la capitale n'a le monopole ni du progrès ni de l'espoir. Le dire à Lyon ou à Marseille n'eût pas été plus difficile et aurait certainement eu plus de poids. Les démons du centralisme ont la vie dure.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Besoins et moyens de financement de l'économie française



Le déséquilibre entre besoins et moyens de financement dans l'économie française, important entre 1980 et 1983, a pratiquement disparu en 1987. Du côté des besoins, la reprise de l'investissement privé total est compensée par une très légère baisse du besoin de financement des administrations. Mais c'est surtout en matière de financement des administrations. Mais c'est surtout en matière de financement des administrations. Mais c'est surtout en matière de financement des administrations.

isa

INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

La rencontre des meilleurs

L'ISA : un 3^e cycle intensif de formation supérieure au management (MBA) ouvert à des participants de toutes origines universitaires ou professionnelles.

- Les ressources du Centre HEC-ISA (Jouy-en-Josas).
- Un enseignement par groupes compacts et motivés.
- 1300 postes de haut niveau offerts chaque année aux 100 diplômés.

Admission sur dossier, tests et entretien.

- Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.
- Critères : potentiel, motivation, capacité de travail.

L'ISA : 16 mois pour un MBA

Réunions d'information Paris et Province

PARIS

Le mardi 8 mars 1988, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e. Métro Franklin-Roosevelt.

MARSEILLE

Le mardi 15 mars 1988, à 18 h 30, Hôtel Altée, rue Neuve-Saint-Martin.

LILLE

Le jeudi 17 mars 1988, à 18 h 30, Hôtel Royal-Concorde, 2, boulevard Carnot.

RENSSEIGNEMENTS : (1) 39-50-73-82 et (1) 39-50-73-75.

ou écrire à ISA, 73350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

POUR RÉUSSIR LES CONCOURS

Culture générale

1988, 260 pages, 140 F (Prix public TTC au 15-02-88)

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

MASSON

كتاب من الاموال

هذا من اجل

Économie

Selon le rapport du GATT

La croissance du commerce mondial, 4 % en 1987 a été l'une des plus fortes des années 80

Pour le contrôle de la Société générale de Belgique
M. Carlo De Benedetti s'allie au groupe Gevaert et à la COBEPA

BRUXELLES
de notre correspondant

Réunis dans le plus grand secret à Anvers, du dimanche 28, à 16 heures, au lundi 29 février, à 16 heures du matin, M.M. Carlo De Benedetti, le patron de Cerus, André Leysen, du groupe Gevaert, et Pierre Scobier, patron de la COBEPA, sont parvenus à s'entendre sur la constitution d'une société holding (« holding »), l'appellent-ils pour le moment, possédant 16 % des actions de la Société générale de Belgique. Ce holding, qui scelle l'alliance entre les trois hommes en vue du contrôle éventuel de la SGB, sera présidé par M. Carlo De Benedetti, les deux vice-présidents revant à M. Pierre Scobier et à M. André Leysen.

Celui-ci a, d'autre part, annoncé que le groupe Gevaert avait vendu « sur le marché international » — mais tout indique que c'est à M. Carlo De Benedetti — les 2,2 % d'actions de la Générale qu'il possédait encore, réalisant ainsi, au passage, une formidable plus-value, les cours ayant atteint 6 000 francs belges à la fin de la semaine dernière. Selon certaines sources, le groupe de M. André Leysen aurait empoché 3,3 milliards de francs belges (480 millions de francs français).

Alors que l'OPA lancée par M. Carlo De Benedetti sur « la vieille dame » se termine à la fin de la semaine, la situation se présente maintenant de la manière suivante :

— Le groupe emmené par la Compagnie financière de Suez, et rassemblant des sociétés belges, suisses et luxembourgeoises « amies » du management actuel de la Société générale, continue à affirmer qu'il détient 52 % des titres de celle-ci. En dépit d'un faux pas, rattrapé, d'extrême, de la société suisse Electrowatt, l'une des parties prenantes de l'accord multiforme qui lie les différentes sociétés de la « majorité », cette dernière semble avoir résisté pour le moment. Les observateurs attendent toutefois une preuve concrète de cette homogénéité.

— De M. Carlo De Benedetti, on serait aussi en droit d'attendre qu'il lève une partie du poids sur le nom des « suiveurs » qui l'ont aidé à acquérir 47 % à 48 % — c'est le chiffre que l'on cite maintenant dans son entourage — des titres de la Générale. L'accord, intervenu dans la nuit de dimanche à lundi, permet au condottiere de combler le handicap qui était le sien depuis le début de son offensive : celui de n'avoir à ses côtés aucun partenaire belge ; il en a maintenant deux, et de taille, même s'ils ne possèdent apparemment plus aucun titre de la Société générale.

Des répercussions en France

M. André Leysen, le numéro un de Gevaert, était monté le premier au créneau pour tenter de fédérer les intérêts belges. Après avoir été proche d'un compromis avec M. Carlo De Benedetti, il avait mis au point un protocole d'accord avec le groupe Suez, mais ce protocole n'avait pas été ratifié par certains de ses « amis ». Ceux-ci, et notamment M. Pierre Scobier, le patron de la COBEPA, estimaient impossible de ne pas tenter auparavant un rapprochement avec M. Carlo De Benedetti.

M. Pierre Scobier, que l'on retrouve donc aujourd'hui, est considéré comme un des hommes clés du monde financier belge. Patron de la COBEPA, une filiale de Paribas, il jouit toutefois d'une grande indépendance par rapport à la banque d'affaires française. Il semble toutefois difficile d'imaginer qu'il ait pris, sans l'assentiment de Paribas, l'initiative de l'accord avec M. Carlo De Benedetti. Cet accord aura donc des répercussions importantes en France en redistribuant les cartes entre Suez et Paribas.

Quant à la lutte pour le contrôle de la Société générale de Belgique, on imagine difficilement maintenant que les deux groupes, qui sont à présent sensiblement à force égale, puissent refuser de s'asseoir rapidement à une table de négociations.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Les étoiles de l'artisanat

De même qu'on connaît les hôtels de luxe, deux ou cinq étoiles lux, de même que les entreprises adresses proposent des classes économiques, affaires ou « fratch », le monde de l'artisanat se lance dans les hiérarchies et le hit-parade. Tous ses responsables s'étaient réunis le 23 février à Paris pour expliquer le pourquoi de ce classement. Il faut que les consommateurs puissent distinguer clairement entre les vrais professionnels, les amateurs et les simples charlatans. Bref, dans ce secteur de l'économie comme dans les autres où la recherche de l'excellence est désormais le mot d'ordre, la qualification doit être reconnue à ceux qui en sont dignes. C'est vrai pour le meunier, l'orfèvre, le poseur-carreleur-mosaïste, le tailleur de canot, le tailleur ou la brodeuse.

Le décret du 2 février 1988 vise précisément à corriger une image largement répandue dans le public selon laquelle l'artisanat (850 000 entreprises et 2,5 millions de personnes actives) représente une vaste nébuleuse, un fourre-tout où n'importe qui peut faire n'importe quoi sans diplôme particulier, où le travail noir trouve un terrain propice, et où les autodidactes réussissent autant que les bons professionnels. Selon un sondage réalisé au début de février auprès de mille personnes par l'Institut CSA, 73 % des Français ignorent que l'on peut exercer un métier sans qualification préalable, ce qui est pourtant le cas dans l'artisanat.

En fait, il n'y a que les quatre professions de chauffeur de taxi, coiffeur, boulangier et démolisseur qui exigent de leurs adhérents un brevet officiel avant de pouvoir s'installer. M. Georges Chevannes, ministre délégué chargé du commerce, de l'artisanat et des services, n'a pas voulu pousser trop loin l'interventionnisme en posant comme règle stricte : pas d'artisan authentique sans diplôme. La principe général de la liberté du commerce et de l'industrie eût trop à en souffrir.

Mais en créant par le décret du 2 février la qualité d'artisan et

le titre de maître artisan, le gouvernement veut à la fois redonner confiance à ces professionnels que les classes moyennes et les classes économiques, affaires ou « fratch », le monde de l'artisanat se lance dans les hiérarchies et le hit-parade. Tous ses responsables s'étaient réunis le 23 février à Paris pour expliquer le pourquoi de ce classement.

Les consommateurs pourront s'adresser désormais à trois catégories d'agents économiques : l'homme ou la femme qui exerce légalement son activité parce qu'il est inscrit au répertoire des métiers, mais sans plus ; le professionnel qui peut, vis-à-vis de la clientèle, se prévaloir de la qualité d'artisan. Il lui faudra justifier d'un CAP ou de six années d'expérience professionnelle. Enfin, en haut de l'échelle, le maître artisan. C'est une commission régionale présidée par le préfet qui attribuera ce label distinctif.

Qualité et performances

D'avantage de qualité pour de meilleures performances : qui s'en plaindrait ? Il est bon d'avoir prévu une procédure rapide — qui se substitue à des lois anciennes de 1937 et 1956 qui étaient restées lettre morte — afin que les consommateurs sachent qu'il y a des artisans et artisans. Désormais un logo représentant un A stylisé effiché au-dessus de la porte de l'atelier, bleu pour les simples artisans ou rouge pour les maîtres, apportera, selon M. Chevannes, « une présomption de qualité ».

Mais le ministre et les organisations professionnelles se sont accordés en chemin. Il faudrait en effet prévoir aussi un dispositif qui, les cas échéant, supprime ou suspende le label de qualité à son titulaire. Par exemple lorsque le plombier fait attendre trois semaines un client ou lorsque le rapport qualité-prix du réparateur automobile se dégrade. Comme avec les étoiles du Michelin.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Conclusion d'accords de pêche entre la CEE et le Maroc et entre la CEE et le Gabon. — Un accord de pêche entre le Maroc et la CEE a été conclu à Bruxelles, après plus de six mois de négociations difficiles, a annoncé, le 25 février, la Commission européenne. Cet accord, qui entrera en application à titre provisoire dès le 1^{er} mars prochain, ve

notamment permettre à quelques 700 navires espagnols et 30 navires portugais de pêcher à nouveau au large du Maroc, ce qui leur était impossible depuis l'échec des discussions le 31 décembre dernier. Madrid s'est vivement félicité de cet accord. Un autre accord similaire a été signé entre la CEE et le Gabon.

Tout en évitant une quelconque euphorie, le dernier rapport du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) sur le commerce mondial apporte, pour la première fois depuis longtemps, des éléments encourageants.

On note, dans le dernier rapport du GATT, une série de changements dans l'évolution commerciale de 1987. C'est ainsi que, contrairement à ce qui s'était passé l'année précédente, les produits manufacturés ont constitué l'élément le plus dynamique des échanges, avec une progression en volume de 5 %, due pour l'essentiel aux pays développés.

L'essor des exportations brésiliennes et surtout des « quatre dragons » d'Asie (Corée du Sud, Taiwan, Singapour, Hongkong) constitue un phénomène particulier dont les nations industrielles ne manquent pas de tenir compte pour accentuer leurs pressions afin d'obtenir, notamment de la « bande des quatre », une meilleure insertion dans la recherche des meilleurs équilibres monétaires. La hausse de 8 % des exportations et de 5,5 % des importations des « nouveaux pays industriels » d'Asie, comme certains les appellent désormais, leur a permis de porter leur part du commerce international à 7,3 %. Leurs seules exportations, déjà supérieures à celles des pays exportateurs de pétrole de l'OPEP en 1986, ont, en 1987, pratiquement atteint le niveau de celles de l'ensemble des autres régions en développement.

Une augmentation plus équilibrée

Autre inflexion d'importance, les exportations de produits agricoles ont progressé de 4 % en 1987 après avoir enregistré une baisse de 1 % l'année précédente. Les raisons de ce redressement, le plus important depuis 1981, ne sont pas toutes encourageantes. Les auteurs du rapport, après avoir souligné que la production agricole mondiale a, pour sa part, fléchi pour la première fois depuis 1980 de 3 %, notent l'influence de « subventions assez considérables » versées à l'exportation de divers produits pesant lourd dans ce type d'échanges : les céréales, les produits laitiers, le sucre et la viande. Par contre, le volume du commerce des produits minéraux, en baisse de 0,5 % en 1987, a reflété l'assèchement de la demande dû au net redressement des cours du pétrole. L'or noir, avec les produits pétroliers, assure 60 % de la valeur des échanges mondiaux de produits minéraux.

An total, le GATT juge « plus équilibrée » l'expansion du com-

Après avoir déprimé les échanges internationaux, les fortes variations des monnaies et du prix du pétrole depuis 1985 constituent, avec retard sur les prévisions des économistes, un élément stimulant depuis le second semestre 1987. Ce phéno-

merce en 1987. La reprise des importations des pays en développement, après la forte contraction de 1986, et le dynamisme de leurs exportations ont permis au tiers-monde dans son ensemble de transformer en modeste excédent le léger déficit commercial enregistré en 1986. Pour les quinze pays les plus lourdement endettés (1), l'augmentation, en valeur, des exportations a atteint 10 % et celle des importations 7 %. Un signe ténu mais encourageant pour des nations confrontées à de lourds remboursements de leur dette.

Inéquité pour les pays industriels

La situation paraît plus morose pour les pays de l'Est. La Chine, en augmentant de 25 % ses exportations tout en stabilisant ses importations, a réussi à réduire fortement son déficit commercial. Mais pour les membres du COMECON, l'année 1987 aura été celle de la dégradation des échanges internationaux contre du commerce avec l'Occident, fidèle reflet de la modeste croissance économique qu'ils ont connue l'an dernier.

Le tableau dressé par les auteurs du rapport sur l'évolution du commerce de marchandises entre les pays industriels reste le plus inquiétant. Les grands déséquilibres de 1986 se retrouvent en 1987 avec un déficit record de 171 milliards de dollars aux États-Unis, une modeste dégrise de l'excédent japonais, ramené à 30 milliards de dollars, de nouveaux sommets pour le solde positif allemand qui s'est inscrit à 66 milliards de dollars et, au sein de l'Europe, la dégradation du commerce extérieur de quatre pays : la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et l'Italie. A eux quatre, ces derniers ont cumulé un déficit de 55 milliards de dollars en 1987, contre 34 milliards l'année précédente.

Certes, cette évolution est biaisée par les retombées de la forte dépréciation du dollar. En volume, les importations américaines n'ont augmenté que de 2,5 % alors que les exportations faisaient un bond de 11,75 %. Le phénomène inverse s'observe au Japon, où le vive appréciation du yen masque une poussée de 7 %, en volume, des achats de produits étrangers et une réduction

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères pour une banque centrale européenne

Les plaidoyers en faveur de la création d'une banque centrale européenne se multiplient. Après l'appel du comité pour l'union monétaire de l'Europe coprésidé par M.M. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt (le Monde du 24 février), le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, est à son tour monté au créneau.

Dans un mémorandum de cinq pages présenté comme une « base de discussion », M. Genscher préconise la mise en place d'un « conseil des sages » composé de cinq à sept experts et chargé de définir la meilleure marche à suivre pour mettre en place une telle banque centrale, indispensable à l'union monétaire au sein de la CEE. Ce conseil des sages qui pourrait, dans l'esprit du ministre ouest-allemand, être créé dès le conseil européen de Hanovre, les 27 et 28 juin, devra préconiser les pré-

rogatives d'un tel organisme, qui ne doit pas se réduire au « financement de déficits budgétaires nationaux et communautaires ».

Pour rassurer les plus réticents, au sein notamment de l'Institut d'émission ouest-allemand, la Bundesbank, M. Genscher souligne la nécessité de garantir l'autonomie d'une banque centrale européenne appelée à assurer l'extension de l'usage de l'ECU puis son institution comme véritable monnaie commune. A Bruxelles, où l'on rappelle que le sujet sera évoqué lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté, dès les 5 et 6 mars, sur les bords du lac de Constance, on se réjouit de voir un ministre ouest-allemand vouloir renforcer une initiative défendue par la France et par le président de la Commission, M. Jacques Delors.

(Publié)

Fournisseurs et sous-traitants pour quoter

LE SHPD (SHELL) FUEL DEPOT PAFKETE-TAHITI

Prière de nous envoyer votre quote à : (de préférence en Anglais)

REED CONSTRUCTIONS
53, Grand-View Street
PYMBLE, NSW 2073
Sydney, Australie

Cent mille manifestants à Stuttgart

A l'appel de la Fédération des syndicats ouest-allemande, la DGB, environ cent mille Allemands ont manifesté le samedi 27 février à Stuttgart pour protester contre la politique économique du chancelier Kohl. Au cours de cette manifestation, M. Franz Stankiewicz, président d'IG Metall, principale fédération de branche de RFA, a dénoncé le plan de réforme fiscale de M. Kohl, le qualifiant d'« antisocial » et affirmant qu'il profiterait « aux riches plus qu'aux ouvriers ».

même recouvre encore de profonds et préoccupants déséquilibres mais se traduit pour l'ensemble de l'année dernière par une progression, en volume, du commerce mondial de 4 % contre 3,5 % en 1986. A l'exception notable de la forte poussée de 1984, ce résultat est le meilleur depuis 1980.

En 1987, il est beaucoup moins net en RFA, où les importations ont progressé de 5,5 % mais où les exportations, en dépit de la remontée du mark, ont réussi à progresser encore de 3 %. On le voit, les grands déséquilibres qui inquiètent les experts, mais aussi les marchés financiers, depuis quelques mois, sont loin d'être résolus.

En outre, les auteurs du rapport peuvent-ils estimer, non sans soulagement, que le krach boursier d'octobre n'a apparemment pas affecté gravement la confiance des consommateurs et des investisseurs. Si une grave récession est évitée aux États-Unis et si de nouveaux ébranlements des marchés financiers ne

viennent pas brouiller à nouveau les cartes mondiales, les échanges internationaux devraient, selon eux, progresser au moins aussi vite en 1988 qu'en 1987. Des conditions aussi incertaines que les perspectives de l'économie mondiale, toujours hypothéquée par les tensions protectionnistes, les aléas monétaires, un chômage souvent chronique ou la dette du tiers-monde.

F. Cr.

(1) Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte-d'Ivoire, Équateur, Maroc, Mexique, Nigeria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.

REPÈRES

Brevets

Le coût de la piraterie et des contrefaçons

Selon une étude de la commission internationale du commerce, les entreprises américaines perdent plusieurs dizaines de milliards de dollars par an du fait de la piraterie des brevets et de la contrefaçon. Pour 431 compagnies ayant répondu au questionnaire de la commission, ces pertes ont représenté, en 1986, 23,8 milliards de dollars. Elles pourraient se chiffrer, pour l'ensemble des sociétés américaines entre 43 et 61 milliards. Selon le représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, M. Clayton Yeutter, chargé d'une étude sur ce problème « grave et croissant », les secteurs les plus touchés sont l'industrie photographique, les équipements scientifiques et médicaux, les ordinateurs et leurs logiciels, les disques, le cinéma et l'industrie pharmaceutique. Les principaux fautes sont, selon le rapport, le Mexique, le Brésil, Taiwan, la Corée du Sud et le Japon.

Conflits

Moins d'un million de journées en 1987

Les conflits localisés du travail ont touché, en décembre 1987, cent cinquante-cinq établissements, occupant habituellement 82 900 salariés, parmi lesquels 15 500 ont cessé le travail, entraînant la perte de 58 000 journées de travail, selon les statistiques officielles du ministère des affaires sociales. Les chiffres définitifs pour l'année 1987 ne seront publiés qu'en mars. Mais selon la totalisation des statistiques mensuelles, les conflits localisés ont entraîné pour 1987 la perte de 500 459 journées de travail — soit une moyenne mensuelle de 41 705 journées perdues — contre 567 700 en 1986, 726 700 en 1985, 1 316 800 en 1984 et 3 172 300 en 1979.

Les conflits généralisés ont provoqué, en 1987, la perte de 449 284 journées, contre 473 830 en 1986, ces chiffres élevés pour ces deux années étant essentiellement dus aux grèves dans le secteur public de décembre 1986 et de janvier 1987. Globalement, les conflits collectifs du travail ont été à l'origine de 949 743 journées individuelles

non travaillées, contre 1 041 600 en 1986.

Croissance

8,8 % à Singapour

Singapour est sortie de la crise où elle était plongée depuis deux ans : en 1987, la croissance de son économie a atteint 8,8 % contre 1,8 % en 1986 et 1,7 % en 1985, indique le ministère du commerce et de l'industrie. Le redressement a été particulièrement marqué dans l'industrie, les transports et les communications, compensant les faiblesses du commerce, de la finance et des services. Les investissements ont fait un bond de 21 %, notamment dans l'électronique, le Japon confirmant sa place de premier investisseur étranger devant les Américains et les Européens, enedis chers d'un tiers du total. L'exportation aura ainsi été supérieure aux prévisions gouvernementales, qui tablaient sur 8,6 %. Les autorités de Singapour prévoient une croissance accrue entre 9 et 10 % en 1988.

Dettes

Encours de 120,6 milliards de dollars au Brésil

La dette extérieure du Brésil, la plus importante des pays en développement, atteignait, en 1987, 120,6 milliards de dollars (850 milliards de francs) selon un document du ministère des finances. Ce montant donne toute son importance à l'annonce, par le ministre des finances, M. Malloin de Nobrega, d'un accord préliminaire avec les créanciers privés du pays. Contre l'assurance du paiement dans le courant de la semaine de 700 millions de dollars par Brasilia au titre de ses intérêts, les banques récentes à New York ont accepté d'octroyer 5,8 milliards de dollars d'argent frais, plus 600 millions de dollars de crédits à court terme, au Brésil et de réduire le montant des taux d'intérêt à 0,8125 % au-dessus du Libor (taux interbancaire de Londres). Le vendredi 26 février, le gouvernement brésilien avait annoncé une nouvelle série de mesures d'austérité pour tenter de réduire le déficit budgétaire.

Après le krach

Le krach boursier du 19 octobre 1987, ses origines, ses conséquences :

Politique étrangère donne des éléments de réflexion et de compréhension.

Egalement la version française de la déclaration des 33 économistes :

« Résoudre la crise économique mondiale ». Au sommaire de ce même numéro, la Tunisie au lendemain du départ de Bourguiba et l'Inde de Rajiv Gandhi.

politique étrangère

Marchés financiers

DMC consolide son actionariat avec le soutien de banques amies

Le numéro deux français du textile, DMC (Dollfus-Mieg et C^o), dont le nom figurait en bonne place sur la liste des entreprises «opérables», vient de consolider son actionariat avec le soutien de plusieurs banques «amies».

Ce pool bancaire, dans lequel on retrouve le Crédit lyonnais, la Société générale, la BNP, le Crédit du Nord et Neufilze-Schlumberger et Mallet, vient, en effet, de souscrire une augmentation de capital de 407 millions de francs et se trouve actionnaire de 22 % du groupe textile. Ces banques rejoignent donc, dans le tour de table de DMC, des groupes familiaux (qui détiennent 15 % des actions assorties d'ailleurs de droits de vote double) et de grands institutionnels entretenant des relations privilégiées avec le groupe (entre 7 % et 15 %).

DMC, qui est sorti du rouge en 1984, devrait afficher pour 1987 un résultat net consolidé de 200 millions de francs pour 77 millions de francs de chiffre d'affaires. «Les moyens financiers ainsi dégagés sont destinés à financer différents projets d'acquisition à l'étranger dont la négociation entre en phase finale», précise le groupe textile dans un communiqué.

L'Air liquide lance une OPA sur sa filiale américaine Liquid Air

L'Air liquide a décidé de lancer une OPA (offre publique d'achat) au prix de 37 dollars l'action, sur les titres d'une de ses filiales américaines, Liquid Air Corporation (LAC), détenus par les actionnaires minoritaires autres que le groupe suisse Carba Holding AG. Cette offre, approuvée par le conseil d'administration de LAC, sera mise en œuvre par une société résultant de la fusion de LAC et d'une société à constituer entre L'Air liquide et Carba.

A l'issue de cette opération, la future société devrait être détenue à 94 % par L'Air liquide et à 6 % par Carba. L'Air liquide contrôle actuellement 88 % de LAC. L'opération devrait être approuvée par la commission américaine des opérations de Bourse, la Securities Exchange Commission (SEC). Elle pourra être réalisée au cours du mois d'avril.

LAC a enregistré pour le quatrième trimestre un bénéfice net de 9,9 millions de dollars, en hausse de 16 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cela porte le résultat de l'année à 36,6 millions de dollars, en progression de 6 % par rapport à 1986.

Délai de paiement de trois ans pour des caisses régionales du Crédit agricole

Certaines caisses régionales du Crédit agricole, dont les fonds propres sont faibles, auront un délai de trois ans pour payer la totalité des actions de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) qui vont leur être vendues en application de la loi de mutualisation de la CNCA.

Un arrêté ministériel fixe les modalités de la mutualisation de la CNCA, dont 22 500 000 actions seront cédées par l'Etat. Sur ce total, 20 249 999 titres, soit 90 % du capital, seront proposés aux 94 caisses régionales au prix de 327 francs. La caisse qui détient le plus grand nombre d'actions sera la caisse régionale de Crédit agricole mutuel d'Ille-de-France avec 906 816 titres (4 % des parts), devant la Caisse régionale du Nord (445 272 titres) et

celle du Finistère (425 272 titres). La moins bien servie sera la Caisse du Rhône avec 56 062 titres.

Cette répartition a été effectuée au prorata de la somme du bilan de chaque caisse. En principe le règlement se fera en deux étapes : 50 % au comptant et le solde au 15 décembre 1988. «Toutefois, précise l'arrêté, pour les caisses régionales qui le demanderont et dont le ratio de couverture de risque [...] était inférieur à 5,5 %, au 30 juin 1987, le prix de ce solde pourra être acquitté par versement de 33,3 % à l'échéance d'un an, de 33,3 % à l'échéance de deux ans, 33,4 % à l'échéance de trois ans aux dates anniversaires du paiement comptant.»

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le groupe DMC annonce une augmentation de capital d'un montant effectif de 407 millions de francs.

Cette opération a été réalisée par l'exercice des bons de souscription émis conformément à l'autorisation donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1987.

Elle a été soumise, sous l'égide du Crédit lyonnais, avec le concours des établissements suivants :

- Crédit lyonnais investissement.
- Banque nationale de Paris.
- Société générale.
- Crédit du Nord.
- Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet.

Les moyens financiers ainsi dégagés sont destinés à financer différents projets d'acquisition à l'étranger dont la négociation entre en phase finale.

RT FINANCE FRANCE - BISCUITS POULT

En application des accords intervenus le 23 décembre 1987, ayant fait alors l'objet d'un communiqué dans la presse financière, RT Finance France, filiale à 99 % de la Raffinerie Trillemontaise, a acquis de Monnier et Madame Maurice Rouleau, 50,6 P du capital de Biscuits Poulth SA, constituant un bloc de contrôle.

Cette cession est intervenue en Bourse le 24 février 1988 au prix de 320 francs l'action payable :

- 90 % immédiatement.
- 10 % étant réglé éventuellement à terme et restant bloqué en tant que séquestre à raison de 5 % pendant un an et 5 % pendant six mois.

Conformément au règlement général et aux communications du 28 décembre et du 25 février de la Chambre syndicale, Chase Manhattan Bank s'est engagée à acheter en Bourse toutes les quantités d'actions Biscuits Poulth qui lui seront présentées au prix de 310 francs pendant quinze séances de Bourse.



McDonald's Corporation a enregistré pour la vingt-troisième année consécutive des résultats records.

Le président Fred L. Turner a qualifié l'exercice 1987 de grande année pour McDonald's. Les ventes consolidées se sont élevées à 14,3 milliards de dollars, soit une hausse de 15 % par rapport à 1986. Le bénéfice net a progressé de 24 % pour atteindre 596,5 millions de dollars et le résultat net par action a enregistré une augmentation de 27 %.

Au cours de l'année écoulée, 501 nouveaux restaurants ont été ouverts, dont 206 hors des États-Unis. Le cap des 10 000 restaurants McDonald's dans le monde sera franchi en 1988. En France, l'octroi d'une facilité de crédit à options multiples (MOF) de 350 millions de francs à McDonald's France SA permettra de favoriser la croissance de McDonald's grâce au développement du réseau de franchises.

IMETAL

Le nombre d'actions IMETAL présentées en réponse à l'offre publique de rachat lancée par la société en janvier dépasse dès à présent celui d'un million, ce qui assure d'ores et déjà la bonne fin de l'opération.

Le chiffre d'affaires consolidé provisoire des sociétés industrielles du groupe «Imetal» pour l'année 1987 à 3 923 millions de francs, contre 6 824 millions pour 1986. Ce chiffre d'affaires ne comprend plus celui réalisé par le groupe Pemsroy, qui fait l'objet pour l'exercice 1987 d'une consolidation par mise en équivalence. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires ressort en accroissement de 7 %, malgré l'incidence négative liée à la variation des taux de change.

La part des actionnaires dans le résultat consolidé courant de l'exercice 1987 devrait être de l'ordre de 120 millions de francs (chiffre provisoire et non audité), contre une perte courante de 172 millions de francs en 1986.

Les comptes définitifs du groupe seront examinés par le conseil d'administration lors de sa séance du 28 avril 1988.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice général de base 100 : 31 décembre 1987

18 fév. 28 fév.

Valeurs	18 fév.	28 fév.
Valeurs françaises	105,5	106,2
Valeurs étrangères	107	108,7
Valeurs étrangères	103,4	104,9
Pétroles-Energie	105,4	108,3
Chimie	105,1	105,1
Métallurgie	105,1	110,4
Electricité	115,7	113,3
Biens de consommation	101,8	104,3
Ind. de consommation non alim.	106,9	109,4
Agro-alimentaire	107,4	106,5
Distribution	97	102,4
Transport, télécom, services	113,9	113,4
Assurances	108,7	112
Crédit bancaire	100,4	111,3
Social	98,7	99
Immobilier et foncier	88	90,2
Investissement et portefeuille	108,9	112,3

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

Valeurs françaises 105,5 | 106,2 |

Valeurs étrangères 103,4 | 104,9 |

Base 100 : 31 décembre 1987

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principales postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR

5) DIVERS

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION

2) COMPTES CRÉDITEURS EXTERIEURS

3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC

4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

5) ÉCARTS D'ÉVALUATION

6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR

7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE

8) DIVERS

9) DIVERS

10) DIVERS

11) DIVERS

12) DIVERS

13) DIVERS

14) DIVERS

15) DIVERS

16) DIVERS

17) DIVERS

18) DIVERS

19) DIVERS

20) DIVERS

21) DIVERS

22) DIVERS

23) DIVERS

24) DIVERS

25) DIVERS

26) DIVERS

27) DIVERS

28) DIVERS

29) DIVERS

30) DIVERS

31) DIVERS

32) DIVERS

33) DIVERS

34) DIVERS

35) DIVERS

36) DIVERS

37) DIVERS

38) DIVERS

39) DIVERS

40) DIVERS

41) DIVERS

42) DIVERS

43) DIVERS

44) DIVERS

45) DIVERS

46) DIVERS

47) DIVERS

48) DIVERS

49) DIVERS

50) DIVERS

51) DIVERS

52) DIVERS

53) DIVERS

54) DIVERS

55) DIVERS

56) DIVERS

57) DIVERS

58) DIVERS

59) DIVERS

60) DIVERS

61) DIVERS

62) DIVERS

63) DIVERS

64) DIVERS

65) DIVERS

66) DIVERS

67) DIVERS

68) DIVERS

69) DIVERS

70) DIVERS

71) DIVERS

72) DIVERS

PARIS:

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. S.A.	202 30	221 10 d	Lois Investissement	274	274
Amis & Associés	402	389	Loisier	188	181
Amis & Associés	343	340 50	Marin Immobilier	285	285
B.C.C.	436	425	Marin Immobilier	102 50	102 50
B. Dumas & Associés	385	388	Micromat	307	302
B.L.C.M.	824	823	Micromat	138 50	138 50
B.L.P.	467	480	M.M.B.M.	484	475
Bolton Technologies	800	806	Molier	248 80	236
Bolton	705	708	Neufilze-Schlumberger	552	
Chânes de Lyon	952	914	Neufilze-Schlumberger	202	204
Colson	836	835	Neufilze-Schlumberger	320	307
Compt. Fin.	433	418	Neufilze-Schlumberger	100 40	100 80
Compt. Fin.	125	120	Neufilze-Schlumberger	1136	113

Marchés financiers

BOURSE DU 26 FEVRIER

Cours relevés à 17 h 31

Comptant	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1001	A.S. 1973	1001	1001	0,38
1002	A.S. 1974	1002	1002	0,38
1003	A.S. 1975	1003	1003	0,38
1004	A.S. 1976	1004	1004	0,38
1005	A.S. 1977	1005	1005	0,38
1006	A.S. 1978	1006	1006	0,38
1007	A.S. 1979	1007	1007	0,38
1008	A.S. 1980	1008	1008	0,38
1009	A.S. 1981	1009	1009	0,38
1010	A.S. 1982	1010	1010	0,38
1011	A.S. 1983	1011	1011	0,38
1012	A.S. 1984	1012	1012	0,38
1013	A.S. 1985	1013	1013	0,38
1014	A.S. 1986	1014	1014	0,38
1015	A.S. 1987	1015	1015	0,38
1016	A.S. 1988	1016	1016	0,38
1017	A.S. 1989	1017	1017	0,38
1018	A.S. 1990	1018	1018	0,38
1019	A.S. 1991	1019	1019	0,38
1020	A.S. 1992	1020	1020	0,38
1021	A.S. 1993	1021	1021	0,38
1022	A.S. 1994	1022	1022	0,38
1023	A.S. 1995	1023	1023	0,38
1024	A.S. 1996	1024	1024	0,38
1025	A.S. 1997	1025	1025	0,38
1026	A.S. 1998	1026	1026	0,38
1027	A.S. 1999	1027	1027	0,38
1028	A.S. 2000	1028	1028	0,38
1029	A.S. 2001	1029	1029	0,38
1030	A.S. 2002	1030	1030	0,38
1031	A.S. 2003	1031	1031	0,38
1032	A.S. 2004	1032	1032	0,38
1033	A.S. 2005	1033	1033	0,38
1034	A.S. 2006	1034	1034	0,38
1035	A.S. 2007	1035	1035	0,38
1036	A.S. 2008	1036	1036	0,38
1037	A.S. 2009	1037	1037	0,38
1038	A.S. 2010	1038	1038	0,38
1039	A.S. 2011	1039	1039	0,38
1040	A.S. 2012	1040	1040	0,38
1041	A.S. 2013	1041	1041	0,38
1042	A.S. 2014	1042	1042	0,38
1043	A.S. 2015	1043	1043	0,38
1044	A.S. 2016	1044	1044	0,38
1045	A.S. 2017	1045	1045	0,38
1046	A.S. 2018	1046	1046	0,38
1047	A.S. 2019	1047	1047	0,38
1048	A.S. 2020	1048	1048	0,38
1049	A.S. 2021	1049	1049	0,38
1050	A.S. 2022	1050	1050	0,38
1051	A.S. 2023	1051	1051	0,38
1052	A.S. 2024	1052	1052	0,38
1053	A.S. 2025	1053	1053	0,38
1054	A.S. 2026	1054	1054	0,38
1055	A.S. 2027	1055	1055	0,38
1056	A.S. 2028	1056	1056	0,38
1057	A.S. 2029	1057	1057	0,38
1058	A.S. 2030	1058	1058	0,38
1059	A.S. 2031	1059	1059	0,38
1060	A.S. 2032	1060	1060	0,38
1061	A.S. 2033	1061	1061	0,38
1062	A.S. 2034	1062	1062	0,38
1063	A.S. 2035	1063	1063	0,38
1064	A.S. 2036	1064	1064	0,38
1065	A.S. 2037	1065	1065	0,38
1066	A.S. 2038	1066	1066	0,38
1067	A.S. 2039	1067	1067	0,38
1068	A.S. 2040	1068	1068	0,38
1069	A.S. 2041	1069	1069	0,38
1070	A.S. 2042	1070	1070	0,38
1071	A.S. 2043	1071	1071	0,38
1072	A.S. 2044	1072	1072	0,38
1073	A.S. 2045	1073	1073	0,38
1074	A.S. 2046	1074	1074	0,38
1075	A.S. 2047	1075	1075	0,38
1076	A.S. 2048	1076	1076	0,38
1077	A.S. 2049	1077	1077	0,38
1078	A.S. 2050	1078	1078	0,38
1079	A.S. 2051	1079	1079	0,38
1080	A.S. 2052	1080	1080	0,38
1081	A.S. 2053	1081	1081	0,38
1082	A.S. 2054	1082	1082	0,38
1083	A.S. 2055	1083	1083	0,38
1084	A.S. 2056	1084	1084	0,38
1085	A.S. 2057	1085	1085	0,38
1086	A.S. 2058	1086	1086	0,38
1087	A.S. 2059	1087	1087	0,38
1088	A.S. 2060	1088	1088	0,38
1089	A.S. 2061	1089	1089	0,38
1090	A.S. 2062	1090	1090	0,38
1091	A.S. 2063	1091	1091	0,38
1092	A.S. 2064	1092	1092	0,38
1093	A.S. 2065	1093	1093	0,38
1094	A.S. 2066	1094	1094	0,38
1095	A.S. 2067	1095	1095	0,38
1096	A.S. 2068	1096	1096	0,38
1097	A.S. 2069	1097	1097	0,38
1098	A.S. 2070	1098	1098	0,38
1099	A.S. 2071	1099	1099	0,38
1100	A.S. 2072	1100	1100	0,38
1101	A.S. 2073	1101	1101	0,38
1102	A.S. 2074	1102	1102	0,38
1103	A.S. 2075	1103	1103	0,38
1104	A.S. 2076	1104	1104	0,38
1105	A.S. 2077	1105	1105	0,38
1106	A.S. 2078	1106	1106	0,38
1107	A.S. 2079	1107	1107	0,38
1108	A.S. 2080	1108	1108	0,38
1109	A.S. 2081	1109	1109	0,38
1110	A.S. 2082	1110	1110	0,38
1111	A.S. 2083	1111	1111	0,38
1112	A.S. 2084	1112	1112	0,38
1113	A.S. 2085	1113	1113	0,38
1114	A.S. 2086	1114	1114	0,38
1115	A.S. 2087	1115	1115	0,38
1116	A.S. 2088	1116	1116	0,38
1117	A.S. 2089	1117	1117	0,38
1118	A.S. 2090	1118	1118	0,38
1119	A.S. 2091	1119	1119	0,38
1120	A.S. 2092	1120	1120	0,38
1121	A.S. 2093	1121	1121	0,38
1122	A.S. 2094	1122	1122	0,38
1123	A.S. 2095	1123	1123	0,38
1124	A.S. 2096	1124	1124	0,38
1125	A.S. 2097	1125	1125	0,38
1126	A.S. 2098	1126	1126	0,38
1127	A.S. 2099	1127	1127	0,38
1128	A.S. 2100	1128	1128	0,38
1129	A.S. 2101	1129	1129	0,38
1130	A.S. 2102	1130	1130	0,38
1131	A.S. 2103	1131	1131	0,38
1132	A.S. 2104	1132	1132	0,38
1133	A.S. 2105	1133	1133	0,38
1134	A.S. 2106	1134	1134	0,38
1135	A.S. 2107	1135	1135	0,38
1136	A.S. 2108	1136	1136	0,38
1137	A.S. 2109	1137	1137	0,38
1138	A.S. 2110	1138	1138	0,38
1139	A.S. 2111	1139	1139	0,38
1140	A.S. 2112	1140	1140	0,38
1141	A.S. 2113	1141	1141	0,38
1142	A.S. 2114	1142	1142	0,38
1143	A.S. 2115	1143	1143	0,38
1144	A.S. 2116	1144	1144	0,38
1145	A.S. 2117	1145	1145	0,38
1146	A.S. 2118	1146	1146	0,38
1147	A.S. 2119	1147	1147	0,38
1148	A.S. 2120	1148	1148	0,38
1149	A.S. 2121	1149	1149	0,38
1150	A.S. 2122	1150	1150	0,38
1151	A.S. 2123	1151	1151	0,38
1152	A.S. 2124	1152	1152	0,38
1153	A.S. 2125	1153	1153	0,38
1154	A.S. 2126	1154	1154	0,38
1155	A.S. 2127	1155	1155	0,38
1156	A.S. 2128	1156	1156	0,38
1157	A.S. 2129	1157	1157	0,38
1158	A.S. 2130	1158	1158	0,38
1159	A.S. 2131	1159	1159	0,38
1160	A.S. 2132	1160	1160	0,38
1161	A.S. 2133	1161	1161	0,38
1162	A.S. 2134	1162	1162	0,38
1163	A.S. 2135	1163	1163	0,38
1164	A.S. 2136	1164	1164	0,38
1165	A.S. 2137	1165	1165	0,38
1166	A.S. 2138	1166	1166	0,38
1167	A.S. 2139	1167	1167	0,38
1168	A.S. 2140	1168	1168	0,38
1169	A.S. 2141	1169	1169	0,38
1170	A.S. 2142	1170	1170	0,38
1171	A.S. 2143	1171	1171	0,38
1172	A.S. 2144	1172	1172	0,38
1173	A.S. 2145	1173	1173	0,38
1174	A.S. 2146	1174	1174	0,38
1175	A.S. 2147	1175	1175	0,38
1176	A.S. 2148	1176	1176	0,38
1177	A.S. 2149	1177	1177	0,38
1178	A.S. 2150	1178	1178	0,38
1179	A.S. 2151	1179	1179	0,38
1180	A.S. 2152	1180	1180	0,38
1181	A.S. 2153	1181	1181	0,38
1182	A.S. 2154	1182	1182	0,38
1183	A.S. 2155	1183	1183	0,38
1184	A.S. 2156	1184	1184	0,38
1185	A.S. 2157	1185	1185	0,38
1186	A.S. 2158	1186	1186	0,38
1187	A.S. 2159	1187	1187	0,38
1188	A.S. 2160	1188	1188	0,38
1189	A.S. 2161	1189	1189	0,38
1190	A.S. 2162	1190	1190	0,38
1191	A.S. 2163	1191	1191	0,38
1192	A.S. 2164	1192	1192	0,38
1193	A.S. 2165	1193	1193	0,38
1194	A.S. 2166	1194	1194	0,38
1195	A.S. 2167	1195	1195	0,38
1196	A.S. 2168	1196	1196	0,38
1197	A.S. 2169	1197	1197	0,38
1198	A.S. 2170	1198	1198	0,38
1199	A.S. 2171	1199	1199	0,38
1200	A.S. 2172	1200	1200	0,38
1201	A.S. 2173	1201	1201	0,38
1202	A.S. 2174	1202	1202	0,38
1203	A.S. 2175	1203	1203	0,38
1204	A.S. 2176	1204	1204	0,38
1205	A.S. 2177	1205	1205	0,38
1206	A.S. 2178	1206	1206	0,38
1207	A.S. 2179	1207	1207	0,38
1208	A.S. 2180	1208	1208	0,38
1209	A.S. 2181	1209	1209	0,38
1210	A.S. 2182	1210	1210	0,38
1211	A.S. 2183	1211	1211	0,38
1212	A.S. 2184	1212	1212	0,38
1213	A.S. 2185	1213	1213	0,38
1214	A.S. 2186	1214	1214	0,38
1215	A.S. 2187	1215	1215	0,38
1216	A.S. 2188	1216	1216	0,38
1217	A.S. 2189	1217	1217	0,38
1218	A.S. 2190	1218	1218	0,38
1219	A.S. 2191	1219	1219	0,38
1220	A.S. 2192	1220	1220	0,38
1221	A.S. 2193	1221	1221	0,38
1222	A.S. 2194	1222	1222	0,38
1223	A.S. 2195	1223	1223	0,38
1224	A.S. 2196	1224	1224	0,38
1225	A.S. 2			

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 L'URSS et le problème arménien. 4 Chypre : le nouveau gouvernement de M. Vassiliou. 5 Les affrontements dans les territoires occupés et la tournée de M. Shultz. 7 Tunisie : le Destour change de nom.	9 La campagne de M. Raymond Barre. 10 Le « lieutenant Chirac » à la conquête des pieds-noirs.	12 L'affaire du « coma dépassé » d'Amiens. 14 Après l'arrestation en Corse de Jean-André Orosi. 15 Sports : la clôture des XV ^e Jeux olympiques d'hiver à Calgary.	18 Rencontre avec John Nelson : entre Berlioz et Weber. — « Obéron » en concert au Châtelet. 19 Théâtre : « La route des chars », à Bobigny. 17 Communication : TF 1 traite avec des « télé-évangélistes » américains.	41 Un colloque du Parti socialiste sur la compétitivité de la France. 42 Société générale de Belgique : M. de Benedetti s'aligne à Genève. 43 Les syndicats des Houillères de Lorraine annulent leur mot d'ordre de grève. 44-45 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 à 36 Campus 36 Carnet 36 Lyon 36 Météorologie 21 Mots croisés 21 Radio-télévision 21 Spectacles 20	● 10 h Le mini-journal de la rédaction. JOUR ● 15 h 30 La cote en direct. BOURSE Tous les jeux du monde. JEUX

M. Mitterrand visite une école du XX^e arrondissement de Paris

M. François Mitterrand a effectué, le lundi 29 février, une visite surprise dans une école du XX^e arrondissement de Paris, rue de Tourville, qui compte une forte proportion d'immigrés.

Le président de la République a rendu cette visite à l'invitation de deux enseignants de l'école, dans le cadre de la semaine d'éducation contre le racisme, organisée par SOS-Racisme. Arrivé quelques minutes après 9 heures, le président est reparti après avoir discuté plus d'une demi-heure avec des instituteurs et des élèves.

Meurtrier présumé d'un policier toulonnais

Roberto Succo a été arrêté dans la banlieue de Trévise

Roberto Succo, meurtrier présumé d'un policier toulonnais, l'inspecteur Michel Morandini, a été arrêté, dans la soirée du dimanche 28 février, dans la banlieue de Trévise, près de Venise.

Il a fallu un mois, jour pour jour, aux polices européennes, et notamment italienne, française et suisse, pour retrouver l'homme qui, le 28 janvier dernier, a tué l'inspecteur Morandini dans un hôtel de Toulon et blessé un autre policier, l'inspecteur Claude Aizzi.

Poursuivi par la police, le malfaiteur avait réussi à passer en Suisse, où il est accusé d'avoir agressé un pompiste entre Genève et Lausanne, puis d'avoir pris une automobile en otage. Après avoir échappé des coups de feu avec les policiers, il devait prendre quatre autres personnes en otages près de Berne.

C'est après une dizaine de jours, que les policiers ont pu établir l'identité du fuyard qui se faisait appeler « André... ». Le meurtrier présumé du policier toulonnais est, en fait, un Italien de vingt-six ans, Roberto Succo. Interne en 1981 après avoir tué ses parents, il s'était évadé de l'hôpital psychiatrique de Reggio Emilia dans le nord-est de l'Italie, où il bénéficiait d'un régime de semi-liberté.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 février

En hausse

La Bourse de Paris était en progression, lundi matin 29 février, l'indice de tendance atteignant + 3,29 en cours de séance. Parmi les principales hausses, notons BP France (+ 7,4 %), Total (+ 3,4 %), LocoFrance (+ 3,3 %), Strafor (+ 3,3 %), Comptoir moderne (+ 3,1 %), Penhoet (+ 2,8 %), Esso (+ 2,7 %). Sont en recul : DMC (- 5,9 %), SCOA (- 5,5 %), UIF (- 3,1 %), Promodis (- 3 %), GTM (- 2,7 %), Somer-Alibert (- 2,6 %).

5 et 6 MARS

EXPOSITION INTERNATIONALE De 10 h à 19 h

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON

(au pied de la Tour Eiffel)

18, av. de Suffren, PARIS (15^e)

Télexez

par MINITEL

Missitex

N°VERT: 05 30 63 29

Reprise de la « guerre des villes »

Bagdad touchée par deux missiles iraniens

Deux missiles iraniens sont tombés sur Bagdad dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 février, faisant de nombreux morts et blessés dans certains quartiers résidentiels de la capitale irakienne. Le communiqué militaire irakien qui a fait état de ce bombardement n'a pas précisé la localisation de la chute des deux missiles (trois missiles selon Téhéran). Les autorités irakiennes maintiennent toujours le silence sur ces localisations et imposent le black-out aux correspondants de presse pour éviter d'aider indirectement l'Irak à mieux préciser ses tirs. Selon Téhéran, trois missiles ont touché un bâtiment de la radio-télévision et deux objectifs militaires dans la capitale irakienne.

Ces tirs de missiles confirment que la « guerre des villes » a bien repris depuis le bombardement de Téhéran par l'aviation irakienne samedi au début d'après-midi, pour la première fois depuis novembre 1987. La radio irakienne avait aussi déclaré dimanche matin plusieurs objectifs industriels dans le sud-est de l'Irak. Dans la soirée, des chasseurs-bombardiers irakiens ont riposté en pilonnant les villes de Dezful et Hamadan, situées respectivement dans le sud-ouest et l'est de l'Irak. — (AFP-AP)

Sept exécutions publiques à Téhéran. — Deux hommes, reconnus coupables d'un attentat à la bombe il y a plusieurs mois sur l'une des places du nord de Téhéran, ont été pendus, le dimanche 28 février sur le lieu de leur crime, a annoncé l'agence iranienne IRNA. Samedi, cinq autres personnes ont été pendues en public dans le centre de Téhéran, également pour avoir organisé un attentat à la bombe dans la capitale, rappelle l'agence officielle.

Les deux « terroristes » exécutés dimanche avaient été condamnés à mort par le tribunal de la révolution islamique comme responsables de l'explosion d'une bombe sur la place Tadjik l'année dernière. Ils auraient également fait parvenir à Téhéran des explosifs provenant d'Irak, indique l'IRNA qui précise que les deux « saboteurs » avaient reçu d'importantes sommes d'argent du régime irakien pour accomplir leurs « faits ». — (AFP)

5 200 fonctionnaires des finances à Bercy en 1989

Le ministre d'Etat a visité, samedi 27 février, le chantier de Bercy où se construisent actuellement les nouveaux bâtiments de Bercy Huidobro et Paul Chemetov. Ils doivent accueillir, à partir de l'année prochaine, 5 200 fonctionnaires des finances. La plupart d'entre eux viendront du quai Branly (1 300 personnes), où un immeuble « provisoire » depuis la guerre doit être détruit, les autres (2 400 personnes) du Louvre, où ils libéreront 25 000 mètres carrés. Ces locaux seront immédiatement attribués (après leur aménagement) au musée. Mais 20 000 mètres carrés restent occupés par les ministères et le noyau dur du ministère des finances, qui attendent toujours de trouver un logement « noble » au centre de Paris, à proximité des grands centres de décision : Elysée, Matignon, Assemblée nationale.

Un communiqué du ministère avait pu faire croire qu'une solution immobilière était en voie d'être trouvée pour ce dernier carré. Il n'en est rien. M. Balladur n'est pas revenu sur les termes de sa déclaration de juillet 1987.

En revanche, dans la cour Napoléon du Louvre, on pose actuellement les dernières plaques de verre qui recouvrent la pyramide. Celle-ci sera inaugurée, vendredi, par le président de la République. Il interviendra à cette occasion au cours du journal d'Antenne 2, qui sera diffusé à partir de l'entrée du futur musée, dont les nouveaux équipements en cours d'installation (sous la pyramide) ne seront pas prêts avant la fin de l'année. E. de R.

AUTRICHE

Nouvelles manifestations et révélations contre M. Waldheim

Les manifestations contre le président autrichien, M. Kurt Waldheim, se multiplient.

Le samedi 27 février, quelque mille cinq cents personnes ont réclamé sa démission à Salzbourg, alors que plus d'un millier de personnes ont participé dimanche après-midi dans le centre de Vienne à une manifestation idéologique.

De son côté, le chef du Parti socialiste autrichien (SPOE), M. Fred Sinowatz, a offert, samedi, sa démission, si celle-ci pouvait servir l'« intérêt de l'Etat » et mener, en contrepartie, à une démission de M. Waldheim. M. Alois Mock, chef du Parti populaire et vice-chancelier du gouvernement de coalition, a rejeté la proposition de M. Sinowatz. « [Sa] démission est son affaire et celle du Parti socialiste, a-t-il dit. Quant à M. Waldheim, élu par le peuple, il ne peut dépendre des décisions d'un parti ».

A l'étranger, de nouvelles révélations sont venues augmenter la tension. Selon le *Times* de Londres, qui cite dans son édition du lundi 29 février un ancien officier de la Wehrmacht qui travaillait avec M. Waldheim en 1943-1944, au moins un Britannique et quatre Grecs ayant travaillé pour les commandos d'élite de la Royal Navy ont été livrés pour être exécutés après avoir été interrogés par des officiers de la Wehrmacht à l'époque où Kurt Waldheim appartenait à leur unité. M. Waldheim a toujours nié avoir participé à ces interrogatoires.

Par ailleurs, un ancien juriste du département américain de la défense, M. Eli Rosenbaum, a déclaré, dimanche 28 février, que Moscou a exercé des pressions sur Kurt Waldheim lorsqu'il était secrétaire général des Nations unies, en le menaçant de révoquer son passé pendant la période nazie pour obtenir une augmentation du personnel soviétique à l'ONU. — (AFP, Reuters)

Le numéro du « Monde » daté 28-29 février 1988 a été tiré à 498 901 exemplaires

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

MARK OU ECU : QUELLE MONNAIE POUR L'EUROPE ?

L'Europe sera-t-elle une « zone mark » ? Et l'écu n'a-t-il aucun avenir ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU NUMÉRO DE MARS :

- BOURSE : Quel est le bon prix d'une action ?
- EURO-TUNNEL : La naissance d'un mégaprojet.
- ENTREPRISE : Une faillite, ça se prépare.

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

Sur le vif

Mort à crédit

Va falloir que je marche sur la pointe des pieds, là, aujourd'hui. Je m'avance sur un terrain miné, semé de préjugés pesants, épiés, maintenant qu'il est mort, le mort, enfin je veux dire débarrassé, mort, il était déjà débarrassé, mort, pour essayer de savoir comment on était fait, vous envoyait droit au bûcher.

Qu'est-ce que ça a de tellement choquant, ces expérimentations sur des cadavres maintenus artificiellement dans un faux semblant de vie pour qu'on puisse leur prélever des organes nécessaires à la survie de milliers de gens ? Pourquoi ne pourrions-nous pas effectuer des recherches dans l'espèce, même ténue, même délicate, de la progression de la science, sur des corps bien vivants, dont le cerveau est réduit à un peu de liquide visqueux ? C'est pas moi qui le dis, c'est le Dr Escoffier-Lambotte dans un article paru ici même, la semaine dernière.

Pourquoi ce tollé, ces hurlements ? Du ministère de la santé au président, ça n'a été qu'un

cri : scandale ! Atteinte aux droits de l'homme ! Depuis quand les morts ont-ils encore des droits ? C'était Hitler, c'était l'apprenti-sorcier ! Enfin, franchement, ça ressemble à quoi ? On se croyait revenu au Moyen Âge, quand le simple fait de disséquer un cadavre, pour essayer de savoir comment on était fait, vous envoyait droit au bûcher.

Pourquoi ne pas vivre avec son temps et reconnaître qu'à douze ans du troisième millénaire le mort a changé d'aspect, de visage... ? Et d'usage. Pourquoi ne pas légaliser des expérimentations pratiques, comme en témoignent aujourd'hui un certain nombre de médecins sortis de l'ombre ? Bravo et merci ! Il y a en effet de cette hypocrisie. Pourquoi est-ce que pour sauver des vies on aurait pas le droit de se servir des morts ? Complètement. Évidemment. Enfin, quel, on n'est pas un peu mort ! Mort au point de donner son cœur, mais pas au point de respirer de l'écotox.

CLAUDE SARRAUTE.

SÉNÉGAL : Les élections du 28 février

Victoire attendue du président Diouf et de son parti

Dakar. — Le président Abdou Diouf, au pouvoir au Sénégal depuis 1981, devrait se succéder à lui-même, et son parti sera largement majoritaire à l'Assemblée nationale, selon des résultats partiels publiés dans la matinée du lundi 29 février par le ministre de l'Intérieur.

Selon ces chiffres, M. Diouf est crédité d'environ 77 % des voix, contre 21 % pour son principal adversaire, M. Abdoulaye Wade, candidat du Parti démocratique sénégalais (PDS-libéral). Le président sortant faisait ainsi un score moins élevé qu'en 1983 (83 %), tandis que M. Wade progresserait d'environ 7 %. Les deux autres candidats, MM. Babacar Niang, du Parti pour la libération du peuple (PLP), et Landi Savané, du Mouvement révolutionnaire pour une démocratie nouvelle, se partagent les quelque 2 % restants.

Aux élections législatives, l'opposition, qui présentait cinq partis, n'a pas réussi la percée qu'elle espérait. Le Parti socialiste au pouvoir arriverait largement en tête. La participation, malgré les incidents qui ont marqué les derniers jours de la campagne électorale, a été plus élevée qu'en 1983, avec environ 60 % de votants sur quelque 2 millions d'électeurs inscrits.

La régularité du scrutin est d'ores et déjà contestée par l'opposition, qui, avant l'ouverture des trois mille bureaux de vote, avait dénoncé des fraudes dans l'établissement des

listes électorales et la distribution des cartes d'électeur. Dimanche en début de soirée, avant la publication des premiers résultats, des incidents ont éclaté dans le quartier de Médina, et dans d'autres secteurs populaires de Dakar, où de très jeunes manifestants s'en sont pris à des véhicules et ont jeté des pierres sur les forces de l'ordre.

Des blindés des Groupes mobiles d'intervention (GMI), la police anti-émeutes, ont pris position dans la Médina, interdisant notamment l'accès des manifestants vers le centre de la capitale, où se trouvent les principaux ministères. Le calme est revenu dans ces quartiers, mais un important dispositif de sécurité restait en place lundi matin. — (AFP)

En URSS et à Chypre

Deux accidents d'avion font plusieurs dizaines de victimes

Un Tupolev 134 de la compagnie soviétique Aeroflot s'est écrasé en atterrissant sur l'aéroport de Sougoat (Sibérie occidentale), le samedi 27 février. Il avait à son bord quarante-cinq passagers et six membres d'équipage. Selon l'agence Tass, il y aurait des survivants. Le gouvernement soviétique a présenté ses condoléances aux familles des victimes.

D'autre part, un Boeing 727 de la compagnie yougoslave JAT, loué pour un atterissage à la compagnie turque Taha, a percuté, le 27 février, une montagne dans le nord de Chypre peu avant d'atterrir à Ercan. Il y avait quinze personnes à bord, l'avion devant prendre à Ercan un groupe de touristes pour les transporter à Helsinki. Selon l'agence Tass, il n'y a pas de survivants.

AFRIQUE DU SUD

L'archevêque Desmond Tutu interpellé au Cap

Mgr Tutu, Prix Nobel de la Paix et chef de l'Eglise anglicane d'Afrique australe, a été interpellé, le lundi 29 février, par la police sud-africaine alors qu'il participait à une marche de protestation, rapportent des témoins. Le prélat manifestait, en compagnie notamment de plusieurs ecclésiastiques opposés à l'apartheid, contre les récentes mesures gouvernementales prises envers l'opposition extraparlamentaire.

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX 38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

GUIDE PROFESSIONNEL MINTEL LE GUIDE DE L'UTILISATEUR EN ENTREPRISE